

Registre des délibérations - décisions

TOME I

SEANCE PUBLIQUE DU:

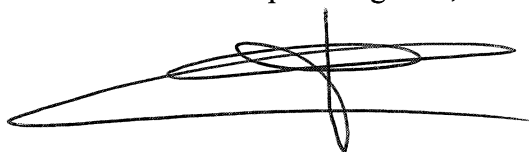
Lundi 26 mars 2012

Le présent registre contenant 200 pages a été coté et paraphé par Mlle Clémentine PAPA, Agent territorial, en application de l'article R2122-8 alinéa 2 du Code Général des Collectivités Territoriales et de l'arrêté n° 2011/1346/T/R de la Ville de Montpellier.

Montpellier, le 27/11/2012

Pour Madame le Maire,

et par délégation,

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke at the bottom.

Mlle Clémentine PAPA

Chef du Service de l'Assemblée

SOMMAIRE

TOME I / VII

**Convocation, émargement et Compte rendu et ordre du jour du Conseil Municipal du
26/06/201229**

Délibérations et annexes30 à 200

TOME II / VII

Délibération et annexes201 à 400

TOME III / VII

Délibération et annexes401 à 600

TOME IV / VII

Délibération et annexes601 à 800

TOME V / VII

Délibération et annexes801 à 1000

TOME VI / VII

Délibération et annexes1001 à 1026

Synthèse des décisions, décisions et annexes.....1027 à 1200

TOME VII / VII

Décision et annexes1201 à 1369

Montpellier, le 15 février 2012



Secrétariat Général
Service de l'Assemblée

Cher(e) Collègue,

Je vous invite à assister à la séance publique du Conseil Municipal, qui se réunira dans la salle du Conseil municipal de l'Hôtel de Ville, le **lundi 26 mars 2012 à 18h00**.

Conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du code général des collectivités territoriales, vous trouverez ci-joint l'ordre du jour et les synthèses relatives aux affaires présentées.

Les projets de délibérations et les pièces annexes sont mis à disposition des élus, pour consultation, au Service de l'Assemblée du Secrétariat Général, les 22 et 23 mars 2012.

J'attire votre attention sur l'obligation faite aux élus éventuellement intéressés par une affaire de s'abstenir de participer au vote de celle-ci et, plus largement, de ne pas intervenir d'une quelconque manière dans le processus décisionnel. Pour s'assurer de la validité de l'ensemble des délibérations, il vous est demandé de signaler un tel cas de figure au Secrétariat du Conseil en début de séance.

Veuillez agréer, Cher(e) Collègue, l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Madame Le Maire,



Hélène MANDROUX

PJ :

- Procès-verbal de la séance du 06 février 2012.
- Synthèses des affaires du 26 mars 2012.

Secrétariat Général

Secrétariat de l'Assemblée

Ordre du jour du Conseil municipal

Séance Publique du lundi 26 mars 2012 à 18h

- | | |
|--------------------------------|--|
| M^{me} le Maire | Adoption de l'ordre du jour |
| M^{me} le Maire | Adoption du procès-verbal du Conseil municipal précédent |
| Cédric
SUDRES | 1 Création d'un Conseil Consultatif des Résidents Etrangers |
| Michaël
DELAFOSSE | 2 FONCIER Acquisition de l'ancienne Ecole d'Application de l'Infanterie Accord Etat / Ville |
| Michaël
DELAFOSSE | 3 Ecole d'Application de l'Infanterie Transformation de logements militaires en logements étudiants Convention |
| Michaël
DELAFOSSE | 4 Protocole d'accord préalable Tripartite Ville de Montpellier Société Enclos Saint François de la Pierre Rouge Société PRAGMA |
| Max LEVITA | 5 Taux d'imposition de la Ville de Montpellier pour 2012 |
| Jacques
TOUCHON | 6 Proposition de délibération relative à l'adhésion de la Ville de Montpellier au Club Rio+20 |
| | Politique locale de déplacement, coordination territoriale, occupation non commerciale du domaine public |
| Serge
FLEURENCE | 7 Plan Local de déplacement secteur Nord Axe Auguste Broussonnet - Quai du Verdanson - Place du Onze Novembre. Réorganisation des sens de circulation - Recalibrage des Voies Marché à Procédure Adaptée Autorisation de signer les marchés |
| Serge
FLEURENCE | 8 Aménagement de pistes cyclables Avenue Jean Mermoz Avenant au lot n°1-Marché 11M350A11 Autorisation de signer |
| Serge
FLEURENCE | 9 Approbation des conventions de partenariat « Politique de la Ville et Solidarité » entre la Ville de Montpellier, ErDF Montpellier Hérault, l'association Le Passe Muraille et l'association FACE Hérault. |
| | Jeunesse, Vie étudiante |
| Michel
PASSET | 10 Bourse Initiatives Jeunes 2012
Participation de la Ville |

Michel PASSET	11	Bourse Animation Jeunes Attribution de subventions 2012
Michel PASSET	12	Convention de partenariat Ville de Montpellier / Communauté d'Agglomération de Montpellier dans le cadre du dispositif "Carte Eté Jeunes"
Michel PASSET	13	21 Square Neptune – 34080 Montpellier Convention de mise à disposition Ville de Montpellier/ Centre de Loisirs des Jeunes de la Paillade Contrat de location ACM Office Public de l'Habitat de la Communauté d'Agglomération de Montpellier /Ville de Montpellier
Emploi, insertion par l'économie, développement économique et commercial		
Marc DUFOUR	14	Attribution d'une subvention à l'Association Passe Muraille pour la réalisation d'un chantier d'insertion - exercice 2012 et autorisation de déposer un dossier de subvention au titre du PLR
Finances communales		
Max LEVITA	15	Attributions et réaffectations de subventions - exercice 2012
Max LEVITA	16	Report d'affectation de subventions votées en 2011
Max LEVITA	17	Cotisations à des organismes nationaux pour l'année 2012
Qualité de l'espace public, relations culturelles		
Philippe THINES	18	Bail emphytéotique administratif entre la Ville et "l'Association pour la connaissance du culte musulman en Languedoc-Roussillon" Locaux situés 272, rue Paul Bringuier
Philippe THINES	19	Bail emphytéotique administratif entre la Ville et "l'Association Mosquée Averroès de Montpellier" Locaux situés 300, rue Emile Picard
Philippe THINES	20	Convention d'occupation du domaine public pour l'exploitation des lignes 1,2,3 et 4 de tramway de l'Agglomération de Montpellier
Philippe THINES	21	Aménagement des rues Draparnaud et Marioge Dépôt du permis d'aménager
Philippe THINES	22	Réfection des revêtements de la place de la Comédie Marché n°2M17230 Attribution et autorisation de signer
Philippe THINES	23	Rue du Faubourg Boutonnet Réaménagement de la Voirie Réhabilitation du réseau unitaire Rénovation du réseau d'eau potable Avenant n°1 au marché 10M41311 Autorisation de signer
Philippe THINES	24	Collecteur pluvial avenue du Professeur Blayac - rue E. Picard Autorisation de signer le marché
Philippe THINES	25	Marché Maintenance et Travaux de Voirie- Lot n°1 Avenant de transfert au marché n° F98A Autorisation de signer
Culture, patrimoine		
Philippe SAUREL	26	Attribution de subventions à des projets et structures Exercice 2012

Philippe SAUREL	27	Attributions de subventions à des compagnies de danse, de théâtre et à des groupes de musique Exercice 2012
Philippe SAUREL	28	Attribution de subventions et conventions de partenariat avec l'association des Choeurs de Montpellier Exercice 2012
Philippe SAUREL	29	Attribution de subventions à des associations gérant des lieux artistiques et d'accompagnement Exercice 2012
Philippe SAUREL	30	Attribution de subventions à des associations gérant des chorales Exercice 2012
Philippe SAUREL	31	Zone Artistique Temporaire ZAT#4 Celleneuve Partenariat avec l'association Radio-Aviva
Philippe SAUREL	32	Archives Municipales Acceptation du don de l'Entente bibliophile à la Ville
Philippe SAUREL	33	Convention de partenariat et attribution d'une subvention à l'Université Paul-Valéry Montpellier III
Philippe SAUREL	34	Carré Sainte Anne Exonération de la redevance d'occupation du domaine public pour l'organisation de deux concerts
Philippe SAUREL	35	La Panacée Art et culture contemporaine Autorisation de signer l'avenant n°3 au lot 10A – menuiseries intérieures
Philippe SAUREL	36	La Panacée Art et Culture contemporaine Résiliation du marché concernant le lot 12A Revêtement sols souples (entreprise Red Concept)

Rénovation urbaine

Christian BOUILLE	37	QUARTIER des Cévennes (Petit Bard-Pergola) projet de rénovation urbaine demande d'agrément de candidature du Lot N°1 - CONSTRUCTA Promotion
Christian BOUILLE	38	MONTPELLIER GRAND CŒUR Opération programmée d'amélioration de l'habitat Attribution de subventions
Christian BOUILLE	39	MONTPELLIER GRAND COEUR Prolongement de la concession d'aménagement Avenant n° 10 à la concession d'aménagement Avenant n° 4 à la convention de trésorerie

Petite enfance

Françoise PRUNIER	40	Crèche Joséphine BAKER Quartier Ovalie - Délégation de service public
Françoise PRUNIER	41	Programme 2012 de travaux dans les crèches et haltes-garderies municipales Demandes de subventions
Françoise PRUNIER	42	Construction d'une micro-crèche AZEMA quartier Port Marianne Demande de permis de construire. Demande de subventions.
Françoise PRUNIER	43	Crèche EDELWEISS Quartier Montpellier-Centre Création d'un office Demande de permis de construire. Demande de subventions.
Françoise	44	Crèche des Sept Nains Rénovation de la toiture et de la zinguerie- Demande

PRUNIER		d'autorisation de travaux
Françoise PRUNIER	45	Crèche Joséphine BAKER Aménagement Avenant n° pour le lot n°5 et pour le lot n°11
Françoise PRUNIER	46	Crèche Joséphine Baker Résiliation de marché concernant le lot n°1 : cloisons - doublages - faux plafonds
Françoise PRUNIER	47	Fourniture et livraison de denrées alimentaires aux crèches municipales 1er avenant au marché n°OG711020
Patrick VIGNAL	48	Sports, cohésion sociale, démocratie de proximité Contrat Urbain de Cohésion Sociale Attribution de subventions à diverses associations Exercice 2012
Patrick VIGNAL	49	Quartier Hôpitaux-Facultés Proposition de dénomination du terrain de Baseball rue des 4 vents domaine de Veyrassi : Greg HAMILTON
Patrick VIGNAL	50	Sécurisation, réalisation et rénovation d'espaces sportifs et éducatifs - Attribution d'un marché de travaux par procédure adaptée
Sophie BONIFACE-PASCAL	51	Maisons pour Tous, Vie associative Maisons pour tous de la Ville de Montpellier Mise à disposition de salles à titre gratuit
Frédéric TSITSONIS	52	Economie des ressources et du patrimoine Cession de Certificat d'Economie d'Energie (CEE) - Autorisation de signer la cession
Frédéric TSITSONIS	53	ZAC Port Marianne - Consuls de Mer Futur Hôtel de Ville - Autorisation de signer l'avenant aux marchés de travaux lot :09 "Cloisons, doublage plâtrerie"; lot :19 "Peinture revêtement muraux et sols" lot 24B : "Fourniture de mobilier, lot 29 : "Courant faible" lot 31 : "Plomberie - sanitaires"
Perla DANAN	54	Action internationale, jumelages Mandats spéciaux Présentation des missions opérationnelles des membres du conseil municipal dans le cadre de l'action internationale
Michaël DELAFOSSE	55	Urbanisme, aménagement du territoire, NTIC Plan local d'urbanisme (PLU) Bilan d'application du PLU approuvé le 2 mars 2006 (art. L.123-12-1 du code de l'urbanisme)
Michaël DELAFOSSE	56	Adhésion de la Ville de Montpellier à la Charte du réseau national des collectivités pour l'Habitat participatif
Michaël DELAFOSSE	57	ZAC Port Marianne – Parc Marianne Agrément de candidature ACM (Office Public de l'Habitat de l'Agglomération de Montpellier) (Ilot 16 B2)
Michaël DELAFOSSE	58	Zone d'Aménagement Concerté du Coteau Propriété de Madame AUBERT veuve DINET, Lieudit Gay Lussac, parcelle cadastrée TR 16 Acceptation d'un compromis de vente
Michaël	59	Zone d'Aménagement Concerté du Coteau Acquisition de la propriété de Monsieur

DELAFOSSE		Paul RIGAIL Lieudit rue de Malbosc, cadastrée TS 1 et TS 2 et lieudit Gay Lussac cadastrée TR 12 Acceptation d'un compromis rectificatif aux compromis des 18/04 et 27/05/2011
Michaël DELAFOSSE	60	Zone d'Aménagement Concerté du Coteau Acquisition de la propriété de Monsieur Jean-Louis RIGAIL rue Henri Lagattu, cadastrée TN 442 Acceptation d'un avenant au compromis de vente en date du 27/05/2011
Michaël DELAFOSSE	61	Zone d'Aménagement Concerté du Coteau Acquisition de la propriété des consorts GIBELY Lieudit Le Coteau, cadastrée TN 162, Acceptation d'un avenant au compromis de vente en date du 7/11/2011
Michaël DELAFOSSE	62	Zone d'Aménagement Concerté du Coteau Acquisition de la propriété des consorts CARTAILLAC, Lieudit Le Coteau, cadastrée TN 24 Acceptation d'un compromis de vente
Michaël DELAFOSSE	63	Zone d'Aménagement Concerté du Coteau Propriété des consorts MAUREL Lieudit Gay Lussac, parcelle cadastrée TR 15 Acceptation d'un avenant au compromis de vente des 9 et 12/12/2011
Michaël DELAFOSSE	64	Zone d'Aménagement Concerté du Coteau Propriété de Madame LE PAGE née CHASSAING Rue du Professeur Blayac, parcelle cadastrée TS 23 Acceptation d'un compromis de vente
Michaël DELAFOSSE	65	Zone d'Aménagement Concerté du Coteau Propriété de l'indivision BERTRAND-REMY DE CAMPEAU et de Madame BERTRAND épouse BARDOU Lieudit Gay Lussac, parcelles cadastrées TR 13 et TR 4 Acceptation d'un compromis de vente
Michaël DELAFOSSE	66	Zone d'Aménagement Concerté du Coteau Acquisition de la propriété des consorts JOYEUX, lieudit Lussac, cadastrée TR 1 et TR 11, Acceptation d'un compromis de vente
Michaël DELAFOSSE	67	Aménagement de l'avenue du Pont Trinquat (section rue des Acconiers / chemin de Moularès) Propriété de M. et Mme Sacha BRESSAND Parcelle cadastrée DS 33p promesse unilatérale de vente et convention de travaux
Michaël DELAFOSSE	68	Aménagement de l'avenue du Pont Trinquat (section rue des Acconiers/chemin de Moularès) Echange foncier entre M. Jean-Pierre MUELA (parcelle DS 35p) et la Ville (parcelle DS 423p)
Michaël DELAFOSSE	69	Aménagement de l'avenue du Pont Trinquat (section rue des Acconiers / chemin de Moularès) Propriété des consorts BONNAVENC parcelles cadastrées DS 134p et DS 650p Promesses unilatérales de vente et conventions de travaux
Michaël DELAFOSSE	70	Aménagement de l'avenue du Pont Trinquat (section rue des Acconiers / chemin de Moularès) Propriété des consorts SANSONI 815, avenue du Pont Trinquat parcelle cadastrée DS 38p Promesse unilatérale de vente et convention de travaux
Michaël DELAFOSSE	71	Aménagement de l'avenue du Pont Trinquat (section rue des Acconiers / chemin de Moularès) Propriété de M. et Mme Claude MAURIN 991, avenue du Pont Trinquat parcelle DS 110p promesse unilatérale de vente et convention de travaux
Michaël DELAFOSSE	72	Aménagement de l'avenue du Pont Trinquat (section rue des Acconiers/ chemin de Moularès) Propriété des consorts CARBONNEL 983, avenue du Pont Trinquat parcelle cadastrée DS 109p


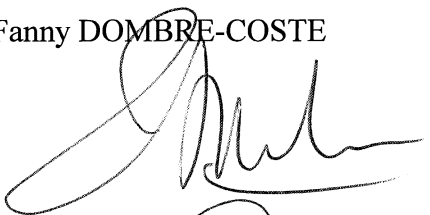
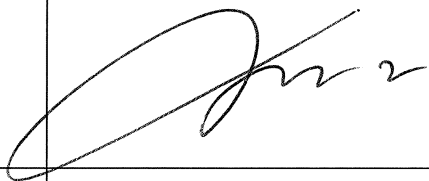
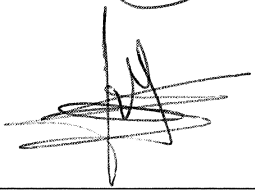
Michaël DELAFOSSE	73	Aménagement de l'avenue du Pont Trinquat (section rue des Acconiers/chemin de Moularès) Propriété des consorts BATTAGLIA parcelle cadastrée DS 34p promesse unilatérale de vente et convention de travaux
Michaël DELAFOSSE	74	Aménagement de l'avenue du Pont Trinquat (section rue des Acconiers/chemin de Moularès) Propriété de M. et Mme Frédéric VERNAY 835, avenue du Pont Trinquat parcelle cadastrée DS 39p Promesse unilatérale de vente et convention de travaux
Michaël DELAFOSSE	75	Aménagement de l'avenue du Pont Trinquat (section rue des Acconiers/chemin de Moularès) Propriété des consorts Odette et Claude RICHARD 1051, avenue du Pont Trinquat Parcelle cadastrée DS 253p Promesse unilatérale de vente et convention de travaux
Michaël DELAFOSSE	76	Aménagement de l'avenue du Pont Trinquat (section rue des Acconiers/chemin de Moularès) Propriété de M. et Mme Christophe FERNANDEZ 1089, avenue du Pont Trinquat Parcelles cadastrées DS 429p et DS 426p Promesse unilatérale de vente et convention de travaux
Michaël DELAFOSSE	77	FONCIER - Convention opérationnelle Etablissement Public Foncier de Languedoc-Roussillon / Ville de Montpellier ZAC DU COTEAU
Michaël DELAFOSSE	78	Foncier Alkos Promotion 2 rue du Printemps Avenue de la Liberté
Michaël DELAFOSSE	79	Foncier Acquisition emprise propriété Madame Laur Elargissement du Bd Paul Valéry PAE Marqueroise Multisites
Michaël DELAFOSSE	80	Foncier Aménagement du carrefour Nobel / Einstein Acquisition d'une emprise de 15 m ² Société Nexity Saggel Property Management
Michaël DELAFOSSE	81	Acquisition de la propriété des consorts BECAMEL 88 bis, avenue de Toulouse parcelle cadastrée HZ 36
Michaël DELAFOSSE	82	Acquisition onéreuse Création voie de liaison entre Rue Fabre de Morlhon et rue du Marché Gare Propriété "SCI ARENES"
Michaël DELAFOSSE	83	MONTPELLIER GRAND COEUR Ravalement obligatoire des façades Attribution de subventions
Michaël DELAFOSSE	84	Achat et mise à jour de licences bureautiques du parc informatique Groupement de commandes entre la Ville et le CCAS Délibération de fin de procédure
Michaël DELAFOSSE	85	Dispositif de soutien à l'innovation numérique (appelé Montpellier Innovation)
		Réussite éducative
	86	AFFAIRE RETIREE
Jean-Louis GELY	87	Attribution d'un marché pour la fourniture et pose de jeux et de sols souples pour aires de jeux
Jean-Louis	88	Construction du groupe scolaire Ludwig Van Beethoven - relance des lots infructueux

GELY	2,4,5,6,8,10
Jean-Louis GELY	89 École maternelle Marie Pape Carpentier Réalisation d'une salle de psychomotricité Autorisation de déposer une déclaration préalable de travaux et de signer la convention de mise à disposition
Jean-Louis GELY	90 École élémentaire Charles Dickens Création d'une salle d'activités Augmentation de la masse de travaux
Elections	
Magalie COUVERT	91 Consultations électorales Rémunération du personnel municipal
Logement	
Hélène QVISTGAARD	92 Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et l'Agence Départementale d'Information sur le Logement - ADIL de l'Hérault et attribution d'une subvention - exercice 2012
Ressources humaines	
Serge FLEURENCE	93 Modification du tableau des effectifs
Serge FLEURENCE	94 Mise à disposition par le centre de gestion d'un médecin auprès de la ville
Serge FLEURENCE	95 AFFAIRE RETIREE
Serge FLEURENCE	96 AFFAIRE RETIREE
Administration générale, marchés publics	
Max LEVITA	97 Délégations du Conseil municipal Consolidation et actualisation
Max LEVITA	98 Commission de Délégation de service public- Désignation des représentants de la Ville
Max LEVITA	99 Commission de contrôle des délégataires de service public- Désignation des membres de la commission
Max LEVITA	100 Marché de Stationnement Payant sur la Voirie
Max LEVITA	101 Prestations de services traiteurs Autorisation de signer les marchés
Max LEVITA	102 Journal municipal Montpellier Notre Ville- Autorisation de signer le marché
Max LEVITA	103 Réforme de véhicules et matériels
	104 Vœu relatif à la défense de la langue occitane
Mme le Maire	Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales – Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal

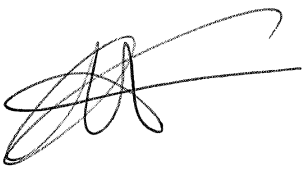

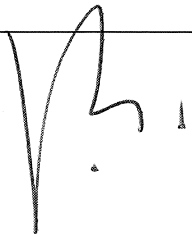

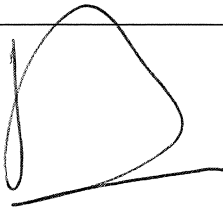

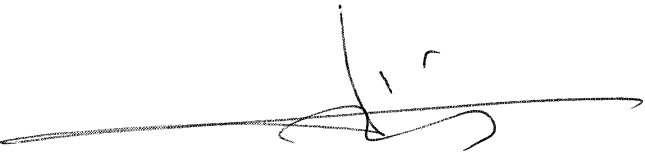
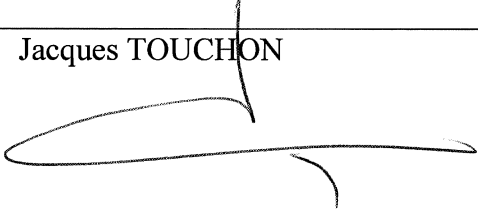

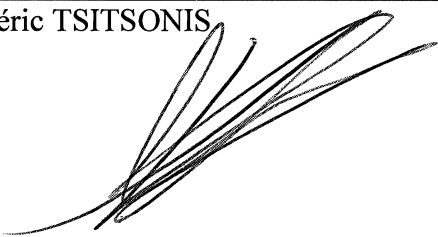

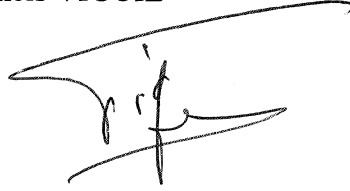
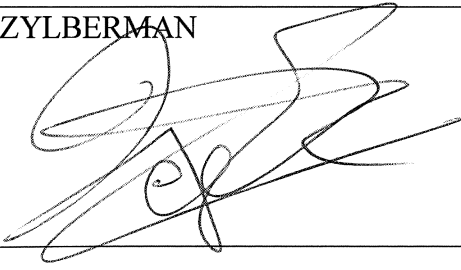
LISTE du CONSEIL MUNICIPAL - EMARGEMENTS

SEANCE PUBLIQUE du 26 mars 2012

Brahim ABBOU 	Frédéric ARAGON 
Michel ASLANIAN	Marie-Josée AUGÉ-CAUMON 
Eva BECCARIA 	Annie BENEZECH 
Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL 	Nicole BIGAS 
Stéphanie BLANCHARD 	Sophie BONIFACE-PASCAL 
Christian BOUILLE 	Agnès BOYER 
Nancy CANAUD 	Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM 
Marlène CASTRE 	Josette CLAVERIE 

Magalie COUVERT	Perla DANAN 
Michaël DELAFOSSE 	Gabrielle DELONCLE 
Fanny DOMBRE-COSTE 	Jacques DOMERGUE 
^ Marc DUFOUR 	^ Christian DUMONT 
Sarah EL ATMANI 	Laure FARGIER 
Serge FLEURENCE 	Christiane FOURTEAU 
Anne-Rose LE VAN 	Jean-Louis GELY 
Arnaud JULIEN	Catherine LABROUSSE 

<p>Audrey De LA GRANGE</p> <p></p>	<p>Gérard LANNELONGUE</p> <p></p>
<p>Max LEVITA</p> <p></p>	<p>Richard MAILHE</p> <p></p>
<p>Mustapha MAJDOUL</p> <p></p>	<p>✕ Hélène MANDROUX</p> <p></p>
<p>Hervé MARTIN</p> <p></p>	<p>Jacques MARTIN</p> <p></p>
<p>Stéphane MELLA</p>	<p>Nadia MIRAOUÏ</p> <p></p>
<p>Christophe MORALES</p> <p></p>	<p>Nicole MOSCHETTI-STAMM</p>
<p>✕ Michel PASSET</p> <p></p>	<p>Martine PETITOUT</p>
<p>Louis POUGET</p> <p></p>	<p>Françoise PRUNIER</p>

<p>Hélène QVISTGAARD</p> 	<p>Jean-Louis ROUMEGAS</p> 
<p>Philippe SAUREL</p> 	<p>Régine SOUCHE</p> 
<p>Robert SUBRA</p> 	<p>Cédric SUDRES</p> 
<p>Philippe THINES</p> 	<p>Jacques TOUCHON</p> 
<p>Claudine TROADEC-ROBERT</p> 	<p>Frédéric TSITSONIS</p> 
<p>Patrick VIGNAL</p> 	<p>Francis VIGUIE</p> 
<p>Alain ZYLBERMAN</p> 	

Compte-rendu du Conseil municipal

Séance publique du lundi 26 mars 2012
Salle du Conseil municipal

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Magalie COUVERT, Arnaud JULIEN, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER, Régine SOUCHE.

Absents :

Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

M^{me} le Maire

Adoption de l'ordre du jour
Pour : 57
Contre : /
Adopté à l'unanimité.

M^{me} le Maire

Adoption du procès-verbal du Conseil municipal précédent
Pour : 57
Contre : /
Adopté à l'unanimité.

Madame BECCARIA et Monsieur LANNELONGUE entrent en séance.

Cédric
SUDRES

- 1 Création d'un Conseil Consultatif des Résidents Etrangers
Pour : 53
Contre : 6
Adopté à la majorité

Michaël
DELAFOSSÉ

- 2 FONCIER Acquisition de l'ancienne Ecole d'Application de l'Infanterie □ Accord Etat / Ville
Pour : 59

Contre : /
Adopté à l'unanimité

Madame MIRAOU et Messieurs SUDRES et THINES sortent de la séance.

- Michaël
DELAFOSSÉ
- 3 Ecole d'Application de l'Infanterie Transformation de logements militaires en logements étudiants Convention
Pour : 56
Contre : /
Adopté à l'unanimité

Monsieur DELAFOSSE sort de la séance.
Madame MIRAOU et Monsieur SUDRES reviennent en séance.

- Michaël
DELAFOSSÉ
- 4 Protocole d'accord préalable Tripartite □ Ville de Montpellier □ Société Enclos Saint François de la Pierre Rouge □ Société PRAGMA
Pour : 54
Contre : 1
Abstention : 2
Adopté à la majorité

Madame TROADEC-ROBERT entre en séance et récupère sa procuration.
Monsieur LANNELONGUE quitte définitivement la séance.

- Max LEVITA
- 5 Taux d'imposition de la Ville de Montpellier pour 2012
Pour : 49
Contre : 5
Ne prennent pas part au vote : 2
Adopté à la majorité

Messieurs DELAFOSSE et THINES entrent en séance.
Madame BENEZECH et Monsieur Hervé MARTIN sortent de la séance.

- Jacques
TOUCHON
- 6 Proposition de délibération relative à l'adhésion de la Ville de Montpellier au Club Rio+20
Pour : 54
Contre : /
Abstention : 2
Adopté à l'unanimité

Politique locale de déplacement, coordination territoriale, occupation non commerciale du domaine public

Madame BLANPIED entre en séance et récupère sa procuration.
Mesdames BOYER, LABROUSSE, CLAVERIE, BENOUEARGHA-JAFFIOL, MIRAOU et Messieurs VIGNAL, MAILHE et TSITSONIS sortent de la séance.

- Serge
FLEURENCE
- 7 Plan Local de déplacement secteur Nord □ Axe Auguste Broussonnet - Quai du Verdanson - Place du Onze Novembre. □ Réorganisation des sens de circulation -

Recalibrage des Voies □ Marché à Procédure Adaptée □ Autorisation de signer les marchés

Pour : 48

Contre : /

Adopté à l'unanimité

Serge
FLEURENCE

- 8 Aménagement de pistes cyclables □ Avenue Jean Mermoz □ Avenant au lot n°1-Marché 11M350A11 □ Autorisation de signer □

Pour : 48

Contre : /

Adopté à l'unanimité

Madame LABROUSSE et Monsieur MAILHE entrent en séance.

Madame DOMBRE-COSTE sort de la séance.

Serge
FLEURENCE

- 9 Approbation des conventions de partenariat « Politique de la Ville et Solidarité » entre la Ville de Montpellier, ErDF Montpellier Hérault, l'association Le Passe Muraille et l'association FACE Hérault.

Pour : 49

Contre : /

Adopté à l'unanimité

Michel
PASSET

- Jeunesse, Vie étudiante**
10 Bourse Initiatives Jeunes 2012
Participation de la Ville
Pour : 49
Contre : /
Adopté à l'unanimité

Madame CLAVERIE entre en séance.

Monsieur GELY sort de la séance.

Michel
PASSET

- 11 Bourse Animation Jeunes □ Attribution de subventions 2012
Pour : 49
Contre : /
Adopté à l'unanimité

Madame DELAGRANGE et Monsieur SUBRA sortent de la séance.

Michel
PASSET

- 12 Convention de partenariat Ville de Montpellier / Communauté d'Agglomération de Montpellier dans le cadre du dispositif "Carte Eté Jeunes"
Pour : 47
Contre : /
Adopté à l'unanimité

Michel
PASSET

- 13 21 Square Neptune – 34080 Montpellier □ Convention de mise à disposition □ Ville de Montpellier/ Centre de Loisirs des Jeunes de la Paillade □ Contrat de location ACM Office Public de l'Habitat de la Communauté d'Agglomération de Montpellier / Ville de Montpellier

Pour : 45
Contre : 2
Adopté à la majorité

Emploi, insertion par l'économie, développement économique et commercial

Monsieur PASSET (avec procuration) sort de la séance.

- Marc DUFOUR 14 Attribution d'une subvention à l'Association Passe Muraille pour la réalisation d'un chantier d'insertion - exercice 2012 □ et autorisation de déposer un dossier de subvention au titre du PLR
Pour : 45
Contre :
Adopté à l'unanimité

Finances communales

Madame BENOARGHA-JAFFIOL entre en séance.
Madame FARGIER sort de la séance.

- Max LEVITA 15 Attributions et réaffectations de subventions - exercice 2012
Pour : 45
Contre :
Adopté à l'unanimité

Monsieur PASSET (avec procuration) entre en séance.

- Max LEVITA 16 Report d'affectation de subventions votées en 2011
Pour : 45
Abstention : 2
Adopté à l'unanimité

- Max LEVITA 17 Cotisations à des organismes nationaux pour l'année 2012
Pour : 47
Contre :
Adopté à l'unanimité

Qualité de l'espace public, relations culturelles

- Philippe THINES 18 Bail emphytéotique administratif entre la Ville et "l'Association pour la connaissance du culte musulman en Languedoc-Roussillon" □ Locaux situés 272, rue Paul Bringuier
Pour : 42
Contre : 5
Adopté à la majorité

- Philippe THINES 19 Bail emphytéotique administratif entre la Ville et "l'Association Mosquée Averroès de Montpellier" □ Locaux situés 300, rue Emile Picard
Pour : 42

Contre : 5
Adopté à la majorité

Philippe
THINES

- 20** Convention d'occupation du domaine public pour l'exploitation des lignes 1,2,3 et 4 de tramway de l'Agglomération de Montpellier
Pour : 47
Contre :
Adopté à l'unanimité

Mesdames BENEZECH et FARGIER entrent en séance.

Philippe
THINES

- 21** Aménagement des rues Draparnaud et Marioge □ Dépôt du permis d'aménager
Pour : 49
Contre :
Adopté à l'unanimité

Mesdames MIRAOU, BOYER, DOMBRE-COSTE, DELAGRANGE et Messieurs TSITSONIS, MARTIN Hervé entrent en séance.

Philippe
THINES

- 22** Réfection des revêtements de la place de la Comédie □ Marché n°2M17230 □ Attribution et autorisation de signer
Pour : 55
Contre :
Adopté à l'unanimité

Philippe
THINES

- 23** Rue du Faubourg Boutonnet Réaménagement de la Voirie Réhabilitation du réseau unitaire Rénovation du réseau d'eau potable Avenant n°1 au marché 10M41311 □ Autorisation de signer
Pour : 55
Contre :
Adopté à l'unanimité

Madame DANAN sort de la séance.

Philippe
THINES

- 24** Collecteur pluvial avenue du Professeur Blayac - rue E. Picard □ Autorisation de signer le marché
Pour : 54
Contre :
Adopté à l'unanimité

Philippe
THINES

- 25** Marché Maintenance et Travaux de Voirie- Lot n°1 □ Avenant de transfert au marché n° F98A □ Autorisation de signer
Pour : 54
Contre :
Adopté à l'unanimité

Culture, patrimoine

Monsieur VIGUIE sort de la séance

Philippe
SAUREL

- 26 Attribution de subventions à des projets et structures □ Exercice 2012
Pour : 53
Contre :
Adopté à l'unanimité

Philippe
SAUREL

- 27 Attributions de subventions à des compagnies de danse, de théâtre □ et à des groupes de musique □ Exercice 2012
Pour : 53
Contre :
Adopté à l'unanimité

Monsieur SUBRA entre en séance.

Philippe
SAUREL

- 28 Attribution de subventions et conventions de partenariat avec l'association des Choeurs de Montpellier □ Exercice 2012
Pour : 54
Contre :
Adopté à l'unanimité

Philippe
SAUREL

- 29 Attribution de subventions à des associations gérant des lieux artistiques et d'accompagnement □ Exercice 2012
Pour : 54
Contre :
Adopté à l'unanimité

Philippe
SAUREL

- 30 Attribution de subventions à des associations gérant des chorales □ Exercice 2012
Pour : 54
Contre :
Adopté à l'unanimité

Philippe
SAUREL

- 31 Zone Artistique Temporaire □ ZAT#4 Celleneuve □ Partenariat avec l'association Radio-Aviva
Pour : 54
Contre :
Adopté à l'unanimité

Monsieur TOUCHON sort de la séance.

Philippe
SAUREL

- 32 Archives Municipales □ Acceptation du don de l'Entente bibliophile à la Ville
Pour : 53
Contre :
Adopté à l'unanimité

Philippe
SAUREL

- 33 Convention de partenariat et attribution d'une subvention à l'Université Paul-Valéry Montpellier III
Pour : 53

Contre :
Adopté à l'unanimité

Philippe
SAUREL

- 34 Carré Sainte Anne □ Exonération de la redevance d'occupation du domaine public pour l'organisation de deux concerts
Pour : 53
Contre :
Adopté à l'unanimité

Philippe
SAUREL

- 35 La Panacée Art et culture contemporaine □ Autorisation de signer l'avenant n°3 au lot 10A – menuiseries intérieures
Pour : 53
Contre :
Adopté à l'unanimité

Monsieur VIGUIE entre en séance.
Madame LABROUSSE sort de la séance.

Philippe
SAUREL

- 36 La Panacée Art et Culture contemporaine □ Résiliation du marché concernant le lot 12A Revêtement sols souples (entreprise Red Concept)
Pour : 53
Contre :
Adopté à l'unanimité

Rénovation urbaine

Christian
BOUILLE

- 37 QUARTIER des Cévennes (Petit Bard-Pergola) □ projet de rénovation urbaine □ demande d'agrément de candidature du Lot N°1 - CONSTRUCTA Promotion
Pour : 53
Contre :
Adopté à l'unanimité

Madame DANAN et Monsieur GELY entrent en séance.
Monsieur SAUREL sort de la séance.

Christian
BOUILLE

- 38 MONTPELLIER GRAND CŒUR □ Opération programmée d'amélioration de l'habitat □ Attribution de subventions
Pour : 54
Contre :
Adopté à l'unanimité

Messieurs VIGNAL et TOUCHON entrent dans la séance.

Christian
BOUILLE

- 39 MONTPELLIER GRAND COEUR □ Prolongement de la concession d'aménagement □ Avenant n° 10 à la concession d'aménagement □ Avenant n° 4 à la convention de trésorerie
Pour : 56
Contre :
Adopté à l'unanimité

Petite enfance

Madame LABROUSSE et Monsieur SAUREL entrent en séance.
Mesdames BLANPIED, DELAGRANGE, DOMBRE-COSTE (avec procuration) et
Messieurs VIGNAL (avec procuration), DOMERGUE (avec procuration) et
MORALES (avec procuration) sortent de la séance.

- | | | |
|--|-----------|---|
| Françoise
PRUNIER | 40 | Crèche Joséphine BAKER Quartier Ovalie - Délégation de service public
Pour : 52
Contre : 2
Abstention : 1
Adopté à la majorité |
|
 | | |
| Françoise
PRUNIER | 41 | Programme 2012 de travaux dans les crèches et haltes-garderies municipales Demandes de subventions
Pour : 55
Contre :
Adopté à l'unanimité |
|
 | | |
| Monsieur SUBRA (avec procuration) quitte définitivement la séance. | | |
| Françoise
PRUNIER | 42 | Construction d'une micro-crèche AZEMA □ quartier Port Marianne □ Demande de permis de construire. □ Demande de subventions.
Pour : 55
Contre :
Adopté à l'unanimité |
|
 | | |
| Françoise
PRUNIER | 43 | Crèche EDELWEISS □ Quartier Montpellier-Centre □ Création d'un office □ Demande de permis de construire. □ Demande de subventions. □
Pour : 55
Contre :
Adopté à l'unanimité |
|
 | | |
| Monsieur Jacques MARTIN quitte définitivement la séance. | | |
| Françoise
PRUNIER | 44 | Crèche des Sept Nains □ Rénovation de la toiture et de la zinguerie- Demande d'autorisation de travaux
Pour : 54
Contre :
Adopté à l'unanimité |
|
 | | |
| Françoise
PRUNIER | 45 | Crèche Joséphine BAKER □ Aménagement □ Avenant n° pour le lot n°5 et pour le lot n°11
Pour : 54
Contre :
Adopté à l'unanimité |
|
 | | |
| Françoise | 46 | Crèche Joséphine Baker □ Résiliation de marché concernant le lot n°1 : cloisons - |

PRUNIER

doublages - faux plafonds

Pour : 54

Contre :

Adopté à l'unanimité

Françoise
PRUNIER

- 47 Fourniture et livraison de denrées alimentaires aux crèches municipales 1er avenant au marché n°OG711020□

Pour : 54

Contre :

Adopté à l'unanimité

Patrick
VIGNAL

- 48 **Sports, cohésion sociale, démocratie de proximité**
Contrat Urbain de Cohésion Sociale□Attribution de subventions à diverses associations□Exercice 2012

Pour : 54

Contre :

Adopté à l'unanimité

Patrick
VIGNAL

- 49 Quartier Hôpitaux-Facultés□Proposition de dénomination du terrain de Baseball rue des 4 vents domaine de Veyrassi : Greg HAMILTON

Pour : 54

Contre :

Adopté à l'unanimité

Patrick
VIGNAL

- 50 Sécurisation, réalisation et rénovation d'espaces sportifs et éducatifs - Attribution d'un marché de travaux par procédure adaptée

Pour : 54

Contre :

Adopté à l'unanimité

Maisons pour Tous, Vie associative

Madame BLANPIED entre en séance.

Mesdames BECCARIA, BOYER et Monsieur GELY quittent la séance.

Sophie
BONIFACE-
PASCAL

- 51 Maisons pour tous de la Ville de Montpellier□Mise à disposition de salles à titre gratuit

Pour : 50

Abstention : 2

Adopté à l'unanimité

Economie des ressources et du patrimoine

Monsieur GELY entre en séance.

Frédéric
TSITSONIS

- 52 Cession de Certificat d'Economie d'Energie (CEE) - Autorisation de signer la cession

Pour : 53

Contre :

Adopté à l'unanimité

Frédéric
TSITSONIS

- 53** ZAC Port Marianne - Consuls de Mer □ Futur Hôtel de Ville - Autorisation de signer l'avenant aux marchés de travaux □ lot :09 "Cloisons, doublage plâtrerie"; lot :19 "Peinture revêtement muraux et sols" □ lot 24B : "Fourniture de mobilier, □ lot 29 : "Courant faible" □ lot 31 : "Plomberie - sanitaires"
Pour : 47
Contre : 6
Adopté à l'unanimité

Perla DANAN

- Action internationale, jumelages**
54 Mandats spéciaux Présentation des missions opérationnelles des membres du conseil municipal dans le cadre de l'action internationale
Pour : 49
Contre : 4
Adopté à la majorité

Urbanisme, aménagement du territoire, NTIC

Mesdames BECCARIA et BOYER entrent en séance.

Michaël
DELAFOSSE

- 55** Plan local d'urbanisme (PLU) □ Bilan d'application du PLU approuvé le 2 mars 2006 □ (art. L.123-12-1 du code de l'urbanisme)
Pour : 53
Abstention: 2
Adopté à l'unanimité

Madame MIRAOU, Messieurs SUDRES, MARTIN Hervé et PASSET (avec procuration) sortent de la séance.

Michaël
DELAFOSSE

- 56** Adhésion de la Ville de Montpellier à la Charte du réseau national des collectivités pour l'Habitat participatif
Pour : 50
Contre :
Adopté à l'unanimité

Michaël
DELAFOSSE

- 57** ZAC Port Marianne – Parc Marianne □ Agrément de candidature □ ACM (Office Public de l'Habitat de l'Agglomération de Montpellier) □ (Ilot 16 B2)
Pour : 50
Contre :
Adopté à l'unanimité

Michaël
DELAFOSSE

- 58** Zone d'Aménagement Concerté du Coteau □ Propriété de Madame AUBERT veuve DINET, Lieudit Gay Lussac, parcelle cadastrée TR 16 □ Acceptation d'un compromis de vente
Pour : 50
Contre :
Adopté à l'unanimité

- Michaël
DELAFOSSÉ
- 59** Zone d'Aménagement Concerté du Coteau □ Acquisition de la propriété de Monsieur Paul RIGAIL □ Lieudit rue de Malbosc, cadastrée TS 1 et TS 2 □ et lieudit Gay Lussac cadastrée TR 12 □ Acceptation d'un compromis rectificatif aux compromis □ des 18/04 et 27/05/2011
Pour : 50
Contre :
Adopté à l'unanimité
- Michaël
DELAFOSSÉ
- 60** Zone d'Aménagement Concerté du Coteau □ Acquisition de la propriété de Monsieur Jean-Louis RIGAIL □ rue Henri Lagattu, cadastrée TN 442 □ Acceptation d'un avenant au compromis de vente en date du 27/05/2011
Pour : 50
Contre :
Adopté à l'unanimité
- Michaël
DELAFOSSÉ
- 61** Zone d'Aménagement Concerté du Coteau □ Acquisition de la propriété des consorts GIBELY □ Lieudit Le Coteau, cadastrée TN 162, □ Acceptation d'un avenant au compromis de vente en date du 7//11/2011
Pour : 50
Contre :
Adopté à l'unanimité
- Michaël
DELAFOSSÉ
- 62** Zone d'Aménagement Concerté du Coteau □ Acquisition de la propriété des consorts CARTAILLAC, □ Lieudit Le Coteau, cadastrée TN 24 □ Acceptation d'un compromis de vente
Pour : 50
Contre :
Adopté à l'unanimité
- Michaël
DELAFOSSÉ
- 63** Zone d'Aménagement Concerté du Coteau □ Propriété des consorts MAUREL □ Lieudit Gay Lussac, parcelle cadastrée TR 15 □ Acceptation d'un avenant au compromis de vente des 9 et 12/12/2011
Pour : 50
Contre :
Adopté à l'unanimité
- Michaël
DELAFOSSÉ
- 64** Zone d'Aménagement Concerté du Coteau □ Propriété de Madame LE PAGE née CHASSAING □ Rue du Professeur Blayac, parcelle cadastrée TS 23 □ Acceptation d'un compromis de vente
Pour : 50
Contre :
Adopté à l'unanimité
- Michaël
DELAFOSSÉ
- 65** Zone d'Aménagement Concerté du Coteau □ Propriété de l'indivision BERTRAND-REMY DE CAMPEAU et de Madame BERTRAND épouse BARDOU □ Lieudit Gay Lussac, parcelles cadastrées TR 13 et TR 4 □ Acceptation d'un compromis de vente
Pour : 50
Contre :

Adopté à l'unanimité

Madame FARGIER sort de la séance.

- Michaël
DELAFOSSE
- 66 Zone d'Aménagement Concerté du Coteau □ Acquisition de la propriété des consorts JOYEUX, □ lieudit Lussac, cadastrée TR 1 et TR 11, □ Acceptation d'un compromis de vente
Pour : 49
Contre :
Adopté à l'unanimité
- Michaël
DELAFOSSE
- 67 Aménagement de l'avenue du Pont Trinquat (section rue des Acconiers / chemin de Moularès) □ Propriété de M. et Mme Sacha BRESSAND □ Parcelle cadastrée DS 33p □ promesse unilatérale de vente et convention de travaux
Pour : 49
Contre :
Adopté à l'unanimité
- Michaël
DELAFOSSE
- 68 Aménagement de l'avenue du Pont Trinquat (section rue des Acconiers/chemin de Moularès) □ Echange foncier entre M. Jean-Pierre MUELA (parcelle DS 35p) et la Ville (parcelle DS 423p)
Pour : 49
Contre :
Adopté à l'unanimité
- Michaël
DELAFOSSE
- 69 Aménagement de l'avenue du Pont Trinquat (section rue des Acconiers / chemin de Moularès) □ Propriété des consorts BONNAVENC □ parcelles cadastrées DS 134p et DS 650p □ Promesses unilatérales de vente et conventions de travaux
Pour : 49
Contre :
Adopté à l'unanimité
- Michaël
DELAFOSSE
- 70 Aménagement de l'avenue du Pont Trinquat (section rue des Acconiers / chemin de Moularès) □ Propriété des consorts SANSONI □ 815, avenue du Pont Trinquat □ parcelle cadastrée DS 38p □ Promesse unilatérale de vente et convention de travaux
Pour : 49
Contre :
Adopté à l'unanimité
- Michaël
DELAFOSSE
- 71 Aménagement de l'avenue du Pont Trinquat (section rue des Acconiers / chemin de Moularès) □ Propriété de M. et Mme Claude MAURIN □ 991, avenue du Pont Trinquat □ parcelle DS 110p □ promesse unilatérale de vente et convention de travaux
Pour : 49
Contre :
Adopté à l'unanimité
- Michaël
DELAFOSSE
- 72 Aménagement de l'avenue du Pont Trinquat (section rue des Acconiers/ chemin de Moularès) □ Propriété des consorts CARBONNEL □ 983, avenue du Pont

Trinquat □ parcelle cadastrée DS 109p
Pour : 49
Contre :
Adopté à l'unanimité

Michaël
DELAFOSSÉ

- 73 Aménagement de l'avenue du Pont Trinquat (section rue des Acconiers/chemin de Moularès) □ Propriété des consorts BATTAGLIA □ parcelle cadastrée DS 34p □ promesse unilatérale de vente et convention de travaux
Pour : 49
Contre :
Adopté à l'unanimité

Michaël
DELAFOSSÉ

- 74 Aménagement de l'avenue du Pont Trinquat (section rue des Acconiers/chemin de Moularès) □ Propriété de M. et Mme Frédéric VERNAY □ 835, avenue du Pont Trinquat □ parcelle cadastrée DS 39p □ Promesse unilatérale de vente et convention de travaux
Pour : 49
Contre :
Adopté à l'unanimité

Michaël
DELAFOSSÉ

- 75 Aménagement de l'avenue du Pont Trinquat (section rue des Acconiers/chemin de Moularès) □ Propriété des consorts Odette et Claude RICHARD □ 1051, avenue du Pont Trinquat □ Parcelle cadastrée DS 253p □ Promesse unilatérale de vente et convention de travaux
Pour : 49
Contre :
Adopté à l'unanimité

Michaël
DELAFOSSÉ

- 76 Aménagement de l'avenue du Pont Trinquat (section rue des Acconiers/chemin de Moularès) □ Propriété de M. et Mme Christophe FERNANDEZ □ 1089, avenue du Pont Trinquat □ Parcelles cadastrées DS 429p et DS 426p □ Promesse unilatérale de vente et convention de travaux
Pour : 49
Contre :
Adopté à l'unanimité

Monsieur PASSET (avec procuration) entre en séance.

Michaël
DELAFOSSÉ

- 77 FONCIER - Convention opérationnelle
Etablissement Public Foncier de Languedoc-Roussillon / Ville de Montpellier
ZAC DU COTEAU
Pour : 51
Contre :
Adopté à l'unanimité

Michaël
DELAFOSSÉ

- 78 Foncier □ Alkos Promotion □ 2 rue du Printemps □ Avenue de la Liberté
Pour : 51
Contre :
Adopté à l'unanimité

- Michaël
DELAFOSSÉ
- 79** Foncier □ Acquisition emprise propriété Madame Laur □ Elargissement du Bd Paul Valéry □ PAE Marqueroze Multisites
Pour : 51
Contre :
Adopté à l'unanimité
- Michaël
DELAFOSSÉ
- 80** Foncier □ Aménagement du carrefour Nobel / Einstein □ Acquisition d'une emprise de 15 m² □ Société Nexity Saggel Property Management
Pour : 51
Contre :
Adopté à l'unanimité
- Monsieur SUDRES entre en séance.
- Michaël
DELAFOSSÉ
- 81** Acquisition de la propriété des consorts BECAMEL □ 88 bis, avenue de Toulouse □ parcelle cadastrée HZ 36
Pour : 52
Contre :
Adopté à l'unanimité
- Michaël
DELAFOSSÉ
- 82** Acquisition onéreuse □ Création voie de liaison entre □ Rue Fabre de Morlhon et rue du Marché Gare □ Propriété "SCI ARENES"
Pour : 52
Contre :
Adopté à l'unanimité
- Michaël
DELAFOSSÉ
- 83** MONTPELLIER GRAND COEUR □ Ravalement obligatoire des façades □ Attribution de subventions
Pour : 52
Contre :
Adopté à l'unanimité
- Monsieur TSITSONIS sort de la séance.
- Michaël
DELAFOSSÉ
- 84** Achat et mise à jour de licences bureautiques du parc informatique □ Groupement de commandes entre la Ville et le CCAS □ Délibération de fin de procédure
Pour : 51
Contre :
Adopté à l'unanimité
- Michaël
DELAFOSSÉ
- 85** Dispositif de soutien à l'innovation numérique (appelé Montpellier Innovation)
Pour : 51
Contre :
Adopté à l'unanimité

86 AFFAIRE RETIREE

Madame FARGIER entre en séance.

Jean-Louis
GELY

- 87 Attribution d'un marché pour la fourniture et pose de jeux et de sols souples pour aires de jeux
Pour : 52
Contre :
Adopté à l'unanimité

Jean-Louis
GELY

- 88 Construction du groupe scolaire Ludwig Van Beethoven - relance des lots infructueux 2,4,5,6,8,10
Pour : 52
Contre :
Adopté à l'unanimité

Jean-Louis
GELY

- 89 École maternelle Marie Pape Carpentier □ Réalisation d'une salle de psychomotricité □ Autorisation de déposer une déclaration préalable de travaux et de signer la convention de mise à disposition
Pour : 52
Contre :
Adopté à l'unanimité

Jean-Louis
GELY

- 90 École élémentaire Charles Dickens Création d'une salle d'activités Augmentation de la masse de travaux
Pour : 52
Contre :
Adopté à l'unanimité

Magalie
COUVERT

- Elections**
91 Consultations électorales Rémunération du personnel municipal
Pour : 52
Contre :
Adopté à l'unanimité

Logement

Madame BENEZECH sort de la séance.

Hélène
QVISTGAARD

- 92 Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et l'Agence Départementale d'Information sur le Logement - ADIL de l'Hérault et attribution d'une subvention - exercice 2012
Pour : 51
Contre :
Adopté à l'unanimité

Ressources humaines

Serge
FLEURENCE

- 93 Modification du tableau des effectifs
Pour : 51

Contre :
Adopté à l'unanimité

Serge
FLEURENCE **94** Mise à disposition par le centre de gestion d'un médecin auprès de la ville
Pour : 51
Contre :
Adopté à l'unanimité

Serge
FLEURENCE **95** AFFAIRE RETIREE

Serge
FLEURENCE **96** AFFAIRE RETIREE

Administration générale, marchés publics

Madame BENEZECH entre en séance.

Max LEVITA **97** Délégations du Conseil municipal □ Consolidation et actualisation
Pour : 52
Contre :
Adopté à l'unanimité

Monsieur TSITSONIS entre en séance.

Max LEVITA **98** Commission de Délégation de service public- Désignation des représentants de la Ville
Pour : 53
Contre :
Adopté à l'unanimité

Max LEVITA **99** Commission de contrôle des délégataires de service public- Désignation des membres de la commission
Pour : 53
Contre :
Adopté à l'unanimité

Max LEVITA **100** Marché de Stationnement Payant sur la Voirie
Pour : 53
Contre :
Adopté à l'unanimité

Monsieur BOUILLE quitte définitivement la séance.

Max LEVITA **101** Prestations de services traiteurs □ Autorisation de signer les marchés
Pour : 52
Contre :
Adopté à l'unanimité

Max LEVITA **102** Journal municipal Montpellier Notre Ville- □ Autorisation de signer le marché
Pour : 52
Contre :
Adopté à l'unanimité

Madame MIRAOUI entre en séance.

Max LEVITA **103** Réforme de véhicules et matériels
Pour : 53
Contre :
Adopté à l'unanimité

Monsieur MARTIN Hervé entre en séance.

104 Vœu relatif à la défense de la langue occitane
Pour : 53
Ne prennent pas part au vote : 1
Adopté à l'unanimité

Mme le Maire Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales –
Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal

Plus rien n'étant à délibérer, la séance est levée à 22h45.

Madame Le Maire,


Hélène MANDROUX

Conformément à l'article L212125 du Code Général des Collectivités Territoriales, le compte-rendu du Conseil Municipal est affiché en mairie sur les panneaux officiels prévus à cet effet sous huitaine.

Séance publique du lundi 26 mars 2012

Convoqué le mardi 20 mars 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 26 lundi mars 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Magalie COUVERT, Arnaud JULIEN, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER, Régine SOUCHE.

Absents :

Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Création d'un Conseil Consultatif des Résidents Etrangers

Cédric SUDRES rapporte :

Le Conseil de l'Europe définit, depuis 2004, le citoyen comme « toute personne y compris les étrangers, appartenant à la communauté locale. Cette appartenance implique l'existence d'un lien stable entre l'individu et la collectivité. Il est possible de considérer les résidents étrangers comme des citoyens locaux ou des résidents citoyens ».

La Ville de Montpellier est une ville internationale depuis son origine. Les citoyens étrangers représentent une part importante de ses habitants, et participent activement à la vie de la cité.

Comme sept villes en France précédemment, la Ville de Montpellier juge donc opportun de se doter d'une instance représentative de cette part de sa population : un Conseil Consultatif des Résidents Etrangers (CCRE).

La création d'une telle instance est un acte politique, qui résulte de la volonté de Mme le Maire et des membres du conseil municipal d'intégrer, d'impliquer et faire participer les étrangers à la vie politique locale. Ce CCRE permettra une prise de parole politique sur le rôle des étrangers dans la cité (droit de vote aux élections locales, participation aux décisions municipales, ...). Il sera un outil de citoyenneté, de concertation, et de bien vivre ensemble.

La création de ce CCRE fonctionnera, de manière interactive, à la fois, comme force de proposition mais aussi comme une instance spécifique de consultation sur des sujets précis (accès à l'éducation, aux services, ...). Il sera donc autonome tout en restant en relation permanente avec la Ville.

Le CCRE sera composé d'un bureau et de différentes commissions thématiques. Il sera co-présidé par une personne de la société civile et Cédric SUDRES, Conseiller Municipal délégué au Conseil Consultatif des Résidents Etrangers auprès de Magalie COUVERT, adjointe au Maire déléguée aux élections. Ses membres seront des étrangers de l'Union Européenne et hors Union Européenne, résidant à Montpellier depuis 5 ans,

sélectionnés sur la base d'un appel à candidature libre. La forme de cette appel à candidature sera encore à déterminer, mais devra proposer un équilibre entre des personnes issues de la société civile et des représentants d'associations à caractère international ou d'institutions comme les consulats étrangers.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le principe de la création d'un Conseil Consultatif des Résidents Etrangers dont la constitution, les statuts et le fonctionnement feront l'objet d'une délibération future.
- D'approuver la future co-présidence de ce Conseil à Cédric SUDRES, Conseiller Municipal, délégué auprès de Magalie COUVERT, adjointe au Maire déléguée aux élections.
- D'approuver le lancement d'un appel à candidature libre et d'adhérer au réseau des Conseils Français de la Citoyenneté de Résidence,

Le Conseil adopte.

Pour ~~ce~~ ~~trait~~ conforme, Madame le Maire

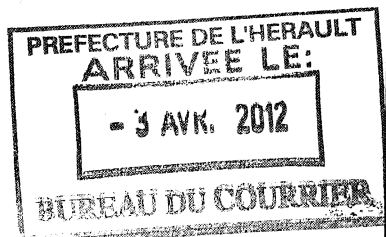
Hélène MANPROUX



Publiée le 27 03 2012

Direction Urbanisme
Opérationnel
Foncier Opérationnel

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2012 / 84



Séance publique du lundi 26 mars 2012

Convoqué le mardi 20 mars 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 26 lundi mars 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Magalie COUVERT, Arnaud JULIEN, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER, Régine SOUCHE.

Absents :

Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

FONCIER

Acquisition de l'ancienne Ecole d'Application de l'Infanterie Accord Etat / Ville

Monsieur Michaël DELAFOSSE rapporte:

Dans le cadre de la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) et de la réforme de la carte militaire, l'Ecole d'Application de l'Infanterie (E.A.I.) a fermé ses portes à l'été 2010.

Face à ce traumatisme que constitue le départ des militaires et son impact sur l'économie locale, évaluée par les services de l'Etat à 1706 emplois et près de 100 millions d'euros par an, la Ville a décidé de répondre immédiatement en engageant de façon volontariste la transformation de ce site abandonné pour le mobiliser au service du développement de la ville, de son rayonnement et de la création d'emplois.

Ces terrains constituent une opportunité exceptionnelle de réaménager un site stratégique de 38 hectares au potentiel exceptionnel situé à moins d'un kilomètre à vol d'oiseau du centre-historique, riche d'un important patrimoine militaire et d'un vaste parc resté longtemps fermé, auquel les montpelliérains témoignent d'un fort attachement.

Ce projet constituera l'un des axes majeurs de renouvellement urbain que mène la municipalité en complément du développement de nouveaux quartiers en réintroduisant une variété des occupations (mixité urbaine) et des usages (mixité fonctionnelle) avec une volonté collective de produire une morphologie urbaine de qualité s'appuyant sur une plus grande compacité.

Mais bien plus encore, par sa situation et son échelle, ce site est plus que tout autre, susceptible de devenir un "démonstrateur" de l'urbanisme du 21^{ème} siècle en étant aux années 2012 ce qu'Antigone a été aux années 1980, le signal d'un nouveau départ.

L'EAI rendue à la Ville : c'est fabriquer avec tous les Montpelliérains un quartier vivant et créatif au cœur de la ville, où chacun pourrait sans heurts habiter, travailler et se distraire, où toutes les catégories puissent se rencontrer.

L'EAI rendue à la Ville : c'est retrouver dans les formes et l'organisation du cadre bâti les qualités propres de la ville méditerranéenne, tout en privilégiant le recours à des techniques de construction ou d'aménagement durables et saines.

L'EAI rendue à la Ville : c'est innover dans la programmation et les formes architecturales, en veillant à enraciner les propositions dans les pratiques et les réseaux d'un territoire à l'identité forte.

L'EAI rendue à la Ville : c'est installer une vitrine du dynamisme économique montpelliérain, à la rencontre d'une demande tirée par la démographie (« l'économie résidentielle ») et d'un fort potentiel de développement dans les domaines des technologies et des industries créatives.

L'EAI rendue à la Ville : c'est finalement proposer un habitat conçu et produit dans l'esprit de la ville future sur un modèle de participation citoyenne à la vie collective tout en restant fidèle à une tradition méditerranéenne d'urbanité.

Enclave imperméable pendant de nombreuses années, ce site doit désormais être réintégré dans le fonctionnement urbain de Montpellier et réapproprié par ses habitants grâce au développement de nouvelles porosités et à la mise en œuvre d'un maillage viaire articulé avec le tissu urbain environnant. La recomposition globale de la trame urbaine du site s'attachera à renforcer les liaisons inter-quartier et à donner à voir depuis l'extérieur le Parc Montcalm, poumon vert du quartier. Au regard de son positionnement, ce site a vocation à devenir un élément central fédérateur à l'échelle de ce secteur de ville.

Le processus de reconversion urbaine de cet ensemble immobilier a commencé bien en amont du départ des militaires, ainsi le Conseil municipal a déjà approuvé :

- l'instauration d'un périmètre d'étude (article L 110-10 du Code de l'urbanisme) le 22 décembre 2008,
- le lancement d'un appel à idées le 15 décembre 2009,
- un plan local de redynamisation le 6 février 2012.

Et une première volonté s'est concrétisée avec l'ouverture du Parc Montcalm aux montpelliérains le 1^{er} janvier 2011.

Dans le cadre d'une vaste concertation, la Ville définira un projet d'aménagement pour ce nouveau quartier, dont elle confiera la réalisation à un aménageur sur la base d'une concession d'aménagement, dont le périmètre pourra déborder celui du site de l'EAI proprement dit. Après désignation de la société concessionnaire, l'ensemble immobilier acquis de l'Etat lui sera rétrocédé. Ladite société concessionnaire reprendra à son compte tous les engagements pris par la Ville suite aux accords passés avec l'Etat.

Après une année de négociation, les représentants de l'Etat et de la Ville viennent de parvenir à un accord sur la vente de la majeure partie du site de l'E.A.I, 356.019 m², cadastrée section HZ 2, 3, 4, 5, 44 et HY 25, 58p, pour un montant de 19.000.000 €.

L'Etat conservera environ 2,7 ha, les terrains qui supportent d'ores et déjà la caserne de gendarmerie (parcelle HZ 84, 90 et 58p).

La concrétisation de cet accord interviendra dans le cadre des dispositions de l'article L 240-1 du Code de l'urbanisme en vertu duquel « *Il est créé en faveur des communes (...) un droit de priorité sur tout projet de cession d'un immeuble (...) ou d'une partie d'immeuble situé sur leur territoire et appartenant à l'Etat (...), en vue de la réalisation, dans l'intérêt général, d'actions ou d'opérations répondant aux objets définis à l'article L. 300-1 du présent code ou pour constituer des réserves foncières en vue de permettre la réalisation de telles actions ou opérations.* »

Conformément à la délibération du 02 avril 2008 portant délégation du conseil municipal au Maire, sur la base de la déclaration d'intention d'aliéner notifiée par l'Etat, c'est Madame le Maire qui approuvera par décision l'exercice du droit de priorité ainsi que les termes finaux de l'acte authentique dont les principes généraux s'établissent comme suit.

Le montant de 19.000.000 € sera payable en trois fois, 6.350.000 € à la signature de l'acte, 6.325.000 € un an après, 6.325.000 € deux ans après.

Ce prix de vente accepté entre les deux parties a été évalué sur la base d'un programme de référence intégrant un parc de 150.000 m2 et un programme indicatif de construction d'une superficie totale de 240.723 m2 réparti de la façon suivante :

- logements locatifs sociaux : 49.000 m2 SHON
- logements en accession aidée : 39.200 m2 SHON
- logements en accession libre : 107.800 m2 SHON
- logements dans le bâti existant : 12.027 m2 SHON
- commerces dans le bâti existant : 2.696 m2 SHON
- activités professionnelles : 30.000 m2 SHON.

Cette répartition des catégories de constructions n'a qu'un caractère indicatif et pourra faire l'objet d'ajustements au cours de la concertation liée à la définition du projet d'aménagement définitif, en particulier sur la proportion de logements sociaux et de logements en accession aidée.

En conséquence, une clause d'intéressement et une clause de complément de prix prévoient que si une plus-value devait être réalisée par rapport au programme de référence, cette dernière devrait être partagée avec l'Etat à hauteur de 50%.

Par ailleurs, l'Etat, en tant que propriétaire du site, est chargé de sa dépollution et prendra en charge tous les frais de dépollution qui pourraient survenir après la signature de l'acte. Le montant de ces frais éventuels sera imputé sur le prix d'acquisition du bien.

Le premier paiement de 6.350.000 € sera effectué par la Ville, les deux suivants par le concessionnaire qui aura été retenu par la Ville.

Ce premier paiement sera financé par les crédits inscrits au budget 2012 de la Ville.

Comme le prévoit le régime normal applicable aux décisions prises par le Maire sur délégation du Conseil Municipal, une information spécifique sera faite sur le contenu de l'acte authentique lors du conseil qui suivra immédiatement la signature de l'acte.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le principe de l'acquisition du site de l'ancienne Ecole d'Application de l'Infanterie pour un montant de 19.000.000 € payable en trois fois, selon les conditions générales ci-dessus précisées ;
- de confirmer, en application de la délégation générale lui ayant été consentie, la compétence de Madame le Maire pour l'exercice du droit de priorité visant à l'acquisition du site de l'E.A.I. et à la signature de l'acte authentique ;
- de dire que le montant de ce premier versement sera prélevé sur les crédits inscrits au budget de la Ville,
- d'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le :



Séance publique du lundi 26 mars 2012

Convoqué le mardi 20 mars 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 26 lundi mars 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Magalie COUVERT, Arnaud JULIEN, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER, Régine SOUCHE.

Absents :

Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Ecole d'Application de l'Infanterie Transformation de logements militaires en logements étudiants Convention

Monsieur Michaël DELAFOSSE rapporte

A la suite d'une négociation longue et difficile, la Ville de Montpellier et l'Etat se sont accordés sur le prix d'acquisition du terrain d'emprise de l'ancienne Ecole d'Application de l'Infanterie, dont l'acte authentique de cession devra intervenir avant le 30 juin prochain. Sans attendre l'acquisition effective de cette ancienne école militaire, la Ville, depuis le 1^{er} janvier 2011, a déjà mis à disposition des associations scolaires et sportives le Parc Montcalm pour en faciliter les activités et l'a également ouvert à l'ensemble des montpelliérains. C'est, sans conteste, un véritable succès et sa fréquentation en témoigne largement.

Toujours dans le droit fil de « l'activation » immédiate de ce site et conformément à un objectif de mixité sociale et fonctionnelle de son développement urbain, la Ville de Montpellier, face à la persistance d'une forte demande en matière de logements étudiants, souhaite développer une nouvelle capacité d'accueil. C'est la raison pour laquelle, en partenariat avec le CROUS, il est envisagé de transformer trois bâtiments d'hébergement militaire en hébergement étudiant représentant la mise en service de 164 nouvelles chambres et ceci dès la rentrée universitaire de septembre 2012. Les deux autres bâtiments d'hébergement du Parc Montcalm sont en trop mauvais état pour une réutilisation à moindre coût et seront démolis.

Dans cette perspective, des discussions ont été engagées entre la Ville, l'Etat, le CROUS et le groupe SNI - Nouveau Logis Méridional, partenaire historique du ministère de la Défense et bailleur social, pour transformer ces bâtiments pour une durée d'environ 10 ans avant leur démolition, étant entendu qu'au moins une nouvelle résidence étudiante aura été créée d'ici là sur le site.

En effet, l'appel à idées a unanimement fait ressortir la nécessité de leur démolition en raison de leur qualité médiocre (architecturale et énergétique) et de leur rôle de "verrou" urbain compromettant l'ouverture future du parc Montcalm sur l'avenue de Toulouse. Il a donc été convenu de l'intérêt de concilier à la fois :

- l'opportunité immobilière immédiate de remettre en exploitation trois bâtiments déjà réhabilités sur les cinq bâtiments présents sur le site dès la rentrée 2012 pour une durée d'environ 10 ans,
- et le développement à long terme d'une nouvelle résidence étudiante, gérée par le CROUS, se substituant aux bâtiments anciens démolis à l'issue de la période de 10 ans.

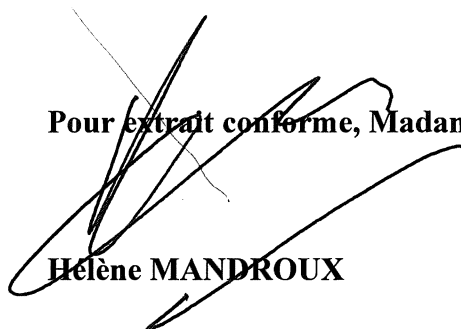
A l'effet d'offrir aux étudiants une nouvelle capacité d'hébergement dès la rentrée 2012, il est nécessaire de conventionner avec le Groupe SNI - Nouveau Logis Méridional sans attendre la signature de l'acte authentique de cession du site par l'Etat.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'approuver le principe de la signature d'une convention permettant la transformation de trois bâtiments d'hébergement militaire en bâtiments d'hébergement étudiant.
- d'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le :



Direction Aménagement
Programmation
Formes urbaines

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2012 / 86



Séance publique du lundi 26 mars 2012

Convoqué le mardi 20 mars 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 26 lundi mars 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Magalie COUVERT, Arnaud JULIEN, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER, Régine SOUCHE.

Absents :

Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Protocole d'accord préalable Tripartite Ville de Montpellier Société Enclos Saint François de la Pierre Rouge Société PRAGMA

Monsieur Michaël DELAFOSSE rapporte:

Dans le cadre du passage de la ligne 2 du tramway dans le quartier des Beaux-Arts, la Ville et l'Agglomération de Montpellier avaient été conduites à engager une négociation foncière avec la SA de l'Enclos Saint François, propriétaire d'un vaste ensemble de terrains incluant le tennis club de la Pierre Rouge et l'ancien lycée du même nom. Ces discussions avaient permis d'obtenir le passage du tramway sur une partie de ces terrains. Elles s'étaient par ailleurs traduites par la signature d'un protocole d'accord préalable (par délibération du 20 décembre 2004), par lequel la Ville s'engageait à ne pas demander la reconduction, à son terme, du bail que lui accordait la SA de l'Enclos Saint François pour l'utilisation d'une partie de son foncier comme terrain de football, libérant ainsi la constructibilité de ce foncier. Cet accord allait dans le sens de la densification de la ville aux abords du tramway et permettait par ailleurs à la SA de l'Enclos Saint François de financer, par la cession d'une partie de son foncier, la réhabilitation de son important patrimoine historique.

A l'approche de l'échéance du bail, en octobre 2011, la Ville a engagé le dialogue avec la SA de l'Enclos Saint François et du promoteur retenu par celle-ci, la société PRAGMA, afin d'étudier avec eux les moyens de maintenir sur site un équipement sportif répondant à la fois aux besoins des écoles proches, du club historique du Stade Lunaret et plus largement des habitants du quartier.

Ces discussions ont abouti à un accord se traduisant par une réduction de la constructibilité initialement prévue sur le site et la reconstitution, aux frais de l'opération, d'un terrain en gazon synthétique éclairé, homologable pour les compétitions de jeunes (jusqu'à la catégorie U11) et utilisable pour l'entraînement de tous les niveaux. Ce nouveau stade, qui devrait être livré en 2017 au plus tard, sera donné à bail à la Ville pendant une durée d'au moins 15 ans (reconductible), permettant de perpétuer l'ouverture au public et notamment aux scolaires et aux associations sportives. La continuité d'usage sera assurée autant que faire se peut pendant toute la durée des études et des travaux par la réalisation d'un terrain provisoire sur site.

Parallèlement, la Ville engagera, sur son budget, la rénovation du stade du Mail des Abbés, achevant ainsi de doter le quartier d'équipements sportifs de qualité, à même de répondre aux besoins des sportifs de tous âges.

Il convient de noter que, seule ou en partenariat avec les collectivités locales, la SA de l'Enclos Saint François devra ouvrir en diverses occasions son site au public, en particulier pour des manifestations à caractère culturel.

L'opération de construction réalisée sur les terrains objets du protocole permettra, à l'horizon 2017, la livraison de 200 logements environ, dont 20% de logements sociaux qui seront cédés en VEFA au bailleur ACM. Des commerces et autres locaux d'activités sont prévus au pied des immeubles.

L'ensemble de ces engagements réciproques entre la Ville, le propriétaire du site et le promoteur fait l'objet du projet de protocole joint à la présente délibération.

En conséquence il vous est proposé:

- d'approuver l'accord intervenu entre la Société Enclos Saint François, le promoteur PRAGMA et les services de la Ville pour réduire la constructibilité des terrains de l'Enclos Saint François et permettre ainsi le maintien d'un terrain de sport dans le quartier des Beaux-Arts;
- d'approuver le protocole d'accord préalable en vue de la signature d'un bail de 15 ans au bénéfice de la Ville pour la location de ce terrain de sport;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le :

**PROTOCOLE D'ACCORD PREALABLE TRIPARTITE – VILLE DE
MONTPELLIER / SOCIETE ENCLOS SAINT FRANCOIS DE LA PIERRE
ROUGE / PRAGMA**

Entre

La Société dénommée "**SOCIETE ENCLOS SAINT FRANCOIS DE LA PIERRE ROUGE**", société anonyme à conseil d'administration au capital de 343.010,29 EUR, dont le siège est à MONTPELLIER (34000), Enclos Saint François, quartier de la Pierre Rouge, identifiée au SIREN sous le numéro 784845131 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de MONTPELLIER.

Représentée par Monsieur Pierre de NUCE de LAMOTHE, Président du Conseil d'Administration, demeurant à CURNONTERRAL (34660), Route de Fabrègue:



- Ayant tous pouvoirs en vertu de l'article 19 des statuts reçus par Me GROLLIER, notaire à Montpellier, le 2 mars 1928,
- Renouvelé aux fonctions d'administrateur par l'Assemblée Générale du 26 juin 2008, dont copie du procès-verbal est demeurée ci-annexée,
- Nommé aux fonctions de Président de Conseil d'administration aux termes d'une délibération en date du 24 septembre 2008 dont copie du procès-verbal est ci-annexée,
- Et spécialement habilité à l'effet des présentes par délibération dudit Conseil en date du XX XX 2012 dont une copie est demeurée ci-annexée. (**Annexe 1**)

Ci-après désignée « **SOCIETE ENCLOS SAINT FRANCOIS DE LA PIERRE ROUGE** » ou "PROPRIETAIRE" ou "PROMETTANT",

De première part,

ET

La Société dénommée "**PRAGMA**", Société Anonyme au capital de 600.000 Euros, dont le siège est à MONTPELLIER (34000), 80 place Ernest Granier, Etoile Richter, identifiée au SIREN sous le numéro 950 016 535 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de MONTPELLIER.

Représentée par Monsieur Philippe GADELLE, Président de ladite société, domicilié professionnellement à MONTPELLIER (34000), 80 place Ernest Granier, Etoile Richter, nommé à cette fonction par décision de l'associé unique et date du 22 juin 2006 dont une copie certifiée conforme est demeurée ci-annexée et ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes en vertu des statuts de la société PRAGMA dont une copie est demeurée ci-annexée. (**Annexe 2**)

Ci-après désignée « **PRAGMA** » ou "ACQUEREUR" ou "BENEFICIAIRE",

De deuxième part,

ET

La **Commune de MONTPELLIER**, collectivité territoriale, personne morale de droit public située dans le département de l'Hérault, dont l'Hôtel de Ville se situe, 1 Place Georges FRECHE à MONTPELLIER (34267) Cedex 02, identifiée au SIREN sous le numéro 213401722.

Représentée par Monsieur Michaël **DELAFOSSSE**, Adjoint au Maire délégué à l'urbanisme, conformément à l'arrêté municipal de délégation en date du 2 septembre 2011, reçu en Préfecture de l'Hérault le 2 septembre 2011.

Ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes aux termes d'une délibération du Conseil municipal en date du XX 2012 dont une ampliation est demeurée ci-annexée (**Annexe 3**)

Ci-après désignée « **Commune de MONTPELLIER** » ou « **Ville de MONTPELLIER** » ou « **la Ville** »

De troisième part.

EXPOSE

I – Promesse unilatérale de vente entre la "SA ENCLOS ST FRANCOIS DE LA PIERRE ROUGE" et "PRAGMA"

Les sociétés "SA ENCLOS ST FRANCOIS DE LA PIERRE ROUGE" et "PRAGMA" ont signé en date du 26 avril 2011 une promesse unilatérale de vente sous conditions suspensives portant sur les parcelles sises à MONTPELLIER, figurant au cadastre sous la section CD numéros **738, 739, 740 et 76P**, pour une superficie totale de 18.097 m² (ci-après dénommé le "TERRAIN BEAU SEJOUR") auxquels sont affectées 18.097 m² de SHON.

Ladite promesse contient la faculté pour le **BENEFICIAIRE** de substituer toute autre personne physique ou morale dans ses droits dans la promesse.

Précision étant ici faite que :

- la parcelle cadastrée section CD numéro 740 supporte notamment actuellement des terrains de tennis en terre battue,
- **et la parcelle cadastrée section CD numéro 739 supporte notamment actuellement un terrain de sport.**

Le terrain objet de cette promesse devrait être détaché d'un tènement appartenant au **PROMETTANT** et cadastré même section numéros 73 à 80, 83, 629, 738, 739 et 740.

Cette promesse intègre le projet global suivant en substance :

- la construction de 18.000 m² de SHON à usage de logements sur les parcelles sises à Montpellier, cadastrées section CD numéros 738 et 739, soit à l'endroit du terrain de sport actuel,
- la valorisation du patrimoine de la "SA DE L'ENCLOS ST FRANÇOIS DE LA PIERRE ROUGE" par la création de logements situés rue Abert (la « **COUR DES MIRACLES** », dénommés "les **LOGEMENTS**" aux termes de ladite promesse de vente), la rénovation d'un immeuble situé avenue de Castelnaud (la « **AUMONERIE** »), la rénovation d'un immeuble situé également avenue de Castelnaud (la « **VILLA DU PARESSEUX** »), l'extension des vestiaires des tennis (les « **VESTIAIRES ET TENNIS** »).

S'agissant de la création de logements rue Abert, et en l'état des stipulations du plan local d'urbanisme la société "SA ENCLOS ST FRANCOIS DE LA PIERRE ROUGE" devra joindre à la demande de permis de construire une note attestant que le projet de construction des logements de la "COUR DES MIRACLES", dénommés "les **LOGEMENTS**" aux termes de la promesse de vente, est réalisé en application de ses activités.

Il est ici précisé que la société "SA ENCLOS ST FRANCOIS DE LA PIERRE ROUGE":

- Projette, au moyen des fonds à provenir de la vente d'une partie de ses actifs, procéder à la réhabilitation de son patrimoine notamment sportif et culturel,
- Confirme les engagements relatifs aux modalités d'ouverture au public de manière à permettre la découverte du patrimoine architectural et culturel de ladite société, savoir: la salle bleue, la chapelle et le parc de l'Enclos Saint François seront occasionnellement ouverts au public, notamment dans le cadre de partenariat avec les collectivités territoriales. Ainsi l'accès au public, à l'initiative ou avec l'accord de la société "SA ENCLOS ST FRANCOIS DE LA PIERRE ROUGE" aura lieu lors de

manifestations de portée culturelle ou cultuelle telles que "les journées du Patrimoine", la "fête de la Musique", ou des festivals musicaux ou culturels (Radio France ...)

II – Condition de libération des biens objets de la promesse

De convention entre le **PROMETTANT** et le **BENEFICIAIRE**, la promesse de vente porte sur des biens libres de toute location ou occupation.

Ainsi qu'il est rapporté à la promesse de vente, lesdites parcelles n'ont jamais fait l'objet de location, de son chef ou de son auteur, à l'exception d'un bail emphytéotique s'appliquant à **la parcelle cadastrée section CD numéro 739, située 195, rue Beau Séjour**, au profit de la Ville de Montpellier.

Ledit bail consenti :

- initialement sur la parcelle section CD numéro 72 (dont la parcelle cadastrée CD numéro 739 est issue) aux termes d'un acte administratif en date du 2 novembre 1981 publié le 23 juin 1982, volume 252 Numéro 11. Ledit bail avait été consenti à titre gratuit.

- puis réduit à la seule parcelle cadastrée section CD numéro 739 aux termes d'un acte reçu par Maître Emmanuel DOSSA, Notaire à Montpellier, les 08 et 22 juillet 2005 publié le 16 mai 2005 volume 2005p numéro 12383.

Ce bail est à ce jour caduc.

Ledit bail est venu à expiration le 1^{er} novembre 2011, précision étant ici faite qu'il a été stipulé dans l'acte ci-dessus visé que *"la Ville acceptant de ne pas demander le renouvellement de bail après ladite échéance"*.

III – Volonté de la Ville de MONTPELLIER de maintenir un équipement sportif pour les habitants du quartier.

Après avoir présenté le projet aux élus et aux services compétents de la ville de MONTPELLIER, ces derniers ont souhaité que soit maintenu dans le cadre d'un bail de longue durée d'au moins quinze (15) ans et sur la base d'une assiette foncière réduite un terrain de sport sur partie de son emplacement actuel tel qu'il figure sur le plan ci-annexé.

Dès lors, les parties ont réfléchi à une solution permettant à la fois, à la société "PRAGMA" de construire son projet prévu sur le « TERRAIN BEAU SEJOUR », le maintien d'un terrain de sport à cet endroit, ainsi que la restructuration du patrimoine permettant sa pérennisation et le développement des activités de la société dénommée "SOCIETE ENCLOS SAINT FRANCOIS DE LA PIERRE ROUGE ».

En conséquence, **PROMETTANT** et **BENEFICIAIRE** sont convenues de modifier la promesse de vente ci-dessus rappelée en réduisant l'assiette foncière du permis de construire initialement envisagé, de manière à identifier un emplacement permettant de recevoir le terrain de sport.

Par suite, l'opération de construction sur le "TERRAIN BEAU SEJOUR" se trouvera limitée à une SHON minimale de 14.500 m².

Les parties sont également convenues de supprimer le transfert anticipée de jouissance au profit de la société "PRAGMA" en ce qu'il s'applique à l'assiette de l'actuel terrain de sport afin de permettre son utilisation temporaire et révocable par la commune de MONTPELLIER dans les conditions ci-après déterminées.

Cela exposé, il est passé à la présente convention.

CONVENTION

Article 1 – Engagement par la "SOCIETE ENCLOS SAINT FRANCOIS DE LA PIERRE ROUGE" et "PRAGMA" de convenir d'un avenant à la promesse de vente afférant au "TERRAIN BEAU SEJOUR"

Le **PROMETTANT** et le **BENEFICIAIRE** sont convenus de signer un avenant à la promesse de vente sus-visée afférant au "TERRAIN BEAU SEJOUR", au plus tard le 31 mars 2012, devant avoir notamment pour objet:

- La mise en œuvre d'un programme de construction de 14.500 m² sur le ténement immobilier correspondant à celui délimité dans la promesse unilatérale de vente du 26 avril 2011 sauf l'emprise du futur terrain de sport. Au nombre des obligations résultant de cet avenant figurera en plus des obligations stipulées dans la promesse unilatérale de vente, celle pour la société "PRAGMA" de réaliser sur une partie de l'assiette du terrain de sport existant un terrain de sport correspondant à la catégorie "U11" (permettant le jeu à 7 joueurs), d'autre part la réduction à 3 niveaux au lieu de 4 l'immeuble de la "Cour des Miracles".
- l'amendement des délais des conditions suspensives corrélativement à la modification d'assiette initiale du projet de construction, notamment les autorisations d'urbanismes nécessaires aux programmes de construction et d'aménagement du terrain de sport référencés sur le plan joint en annexe (**Annexe 4**), parmi lesquelles les déclarations préalables de division, de travaux et autorisation de construire.
- Et l'engagement de la société "PRAGMA" de céder dans le cadre d'une vente en l'état futur d'achèvement des locaux à usage de logements sociaux représentant 20% de l'ensemble à ACM OPAC.

Il est ici précisé que ledit avenant contiendra la faculté pour le **BENEFICIAIRE** de substituer toute autre personne physique ou morale dans ses droits dans ledit avenant.

Article 2 – Engagement par la "SOCIETE ENCLOS SAINT FRANCOIS DE LA PIERRE ROUGE", la société PRAGMA, et la Ville de MONTPELLIER de régulariser une convention d'occupation temporaire et révocable au profit de la Commune de MONTPELLIER

Afin de permettre au public et aux associations utilisatrices du terrain de sport et du vestiaire de bénéficier le temps que soit aménagé un autre terrain de sports décrit aux termes du document ci-annexé dénommé "DESCRIPTIF SYNTHETIQUE – TERRAIN DE SPORT BEAU SEJOUR", ainsi que la souhaite la Ville de MONTPELLIER, la "SOCIETE ENCLOS SAINT FRANCOIS DE LA PIERRE ROUGE" et la Ville de MONTPELLIER s'engagent à régulariser dans les meilleurs délais, sur partie de la parcelle cadastrée section CD numéro 739, deux conventions d'occupation temporaire, révocables.

1°) La première convention d'occupation : une convention d'occupation temporaire et révocable qui portera sur la parcelle cadastrée section CD numéro 739, située 195, rue Beau Séjour

Ladite convention prendra effet rétroactivement au 1er novembre 2011 pour expirer à la date de signature de l'acte authentique de vente portant sur le "TERRAIN BEAU SEJOUR", sous la condition suspensive de la signature de l'avenant à la promesse de vente.

Elle deviendra caduque en cas de réitération de l'acte authentique de vente ou de caducité de la promesse de vente et de son avenant, et au plus tard le 31 juillet 2014.

Par conséquent, en cas de non signature dudit acte authentique de vente, la convention d'occupation précaire s'arrêtera à son terme et la "SOCIETE ENCLOS

SAINT FRANCOIS DE LA PIERRE ROUGE" retrouvera la libre disposition et utilisation du terrain de sport

Ladite occupation sera consentie à titre gratuit, à charge pour la Ville d'en assumer les charges en ce compris la taxe foncière, et la responsabilité.

Les autres modalités de cette convention seront établies ultérieurement

2°) La seconde convention d'occupation: une convention d'occupation temporaire et révocable par la société "PRAGMA" qui portera sur un terrain ultérieurement identifié sur les biens acquis par cette dernière

Ladite convention prendra effet à compter de la signature de l'acte authentique de vente au profit de la société PRAGMA réitérant la promesse de vente portant sur le "TERRAIN BEAU SEJOUR" et jusqu'à la livraison du terrain de sport construit et aménagé par la société "PRAGMA" soit 36 mois à compter de la signature dudit acte authentique de vente.

Durant ce laps de temps la société "PRAGMA" s'engage à mettre à disposition de la ville de MONTPELLIER un terrain de sport provisoire hors normes et susceptibles d'être déplacé en fonction de son chantier. La mise à disposition pourra être interrompue en raison des contraintes du chantier.

Par conséquent, en cas de non signature dudit acte authentique de vente, ladite convention ne prendra pas effet.

Ladite occupation sera consentie à titre gratuit, à charge pour la Ville d'en assumer les charges en ce compris la taxe foncière.

Les autres modalités de cette convention seront établies ultérieurement.

Article 3 - Engagement par la "SOCIETE ENCLOS SAINT FRANCOIS DE LA PIERRE ROUGE" et la Ville de MONTPELLIER de régulariser un bail de longue durée au profit de la Commune de MONTPELLIER sur une partie de la parcelle cadastrée section CD numéro 739 devant supporter le terrain de sport conforme à la notice descriptive jointe en annexe construit et aménagé par la société "PRAGMA"

Le **PROMETTANT et la Ville de MONTPELLIER** s'engagent à régulariser un bail de longue durée,

- sur **une partie** de la parcelle cadastrée section CD numéro 739, devant supporter le terrain de sport à réaliser conformément au plan et à la notice descriptive et plan joints en annexe (**Annexes 5 et 6**), qui devra être construit et aménagé par "PRAGMA" ainsi qu'il est dit sous l'article 1,
- au profit de la Commune de MONTPELLIER,

Ledit bail prendra effet à la date de livraison dudit terrain de sport après achèvement de la totalité du programme de construction du "TERRAIN BEAU SEJOUR", soit 36 mois à compter de la signature de l'acte authentique d'acquisition du terrain estimé à titre prévisionnel, sauf causes légitimes de suspension de délais et cas de force majeure.

Sa durée sera d'au moins 15 années à compter de sa prise d'effet, renouvelable tacitement par période d'une année sauf dénonciation par le bailleur trois mois avant sa date de renouvellement.

Les conditions financières seront convenues ultérieurement.

L'entretien et le paiement de toutes les taxes (y compris la taxe foncière), impôts et contributions ainsi que toutes les responsabilités liées à l'activité sportive incomberont au preneur une provision sur charges pourra être payée en même temps que la redevance notamment au titre de l'impôt foncier.

La Ville de MONTPELLIER consentira à la "SOCIETE ENCLOS SAINT FRANCOIS DE LA PIERRE ROUGE" des périodes d'occupation gratuite pour ses besoins correspondant à trois demies journées par semaine (dont l'amplitude horaire est définie de 8h à 12h, ou de 14h à 18h)

Article 4- Durée

Le présent protocole prend effet à compter de sa signature et est conclue pour toute la durée de la réalisation de l'opération immobilière, et en général pour la réalisation de l'ensemble des missions décrites dans la présente convention et ses annexes.

Etant ici précisé que l'ensemble des accords résultant des présentes sont soumis à la condition suspensive de la signature de l'avenant à la promesse de vente sus-visée, la condition résolutoire de la non signature de l'acte authentique de vente réitérant ledit avenant à la promesse, et la condition essentielle et déterminante de réalisation de l'opération de promotion immobilière dans les conditions ci-dessus énoncées. A défaut, les engagements notamment de convention d'occupation et de bail à long terme du terrain de sport deviendraient caducs.

Article 5 - Election de domicile

Les parties à la présente convention font élection de domicile en leur siège social respectif.

Article 6 – Attribution de compétence

En cas de contestation ou litige né de l'interprétation de la présente Convention, le différend sera porté devant le Tribunal de Grande Instance de Montpellier.

LISTE DES ANNEXES

Annexe 1: délibération du Conseil d'administration de la société "SOCIETE ENCLOS SAINT FRANCOIS DE LA PIERRE ROUGE" en date du XX

Annexe 2: Décision de l'associé unique de la société "PRAGMA" en date du 22 juin 2006

Annexe 3: Délibération du Conseil municipal de la Commune de MONTPELLIER en date du XX

Annexe 4: projet de construction Pierre Rouge

Annexe 5: notice descriptive du terrain de sport à construire et aménager par PRAGMA

Annexe 6: plan du terrain de sport à construire et aménager par PRAGMA

Etabli sur six pages,

A MONTPELLIER,

Le XX

En trois exemplaires originaux

94

**COMPTE RENDU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DE LA S.A ENCLOS SAINT FRANCOIS DE LA PIERRE ROUGE
DU MERCREDI 1 FEVRIER 2012**

L'an deux mille douze, et le 1 Février à 20 heures 30 le conseil d'administration s'est réuni au siège social, sur convocation de son Président.

Ordre du jour : Projet immobilier/ protocole
 Questions diverses

Sont présents ou représentés :

- **Monsieur Pierre de NUCE de LAMOTHE** Président Directeur Général
- Monsieur Pierre BLISSON**
- Monsieur Henri VALLAT**
- Monsieur Jacques EMPRIN**
- Monsieur Olivier JONQUET**
- Monsieur Claude DROGUE**
- Monsieur François GRANIER**
- Monsieur Philippe PETEL**
- Monsieur Nicolas GIRAUD**
- Monsieur Jean-François ARTZ**
- Monsieur Laurent BORIES AZEAU**
- Monsieur François DURAND**

Le procès verbal de la dernière réunion du conseil d'administration est adopté à l'unanimité.
Puis le conseil délibéré comme suit sur la question figurant à l'ordre du jour.

Tous les membres du conseil d'administration à l'unanimité donnent mandat au président Monsieur Pierre de Nuce de Lamothe de signer le protocole d'accord tripartite (Mairie/ Enclos Saint-François/ Pragma).

Aucune personne ne prend la parole la séance est levée.

Le Président

Monsieur Pierre de Nuce de Lamothe.





PRAGMA
Société par Actions Simplifiée au capital de 600.000 euros
Siège social : 80 place Ernest Granier Etoile Richter CS 19501
34960 Montpellier
950 016 535 RCS Montpellier

Procès-verbal des décisions de l'associée unique du 22 juin 2006

L'an deux mille six,
Le 22 juin,
A 15 h 30,

La soussignée,

PACTIMO, société par actions simplifiée au capital de 680.000 €, dont le siège social est situé Etoile Richter CS 19501 - 80, Place Ernest Granier 34000 MONTPELLIER, immatriculée sous le numéro SIREN 439 754 094 RCS Montpellier, représentée par son président SOGEPROM, société anonyme au capital de 54.450.000 euros, dont le siège social est situé 41, avenue Gambetta - 92400 Courbevoie, immatriculée sous le numéro SIREN 722 065 257 RCS Nanterre, elle-même représentée par Monsieur Henri du BOUCHER, directeur général,

associée unique de PRAGMA, société par actions simplifiée au capital de 600.000 €, dont le siège social est situé Etoile Richter CS 19501 - 80, Place Ernest Granier 34000 MONTPELLIER, immatriculée sous le numéro SIREN 950 016 535 RCS Montpellier, (la « Société »),

a pris les décisions suivantes :

Première décision

L'associée unique a pris acte de la démission remise par Monsieur Philippe Gadelle, ce jour, de ses fonctions de Directeur général à compter du jour des présentes et donne quitus entier de l'exercice de son mandat à Monsieur Philippe Gadelle.

L'associée unique décide de ne pas remplacer le Directeur Général démissionnaire.

Deuxième décision

L'associée unique décide de créer un Conseil de Surveillance au sein de la Société et d'insérer en conséquence dans les statuts de la Société un article 16 BIS rédigé comme suit :

44

« ARTICLE 16 BIS – CONSEIL DE SURVEILLANCE

1. Composition

Il est institué un conseil de surveillance composé de un à cinq membres, personnes physiques ou morales, associées ou non. Les membres sont désignés, pour une durée limitée ou non, par décision de l'associé unique ou par décision collective des associés. Chaque membre peut être révoqué à tout moment sans motif par décision des associés ou de l'associé unique.

Un président du conseil de surveillance est désigné par décision de l'associé unique ou par décision collective des associés. Il est chargé de convoquer le conseil de surveillance et d'en diriger les débats.

2. Attributions du conseil de surveillance

Le conseil de surveillance a pour mission, à l'exclusion de toute immixtion quotidienne dans la gestion de la société, de conseiller son président et d'identifier de nouvelles opportunités et programmes susceptibles d'intéresser la société.

Le conseil de surveillance se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige, sur convocation du président du conseil de surveillance ou du président de la société. La convocation est réalisée par tous moyens 8 jours calendaires au moins avant la réunion. Ce délai peut être raccourci d'un commun accord entre les membres du conseil de surveillance. Le conseil de surveillance ne délibère valablement que si au moins la moitié de ses membres sont présents ou représentés. Tout membre du conseil de surveillance peut se faire représenter par toute personne physique de son choix.

Les décisions sont prises à la majorité simple des voix exprimées par les membres du conseil de surveillance présents ou représentés, chaque membre disposant d'une voix. En cas de partage des voix, celle du président du conseil de surveillance l'emporte. Une décision peut être prise, sans obligation de réunion, si elle est constatée par un acte signé de tous les membres.

Les délibérations du conseil de surveillance sont constatées par des procès-verbaux placés dans un registre spécial et signés par chacun des membres du conseil de surveillance présent à la réunion, ce registre spécial étant conservé par le président du conseil de surveillance. Une copie est envoyée dans les 8 jours au président de la société.

Ni le président du conseil de surveillance, ni aucun autre de ses membres, ne peut engager la société sans y avoir été préalablement et expressément autorisé par un organe compétent de la société. »

Troisième décision

L'associée unique décide de nommer Monsieur Michel Troncin aux fonctions de Président du Conseil de Surveillance, pour une durée indéterminée.

47

Monsieur Michel Troncin, qui accepte, déclare n'être frappé d'aucune des incapacités ou déchéances susceptibles de lui interdire l'accès à ces fonctions. Ses fonctions seront exercées dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

Monsieur Michel Troncin percevra pour l'exercice de ce mandat une rémunération de brut par mois jusqu'au 31 décembre 2006 et sera remboursé, sous réserve de justificatifs, des frais professionnels qu'il aura exposés dans le cadre de ses activités et ce, dans les conditions prévues par la loi et dans le respect des règles en vigueur au sein de PRAGMA. Cette rémunération sera ensuite ramenée à bruts par mois.

Quatrième décision

L'associée unique décide de nommer Monsieur Philippe Gadelle aux fonctions de Président de la Société, pour une durée indéterminée.

L'associée unique décide que Monsieur Philippe Gadelle percevra pour l'exercice de ses fonctions de Président de PRAGMA une rémunération de brut par an et sera remboursé, sous réserve de justificatifs, des frais professionnels qu'il aura exposés dans le cadre de ses activités et ce, dans les conditions prévues par la loi et dans le respect des règles en vigueur au sein de la Société.

Cinquième décision

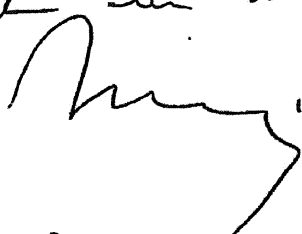
L'associée unique confère tous pouvoirs au porteur d'un original des présentes afin d'effectuer toutes formalités de publicité et de dépôt auprès du greffe du tribunal de commerce compétent.

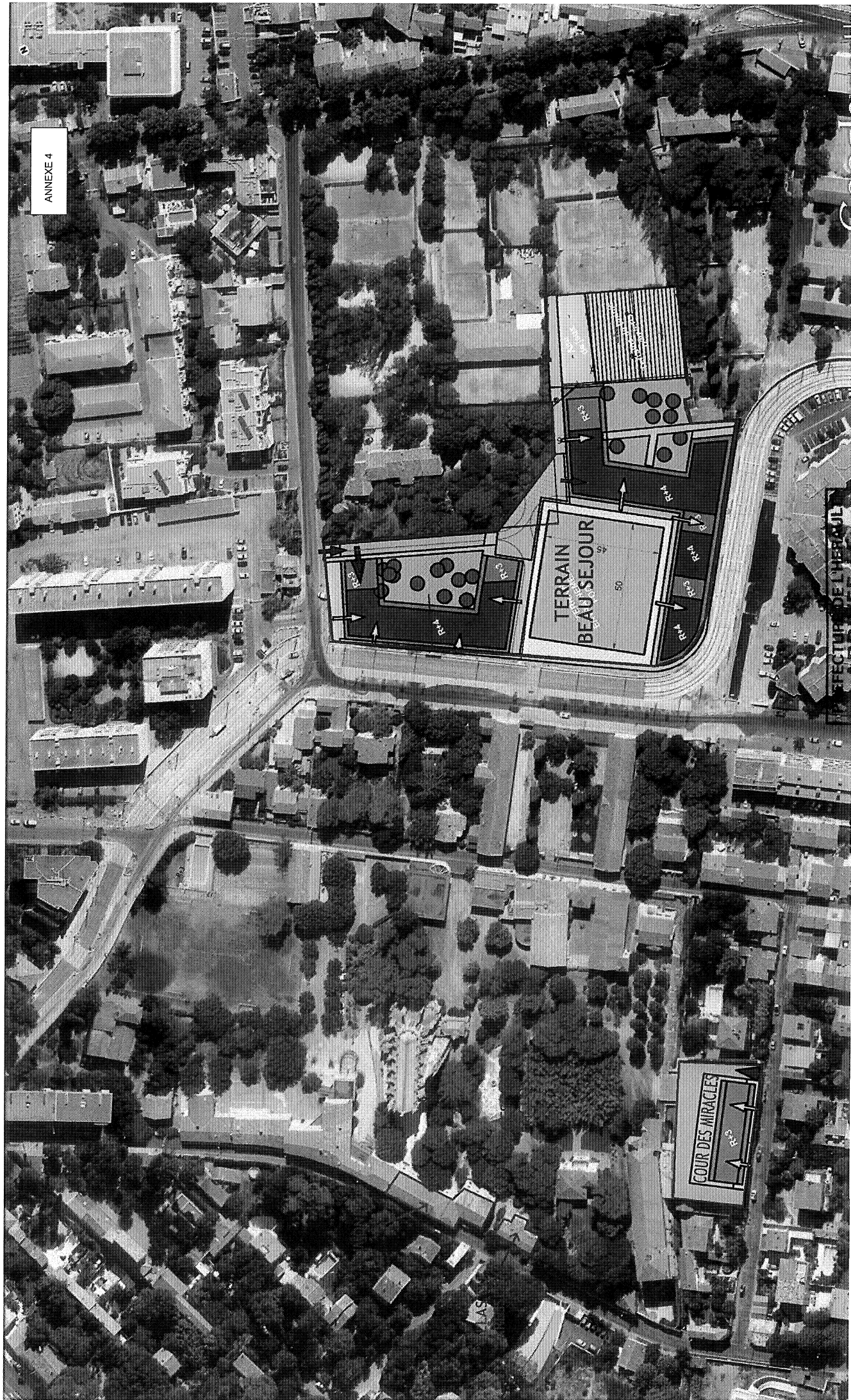

SOGEFROM

Associée unique représentée par
M. Henri du Boucher, Directeur général

M. Michel Troncin

« Bon pour acceptation des fonctions de Président du Conseil de Surveillance »

*Bon pour acceptation des fonctions
de Président du Conseil de Surveillance*




ANNEXE 4

SPECTACLE DE L'HERAUL
ARRIVEE LEE

- 3 AVR. 2012

BUREAU DU COURRIER

PLAN DE REPERAGE SUR VUE AERIEENNE

**DESCRITIF SYNTHETIQUE
TERRAIN DE SPORT BEAU SEJOUR**

L'objet du présent document est la description sommaire des prestations mise en œuvre par le promoteur concernant la réalisation du terrain de sport.

1/ Aspect normatif

Les dimensions du terrain de sport respecteront les prérogatives de la Fédération Française de Football pour la pratique du foot à 7 joueurs, ou de match pour la catégorie U11 ou inférieur.

Le plan de masse du terrain est joint à la présente.

2/ Consistance des travaux

Les travaux comprendront :

- Le décapage du terrain existant
- Le terrassement
- Le réglage du fond de forme
- Le drainage et le raccordement au réseau pluvial
- Les regards de visite du drain
- La pose de bordure P1 périphérique
- La mise en œuvre d'un gazon synthétique
- Le traçage du terrain
- La mise en œuvre de pare ballons
- La fourniture et pose d'un portail
- La mise en œuvre de 2 buts amovibles, piquets de corner et fanions
- La mise en place de l'éclairage et son alimentation
- La réalisation des vestiaires et douches



3/ Descriptif technique

- 1- Terrassement, réglage fond et forme permettant une tolérance de +/- 2 cm sous la règle de 3 m.
- 2- Gazon synthétique conforme à la norme NFP 90-112 avec poids de fil $\geq 12\ 000$ décitex, stabilité dimensionnelle + ou - 0.5 %, lestage par granulés caoutchouc ou sable, hauteur de fil > 40 mm.
- 3- Traçage des dimensions de couleur blanche.



Filiaire de  **SOGEPROM**

- 4- Buts à 7 d'un modèle homologué par la Fédération Française de Football avec filets de couleur sombres : les poteaux seront scellés.
- 5- Pare ballons de hauteur de 6 m comprenant poteaux et filets positionné le long du tramway. Clôture en grillage simple torsion sur 2 m de hauteur en périphérie du stade. Mise en place d'un portail d'accès de 2 vantaux pour une ouverture de 5m de passage libre. Mise en place d'un portillon sur la clôture le long du tramway permettant un accès depuis la rue Beau Séjour.
- 6- Poteau éclairage d'une hauteur de 6 m et armoire de commande permettant d'assurer un niveau d'éclairage moyen de 80 lux en tout point du stade. Le branchement, le comptage, l'abonnement et les consommations sont à la charge du locataire.
- 7- Création de vestiaires et local de rangement dans le bâtiment mitoyen construit comprenant :
 - 2 vestiaires permettant l'accueil de 15 joueurs chacun équipés de 4 douches, 2 urinoirs et 1 WC (mobilier hors lot).
 - 1 local de rangement de 10 m² dans lequel seront regroupés les branchements fluides (eau, électricité ...) du stade.

4/ Entretien

L'entretien, la gestion et la maintenance des équipements seront à la charge du locataire qui supportera post réception tout les frais afférents à ces équipements (dégradations, consommations fluides, charges, taxes ..).

5/ Réception des travaux et livraison

Les biens et équipements seront réceptionnés et livrés à la SA Enclos Saint François de la Pierre Rouge concomitamment à la livraison des logements des bâtiments situés sur l'emprise de la parcelle.

PRÉFECTURE DE L'HERAULT
ARRIVÉE LE:

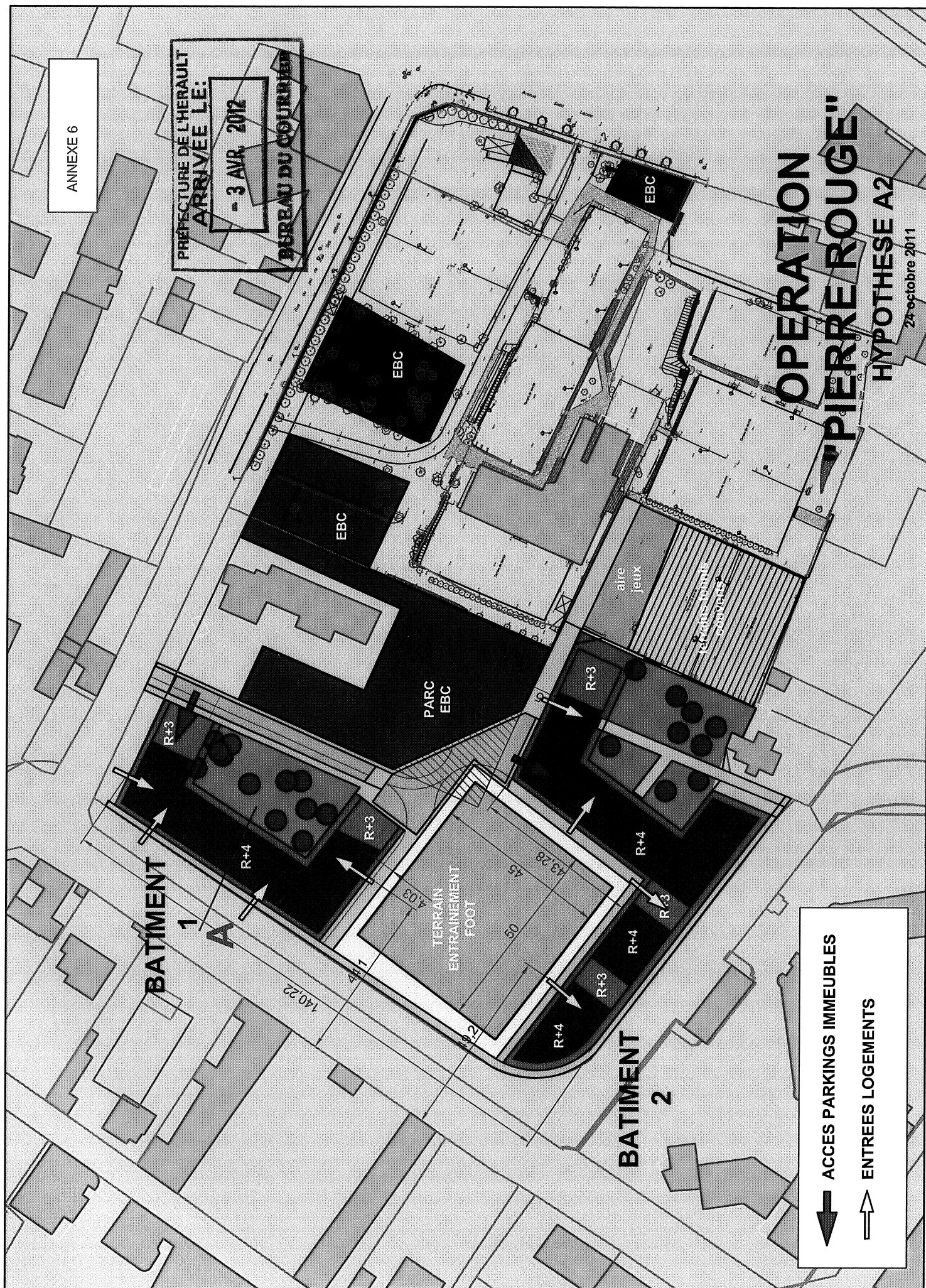
- 3 AVR. 2012

BUREAU DU COURRIER

OPERATION "PIERRE ROUGE"

HYPOTHESE A2

24 octobre 2011



ACCES PARKINGS IMMEUBLES

ENTREES LOGEMENTS

Séance publique du lundi 26 mars 2012

Convoqué le mardi 20 mars 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 26 lundi mars 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Magalie COUVERT, Arnaud JULIEN, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER, Régine SOUCHE.

Absents :

Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Taux d'imposition de la Ville de Montpellier pour 2012

Monsieur Max LEVITA rapporte:

Le produit fiscal d'une collectivité est le résultat du produit entre les bases d'imposition (déterminées par les services fiscaux) et les taux (votés par l'assemblée délibérante).

La notification par les Services Fiscaux des bases d'imposition 2012 de notre Ville vient confirmer les hypothèses d'élaboration du Budget Primitif 2012.

Notification des bases d'imposition :

Les bases notifiées par les services fiscaux pour 2011 s'élèvent à

- Taxe d'Habitation : 324 973 000 €
- Taxe sur le Foncier Bâti : 316 547 000 €
- Taxe sur le Foncier Non Bâti : 498 000 €

Evolution des taux d'imposition : 0 % d'augmentation

Conformément aux engagements pris lors de la préparation budgétaire et du vote du Budget Primitif 2012, le vote d'aujourd'hui vient confirmer l'évolution des taux d'imposition pour 2012 qui sera de + 0 %.

Produit d'imposition pour 2012 :

Le produit d'imposition pour 2012 s'établirait comme suit :

TAXES	Bases d'imposition 2012	Taux d'imposition pour 2012	Evolution des taux en 2012	Produit d'imposition 2012 (en €)
Taxe d'Habitation	324 973 000	22,49%	0%	73 086 428
Taxe sur le Foncier Bâti	316 547 000	31,18%	0%	98 699 355
Taxe sur le Foncier Non Bâti	498 800	112,71%	0%	562 197
			TOTAL	172 347 980

Parallèlement, il convient de noter que la Ville poursuit son approche sociale et solidaire de la fiscalité locale avec des allègements de cotisations décidés par le Conseil Municipal qui ont représenté en 2011 près de 15,6 M€.

Il est demandé au conseil municipal de bien vouloir :

- fixer les taux d'imposition 2012, à l'identique de ceux de 2009, 2010 et 2011, comme suit :

- Taux de Taxe d'Habitation : 22,49%
- Taux de Taxe sur le Foncier Bâti : 31,18%
- Taux de Taxe sur le Foncier Non Bâti : 112,71%

- approuver le produit d'imposition de 172.347.980 euros qui s'établira comme présenté ci-dessus,

- autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le :

Séance publique du lundi 26 mars 2012

Convoqué le mardi 20 mars 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 26 lundi mars 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUÉ, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Magalie COUVERT, Arnaud JULIEN, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER, Régine SOUCHE.

Absents :

Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Adhésion de la Ville de Montpellier au Comité 21 / Club France Rio+20

Monsieur Jacques TOUCHON rapporte:

Forte de son engagement réaffirmé par des politiques environnementales relatives à la lutte des gaz à effet de serre, à la mise en œuvre d'un plan Climat, au développement et à la protection de la biodiversité, la Ville de Montpellier s'inscrit aujourd'hui dans les réseaux internationaux de la Convention décennale pour la biodiversité de l'ONU et le Comité 21. Elle participe même de l'animation de ces réseaux par la création d'un réseau méditerranéen *Medivercities*, premier réseau régional dans le cadre de la CBD.

Par ailleurs, faut-il le rappeler, notre territoire est reconnu pour la pertinence des travaux et l'excellence de ses pôles de recherche et de ses formations dans les domaines agroenvironnementaux.

Alors que certains enjeux planétaires trouvent une résonance toute particulière dans l'hexagone – vulnérabilité face au changement climatique, disparition des espaces naturels, déclin de l'emploi industriel, vieillissement de la population – de nombreuses initiatives sont engagées par les acteurs territoriaux comme la Ville de Montpellier et son agglomération dans des domaines très variés, comme le recours aux transports collectifs et aux circulations douces, la recherche d'une plus grande efficacité énergétique et l'utilisation des énergies renouvelables, le développement d'une économie solidaire, éthique et responsable, la mise sur le marché de produits innovants, souvent par de petites entreprises, ou encore l'installation d'une réelle contribution des habitants à la conception des politiques publiques.

Ces actions concrètes suggèrent que le développement durable ne se limite pas à un engouement éphémère. Il offre au contraire une grille de lecture opérationnelle pour anticiper les évolutions, participer aux mutations, analyser les risques et les opportunités et investir des marchés porteurs. Toutefois, ces initiatives restent encore trop souvent isolées et l'élaboration d'une culture commune, axée sur l'action, est encore à développer.

Il est aujourd'hui nécessaire de renforcer la cohérence des initiatives portées par l'ensemble des acteurs locaux, publics et privés, pour se doter d'une vision à la fois prospective et partagée de chaque territoire, prendre des engagements ambitieux, élaborer des solutions communes, partager des outils, essayer les bonnes pratiques et mettre en place un système d'évaluation lisible et pédagogique.

C'est pourquoi, en rejoignant le Club France Rio + 20, la Ville de Montpellier souhaite poursuivre le travail engagé et participer à la définition des nouveaux enjeux internationaux.

Le « Club France Rio+20 » - manifeste signé le 1^{er} novembre 2011 - est animé par le Comité 21 (Comité français pour le développement durable). Il a été rédigé de façon collégiale. Toutefois, il n'engage pas nécessairement l'opinion de tous les membres du club. Autour du Comité 21, sont d'ores et déjà signataires l'Association des maires de France (AMF), la Fédération nationale des villes moyennes (FMVM), l'Association des maires des grandes villes de France (AMGVF), l'Association des communautés urbaines de France (ACUF), l'Assemblée des communautés de France (AdCF), l'Association française du conseil des communes et régions d'Europe (AFCCRE), la Fédération des parcs naturels régionaux de France, la Confédération générale du patronat des petites et moyennes entreprises (CGPME), le Centre des jeunes dirigeants d'entreprise (CJD), le Forum des amis du global compact, le Comité français de la chambre de commerce internationale (ICC France), European partners for the environnement (EPE), la Conférence des grandes écoles (CGE), la Conférence des présidents d'universités (CPU), le Collège des directeurs du développement durable (C3D), le Collège des hautes études en développement durable (CHEDD), Energy Cities, l'Association OREE, l'ORSE, le Club Cap'Com, l'Association communication et information pour le développement durable (ACIDD), Entreprendre vert, le Cercle pour l'optimodalité en Europe (COE), et Décider ensemble. Le Club France bénéficie également du soutien de la région Pays de la Loire.

A l'occasion de la prochaine Conférence des Nations Unies sur le développement durable (CNUDD), qui se déroulera du 4 au 6 juin 2012, le Club Rio +20 réaffirme la nécessité d'engager une meilleure gouvernance planétaire du développement durable, transversale et partagée, pour redonner sur la scène internationale un nouveau souffle à ce concept.

En effet, vingt ans après le Sommet de la Terre de Rio, les acteurs des territoires français (Collectivités, entreprises, associations, écoles, établissements publics) ont constaté que le bilan des engagements internationaux, pris par les États en 1992, est globalement insatisfaisant. Malgré les nombreux rendez-vous internationaux, l'état des ressources, la pauvreté et les fractures sociales se sont en effet aggravés.

Le « Club France Rio +20 » demande ainsi que cette réforme de la gouvernance reconnaisse l'expérience de tous les acteurs territoriaux et leur capacité à agir et à innover efficacement en faveur du développement durable. Depuis près de dix ans, les acteurs s'organisent pour associer l'ensemble des parties-prenantes autour d'une vision à la fois stratégique et concrète de l'avenir des territoires, surtout urbains. Les 800 Agenda 21 locaux français témoignent d'ailleurs de cette nouvelle génération de contrats entre les différentes échelles de collectivités, les entreprises, le tissu associatif, la recherche, les organismes de formation et les habitants.

La Convention avec le « **Club France Rio +20** » est conclue pour une durée de 1 an et la Ville de Montpellier s'engage à apporter une aide financière d'un montant de 5 000 € H.T.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

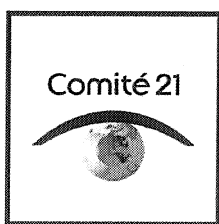
- d'approuver la convention ci-jointe et d'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.
- d'autoriser le prélèvement du montant de l'adhésion sur la ligne de crédit 888, chapitre 920, nature 6281.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le :



CONVENTION

MODALITES D'ADHESION

LA VILLE DE MONTPELLIER - COMITE 21/ CLUB FRANCE RIO +20

ENTRE

Le COMITE 21, Association loi 1091, dont le siège social est situé 132 rue de Rivoli - 75001 Paris - France, représentée par Gilles Berhault, en sa qualité de président, dûment habilité à cet effet

ci-après dénommée « Comité 21/ Club France Rio+20»

ET

LA VILLE DE MONTPELLIER, située 1 place Georges Frêche, 34267 Montpellier Cedex 2.

ci-après dénommée « la Ville de Montpellier»

Dénommées dans le corps du texte individuellement une « Partie » ou conjointement « les Parties »

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Comité 21 / Club France Rio+20

A moins d'un an de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (RIO+20) qui se déroulera à Rio de Janeiro du 20 au 22 juin 2012, le Comité 21 a proposé en septembre 2011 le lancement d'un «Club France RIO +20» pour faciliter la mobilisation, la contribution et le rayonnement des acteurs français.

Vingt ans après l'Agenda 21 de Rio (plan d'action du 21^è siècle issu du Sommet de la Terre de 1992), c'est aujourd'hui l'heure du bilan et des perspectives. Plus que jamais, il est indispensable de renforcer la cohérence et la force de la présence française sur la scène des négociations internationales du développement durable, à travers des réflexions, des réalisations territoriales et des solutions technologiques qui contribuent concrètement aux défis mondiaux dans ce domaine. Cette démarche est d'autant plus cruciale que la planète accueille aujourd'hui 7 milliards d'êtres humains et que le bilan des conventions signées en 1992 est globalement insuffisant, tant la pauvreté, les fractures Nord-Sud et l'état des ressources naturelles se sont aggravés depuis vingt ans, malgré de nombreux rendez-vous internationaux.

Pour réussir cette mobilisation, le Comité 21 s'engage à faciliter les travaux du « Club France RIO +20 » rassemblant une communauté nationale d'expertise, d'alerte, de proposition et d'action.

Composé de dirigeants des sphères publiques et privées (collectivités territoriales, entreprises, organismes de recherche-formation, associations et ONG), ce Club permet de :

- ouvrir un espace indépendant de dialogue nécessaire au progrès en croisant les regards entre les dirigeants d'entreprises, de collectivités, de syndicats, d'associations et des pouvoirs publics nationaux et européens ;
- mutualiser les moyens et informations utiles sur Rio +20 au service de tous les réseaux partenaires et membres adhérents du « Club France RIO +20 »,
- permettre une présence efficace de la France à l'occasion de Rio +20 en apportant sur la scène internationale un nouveau souffle au concept du développement durable s'appuyant sur la réflexion, les réalisations territoriales et les technologies françaises.

On trouvera à titre indicatif en annexe 1 la liste des réseaux partenaires et membres adhérents du Club France Rio +20 à ce jour.

La ville de Montpellier

La Ville de Montpellier, a depuis plusieurs années, marqué sa volonté d'aller plus loin dans sa démarche environnementale en signant des conventions avec différents acteurs de la diversité biologique. C'est ainsi que Montpellier a été élue Capitale Française et Capitale Européenne de la biodiversité en 2011 et affiche les actions de son plan biodiversité 2010-2014 sur le plan international.

Article 1. - OBJET DE LA CONVENTION :

La présente convention a pour objet de formaliser les liens engagés entre la Ville de Montpellier et le Comité 21 / Club France Rio+20.

Cette convention présente les modalités d'adhésion au Club France Rio +20 de la Ville de Montpellier dont un représentant devient membre du Comité d'orientation du Club France RIO +20.

Les articles suivants préciseront les engagements réciproques et les engagements de chacun.

Article 2 : ENGAGEMENT DE CHACUNE DES PARTIES :

La Ville de Montpellier

La Ville de Montpellier apportera sa contribution aux réflexions engagées par le Club France RIO +20 par sa présence aux réunions du Comité d'OrientatIon du Club France RIO +20 et sa participation active, notamment en assurant la promotion des travaux relatifs à Rio+20 du Club France RIO +20 et ceux de ses membres et partenaires. Cette participation active comprendra toutes formes de contribution écrites ou orales.

La Ville de Montpellier pourra s'investir dans les travaux du Club France RIO +20, être force de proposition sur de nouveaux thèmes, messages ou contributions à apporter.

La Ville de Montpellier veillera notamment à développer et promouvoir des travaux en son sein sur Rio+20, et en informera le secrétariat général du Club France RIO +20 en indiquant quel type de promotion la ville de Montpellier souhaite voir développer à ce sujet, notamment vers les réseaux partenaires et membres adhérents du Club France RIO +20.

La Ville de Montpellier s'engage à régler au Comité 21 une contrepartie financière ci-après précisée, qui sera spécifiquement dédiée à la réalisation du programme d'action du Club France RIO+20 jusqu'en octobre 2012.

Comité 21 / Club France Rio+20

Le Comité 21 / Club France Rio+20, donnera la qualité de membre du Comité d'orientation du Club France RIO +20 à un représentant de la ville de Montpellier qui sera désigné par la Ville de Montpellier.

Le Comité 21 assure, pour le compte de l'ensemble des réseaux partenaires et membres adhérents du Club France RIO +20, le pilotage et le secrétariat général des opérations :

- animation du Club France RIO+20,
- relation avec les membres et partenaires,
- organisation, coordination, notoriété des opérations,
- direction de publication de toutes les éditions papier et électroniques.

Le Comité 21/ Club France Rio+20s'engage à mettre en place des échanges avec la Ville de Montpellier et à l'associer aux travaux ou réflexions menées afin que celle-ci puisse s'approprier les thèmes des travaux engagés ou en proposer d'autres lui permettant d'apporter une contribution intellectuelle. Toute initiative proposée par la Ville de Montpellier, rédaction d'un nouveau texte, événement, production culturelle ou artistique..., sera étudiée attentivement par Comité 21/ Club France Rio+20et fera l'objet d'échanges jusqu'à réalisation si cela est possible.

Le Comité 21/ Club France Rio+20 sera particulièrement attentif à mettre particulièrement en avant la visibilité de la Ville de Montpellier sur toutes les actions sur lesquelles son implication aura été forte ou sur lesquelles elle aura été force de proposition.

Le Comité 21/ Club France Rio+20donnera un accès privilégié à la Ville de Montpellier aux informations rassemblées sur Rio+20, ces informations peuvent être très variées contributions officielles, textes de partenaires, invitations à des manifestations.

Le Comité 21/ Club France Rio+20proposera à la ville de Montpellier de participer et de s'investir lors des prochains événements organisés à l'initiative du Comité 21 / Club France Rio+20, notamment les prochains Forums d'avril et juin 2012.

Le Comité 21/ Club France Rio+20proposera l'accès au voyage à Rio de Janeiro prévu en juin 2012 dans le cadre de la délégation du Club France RIO +20, en priorité à **trois** responsables de la Ville de Montpellier (devant prendre à sa charge les frais d'avion et d'hébergement, à savoir de 3 500 euros pour un voyage en classe économique et à 9 000 euros pour un voyage en classe affaires).

Cette participation à la délégation du Club France RIO +20 sera confirmée sous réserve des places disponibles et des modalités d'accueil sur place qui devraient être prochainement confirmées par les autorités brésiliennes.

On trouvera ci-joint le « Manifeste » du 1^{er} novembre 2011, et à titre indicatif en annexe 2 la liste des travaux prévus à ce jour par le Club France Rio +20.

Article 3. - ENGAGEMENTS RÉCIPROQUES DES PARTIES :

Communication

Chaque Partie s'engage à une réciprocité de visibilité. Chaque Partie accorde à l'autre l'autorisation de reproduire et représenter ses Logos sur tout support papier ou numérique et notamment sur internet. La Partie bénéficiant de l'autorisation s'engage à respecter les couleurs, tailles, formes et proportions des Logos qui lui seront communiqués par l'autre Partie. Cette licence d'utilisation est strictement limitée à l'objet de la Convention.

Les parties mettront en place des actions de communication sur les actions réalisées séparément ou conjointement en application de la présente convention afin de faire connaître leurs organisations et actions et reconnaître leurs logos.

Le Comité 21/ Club France Rio+20s'engage dans le cadre du présent partenariat à mettre en ligne sur son site, à la rubrique « partenaires » le lien du site de la Ville de Montpellier, avec la mention de la Ville de Montpellier et son logo.

Le Comité 21/ Club France Rio+20s'engage également à citer la Ville de Montpellier comme membre adhérent, sur l'ensemble des documents produits par le Club France RIO +20.

En contrepartie, la Ville de Montpellier s'engage de la même manière à mettre en ligne sur son site, le lien du (futur) site du Club France Rio +20 avec la mention du Club France RIO +20 et son logo.

La Ville de Montpellier pourra se faire valoir en sa qualité de membre du Club France RIO +20 sur tous supports de communication interne ou externe. A condition que cela soit sans but commercial, ni des activités payantes, la ville de Montpellier pourra utiliser le logo officiel « Conférence des Nations Unies Rio +20 » qui a fait l'objet d'une demande d'autorisation par le Comité 21. La Ville de Montpellier devra toujours préciser sa qualité de membre du Club France RIO +20.

Propriété intellectuelle

La Convention ne confère au Comité 21 ou à tout partenaire du Club France RIO +20 aucun titre ni droit de propriété sur l'identité de la ville de Montpellier, ni sur tout élément distinctif tels que Marques et/ou logos de la ville de Montpellier (ci-après désignés conjointement « Logos »), étant précisé que la ville de Montpellier reste seule titulaire de l'ensemble des droits corporels et incorporels afférents à ces différents éléments, le Comité 21 s'interdisant toute revendication à cet effet.

Pendant toute la durée de la Convention et après son expiration, chaque Partie s'interdit toute revendication sur les logos de l'autre Partie et évitera de susciter toute confusion avec les Logos de cette dernière.

Toute utilisation non strictement visée au titre de la Convention devra faire l'objet d'une autorisation préalable expresse. A l'expiration de la Convention, pour quelque cause que ce soit, les autorisations visées au présent article cesseront automatiquement et pour l'avenir et les Parties s'engagent à détruire et/ou à remettre à l'autre Partie les signes distinctifs reçus dans le cadre de l'exécution de la Convention et donc à les supprimer immédiatement de leur site sur lequel pourraient figurer ces marques et autres signes distinctifs.

A titre essentiel et déterminant, chaque Partie s'engage à n'effectuer aucun acte d'exploitation des logos de l'autre Partie à d'autres fins que celles strictement limitées à l'exécution de la Convention.

Article 4.- POINT DE CONTACT :

Chacune des parties nomme comme point de contact pour le suivi et la bonne exécution de la présente convention :

- Pour le Comité 21 / Club France Rio+20, Monsieur Gilles Berhault, en sa qualité de de Président du Comité 21, coordinateur du Club France RIO+20
- Pour la Ville de Montpellier, Madame Hélène MANDROUX, en sa qualité de Maire de la Ville de Montpellier

Article 5 : GARANTIES :

Chacune des Parties s'engage à ne pas porter atteinte aux intérêts et à l'image de l'autre Partie.

Article 6 : CONTRIBUTION FINANCIERE

Pour soutenir le programme du Club France Rio+20 jusqu'en octobre 2012, la Ville de Montpellier s'engage à apporter une contribution financière de cinq mille euros (5 000 €) hors-taxes.

Article 7 : MODALITES DE FACTURATION

Le Comité 21 adressera à la Ville de Montpellier une facture à réception du bulletin d'adhésion au Club France RIO+20 ou à la date de signature de la présente Convention.

Le Comité 21 étant assujetti à la TVA, la facture fera apparaître la TVA en vigueur.

Les paiements se font à soixante (60) jours date d'émission de facture. En cas de retard de paiement, des intérêts moratoires, qui ne pourront en aucun cas être supérieur à trois fois le taux d'intérêt légal en vigueur en France, seront appliqués.

Article 8 : DUREE DE LA CONVENTION :

La Convention est conclue pour une durée de un (1) an.

Les Parties conviennent de se réunir à l'automne 2012 pour procéder à l'évaluation des actions.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le 14 mars 2012,

Pour le Comité 21
Gilles Berhault
Président

Pour la Ville de Montpellier
Madame Hélène MANDROUX
Maire de la Ville de Montpellier

Séance publique du lundi 26 mars 2012

Convoqué le mardi 20 mars 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 26 lundi mars 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Magalie COUVERT, Arnaud JULIEN, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER, Régine SOUCHE.

Absents :

Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Plan Local de déplacement secteur Nord Axe Auguste Broussonnet - Quai du Verdanson - Place du Onze Novembre. Réorganisation des sens de circulation - Recalibrage des Voies Marché à Procédure Adaptée Autorisation de signer les marchés

Monsieur Serge FLEURENCE rapporte :

La Ville de Montpellier s'est engagée à repenser les déplacements de véhicules dans le quartier Centre de Montpellier avec pour objectifs principaux de :

- limiter les saturations en centre-ville dues aux forts flux de transit ;
- partager l'espace public tout en donnant plus de place aux vélos, aux piétons et aux bus ;
- développer une éco-mobilité profitable à l'environnement et à la qualité de vie des habitants (qualité de l'air, nuisances sonores, sécurité.)
- redéfinir les accès au centre-ville ;
- rendre les axes urbains plus lisibles et plus simples à utiliser (jalonnement).

Dans cette optique et après plusieurs réunions de concertations avec la population il a été décidé :

- de mettre à double sens de circulation le quai du Verdanson entre la rue Henri Serre et la place du 11 Novembre en inversant la rue Henri Serre ;

- de créer une piste cyclable continue et à double sens de la rue Auguste Broussonnet jusqu'à la piste cyclable existante de l'avenue de Nîmes ;
- de créer une piste cyclable à double sens sur l'avenue Bouisson-Bertrand, mise à sens unique, de la place Marcel Godechot jusqu'au quai du Verdanson ;
- d'élargir le trottoir piéton côté Nord du Verdanson le long des bâtiments de logements et de commerces ;
- d'améliorer et de sécuriser les circulations et les traversées piétonnes sur l'ensemble des carrefours, notamment la place du 11 novembre traversée par les lignes de tramway.

Pour réaliser l'ensemble de ces travaux, une consultation d'entreprises dans le cadre d'un marché à procédure adaptée conformément à l'article 28 du code des marchés publics a été lancée avec 3 lots (lot 1 voirie, lot 2 éclairage public, lot 3 régulation trafic) selon les critères suivants :

- Critères relatifs à la candidature :
 - o Garanties techniques et financières.
 - o Références professionnelles.
- Critères intervenant pour le jugement des offres :
 - o Valeur technique de l'offre appréciée à l'appui d'un cadre de mémoire technique, à compléter par l'entreprise.
 - o Prix des prestations.

La Commission d'appel d'offres, au cours de sa séance du 6 mars 2012, a retenu les entreprises suivantes :

- Lot 1 Voirie : le groupement d'entreprise RAZEL BEC / EIFFAGE TP pour un montant de travaux de 2 391 541,07 € HT.
- Lot 2 Eclairage public : le groupement d'entreprise CITEOS / CEGELEC pour un montant de travaux de 314 946,09 € HT.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Ville, nature 2315, fonction 908-221, programme 2010 AP 19.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver cette opération, et le prélèvement des sommes correspondantes sur l'imputation budgétaire citée ci-dessus ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer les marchés avec les entreprises retenues par la Commission d'appel d'offres et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le :

Séance publique du lundi 26 mars 2012

Convoqué le mardi 20 mars 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 26 lundi mars 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABOU, Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Magalie COUVERT, Arnaud JULIEN, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER, Régine SOUCHE.

Absents :

Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Aménagement de pistes cyclables Avenue Jean Mermoz Avenant au lot n°1-Marché 11M350A11 Autorisation de signer

Monsieur Serge FLEURENCE rapporte:

Afin d'améliorer la sécurité et la qualité du cadre de vie, la Ville a procédé à l'aménagement de pistes cyclables le long de l'avenue Jean Mermoz, dans la section comprise entre le carrefour Mermoz et le carrefour Rimbaud.

Les travaux, dévolus sur appel d'offres en commission du 5 juillet 2011, ont été répartis en 2 lots séparés:

- Lot 1 Voirie	MALET	259 971,25 € H.T.
- Lot 2 Réseaux secs	SOTEM	109 002,85 € H.T.

Le lot n°1 concernant la voirie a pour objet l'aménagement des pistes cyclables et la réalisation des revêtements de voirie.

En phase d'exécution du chantier, un certain nombre de travaux et de sujétions techniques ne pouvait être prévu à l'origine du projet. Ces prestations nécessitent un avenant sur le lot Voirie pour les raisons suivantes.

Compte tenu du démarrage de l'opération immobilière « le Carré MERMOZ », il est nécessaire de suspendre provisoirement le chantier avant de pouvoir prendre possession de la nouvelle emprise de trottoir (modification d'alignement). Cet arrêt nous oblige à assurer un cheminement piéton provisoire, important du fait de la proximité du lycée Jean Mermoz, en réalisant un revêtement en bicouche pour un montant de **3 277,50 € H.T.**

Des adaptations techniques non prévues sont également nécessaires, pour assurer un meilleur écoulement des eaux pluviales au niveau du nouvel alignement créé au droit de cette nouvelle construction. Cette contrainte n'existait pas en phase étude; cela représente au total un montant de **11 855,84 € H.T.**

Dans un souci de minimiser la gêne occasionnée aux automobilistes, la réalisation du rabotage des enrobés a été faite de nuit pour un montant en plus value de **7 005,60 € H.T.**

Enfin, le bilan des quantités réellement exécutées fait apparaître une augmentation de la masse initiale **5 109,17 € H.T.** qui doit être rajoutée au montant de l'avenant.

L'ensemble de ces adaptations et de ces prestations complémentaires représente un montant en plus-value de **27 248,11 € H.T.**; ce qui porte le montant global du lot n°1 à **287 219,36 € H.T.**, soit une augmentation de **10,48 %** par rapport au montant initial du marché.

L'avenant correspondant a été soumis à la Commission d'Appel d'Offres qui a émis un avis favorable.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

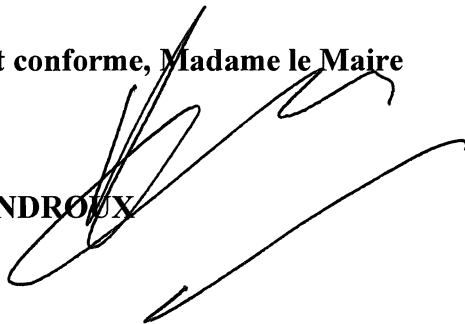
- d'approuver la passation de l'avenant n°1 au marché 11M350, concernant le lot 1, à conclure avec l'entreprise Malet pour un montant de 27 248,11 € H.T. ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le :

A large, stylized handwritten signature in black ink, likely belonging to Hélène Mandroux, is written over the printed name.



Note

à l'attention de Monsieur
le Président de la
Commission d'Appel d'Offres

Objet : Avenant sur le lot 1 du marché 11M350 A11
Avenue Jean Mermoz – Aménagement de pistes cyclables

Afin d'améliorer la sécurité et la qualité du cadre de vie, la Ville a procédé à l'aménagement de pistes cyclables et à la réfection du revêtement de chaussée sur l'avenue Jean Mermoz, dans la section carrefour Mermoz, carrefour Rimbaud.

Les travaux dévolus sur appel d'offres ont été répartis en 2 lots en commission du 5 juillet 2011

Lot 1 Voirie	MALET	259 971,25 € H.T.
Lot 2 Réseaux secs	SOTEM	109 002,85 € H.T.

Le lot n°1 concernant la voirie a pour objet la réalisation du revêtement de la chaussée et de l'aménagement des pistes cyclables.

En phase d'exécution du chantier, un certain nombre de travaux et de sujétions techniques ne pouvait être prévu à l'origine du projet. Ces prestations nécessitent un avenant sur le lot Voirie pour les raisons suivantes :

Suite au démarrage de l'opération immobilière « le Carré MERMOZ » il est nécessaire de suspendre provisoirement le chantier avant de pouvoir récupérer la nouvelle emprise du futur trottoir (nouvel alignement). Cet arrêt nous oblige à assurer le cheminement piéton important du lycée Jean Mermoz, sur un revêtement provisoire en bicouche pour un montant de 3 277,50 € H.T.,

Des adaptations techniques non prévues sont également nécessaires, pour assurer un meilleur écoulement des eaux pluviales, sur la sur largeur du trottoir au droit de la nouvelle construction qui n'existait pas à la phase étude, ainsi que la création d'entourage des arbres, pour un montant de 11 855,84 € H.T.,

Dans un souci de minimiser la gêne des automobilistes, la réalisation de toute la phase de rabotage des enrobés a été faite de nuit pour un montant en plus value de 7 005,60 € H.T.,

L'anticipation du montant des prestations initialement prévues montre un déséquilibre négatif de 5 109,17 € HT qui doit être rajouté au montant de l'avenant.

L'ensemble de ces adaptations et de ces prestations complémentaires représente un montant total de 27 248,11 € HT, ce qui porte le montant global du lot 1 à 287 219,36 € H.T., soit une augmentation de 10,48 % par rapport au montant initial du marché.

Nous proposons donc à la Commission d'Appels d'Offres d'approuver le projet d'avenant à conclure pour un montant de 27 248,11 € H.T.

Le Responsable Adjoint au Chef du
Service Voirie
Denis Crétier

Le Directeur du Génie Urbain

Christian Gay

Séance publique du lundi 26 mars 2012

Convoqué le mardi 20 mars 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 26 lundi mars 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Magalie COUVERT, Arnaud JULIEN, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER, Régine SOUCHE.

Absents :

Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Approbation des conventions de partenariat « Politique de la Ville et Solidarité » entre la Ville de Montpellier, ErDF Montpellier Hérault, l'association Le Passe Muraille et l'association FACE Hérault.

Monsieur Serge FLEURENCE rapporte:

La Ville de Montpellier et ErDF Montpellier Hérault ont signé en 2006 une convention de partenariat au titre de la concession pour le service public de distribution d'électricité. Par délibération en date du 8 novembre 2010, le Conseil Municipal a approuvé l'avenant n°2 à la convention qui prévoit au titre de son article 3 « Politique de la Ville et Solidarité » qu'ErDF Montpellier Hérault s'associe à des actions menées sur le territoire de la Ville de Montpellier, qui contribuent notamment au lien social, à la lutte contre l'exclusion, au développement à l'accès à l'emploi et au développement économique.

Au titre de l'année 2012, l'identification, les objectifs ainsi que le contenu prévisionnel de ces différentes actions font l'objet de la présente convention de partenariat (cf. annexe 1) pour laquelle ErDF Montpellier Hérault s'engage à mobiliser 50 000 € sous forme de co-financements ou de mobilisation de ressources en personnel interne (45 000 € en co-financement et 5 000 € de mise à disposition de ressources internes).

Dans le cadre de cette convention, ErDF Montpellier Hérault propose de soutenir en partenariat avec la Ville de Montpellier des opérations proposées par des structures ayant répondu à l'appel à projets 2012 du Contrat Urbain de Cohésion Sociale (CUCS). Elles se déclinent comme suit :

- **la réalisation de chantiers citoyens par l'association Le Passe Muraille.**

Il est prévu au titre de cette action que soient réalisées cinq sessions d'une durée de 12 jours chacune. Pour chaque session, six jeunes en moyenne seront bénéficiaires de l'action.

En termes de supports d'intervention seront pris en charge à ce titre le nettoyage des postes de distribution publique d'électricité situés sur le domaine public et implantés sur le territoire de la commune de Montpellier incluant le nettoyage aux abords des postes, l'enlèvement des tags et affichages sauvages. Plus spécifiquement il sera réalisé cinq fresques sur ces postes de transformation repérés comme prioritaires par la Ville de Montpellier et ErDF.

En complémentarité, la Ville de Montpellier proposera des supports d'intervention sur des équipements municipaux. Des supports identifiés en partenariat entre l'association Le Passe Muraille et d'autres structures pourront aussi être proposés au titre de cette action.

Différents ateliers éducatifs et de médiation sociale seront proposés aux jeunes sur chaque session de chantier citoyen autour des thématiques suivantes :

- mobilité et environnement urbain animé par la TAM ;
- sécurité, technique et métiers autour de l'énergie animé par ErDF ;
- prévention des addictions animé par la Maison de la Prévention Santé de la Ville ;
- le code de la route et le savoir vivre ensemble animé par la Maison de la sécurité routière.

▪ **le développement d'une action visant à favoriser l'accès à l'emploi des jeunes au sein des territoires Politique de la Ville en partenariat avec l'association Le Passe Muraille.**

L'objectif est de permettre aux jeunes d'accéder à l'autonomie et à l'emploi par la promotion de la mobilité, le financement d'une partie du permis de conduire et l'acquisition de compétences.

Les opérations envisagées dans ce cadre s'organiseront autour de la « sensibilisation et la connaissance des avantages et des contraintes des métiers », le « recrutement », les « Techniques de Recherche d'Emploi », des « visites d'entreprises » et l'organisation de « forums Emploi ».

Des jeunes ayant participé aux « chantiers citoyens » pourront être accompagnés au titre de cette action.

▪ **le soutien et le relais auprès d'acteurs locaux en matière de médiation sur et/ou en direction des habitants du quartier du Petit Bard avec FACE Hérault.**

L'objectif est d'accompagner aux changements les habitants du Petit Bard, dans le cadre du Projet de Rénovation Urbaine, lors de l'aménagement dans leurs nouveaux appartements.

Cette action portera plus précisément sur la maîtrise de l'énergie, la sécurité des personnes et des biens concernant les dangers potentiels de l'électricité.

Dans le cadre de cette opération, FACE Hérault s'engage à réaliser les actions suivantes :

- des visites dans chaque logement réhabilité les jours qui suivent la réception des travaux des parties communes afin notamment de sensibiliser les nouveaux résidents sur la sécurité électrique,
- un suivi individualisé pour les démarches administratives liées à l'appropriation de leur logement après réhabilitation en lien avec la maîtrise et la consommation de l'énergie électrique,
- un accompagnement lors des interventions de maintenance du personnel ErDF.

Chaque action déclinée ci-dessus fait l'objet d'une convention tripartite spécifique entre la Ville de Montpellier, ErDF Montpellier Hérault et la structure intervenante précisant les engagements spécifiques de chacune des parties (cf. annexes 2 et 3).

Afin de permettre la réalisation de ces différentes actions, la Ville de Montpellier, sous réserve du vote du Conseil Municipal de la délibération relative à l'attribution de subventions à diverses associations de la Ville dans le cadre du Contrat Urbain de Cohésion Sociale, s'engage à cofinancer ces différentes actions ainsi qu'à sensibiliser et mobiliser d'autres partenaires financiers.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la convention de partenariat (cf. annexe 1) entre la Ville de Montpellier et ErDF Montpellier Hérault,
- d'approuver les conventions de partenariat d'une part entre la Ville de Montpellier, ErDF Montpellier Hérault et l'Association le Passe Muraille pour la mise en œuvre de chantiers citoyens ainsi que l'action visant à favoriser l'accès à l'emploi des jeunes (cf. annexe 2), et d'autre part entre la Ville de Montpellier, ErDF Montpellier Hérault et l'association FACE Hérault pour la mise en œuvre d'une action de médiation sociale sur le quartier Petit-Bard (cf. annexe 3) ;
- de prendre acte de l'attribution de la somme de 45 000 € par ErDF selon les modalités suivantes :
 - 30 000 € au titre de la mise en œuvre des chantiers citoyens par l'association Le Passe Muraille,
 - 7 500 € au titre de l'action visant à favoriser l'accès à l'emploi des jeunes par l'association Le Passe Muraille,

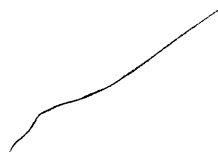
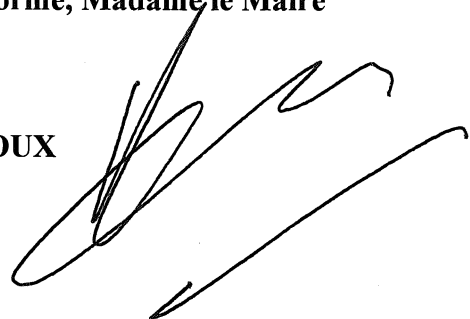
- 7 500 € au titre de l'action de médiation sociale par l'association FACE Hérault.
- de prendre acte de la mobilisation complémentaire par ErDF Montpellier Hérault de ressources en personnel interne à hauteur de 5 000 €.
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le :





CONVENTION de PARTENARIAT 2012

Ville de Montpellier – ERDF Montpellier Hérault et l'association FACE Hérault

Entre les soussignés :

- La Ville de MONTPELLIER, représentée par Serge Fleurence 1^{er} Adjoint au Maire, dûment habilité à cet effet par délibération du, élisant domicile à : Hôtel de Ville – 1, place Georges Frêche 34267 Montpellier cedex 2,

Désignée ci-après par « **la Ville de Montpellier** »,

- Electricité Réseau Distribution France (ci-après désigné ERDF), SA à directoire et à conseil de surveillance au capital de 270 037 000 €, immatriculée au Registre de commerce de Nanterre sous le numéro 444 608 442 dont le siège est situé Tour Winterthur 92085 La Défense Cedex, enregistré auprès du Registre de commerce de Nanterre sous le numéro 444 608 442,

Représentée par Jean-Baptiste PICCHINI, Directeur Territorial d'ErDF Montpellier Hérault, 382, rue Raimon Trencavel 34926 Montpellier Cedex 9,

Désignée ci-après par : « **ErDF Montpellier Hérault** »,

et

- « **FACE Hérault** », l'association dûment déclarée en préfecture dont le siège est 26 cours Gambetta 34000 Montpellier.

Représentée par Clare Hart, Présidente de FACE Hérault.

Désignée ci-après par : « **FACE Hérault** ».

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Dans le cadre de la convention de partenariat qui a été signée entre la Ville et ErDF Montpellier Hérault le 27 juin 2006 et du chapitre 3 « Politique de la Ville et Solidarité » de l'avenant n°2 voté en Conseil Municipal du 8 novembre 2010, une convention spécifique a été établie afin de préciser les objectifs et engagements de coopération décidés entre la Ville de Montpellier et ERDF Montpellier Hérault autour de la mise en place d'actions qui contribuent

notamment au lien social, à la lutte contre l'exclusion, au développement de l'accès à l'emploi et au développement économique.

Différentes actions proposées par des structures dans le cadre de l'appel à projets 2012 du Contrat Urbain de Cohésion Sociale (CUCS) ont été identifiées comme éligibles à ce titre par la Ville de Montpellier et ErDF Montpellier Hérault dont la mise en œuvre d'une action de soutien et de relais des acteurs locaux en matière de médiation sociale en direction des habitants du quartier du Petit Bard proposée par FACE Hérault.

Cette action fait l'objet de la présente convention de partenariat.

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de définir les conditions techniques et financières du partenariat entre la Ville de Montpellier, ErDF Montpellier Hérault et FACE Hérault pour la mise en œuvre d'une action visant à favoriser la médiation sociale, en particulier sur le quartier du Petit-Bard.

L'objectif est d'accompagner aux changements les habitants du Petit Bard, dans le cadre du Projet de Rénovation Urbaine, lors de l'aménagement dans leurs nouveaux appartements.

Cette action portera plus précisément sur la maîtrise de l'énergie, la sécurité des personnes et des biens concernant les dangers potentiels de l'électricité.

ARTICLE 2 : LE CONTENU DE L'ACTION

Dans le cadre de cette convention, FACE Hérault s'engage à réaliser les opérations suivantes :

- des visites dans chaque logement réhabilité les jours qui suivent la réception des travaux des parties communes notamment afin de sensibiliser les nouveaux résidents sur la sécurité électrique,
- un suivi individualisé pour les démarches administratives liées à l'appropriation de leur logement après réhabilitation en lien avec la maîtrise et la consommation de l'énergie électrique,
- un accompagnement lors des interventions de maintenance du personnel ErDF, en délivrant un message à domicile visant à informer et sensibiliser les résidents du Petit-Bard sur le rôle des techniciens de maintenance, leurs activités et la nécessité de faciliter au maximum leur intervention.

Dans ce cadre, ERDF participera à certaines opérations déclinées ci-avant qui seront préparées et définies avec Face Hérault, en lien avec la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : PARTICIPATIONS FINANCIERES

Pour ErDF Montpellier Hérault, le cofinancement du concessionnaire alloué pour accompagner la réalisation de cette action est plafonné à 7 500 €, sous réserve de l'obtention de crédits.

Les dépenses engagées et mises à la charge d'ERDF devront être dûment justifiées et détaillées par l'association FACE Hérault.

La contribution d'ERDF sera versée sur présentation de factures accompagnées de leurs justificatifs par l'association FACE Hérault.

Les factures correspondant aux travaux seront transmises par l'association FACE Hérault à :
ERDF Montpellier Hérault
Agence Collectivités Locales
382, rue de Trencavel
34926 Montpellier Cedex 9.

Un état prévisionnel des dépenses devra être communiqué à ERDF Montpellier Hérault pour avis.

Pour la Ville de Montpellier, celle-ci s'est engagée à co-financer l'action par le vote d'une subvention au Conseil Municipal (à hauteur 2 000 €) et à mobiliser des partenaires financiers, notamment dans le cadre du Contrat urbain de Cohésion Sociale, à hauteur de 50 % du montant global de l'action conformément aux termes de l'article 3 de l'avenant n°2 de la convention de partenariat signée en 2010.

ARTICLE 4 : COMMUNICATION INTERNE ET/OU EXTERNE

La Ville de Montpellier, ErDF, et FACE Hérault s'engagent dans toute action de communication interne et externe, à valoriser ces opérations et à mentionner l'implication des autres parties.

Ces communications feront l'objet d'une concertation préalable.

ARTICLE 5 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date de signature de la convention jusqu'au 31 décembre 2012.

Elle pourra être dénoncée en cas de non-respect des engagements de la présente convention à l'initiative de la partie qui s'estimerait lésée et après relance demeurée infructueuse.

ARTICLE 6 : SUIVI DE LA CONVENTION

La Ville de Montpellier, ErDF Montpellier Hérault et FACE Hérault conviennent de se rencontrer deux fois par an minimum pour établir un bilan dans le cadre d'un comité de pilotage élargi aux autres financeurs de l'action.

ERDF s'assurera à cette occasion de la bonne utilisation de sa contribution.

Pour le suivi de cette convention :

- Le représentant de la Ville de Montpellier est Madame Stéphanie SAUVIER DULAC, Direction de la Cohésion Sociale – Département Action Solidaire (tél. : 04.67.34.70.09),
- Le représentant de ERDF Montpellier Hérault est Monsieur Thierry MANDAGOT, Agence Collectivités Locales (tél. : 04.67.69.83.66),
- Le représentant de l'association FACE Hérault est Madame Sandra GILLES, Chef de projet médiation (Tél. : 04.99.23.17.69).

ARTICLE 7 : REGLEMENT DES LITIGES

En cas de différend relatif à l'interprétation et/ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'obligent à rechercher une solution amiable préalable, notamment par l'intermédiaire de la commission de conciliation FNCCR/EDF visée au cahier des charges de concession.

A défaut de résolution du différend à l'amiable, les parties pourront saisir le Tribunal Administratif compétent.

Fait à Montpellier, le, en trois exemplaires originaux.

Pour la Ville de Montpellier,

Pour l'association FACE
Hérault,

Pour ERDF Montpellier
Hérault,

Le 1^{er} Adjoint au Maire,

La Présidente

Le Directeur Territorial,

Serge FLEURENCE

Clare HART

Jean-Baptiste PICCHINI



CONVENTION de PARTENARIAT 2012

Ville de Montpellier – ErDF Montpellier Hérault et l'association Le Passe Muraille

Entre les soussignés :

- La Ville de MONTPELLIER, représentée par Serge Fleurence 1^{er} Adjoint au Maire, dûment habilité à cet effet par délibération du, élisant domicile à : Hôtel de Ville – 1, Place George Frêche 34267 Montpellier cedex 2

Désignée ci-après par « **la Ville de Montpellier** »,

- Electricité Réseau Distribution France (ci-après désigné ErDF), SA à directoire et à conseil de surveillance au capital de 270 037 000 €, immatriculée au Registre de commerce de Nanterre sous le numéro 444 608 442 dont le siège est situé Tour Winterthur 92085 La Défense Cedex, enregistré auprès du Registre de commerce de Nanterre sous le numéro 444 608 442,

représentée par Jean-Baptiste PICCHINI, Directeur Territorial d'ERDF GRDF Montpellier Hérault, 382, rue Raimon Trencavel 34926 Montpellier Cedex 9,

Désignée ci-après par : « **ErDF Montpellier Hérault** »,

et

- L'Association « Le Passe Muraille », association dûment déclarée en préfecture dont le siège est situé 510 A avenue de Barcelone, Bâtiment le Jupiter 34080 Montpellier.

représentée par Sebastien ROLAND, Président de l'association Le Passe Muraille.

Désignée ci-après par : « **l'association Le Passe Muraille** »,

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Dans le cadre de la convention de partenariat qui a été signée entre la Ville et ErDF Montpellier Hérault le 27 juin 2006 et du chapitre 3 « Politique de la Ville et Solidarité » de l'avenant n°2 voté en Conseil Municipal du 8 novembre 2010, une convention spécifique a été établie afin de préciser les objectifs et engagements de coopération décidés entre la Ville de Montpellier et ERDF Montpellier Hérault autour de la mise en place d'actions qui contribuent

notamment au lien social, à la lutte contre l'exclusion, au développement de l'accès à l'emploi et au développement économique.

Différentes actions proposées par des structures dans le cadre de l'appel à projets 2012 du Contrat Urbain de Cohésion Sociale (CUCS) ont été identifiées comme éligibles à ce titre par la Ville de Montpellier et ErDF Montpellier Hérault dont la mise en œuvre de « chantiers citoyens » par l'Association Le Passe Muraille incluant en complémentarité une action spécifique « d'accès à l'emploi ».

Ces deux actions font l'objet de la présente convention de partenariat.

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de définir les conditions techniques et financières du partenariat de la Ville de Montpellier, ErDF Montpellier Hérault et l'association Le Passe Muraille pour la mise en œuvre de chantiers citoyens et d'une action complémentaire d'accès à l'emploi.

ARTICLE 2 : LE CONTENU DES ACTIONS

Dans le cadre de cette convention, l'association Le Passe Muraille s'engage à réaliser les actions suivantes :

Article 2.1 La réalisation de chantiers citoyens

Au titre de l'action principale seront réalisées cinq sessions de « chantiers citoyens » d'une durée de 12 jours chacun.

Pour chaque session, six jeunes en moyenne seront bénéficiaires de l'action.

L'association Le Passe Muraille est la structure intervenante pour suivre et encadrer ces jeunes pendant la durée de ces chantiers citoyens.

En termes de supports d'intervention, seront pris en charge à ce titre le nettoyage de postes de distribution publique d'électricité situés sur le domaine public et implantés sur le territoire de la commune de Montpellier incluant le nettoyage aux abords des postes, l'enlèvement des tags et affichages sauvages.

Plus spécifiquement il sera réalisé cinq fresques (en partenariat avec un artiste spécialisé proposé par l'association Le Passe Muraille) sur ces postes de transformation repérés comme prioritaires par la Ville de Montpellier et ErDF.

Le choix des fresques sera soumis à la validation de la Ville de Montpellier et d'ErDF.

En complémentarité, la Ville de Montpellier proposera des supports d'intervention sur des équipements municipaux pour la mise en œuvre de ces chantiers citoyens. Des supports identifiés en partenariat entre l'association Le Passe Muraille et d'autres structures pourront aussi être proposés au titre de cette action.

Différents ateliers éducatifs et de médiation sociale seront mis en œuvre sur chaque session de chantier citoyen autour des thématiques suivantes :

- mobilité et environnement urbain animé par la TAM ;
- sécurité, technique et métiers autour de l'énergie animé par ErDF ;
- prévention des addictions animé par la Maison de la Prévention Santé de la Ville ;
- le code de la route et le savoir vivre ensemble animé par la Maison de la sécurité routière.

En complémentarité et en amont des interventions sur les différents supports (dont les postes de distribution électriques), des prises de contacts seront organisées auprès de différents acteurs intervenant sur le territoire concerné : associations, gestionnaires d'équipements, etc.

Le déroulement prévisionnel de chaque session de douze jours chacune est le suivant :

- trois journées dédiées à des ateliers éducatifs et de médiation sociale,
- neuf journées de chantiers s'appuyant sur différents supports proposés par ErDF Montpellier Hérault, la Ville de Montpellier et d'autres partenaires.

Article 2.2 La mise en œuvre d'une action visant à favoriser l'accès à l'emploi des jeunes issus des quartiers prioritaires de la Ville

Au titre de cette action, l'association Passe Muraille est la structure chargée du suivi et de l'encadrement des jeunes pour une action citoyenne tournée vers l'accès à l'emploi.

L'objectif est de permettre aux jeunes d'accéder à l'autonomie et à l'emploi par l'acquisition de compétences, la promotion de la mobilité et le financement d'une partie du permis de conduire.

Les opérations envisagées dans ce cadre s'organiseront autour de la « sensibilisation et la connaissance des avantages et des contraintes des métiers », le « recrutement », les « Techniques de Recherche d'Emploi », des « visites d'entreprises » et l'organisation de « forums Emploi ».

ERDF participera à certaines de ces opérations.

Certains jeunes ayant participé aux « chantiers citoyens » (cf.2.1) pourront être accompagnés au titre de cette action visant l'accès à l'emploi.

L'association le Passe Muraille s'engage à produire un bilan final pour ces 2 opérations.

2.1 Les obligations et engagements d'ErDF Montpellier Hérault

Dans le cadre des chantiers citoyens, l'exploitant ErDF Montpellier Hérault mènera une action d'information et de sensibilisation à la sécurité pour les travaux à proximité des ouvrages électriques, auprès des acteurs, des encadrants et des jeunes concernés par le projet de sorte que les travaux envisagés dans le cadre de cette convention se déroulent dans les meilleures conditions de sécurité pour les personnes et les biens.

L'association « Le Passe Muraille » devra déposer une déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) préalablement à l'ouverture de chacun des chantiers dans les conditions du décret n°1147 du 14 octobre 1991 sur les travaux à proximité de certains ouvrages aériens, souterrains et subaquatiques de transport et de distribution.

2.2 Les obligations et engagements de la Ville de Montpellier

La Ville de Montpellier s'engage à identifier, en lien avec l'association « Passe-Muraille », les postes de distribution publique implantés sur la commune qu'elle souhaite voir embellis parmi la liste des postes de transformation repérés comme prioritaires entre la Ville de Montpellier et ERDF.

L'association « Le Passe Muraille » s'engage à prévenir l'interlocuteur d'ERDF Montpellier Hérault (Monsieur Thierry BOYDENS Tél 04 99 74 73 12 port 06 24 30 68 44) 5 jours ouvrés avant le début des travaux, ceux-ci ne devant commencer que lorsque l'exploitation d'ErDF Montpellier Hérault aura donné au responsable du chantier toutes les recommandations et conseils de sécurité nécessaires.

L'utilisateur reconnaît avoir pris connaissance des dispositions de la convention (mise à disposition et utilisation des postes de transformation électrique) et s'engage absolument à respecter toutes les consignes, notamment celles directement liées à la sécurité des biens et des personnes.

Plus globalement, la ville de Montpellier interviendra afin de faciliter la réalisation de l'opération de nettoyage des postes de distribution publique (mobilisation du public, logistique, locaux) ainsi que sur la mise à disposition de supports d'intervention complémentaires relevant d'équipements municipaux.

ARTICLE 3 : PARTICIPATIONS FINANCIERES

Pour ErDF Montpellier Hérault, le cofinancement du concessionnaire alloué pour accompagner la réalisation de ces deux actions est plafonné à 37 500 €, sous réserve de l'obtention de crédits.

Cette participation couvrira pour partie l'encadrement des chantiers citoyens lors du nettoyage des postes de distribution publique, au prorata des jours travaillés ainsi que les différents ateliers éducatifs et de médiation sociale dans la limite de 30 000 €.

Par ailleurs, ErDF participera à hauteur de 7 500 € maximum pour la mise en œuvre de l'action visant à favoriser l'accès à l'emploi des jeunes issus de quartiers prioritaires de la Ville.

Les dépenses engagées et mises à la charge d'ErDF devront être dûment justifiées et détaillées par l'association Le Passe Muraille.

La contribution d'ErDF sera versée sur présentation de factures accompagnées de leurs justificatifs par l'association Le Passe Muraille.

Les factures correspondant aux travaux seront transmises par l'association Le Passe Muraille à ErDF Montpellier Hérault - Agence Collectivités Locales - 382, rue de Trencavel - 34926 Montpellier Cedex 9.

Un état prévisionnel des dépenses devra être communiqué à ERDF Montpellier Hérault pour avis.

Pour la Ville de Montpellier, celle-ci s'est engagée à co-financer l'action des chantiers citoyens par le vote d'une subvention en Conseil Municipal (à hauteur de 8 000 €) et à mobiliser des partenaires financiers, notamment dans le cadre du Contrat urbain de Cohésion Sociale, à hauteur de 50 % du montant global de l'action conformément aux termes de l'article 3 de l'avenant n°2 de la convention de partenariat signée en 2010.

ARTICLE 4 : COMMUNICATION INTERNE ET/OU EXTERNE

La Ville de Montpellier, ErDF et le Passe Muraille s'engagent dans toute action de communication interne et externe, à valoriser ces opérations et à mentionner l'implication des autres parties.

Des photographies « avant-après » seront fournies par la Ville de Montpellier et pourront servir aux parties pour leur communication respective. Ces communications feront l'objet d'une concertation préalable.

ARTICLE 5 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date de signature de la convention jusqu'au 31 décembre 2012.

Elle pourra être dénoncée en cas de non-respect des engagements de la présente convention à l'initiative de la partie qui s'estimerait lésée et après relance demeurée infructueuse.

Pour les années suivantes, les parties conviennent de se rencontrer pour définir les nouveaux engagements conformément à l'Article 8 de la Convention 2006-2020 signée le 27 juin 2006.

ARTICLE 6 : SUIVI DE LA CONVENTION

La Ville de Montpellier, ErDF Montpellier Hérault et le Passe Muraille conviennent de se rencontrer au moins deux fois par an pour établir un bilan dans le cadre d'un comité de pilotage.

ERDF s'assurera à cette occasion de la bonne utilisation de sa contribution.

Pour le suivi de cette convention :

- Le représentant de la Ville de Montpellier est Madame Stéphanie SAUVIER DULAC, Direction de la Cohésion Sociale – Département Action Solidaire (tél. : 04.67.34.70.09)
- Le représentant de ErDF Montpellier Hérault est Monsieur Thierry MANDAGOT, Agence Collectivités Locales (tél. : 04.67.69.83.66).
- Le représentant de l'association Le Passe Muraille est Monsieur Pierre PLANCHERON, Directeur de l'association (04.67.06.96.04).

ARTICLE 7 : REGLEMENT DES LITIGES

En cas de différend relatif à l'interprétation et/ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'obligent à rechercher une solution amiable préalable, notamment par l'intermédiaire de la commission de conciliation FNCCR/EDF visée au cahier des charges de concession.

A défaut de résolution du différend à l'amiable, les parties pourront saisir le Tribunal Administratif compétent.

Fait à Montpellier, le, en trois exemplaires originaux.

Pour la Ville de Montpellier,

Pour l'Association
« Le Passe Muraille »,

Pour ErDF Montpellier
Hérault,

Le 1^{er} Adjoint au Maire,

Le Président,

Le Directeur Territorial,

Serge FLEURENCE

Sébastien ROLAND

Jean-Baptiste PICCHINI



CONVENTION de PARTENARIAT « POLITIQUE DE LA VILLE ET SOLIDARITE » Exercice 2012

Ville de Montpellier – ERDF Montpellier Hérault

Entre les soussignés :

- La Ville de MONTPELLIER, représentée par Serge Fleurence 1^{er} Adjoint au Maire, dûment habilité à cet effet par délibération du, élisant domicile à : Hôtel de Ville – 1, place Georges Frêche 34267 Montpellier cedex 2

Désignée ci-après par « **la Ville de Montpellier** »,

- Electricité Réseau Distribution France (ci-après désigné ErDF), SA à directoire et à conseil de surveillance au capital de 270 037 000 €, immatriculée au Registre de commerce de Nanterre sous le numéro 444 608 442 dont le siège est situé Tour Winterthur 92085 La Défense Cedex, enregistré auprès du Registre de commerce de Nanterre sous le numéro 444 608 442, représenté par Jean-Baptiste PICCHINI, Directeur Territorial d'ErDF Montpellier Hérault, 382, rue Raimon Trencavel 34926 Montpellier Cedex 9,

Désignée ci-après par : « **ErDF Montpellier Hérault** »,

Il est préalablement exposé ce qui suit :

La Ville de Montpellier et ErDF Montpellier Hérault ont signé en date du 27 juin 2006 une convention de partenariat au titre de la concession pour le service public de distribution d'électricité.

En date du 8 novembre 2010, le Conseil Municipal a voté l'avenant n°2 de la convention de partenariat avec ErDF pour la période 2011-2015 qui prévoit au titre de son article 3 « Politique de la Ville et Solidarité » qu'ERDF Montpellier Hérault s'associera aux actions menées sur le territoire de la Ville de Montpellier, qui contribuent notamment au lien social, à la lutte contre l'exclusion, au développement de l'accès à l'emploi et au développement économique.

A ce titre, différentes actions, proposées par des structures dans le cadre de l'appel à projets 2012 du Contrat Urbain de Cohésion Sociale (CUCS), ont été identifiées comme étant éligibles et font l'objet de la présente convention globale de partenariat pour l'exercice 2012 au titre des actions « Politique de la Ville et Solidarité ».

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions générales du partenariat que la Ville de Montpellier et ErDF Montpellier Hérault ont décidé de mettre en œuvre pour les actions suivantes en matière de « Politique de la Ville et Solidarité »:

- la réalisation de chantiers « citoyens » en partenariat avec l'association « Le Passe Muraille »,

- le développement d'une action visant à favoriser l'accès à l'emploi des Jeunes au sein des territoires Politiques de la Ville en partenariat avec l'association « Le Passe Muraille »,
 - le soutien et le relais auprès des acteurs locaux en matière de médiation sur et/ou en direction des habitants du quartier Cévennes Petit Bard avec « Face Hérault »,
- conformément aux projets déposés par ces associations au titre de l'appel à projets 2012 du Contrat Urbain de Cohésion Sociale (CUCS).

ARTICLE 2 : CONTENU DES ACTIONS

Il est précisé en préalable que chaque action déclinée ci-après fera l'objet d'une convention tripartite spécifique entre la Ville de Montpellier, ErDF Montpellier Hérault et la structure intervenante retenue. Ces conventions préciseront les objectifs spécifiques ainsi que les conditions techniques et financières particulières de chaque action.

2.1 La mise en œuvre de chantiers citoyens

Au titre de cette action, seront réalisés des « chantiers citoyens » dont l'association Le Passe Muraille sera la structure intervenante chargée du suivi et de l'encadrement des jeunes pendant la durée de ces chantiers.

En termes de supports d'intervention, seront pris en charge les postes de transformation repérés comme prioritaires par la Ville de Montpellier et ErDF.

Il sera réalisé des fresques sur ces postes (en lien avec un artiste spécialisé proposé par l'association Le Passe Muraille).

Le choix des postes de transformation retenus, le thème des fresques ainsi que le nombre à réaliser seront effectués en concertation entre la Ville et ErDF et précisés dans la convention tripartite spécifique.

En complément et en fonction des dispositions en ressources humaines et financières, un ou plusieurs postes de distribution publique d'électricité implantés sur le territoire de la commune de Montpellier pourront être pris en charge dans le cadre de cette action. Il s'agira dans ce cadre d'assurer le nettoyage aux abords des postes, l'enlèvement des tags et affichages sauvages ainsi que la peinture des transformateurs, et ce en conformité avec les choix retenus entre ErDF et la Ville de Montpellier.

En complémentarité, la Ville de Montpellier proposera des supports d'intervention sur des équipements municipaux au titre de la mise en œuvre de ces chantiers citoyens.

2.2 La mise en œuvre d'une action visant à favoriser l'accès à l'emploi des jeunes issus des quartiers prioritaires de la Ville

Au titre de cette action, l'association Le Passe Muraille est la structure intervenante chargée du suivi et de l'encadrement des jeunes pour une action citoyenne tournée vers l'accès à l'emploi.

L'objectif est de permettre aux jeunes d'accéder à l'autonomie et à l'emploi par l'acquisition de compétences, la promotion de la mobilité et le financement d'une partie du permis de conduire.

Les opérations envisagées dans ce cadre s'organiseront autour de la « sensibilisation et la connaissance des avantages et des contraintes des métiers », le « recrutement », les « Techniques de Recherche d'Emploi », des « visites d'entreprises » et l'organisation de « forums Emploi ».

ERDF participera à certaines de ces opérations.

Certains jeunes ayant participé aux « Chantiers citoyens » (cf.2.1) pourront être accompagnés au titre de cette action visant l'accès à l'emploi.

2.3 La mise en œuvre d'une action de médiation sociale en faveur des habitants issus des quartiers prioritaires de la Ville

Porter un message autour de la sécurité des personnes et des biens vis-à-vis des dangers potentiels de l'électricité est un objectif partagé entre la Ville de Montpellier et ErDF.

Dans le cadre de l'appel à projets du CUCS, l'Association FACE Hérault propose une action intitulée « Accompagner la réhabilitation du Petit Bard », qui permettra aux habitants de s'approprier leurs nouveaux logements réhabilités ainsi que leur quartier d'une manière plus générale.

Cette opération prévoit en particulier une intervention autour de l'information des habitants à l'utilisation des appareils électriques et à la maîtrise de l'énergie.

En complémentarité, ErDF sensibilisera les différents intervenants en relation directe avec les habitants aux problématiques de sécurité électrique ce qui permettra de faciliter la communication entre les techniciens d'intervention et de dépannage et la population.

ARTICLE 3 : PARTICIPATION FINANCIERE

Pour ErDF Montpellier Hérault, les ressources en personnel interne ou en cofinancement du concessionnaire allouées pour accompagner la « Politique de la Ville et la Solidarité » sont plafonnées à 50 000 € pour l'exercice 2012 comme prévu dans l'avenant n°2 de la convention de partenariat signée en 2006, sous réserve de l'obtention de crédits.

Plus spécifiquement la contribution d'ErDF Montpellier Hérault se déclinera selon les modalités suivantes :

- 30 000 € au titre de la mise en œuvre des chantiers citoyens (comprenant une enveloppe spécifique pour la réalisation de fresques) par l'association Le Passe Muraille.
- 7 500 € au titre de l'action visant à favoriser l'accès à l'emploi des Jeunes issus des quartiers prioritaires par l'association « Passe Muraille ».
- 7 500 € au titre d'une action visant à favoriser la médiation dans le quartier Cévennes Petit Bard, action proposée par « Face Hérault ».
- 5 000 € correspondant à la mise à disposition des ressources en personnel ErDF mobilisées sur les différentes actions et conformément à l'avenant n°2.

Les montants indiqués pourront donner lieu à variation dans la répartition d'une action à l'autre en fonction des dispositions spécifiques des conventions tripartites pour chaque action entre la Ville de Montpellier, ErDF Montpellier Hérault et la structure intervenante retenue.

La Ville de Montpellier s'engage à co-financer, sous réserve du vote du conseil municipal, les actions déclinées ci-avant ainsi qu'à mobiliser des partenaires financiers, notamment dans le cadre du Contrat urbain de Cohésion Sociale (CUCS), à hauteur de 50 % du montant global conformément aux termes de l'article 3 de l'avenant n°2 de la convention de partenariat signée en 2010.

ARTICLE 4 : COMMUNICATION INTERNE ET/OU EXTERNE

La Ville de Montpellier et ErDF s'engagent mutuellement, dans toute action de communication interne et externe, à valoriser ces opérations et à mentionner l'implication de l'autre partie. Il est précisé que ces communications feront l'objet d'une concertation préalable.

ARTICLE 5 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date de signature de la convention jusqu'au 31 décembre 2012.

Elle pourra être dénoncée en cas de non-respect des engagements de la présente convention à l'initiative de la partie qui s'estimerait lésée et après relance demeurée infructueuse.

Pour les années suivantes, les deux parties conviennent de se rencontrer pour définir les nouveaux engagements conformément à l'Article 8 de la Convention 2006-2020 signée le 27.06.2006.

ARTICLE 6 : SUIVI DE LA CONVENTION

La Ville de Montpellier et ErDF conviennent de se rencontrer deux fois par an pour établir un bilan d'application de la convention, améliorer son dispositif et réfléchir ensemble sur d'autres actions à initier ou à développer.

ErDF s'assurera à cette occasion de la bonne utilisation de sa contribution.

Pour le suivi de cette convention :

- Le représentant de la Ville de Montpellier est Madame Stéphanie SAUVIER DULAC, Direction de la Cohésion Sociale – Département Action Solidaire (tél. : 04.67.34.70.09).
- Le représentant de ErDF Montpellier Hérault est Monsieur Thierry MANDAGOT, Agence Collectivités Locales (tél. : 04.67.69.83.66).

ARTICLE 7 : REGLEMENT DES LITIGES

En cas de différend relatif à l'interprétation et/ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'obligent ouvrir une conciliation à l'initiative de la partie la plus diligente en vue de rechercher une solution amiable préalablement à tout contentieux.

A l'expiration d'un délai de deux mois après tentative de conciliation, chaque partie se réserve le droit de saisir Tribunal Administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier, le, en deux exemplaires originaux.

Pour la Ville de Montpellier,

Pour ErDF Montpellier Hérault,

Le 1^{er} Adjoint au Maire,

Le Directeur Territorial,

Serge FLEURENCE

Jean-Baptiste PICCHINI

Séance publique du lundi 26 mars 2012

Convoqué le mardi 20 mars 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 26 lundi mars 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Magalie COUVERT, Arnaud JULIEN, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER, Régine SOUCHE.

Absents :

Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Bourse Initiatives Jeunes 2012 Participation de la Ville

Monsieur Michel PASSET rapporte :

La Ville de Montpellier, avec la mise en place de la Bourse Initiatives Jeunes par son Service Jeunesse, témoigne de l'intérêt qu'elle porte à sa jeunesse.

La Bourse Initiatives Jeunes est une aide financière qui vise à soutenir toutes les actions et les initiatives permettant l'intégration et l'implication de la jeunesse. Elle est destinée aux jeunes de 16 à 29 ans résidant à Montpellier.

Les projets doivent faire appel au sens des responsabilités, à l'esprit d'initiative et de solidarité. Ils peuvent concerner des domaines très divers tels que la culture, l'aide humanitaire, le développement de la vie sociale et le vivre ensemble à Montpellier. Sont exclus les projets présentés dans un cursus scolaire ou universitaire, les travaux de recherches théoriques, ainsi que les projets professionnels ou associatifs.

Le dossier doit comporter une présentation du projet et son budget. Outre l'intérêt du projet pour qu'une action soit éligible, le candidat doit faire appel à d'autres financeurs.

Les attributions sont établies conformément au règlement interne joint à la délibération du Conseil Municipal du 28 mars 2011.

Afin de permettre la réalisation des projets de la session du mois de mars, il vous est proposé de prélever sur les crédits prévus au budget 2012 du Service Jeunesse (nature 6714, fonction 924222, CRB : 140, ligne de crédit 1938) la somme de 8 000€, et de la répartir de la manière suivante :

Anthony Barreri, étudiant montpelliérain

Destination monde

Quand j'étais grand, je n'étais pas petit

Nicolas Caillot, salarié montpelliérain

Production culturelle

Lancement de la revue [ESPACES]

Edition d'une revue afin de faire découvrir les musiques et danses traditionnelles qu'on retrouve pendant «les BalsTrad». Faire connaître la revue afin de proposer un moyen de réflexion et de création des danses et musiques traditionnelles.

Montant proposé: 400 €

Vincent Tiphine, montpelliérain en recherche d'emploi

Vivre ensemble à Montpellier

Paris-Londres 2012, expédition en kayak de mer

A quelques jours des JO de Londres, réaliser un défi en solitaire en reliant Paris et Londres en Kayak de mer en parcourant la Seine, la Manche et la Tamise.

Exposition de son périple à l'Espace Montpellier Jeunesse.

Montant proposé: 700 €

Clémentine Urbin, montpelliéraine en service civique

Vivre ensemble à Montpellier

Toc-toc dans le micro

Réaliser des émissions avec des personnes en situation de handicap psychique pour leur accorder un espace de parole leur permettant de se découvrir et de les découvrir.

Diffusion sur les ondes de radio Clapas en septembre.

Montant proposé: 500 €

Damien Valéro, montpelliérain en recherche d'emploi

Production culturelle

Les tambours du père Ned

Créer un dynamisme en réalisant une pièce de théâtre artistique et culturelle sur fond musical de percussions brésiliennes.

Représentation à la Minga du 15 avril au 15 mai.

Montant proposé: 500 €

Alise Franck, étudiante montpelliéraine

Destination monde

Destination Mongolie

Partir à la rencontre des peuples mongols afin de partager leur culture, leurs chants et musique.

Exposition photo à l'Espace Montpellier Jeunesse.

Montant proposé: 500 €

Sarah Mercoiret, étudiante montpelliéraine

Destination monde

La mondialisation en Mongolie et ses conséquences

Aller à la rencontre des habitants des steppes de Mongolie et se déplacer en mode éco-responsable pour étudier les conséquences d'une mondialisation sur leur vie et leur environnement.

Edition d'un livre témoin et conférences de sensibilisation auprès des écoles Montpellier.

Exposition à l'Espace Montpellier Jeunesse.

Montant proposé: 700 €

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'accepter la répartition figurant ci-dessus pour un montant total de **8 000 €**,
- d'attribuer aux différents candidats les subventions correspondantes sur les crédits inscrits à la fonction 924 222, nature 6714, CRB 140, ligne de crédit 1938, budget 2012,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Réaliser et présenter un spectacle chorégraphique avec des enfants du Bénin afin de leur permettre de s'exprimer à travers la danse et la musique et traiter de la question de devenir «adulte».

Exposition à l'Espace Montpellier Jeunesse.

Montant proposé: 800 €

Gislain Lannes, étudiant montpelliérain en théâtre

Production culturelle

L'amour de Phèdre

Mettre en scène une pièce de théâtre britannique de façon pluridisciplinaire en mêlant au théâtre le chant et la danse.

Représentation prévue au Festival In Vitro au Trioletto et au festival étudiant Arts Content pour Tous à Rosa Lee Parks.

Diffusion et ateliers théâtre à l'Espace Montpellier Jeunesse.

Montant proposé: 800 €

Leslie Montagu, étudiante montpelliéraine en Master FLE

Production culturelle

A livre ouvert

Proposer un conte vivant où le geste se substitue à la parole. Faire se rencontrer la danse contemporaine, le cirque et la musique acoustique pour donner une nouvelle approche du conte de fée.

Représentation dans les maisons pour tous et lors de la prochaine ZAT.

Montant proposé: 800 €

Elodie Joly, montpelliéraine en recherche d'emploi

Production culturelle

Voyage vers d'autres rives

Parcourir la France et l'Europe pour faire découvrir celles et eux qui créent des lieux de vie écologiques et solidaires.

Mise en ligne du périple sur <http://www.celeos.eu/wordpress/voyage-rives/>

Exposition photo et diffusion d'un DVD conté à l'Espace Montpellier Jeunesse puis sur d'autres lieux phares en matière d'écologie sur Montpellier.

Montant proposé: 600 €

Fabien Pio, étudiant montpelliérain aux Beaux Arts

Production culturelle

Rêveries

Réaliser une exposition de 50 photos argentiques en noir et blanc.

Diffusion au mois de novembre 2012 à la Barak.

Exposition à l'Espace Montpellier Jeunesse.

Montant proposé: 450 €

Juliette Perraud, salariée montpelliéraine en communication

Production culturelle

Diaporama d'un périple en Chine

Partir en Chine et réaliser des photos de la tournée du groupe montpelliérain « Le comptoir des fous » dans le réseau des alliances françaises.

Exposition photo à l'Espace Montpellier Jeunesse et à la Maison des Relations Internationales.

Montant proposé: 800 €

Johanna Cécé, étudiante montpelliéraine en architecture

Production culturelle

Aux lieux du corps

Réaliser un spectacle de danse contemporaine sur le thème du corps humain dans ses espaces.

Représentation au lors du Festival In Vitro au théâtre Trioletto.

Montant proposé: 450 €

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Publiée le :

Hélène MANDROUX

A handwritten signature in black ink, consisting of several fluid, overlapping strokes, positioned to the right of the printed name Hélène MANDROUX.

Séance publique du lundi 26 mars 2012

Convoqué le mardi 20 mars 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 26 lundi mars 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Magalie COUVERT, Arnaud JULIEN, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER, Régine SOUCHE.

Absents :

Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Bourse Animation Jeunes Attribution de subventions 2012

Monsieur Michel PASSET rapporte:

Dans le cadre du développement des actions de proximité et de solidarité, la Ville de Montpellier, par l'intermédiaire de son Service Jeunesse, et en partenariat avec le tissu associatif, met en place des actions de sensibilisation pour permettre aux jeunes d'être les acteurs de vivre une nouvelle ville.

La **Bourse Animation Jeunes** constitue une aide financière dont l'objectif est de soutenir les projets associatifs en direction des jeunes montpelliérains. Ces projets d'actions en faveur des 12/29 ans peuvent être proposés par les opérateurs tout au long de l'année.

Les projets doivent valoriser la place des jeunes dans la cité, dans la vie sociale.

Les actions menées doivent répondre à une exigence éducative.

Comme les années précédentes, les porteurs de projets associatifs ont élaboré des programmes correspondant à ces objectifs afin d'obtenir une aide financière de la Ville de Montpellier.

Pour assurer le suivi de chaque projet, un bilan est demandé à chaque association à l'issue de leur réalisation.

Différentes associations montpelliéraines ont présenté des projets, dont le dossier est établi dans le respect des articles du règlement joint à la délibération du Conseil Municipal du 28 mars 2011.

Afin de permettre la réalisation des projets des associations retenues, il est proposé de prélever sur les crédits prévus au budget 2012 du Service Jeunesse la somme **11 300 euros** et de la répartir de la manière suivante:

Association Lez 'Arts M3

Association d'étudiants montpelliérains créée en février 2006

Titre du projet: « Voyage, voyageur, Odyssée »

Objectif :

L'association s'attache à la promotion de toute forme d'art en sollicitant des artistes issus d'horizons divers autour d'un thème variant d'une année sur l'autre. Cette année le thème retenu est « voyage, voyageur,

odyssée ». L'évènement « Je et ailleurs » veut questionner le voyageur qui se promène au fil d'une programmation pluridisciplinaire mettant en avant des artistes montpelliérains.

Ateliers photo et expositions dans les centres de loisirs et à l'Espace Montpellier Jeunesse.

Montant proposé: 1000 €

Association des Etudiants en Musicothérapie de Montpellier

Association d'étudiants montpelliérains créée en 1998

Titre du projet: «Douim's sook»

Objectif :

L'association a pour objectif de promouvoir la musicothérapie dans tous ses champs d'application.

Organisation d'une rencontre entre musiciens professionnels, une plasticienne et des danseurs afin de réaliser un concert scénographique.

Montant proposé: 1000 €

SUP'SATS Association pour la Promotion des Projets Spatiaux de l'Enseignement Supérieur

Association d'étudiants montpelliérains créée en janvier 2010

Titre du projet: «ROBUSTA»

Objectif :

L'association agit pour promouvoir les projets spatiaux des étudiants de l'enseignement supérieur. Les étudiants de Montpellier 2 viennent de terminer le premier satellite entièrement conçu et réaliser par des étudiants, ils souhaitent partir à Kourou pour assister au lancement de leur satellite.

Exposition photo du lancement et ateliers pédagogiques à l'Espace Montpellier Jeunesse.

Montant proposé: 1000 €

Association «Sortez, votez»

Association d'étudiants montpelliérains créée en novembre 2011

Titre du projet: «Ne pas voter nuit gravement à la démocratie !»

Objectif :

L'association sensibilise les étudiants du pôle universitaire de Richter au droit de vote et surtout à la nécessité de voter. Le 12 avril 2012, elle organise une conférence débat à l'ISEM auprès de 500 étudiants.

Montant proposé: 300 €

Association Théâtre Soliloque

Association créée en octobre 2011

Titre du projet: « Famille Française »

Objectif :

L'association produit et créer des spectacles dramatiques, elle accompagne des jeunes compagnies dans la réalisation de spectacles.

Présenter la pièce de la Compagnie des Mandarines en proposant une animation culturelle auprès de personnes n'ayant pas accès à la culture.

Montant proposé: 1000 €

Association Le Cri Dévot

Association montpelliéraine créée en juillet 2008

Titre du projet: «L'Antégone déprime, ou que dit le cochon quand le fermier l'égorge?»

Objectif :

L'association produit et met en œuvre le développement d'évènements liés à la vie sociale et culturelle d'un lieu ou d'une cité de la ville de Montpellier.

Réécriture contemporaine du mythe de Sophocle «Antigone» en réévaluant les enjeux de la domination et de la révolte par rapport à notre société actuelle.

Représentation d'une tragédie à l'Espace Dionysos du 30 avril au 6 juin.

Montant proposé: 500 €

Association CREACTION

Association montpelliéraine créée en novembre 2011

Titre du projet: «Rêves»

Quartier: Gély-Figuerolles

Objectif :

L'association valorise les patrimoines locaux par le biais de projets collectifs, artistiques et pédagogiques. «Rêves» propose aux habitants du quartier Gély-Figuerolles d'être les acteurs d'une parade en retransmettant leurs rêves sous forme de contes.

Montant proposé: 1000 €

Association LE BALLON DU BONHEUR

Association créée en juillet 2010

Titre du projet: «Et le container prend la mer!»

Quartier: Mosson

Objectif :

L'association aide les enfants des pays en voie de développement par le biais du sport et l'implication des enfants de France. Avec le partenariat d'une équipe de jeunes de 12 ans de Montpellier Basket du quartier Mosson, elle a collecté auprès des enfants des clubs de la région des chaussures et du matériel de première nécessité et souhaite envoyer un container aux enfants des rues du Sénégal.

Exposition et projection avec les enfants de Montpellier Basket à l'Espace Montpellier Jeunesse et à la maison pour tous Georges Brassens.

Montant proposé: 1500 €

Association HOLDUB COLLECTIF

Association montpelliéraine créée en septembre 2008

Titre du projet: «Montpellier l'internationale»

Objectif :

L'association organise des rencontres et des échanges dans les domaines culturel et sportif afin de créer du lien social.

Organisation d'une journée promotion et découverte des différentes communautés étrangères étudiantes autour d'une exposition et une conférence à la maison des Relations Internationales.

Montant proposé: 1500 €

Association Street way

Association montpelliéraine créée en novembre 2009

Titre du projet: «Battle Street Way »

Quartiers: Centre et Millénaire

Objectif :

L'association organise des manifestations pour promouvoir le Hip Hop sous toutes ses formes artistiques. Elle organise deux journées au cours desquelles des battles seront organisés.

Battle individuel à la maison pour tous Voltaire en avril.

Battle collectif à la maison pour tous Georges Sand en juin.

Montant proposé: 1000 €

Association AQUALOVE SAUVETAGE

Association créée en juin 2004

Titre du projet: «Apprends à sauver»

Objectif :

L'association enseigne les activités aquatiques et forme au secourisme et sauvetage aquatique. Mettre en place des animations ludiques et interactives auprès des 12-14ans pour faire comprendre que l'on peut être citoyen responsable en apprenant à porter secours et à protéger son environnement.

Montant proposé: 1000 €

Association AILERONS

Association montpelliéraine créée en mai 2006

Titre du projet: «Grand large 2012»

Objectif :

L'association a pour vocation l'étude scientifique des requins et des raies de Méditerranée pour la connaissance, conservation et sensibilisation auprès du grand public.

Suivre grâce à des balises satellites des grands requins bleus afin d'étudier l'impact de la pollution sur leur environnement et sensibiliser le jeune public sur les méfaits que cela occasionne.

Ateliers pédagogiques auprès des jeunes.

Montant proposé: 500 €

Code	Associations	FM	Montant
3051	Association Lez 'Arts M3	M	1 000 €
5503	Association des Etudiants en Musicothérapie de Montpellier	M	1 000 €
5587	SUP'SATS Association pour la Promotion des Projets Spatiaux de l'Enseignement Supérieur	M	1 000 €
5588	Association « Sortez, votez »	M	300 €
5589	Association Théâtre Soliloque	M	1 000 €
1595	Association Le Cri Dévot	M	500 €
5446	Association CREACTION	M	1 000 €
5584	Association LE BALLON DU BONHEUR	M	1 500 €
5311	Association HOLDUB COLLECTIF	M	1 500 €
5585	Association Street way	M	1 000 €
4380	Association AQUALOVE SAUVETAGE	M	1 000 €
1858	Association AILERONS	M	500 €
TOTAL GENERAL :			11 300 €

Les crédits seront à prélever sur la ligne 1937, nature 6754, chapitre 924.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:

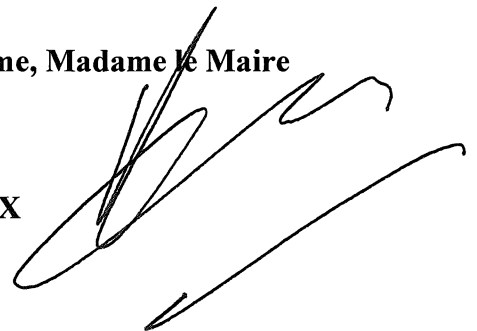
- Décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2012 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant total de 11 300 euros;
- D'approuver la lettre d'engagement type annexée à la présente délibération;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le :



Nom et code de la structure : XXXX
Nature de la subvention : XXXXXX
Intitulé du projet : XXXX
Montant attribué : XXXXX €
Thématique : XXXX

Lettre d'engagement



Direction des Finances et du Contrôle de Gestion
Mairie de Montpellier
1, place George Frêche
34 267 Montpellier Cedex 2

Je soussigné(e),....., représentant(e) légal de la structureXXXXX, m'engage à utiliser la subvention deXXXXX € attribuée pour l'année 2012 par la Ville de Montpellier lors du Conseil Municipal duXXXXXXXXXconformément à l'objet de la subvention décrit dans le dossier de demande de subvention présenté à la Ville de Montpellier.

J'ai bien noté que le versement de la subvention est conditionné par la réception de la présente lettre dûment remplie et signée (Pièce n°1) et d'un relevé d'identité bancaire de la structure (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

La décision d'octroi de la subvention au titre de l'année 2012 sera automatiquement frappée de caducité si elle n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement au 31/12/2012.

Je m'engage à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et à informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par l'association.

En cas de non respect de ces engagements, j'ai bien noté que la structure devra restituer à la Ville de Montpellier les sommes reçues.

Le (la) Président(e) de la structure,

Nom :

Prénom :

Date et signature :

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Séance publique du lundi 26 mars 2012

Convoqué le mardi 20 mars 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 26 lundi mars 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Magalie COUVERT, Arnaud JULIEN, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER, Régine SOUCHE.

Absents :

Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Convention de partenariat Ville de Montpellier / Communauté d'Agglomération de Montpellier dans le cadre du dispositif "Carte Eté Jeunes"

Monsieur Michel PASSET rapporte:

Par délibération du Conseil Municipal du 22 mai 1985, la Ville de Montpellier a mis en place un programme de loisirs, durant la période estivale, à destination des jeunes montpelliérains, dénommé Carte Eté Jeunes.

Dans le cadre du renouvellement de ce dispositif, pour bénéficier de tarifs préférentiels, la Ville de Montpellier a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour les accès aux piscines : 1 entrée à la piscine olympique d'Antigone et 4 entrées dans les piscines du centre nautique Neptune, Jean Vives, Suzanne Berlioux, Jean Taris, Amphitide et Marcel Spilalliaert (au choix) et 1 entrée au planétarium.

LES TARIFS :

Les tarifs 2012 proposés par la Communauté d'Agglomération de Montpellier correspondent pour les piscines aux tarifs cartes de 10 entrées par enfants (à savoir pour 2,20€ pour la piscine olympique d'Antigone et 1,55€ les autres piscines) pour celui du planétarium au tarif consenti aux comités d'entreprises (4,60€).

En 2011, les piscines ont enregistrées 1100 entrées et le planétarium 342.

DUREE DE LA CONVENTION :

Cette convention sera renouvelable 3 années consécutives par tacite reconduction.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:

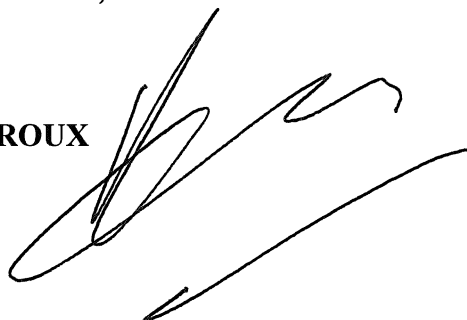
- d'accepter de signer la convention ci-jointe annexée ;
- d'autoriser Mme le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le :

A handwritten signature in black ink, consisting of several fluid, overlapping strokes, positioned to the right of the printed name 'Hélène MANDROUX'.

**CONVENTION DE PARTENARIAT
VILLE DE MONTPELLIER/COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DE MONTPELLIER
OPERATION CARTE ETE JEUNES**

Entre : **LA MAIRIE DE MONTPELLIER**

1, place Georges FRECHE
34267 MONTPELLIER Cedex 2

(tel. 04 67 34 70 00)

Représentée par Madame Hélène MANDROUX
Maire de la ville de Montpellier

D'une part

Et : **LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER**

50, Place Zeus – BP 9531
34045 Montpellier Cedex 01

Représentée par Monsieur Jean-Pierre MOURE
Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier

D'autre part

Il est préalablement exposé que :

La Ville de Montpellier souhaite apporter une offre aux jeunes pendant les grandes vacances, dans les domaines du sport, des loisirs et de la culture à travers l'opération « Carte Eté Jeunes ».

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a choisi pour compétence, entre autre, la construction, l'aménagement, l'entretien et la gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire (conformément à la loi n99-586 du 12 juillet 1999). Elle propose, à travers ses structures, des activités culturelles et sportives qui font partie de la « Carte Eté Jeunes » depuis de nombreuses années.

IL EST CONVENU DE CE QUI SUIT :

Art.1 : Objet de la convention

La Ville de Montpellier demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier un accès aux équipements culturels et sportifs pour toutes les personnes titulaires de la « Carte Eté Jeunes ». Cette demande concerne chaque été près de 1500 jeunes montpelliérains, âgés de 12 à 29 ans.

Ce dispositif du service Jeunesse s'engage à informer la Communauté d'Agglomération de Montpellier des actions menées.

Pour sa part, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à soutenir la réalisation de cet objectif.

Art.2 : Participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Les activités culturelles et sportives proposées dans le cadre de la « Carte Eté Jeunes » sur les équipements de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, sont les suivantes :

- Une entrée à la piscine olympique d'Antigone,
- Quatre entrées dans les piscines de l'agglomération,
- Une entrée au planétarium Galilée,

Pour toutes ces activités présentées dans la « Carte Eté Jeunes », la Communauté d'Agglomération propose à la Ville de Montpellier des tarifs préférentiels qui correspondent pour les piscines aux tarifs cartes de 10 entrées par enfant pour celui du planétarium au tarif consenti aux comités d'entreprises.

Art 3 : Le règlement

Le règlement des prestations se fera par mandatement administratif sur présentation d'une facture détaillée en 3 exemplaires accompagnée des coupons que la Communauté d'Agglomération de Montpellier fera parvenir au service Jeunesse de la Ville de Montpellier, 6, rue Maguelone, avant le 15 octobre 2012.

Art.4 : Durée de la convention

La présente convention est conçue pour prendre effet à partir du 15 juin 2012. Elle sera renouvelable 3 années consécutives par tacite reconduction.

Art.5 : Avenant

Tout nouveau complément ou toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis dans l'article 1er.

Art.6 : Résiliation de la convention

En cas de non respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de 3 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Fait à Montpellier le,

Madame le Maire

Monsieur Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier

Hélène MANDROUX

Jean-Pierre MOURE

Séance publique du lundi 26 mars 2012

Convoqué le mardi 20 mars 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 26 lundi mars 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Magalie COUVERT, Arnaud JULIEN, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER, Régine SOUCHE.

Absents :

Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

21 Square Neptune – 34080 Montpellier

Convention de mise à disposition

Ville de Montpellier/ Centre de Loisirs des Jeunes de la Paillade Contrat de location ACM Office Public de l'Habitat de la Communauté d'Agglomération de Montpellier /Ville de Montpellier

Monsieur Michel PASSET rapporte:

La Ville de Montpellier, dans le cadre de sa politique sociale et d'animation en faveur de sa jeunesse, a voulu renforcer ses actions dans le quartier de la Mosson en signant une convention de mise à disposition de locaux avec le Centre de Loisirs des Jeunes de la Paillade (CLJ) animé par la Police Nationale.

Le Centre de Loisirs des Jeunes de la Paillade (CLJ) est une association qui œuvre dans cadre d'actions de prévention de la délinquance.

Il est agréé Accueil de Loisirs Sans Hébergement (ASH) par la CAF et la Direction Départementale de la Cohésion Sociale (DDCS).

OBJECTIFS

En engageant un dialogue constructif et grâce à de nombreuses actions, le CLJ, lutte contre l'oisiveté, le désœuvrement, les conduites à risques et addictives, le décrochage scolaire des jeunes et des adolescents.

Il favorise et valorise le savoir-faire des habitants d'une zone urbaine sensible du Contrat Urbain de Cohésion Sociale et d'éducation prioritaire.

Il améliore les relations des jeunes par le brassage des populations d'origine et de sexe différent, accompagne également les parents, au travers d'activités pratiquées en commun.

7399 jeunes ont été accueillis en 2010 et 7059 en 2011.

FONCTIONNEMENT

Ouvert toute l'année du lundi au vendredi, ce centre, d'une capacité d'accueil de 50 jeunes, s'adresse aux 6/18 ans.

Durant les congés, il propose des mini-camps et, en période estivale, cet ASH est délocalisé à Villeneuve les Maguelone afin de proposer aux enfants des activités aquatiques, sportives, civiques, citoyennes et environnementales. Pour une meilleure mixité sur cette base sont également accueillis des enfants d'autres quartiers sensibles ainsi que du Département.

Parallèlement en milieu scolaire, il anime des actions de prévention à la sécurité routière, de sensibilisation à la citoyenneté et intervient sur la dangerosité de certains jeux comme le jeu du foulard et le happy slapping...

ENCADREMENT

La direction, les moniteurs et les intervenants sont des fonctionnaires de police titulaires des brevets d'aptitudes aux fonctions de directeurs ou d'animateurs (BAFD ou BAFA).

Des partenariats sont également conventionnés avec des associations et des institutions pour certaines animations.

LOCAUX

Les locaux sont situés « Carré Neptune » 21 Square Neptune – 34080 Montpellier, au cœur du quartier Mosson, à la frontière de la Mosson nord et de la Mosson sud.

D'une surface de 340m², ils comprennent:

- 1 bureau d'accueil,
- 1 bureau administratif
- 6 salles (internet, multimédia, sport, infirmerie...),
- 4 locaux de rangement matériel,
- 3 locaux de vestiaires,
- 2 toilettes.

Pour permettre la poursuite des activités de l'association, il est proposé :

- de renouveler par convention d'une durée de 3 ans, à compter du 1^{er} avril 2012, la mise à disposition du local d'une superficie de 340m², situé « Carré Neptune » 21 Square Neptune – 34080 Montpellier, dont la valeur locative s'élève à 21251,52 €. Compte tenu des activités d'intérêt général développées par l'association, cette mise à disposition serait consentie pour un loyer minoré de 35,00 € charges et taxes comprises. A la charge de l'association, l'eau, l'entretien du local et des installations, l'électricité, le gaz et le téléphone.

Ledit loyer serait constitutif d'une subvention annuelle en nature d'un montant de 21 216,52 € qui devra être reportée à la fois sur le Compte Administratif de la Ville de Montpellier et dans les comptes de l'association concernée.

- de renouveler pour une durée de 6 ans, à compter du 1^{er} avril 2012, le contrat de location avec ACM Office Public de l'Habitat de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour les locaux cités ci-dessus, moyennant un loyer de 21251,52 € HT charges locatives en sus ;

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:

- d'approuver la convention de mise à disposition de locaux d'une durée de 3 ans avec le Centre de Loisirs des Jeunes de la Paillade jointe en annexe;
- d'approuver le loyer minoré de 35,00 € et de porter la subvention annuelle en nature d'un montant de 21 216,52 € au Compte Administratif de la Ville de Montpellier ;
- d'approuver le renouvellement pour une durée de 6 ans, du contrat de location avec ACM Office Public de l'Habitat de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, joint en annexe ;
- de prélever la dépense du loyer d'un montant annuel de 21251,52 € HT sur le budget Patrimoine Sécurité CRB 26600, ligne de crédit 853, nature 6132, fonction 920 200 ;
- d'autoriser Mme le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le :

CONVENTION DE LOCATION
Association Centre de loisirs des Jeunes de la Paillade/Ville de
Montpellier - loyer minoré

Entre les soussignés:

d'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son Maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération 26 mars 2012.

d'autre part,

L'association Centre de loisirs des Jeunes de la Paillade dûment représentée par son président en exercice, Monsieur Didier PERALES ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, et en application des articles 1708 et suivants du code civil, la Ville de Montpellier met à la location du preneur les lieux ci-après désignés situés à :

Adresse : « Carré Neptune » 21, Square Neptune – 34080 MONTPELLIER

Article 1 - Dispositions concernant les lieux loués

1.1 - Désignation des lieux

Les lieux loués d'une superficie de 340 m².

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

1.2 - Destination des lieux

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de son activité conformément aux statuts de l'association.

1.3 - Etat des lieux

Le preneur prendra les lieux loués dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement.

Article 2 : Durée

La présente convention de location est consentie pour une durée de **3 ans**.

Elle prendra effet à compter du **1^{er} avril 2012 au 31 mars 2015**.

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite, celle-ci peut-être renouvelée annuellement à l'issue, sur décision de la Ville.

.../...

Article 3 : Loyer

La valeur locative annuelle de ces locaux est de **21 251,52 € HT**.

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt général effectuées par le preneur, le loyer sera minoré et limité à **35,00 €** annuels taxes et charges comprises que le preneur s'engage à payer au TPM. A la charge de l'association également, l'eau, l'entretien du local et des installations, l'électricité, le gaz et le téléphone.

Ce loyer minoré est constitutif d'une subvention en nature annuelle de **21 216,52 €**, qui devra être reportée à la fois sur le Compte Administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

Article 4 : Obligations

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux loués aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, l'association devra laisser les lieux en bon état.

Article 5 : Assurances

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

Article 6 : Transmission de la convention

La présente convention de location ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

Article 7 : Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par l'association de ses obligations (Articles 3 à 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

Article 8 : Litiges

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,
le

Madame Le MAIRE,

Hélène MANDROUX

Le Président de l'Association,
Centre de loisirs
des Jeunes de la Paillade

Didier PERALES
Conditions acceptées
(cachet de l'association)



CONTRAT DE LOCATION

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

L'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER, dont le Siège Social est sis à Montpellier, 407, avenue du Professeur E. ANTONELLI, représenté par sa Directrice Générale, **Madame Claudine FRÊCHE**, domiciliée es qualités audit siège, spécialement habilité aux fins des présentes,

ci-après dénommé "le BAILLEUR"

D'UNE PART

ET :

La Ville de Montpellier dont le siège est situé à la Mairie de Montpellier 1, Place Georges FRECHE représentée par son Maire, **Madame Hélène MANDROUX**

ci-après dénommé(e) "le PRENEUR"

D'AUTRE PART

IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTE CE QUI SUIT :

La présente location est soumise aux dispositions de l'article 57a de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 et, pour le surplus, au Code Civil. Elle est consentie et acceptée aux charges, clauses et conditions suivantes, que le locataire s'oblige à exécuter et accomplir.

DÉSIGNATION

Des locaux de 340 m² environ (référence ACM - UG : 023012) sis Rez-de-chaussée du « Carré Neptune » 21, Square Neptune - 34080 MONTPELLIER

Tels que lesdits biens existent dans leur état actuel, le preneur déclarant les biens connaître pour les avoir visités en vue du présent bail.

DESTINATIONS DES LIEUX LOUÉS

Les lieux loués devront servir exclusivement à l'activité de :

**Local Associatif – C.L.J. – Centre de loisirs des jeunes de la Paillade
(animé par la Police Nationale)**

DURÉE

La présente location est consentie et acceptée pour une durée de 6 ans, pour une période commençant le 1^{er} avril 2012 pour se terminer le 31 mars 2018.

La partie qui voudra mettre fin au bail dans l'un ou l'autre des cas ci-dessus prévus devra donner congé à l'autre par lettre recommandée avec AR, au moins 3 mois avant de libérer le local.

ÉTAT DES LIEUX

Un état des lieux, sera dressé contradictoirement entre les parties, aux frais du preneur ; à défaut le preneur sera réputé avoir reçu les lieux en parfait état. Le bailleur, du fait de la spécificité des locaux livrés n'aura aucune prestation complémentaire à effectuer, et ceci tout au long de la durée du bail. Seules sont à charge du bailleur les grosses réparations définies par référence à l'article 606 du Code Civil.

ENTRETIEN ET RÉPARATIONS

- Le local est loué " en l'état " ; le preneur affirme avoir reconnu les lieux et dégager l'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER de toute responsabilité en cas de non-fonctionnement des équipements pouvant être présents sur les lieux.

Toutes les réparations, travaux divers à réaliser dans le local objet des présentes seront à la charge, du preneur. Le preneur devra, par ailleurs, faire son affaire de tous les contrats d'entretien nécessaires à la maintenance, au remplacement des équipements et installations (appareils de chauffage, ballons d'eau chaude, climatiseurs....) en place ou à venir. Le bailleur ne saurait, ainsi, être appelé dans le cadre de l'article 1755 du Code Civil.

- Il devra entretenir en bon état les canalisations intérieures, les robinets d'eau, les canalisations et appareillages électriques ou de gaz et prendre tous contrat de maintenance pour assurer le dit bon entretien.

- Il devra faire ramoner, à ses frais, aussi souvent qu'il sera nécessaire ou prescrit par les règlements administratifs, les cheminées ou conduits de fumée, et faire entretenir régulièrement, et au moins une fois par an, tous les appareillages et installations diverses pouvant exister dans les lieux loués.

- Le preneur tiendra les lieux loués de façon constante en parfait état de réparations locatives et de menu entretien au sens de l'article 1754 du Code Civil et de l'article 605 du Code Civil, le bailleur s'obligeant de son côté à exécuter et prendre en charge les grosses réparations visées à l'article 606 du Code civil.

- Quant aux réparations et remplacements autres que celles énumérées aux articles 606 et 1754 du Code Civil, elles seront faites du consentement et sous l'autorité du bailleur, mais le preneur en supportera la charge financière sous forme de complément de loyer.

Si de telles réparations deviennent nécessaires au cours du bail le preneur sera tenu d'en informer le



Si de telles réparations deviennent nécessaires au cours du bail le preneur sera tenu d'en informer le bailleur.

En cas de refus du bailleur de faire exécuter les travaux lui incombant à l'expiration d'un délai de 15 jours suivant la sommation faite par huissier et rappelant la présente clause, le preneur pourra se faire autoriser par le Président du Tribunal de Grande Instance du lieu de situation des biens, statuant en référé, à procéder lui-même à l'exécution desdites réparations.

En toute hypothèse, le preneur ne pourra prétendre à aucune indemnité ni réduction de loyer, la durée des travaux, quelle que soit leur nature, excédât-elle quarante jours.

Le preneur, spécifié qu'il est, s'il entre dans des locaux bruts de béton, renonce à exiger tous travaux de transformation, de mise en sécurité de quelque nature que ce soit de la part du bailleur.

AMÉLIORATIONS

Le preneur supportera la charge de toutes les transformations ou améliorations nécessitées par l'exercice de son activité.

Il ne pourra toutefois faire dans lieux loués, sans l'autorisation expresse et par écrit du bailleur, aucune démolition, aucun percement de mur ou de cloison, aucun changement de distribution, ni aucune surélévation ; ces travaux, s'ils sont autorisés, auront lieu sous la surveillance de l'architecte du bailleur dont les honoraires seront à la charge du preneur.

Les travaux de transformation ou d'amélioration qui seront faits par le preneur, avec ou sans l'autorisation du bailleur, ne donneront pas lieu de la part du bailleur à une quelconque indemnisation au profit du preneur.

En toute hypothèse, le preneur ne pourra, en fin de jouissance, reprendre aucun élément ou matériel qu'il aura incorporé aux biens loués à l'occasion d'une amélioration ou d'un embellissement.

CONSTRUCTIONS

Le preneur ne pourra édifier sur lieux loués aucune construction nouvelle sans l'autorisation expresse et par écrit du bailleur.

En cas d'autorisation, les travaux auront lieu sous la surveillance de l'architecte du bailleur dont les honoraires seront à la charge du preneur.

Toute construction nouvelle qui serait faite par le preneur, deviendra la propriété du bailleur en fin de bail, sans indemnité.

AUTORISATIONS D'EFFECTUER DES TRAVAUX

Les travaux de percements des murs, planchers, modification des devantures, changement dans la distribution des lieux loués doivent, sous peine de résiliation de plein droit du bail et d'obligation, par le preneur, de remise en l'état à l'identique, être soumis à l'autorisation préalable écrite du bailleur.

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER

407, avenue du Prof. E. Antonelli - CS 15590 - 34074 MONTPELLIER Cedex 3 - Station Tramway - MOULARES - Tél. : 04 99 52 75 00 - Fax : 04 67 22 15 50
R.C. Montpellier B 351 808 977 - Siret 351 808 977 00034 - Code APE 6820 A - N° TVA Intracommunautaire FR1335180897
Site internet : www.oph-montpellier-agglo.fr



OCCUPATION ET JOUISSANCE

Il s'engage à user les locaux loués " en bon père de famille " et dans le respect des règlements sanitaires, d'hygiène, de sécurité, de salubrité, de police ou de voirie, étant rappelé que l'activité s'exerce dans un environnement de logements privés et d'activités commerciales, et s'inscrit dans le respect de la quiétude des dits occupants. Deux plaintes consécutives pour nuisances, formulées dans les dispositions légales par un groupement d'occupants, même non constitué, auprès du bailleur, entraîneront la résiliation de plein droit du bail.

Il s'engage à tenir les lieux loués constamment garnis de meubles et objets mobiliers en quantité et en valeur suffisante pour répondre du paiement des loyers et des charges et de l'exécution de toutes les conditions du présent contrat.

Il devra satisfaire à toutes les charges de ville et règlements sanitaires, de voirie, d'hygiène, de sécurité, de salubrité ou de police, ainsi qu'à celles qui pourraient être imposées par tous les plans d'urbanisme ou d'aménagement, de manière que le bailleur ne puisse jamais être inquiété ou recherché à ce sujet.

Il ne pourra rien faire ni laisser faire qui puisse détériorer les lieux loués de devra sous peine d'être personnellement responsable prévenir le bailleur sans retard et par écrit de tout atteinte qui serait portée à sa propriété et toutes dégradations et détériorations qui viendraient à être causées ou à se produire aux biens loués et qui rendraient nécessaires des travaux incombant au bailleur.

Il s'engage à exercer dans les locaux loués l'activité associative prévue, au plus tard, dans un délai de un mois à compter du début du bail.

Il s'engage pareillement à y exercer ladite activité, sans interruption, étant rappelé que le non-respect de ces dispositions est une cause de résiliation de plein droit du bail.

- Le locataire devra acquitter exactement toutes les contributions personnelles et mobilières et satisfaire à toutes les charges de ville et de police dont les locataires sont ordinairement tenus, de manière que le bailleur ne soit point inquiété ni recherché à ce sujet.

- Il devra se conformer aux usages en vigueur, aux règlements de police, au règlement de copropriété de l'immeuble ainsi qu'à tout règlement intérieur. Il devra détenir toutes les autorisations administratives pour y exercer son activité dont il devra fournir une attestation au bailleur à la demande de ce dernier.

- Il devra veiller à ce que la tranquillité de l'immeuble ne soit troublée en aucune manière, par son fait ou les adhérents et visiteurs ou les personnes de son service.

Il s'engage de même à apposer une enseigne ou plaque, sans interruption, signalant sa Raison Sociale, la nature de son activité, ses heures d'ouvertures. Cette plaque ou enseigne devra s'inscrire pour sa totalité dans la partie de façade du local loué sans pouvoir en déborder. Le Preneur s'engage



à la dépose de cette plaque ou enseigne à son départ et à la remise en état de la partie de façade concernée.

- Il ne pourra rien déposer sur les appuis de fenêtres, balcons et ouvertures quelconques qui puisse présenter un danger pour les autres occupants de l'immeuble ou leur occasionner une gêne ou nuire à l'aspect de l'immeuble.
- Il ne devra déposer aucun objet ou paquet ou effet mobilier et ne faire aucun déballage dans les parties communes.
- Il ne devra faire stationner, à aucune heure du jour ou de la nuit, dans la cour où sous la voûte d'entrée, aucun véhicule sans autorisation expresse et par écrit du bailleur.
- Il devra donner accès, dans les lieux loués : au bailleur, à ses représentants, à leurs architectes ou entrepreneurs, aussi souvent qu'il sera nécessaire.
- en cas d'existence ou d'installation d'antennes de radiotélévision collectives, il devra se brancher sur ces installations collectives en supportant les frais de branchement et de prestation annuelle d'entretien.
- en cas de vente des lieux loués ou en cas de congé donné ou reçu, il devra dans les trois derniers mois de la location, souffrir l'apposition de panneaux et laisser visiter les lieux, tous les jours sauf dimanches et fêtes de 9 H à 12 H et de 14 H à 18 H.

HEURES D'OUVERTURES

Le preneur s'engage à ne pas dépasser les heures d'ouvertures ci-après :

Du lundi au dimanche de 8H00 à 20H00.

A défaut de l'exécution parfaite par le preneur, ses obligations, l'autorisation est résiliée de plein droit un mois après l'émission d'un commandement d'exécuter resté infructueux, reproduisant cette clause avec volonté d'en user, sans qu'il soit besoin d'autre formalité.

CESSION ET SOUS-LOCATION

Le preneur ne pourra sous-louer en tout ou en partie les biens loués sans l'autorisation expresse et écrite du bailleur. Il s'interdit de toute éventuelle cession de son droit à location. Le présent contrat n'est pas soumis aux dispositions des articles L 145-1 et suivants du Code du Commerce et ne pourra donner lieu à la propriété commerciale pour le Preneur.

CHARGES

Les parties conviennent que le locataire devra acquitter les charges et prestations mises à sa charge par la loi, l'usage des lieux, le règlement de copropriété et la présente convention, notamment :



- impôts et taxes :

- . taxes d'enlèvement des ordures ménagères,
- . taxe de balayage,
- . taxe à la valeur ajoutée,
- . tous impôts, taxes et redevance existant ou à créer qui sont à la charge du locataire.

- prestations et fournitures :

- . salaires du concierge, gardiens, superviseurs techniques...,
- . charges sociales ou fiscales afférentes à ce salaire,
- . dépenses relatives à l'éclairage des parties communes,
- . dépenses relatives à l'entretien des parties communes,
- . frais de pose et nettoyage des tapis,
- . dépenses relatives au fonctionnement et à l'entretien des ascenseurs et monte-charge,
- . dépenses relatives au fonctionnement et à l'entretien des Interphones,
- . dépenses relatives à l'entretien des jardins et espaces verts,
- . dépenses relatives à la consommation d'eau froide et chaude (s'il y a lieu), à la location et l'entretien des compteurs, etc.....

Le paiement des charges, taxes, prestations et fournitures s'effectuera par acompte mensuel suivant les consommations réelles constatées sur l'année N-1. Le décompte des charges sera régularisé annuellement au moment de l'établissement des comptes.

En outre, il est expressément prévu que les abonnements de téléphone, E.D.F., ... seront mis au nom du locataire qui devra en supporter les frais et devra régler directement les dépenses y afférentes.

RESPONSABILITÉ ET RECOURS

Le locataire devra faire assurer convenablement contre l'incendie, les explosions, les dégâts des eaux, les dégradations de son mobilier, ainsi que le recours des voisins et les risques locatifs ainsi que les risques inhérents à son activité, par une compagnie notoirement solvable et justifier de cette assurance et du paiement des primes, à toute demande du bailleur.

- il devra déclarer immédiatement à la compagnie d'assurances et en informer en même temps le propriétaire, tout sinistre ou dégradation se produisant dans les lieux loués, sous peine d'être rendu personnellement responsable du défaut de déclaration en temps utile.

- il ne pourra exercer aucun recours contre le bailleur en cas de vol, cambriolage ou acte délictueux dont il pourrait être victime dans les lieux loués et devra faire son affaire personnelle de toute assurance à ce sujet.

ASSURANCES

Le preneur fera son affaire personnelle de tous dommages causés aux aménagements qu'il effectuera dans les locaux donnés à bail, ainsi que ceux causés au mobilier, matériel, marchandises, tous objets lui appartenant ou dont il sera détenteur à quelque titre que ce soit, en renonçant et **faisant renoncer sa ou ses compagnies d'assurances à tous recours contre le bailleur et ses assureurs.**

Il assurera les risques propres à son exploitation, ses locaux et fermetures auprès d'une compagnie notoirement solvable (incendie, explosion, dégâts des eaux, vol, bris de vitres, détérioration des entrées, fenêtres, rideaux métalliques, etc....). Le justificatif de cette assurance devra être transmis au bailleur dans les dix jours suivant la signature du présent bail.

Le preneur devra déclarer dans les délais impartis dans le code civil et le code des assurances, à son propre assureur, d'une part, au bailleur, d'autre part, tout sinistre affectant les biens que ce dernier, quelle qu'en soit l'importance et même s'il n'en résulte aucun dégât apparent.

Il fera garantir les conséquences pécuniaires des responsabilités qu'il pourrait encourir à l'égard des voisins et des tiers en général.

Le preneur devra justifier de l'ensemble de ses contrats ou des notes de couverture dans le mois de son entrée en jouissance, et ensuite annuellement par la production de l'acquit des primes.

Dans le cas où les marchandises entreposées entraîneraient par leur nature, pour le bailleur, le paiement d'une surprime d'assurance, celle-ci lui serait remboursée par le preneur.

CHARGES PARTICULIÈRES

Le preneur prendra à sa charge toutes les réparations de quelque nature qu'elles soient, à l'exception de celles reconnues comme entrant dans le cadre de la garantie décennale et les grosses réparations telles que définies à l'article 606 du Code Civil, ainsi que la taxe foncière sur les propriétés bâties.

VISITE DES LIEUX

Le preneur devra laisser le bailleur, son architecte, tous entrepreneurs et ouvriers, pénétrer dans les lieux loués pour constater leur état, en présence du preneur.

Il devra laisser visiter les lieux par le bailleur ou d'éventuels locataires en fin de bail ou en cas de résiliation, pendant une période de six mois précédant la date prévue pour son départ; il devra souffrir l'apposition d'écriteaux ou d'affiches aux emplacements convenant au bailleur pendant la même période.

De même, le preneur devra laisser visiter les lieux par d'éventuels acquéreurs, dans l'hypothèse où le bailleur déciderait de mettre le local en vente.

LOYER

Le présent bail est consenti et accepté moyennant un loyer annuel de 21251.52 € HT (plus TVA, taux en vigueur 19,60%) que le preneur s'obligera à acquitter trimestriellement à terme échu soit 5312.88 € + TVA.

PAIEMENT DU LOYER

Il est expressément convenu que tout mois de loyer non payé à son échéance, comme toutes charges ou frais non réglés dans les mêmes conditions seront, en vertu de l'article 1226 et suivants du Code Civil, majorés de 10 % au titre de clause pénale avec un minimum de 10 €, et ce, quinze jours après l'envoi, par le bailleur, d'une lettre simple, réclamant le paiement et ce, sans qu'il soit dérogé à la clause résolutoire précédemment énoncée et sans préjudice des dommages et intérêts que le bailleur



pourrait être amené à réclamer en raison de la carence du locataire.

INDEXATION DU LOYER

Les parties exposent que le montant du loyer a été déterminé en prenant pour indice de base l'indice national du coût de la construction pour le 2^{ème} trimestre 1991, tel qu'il a été établi par l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques (INSEE), lequel indice est de 992.

Les parties conviennent expressément que le loyer sera réévalué à l'issue de chaque période (1 an) en fonction de la variation dudit indice à la date anniversaire soit au 1^{er} avril de chaque année. En cas de variation à la baisse de cet indice, le loyer restera à son même niveau que précédemment.

DÉPÔT DE GARANTIE

Sans objet.

CLAUSE DE RÉSILIATION

A défaut d'exécution parfaite par le preneur de l'une quelconque, si minime soit-elle, de ses obligations issues du présent contrat, le contrat est résilié de plein droit un mois après l'émission d'un commandement d'exécuter resté infructueux, reproduisant cette clause avec volonté d'en user, sans qu'il soit besoin d'autre formalité.

L'expulsion du preneur est, dans ce cas, obtenue par ordonnance de référé immédiatement exécutoire par provision. Le refus pour le preneur de quitter les lieux au jour de la résiliation, comme d'ailleurs à l'échéance du congé, l'oblige au profit du bailleur à une indemnité d'occupation sans titre par jour de retard, sans préjudice des dommages intérêts.

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile :

- le bailleur en son domicile
- le preneur dans les lieux loués.

Fait en deux exemplaires

A Montpellier, le 20 février 2012

Le preneur

Le Maire de Montpellier

La Directrice Générale de l'ACM

Madame Claudine FRÉCHET



OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER

407, avenue du Prof. E. Antonelli - CS 15590 - 34074 MONTPELLIER Cedex 3 - Station Tramway - MOULARES - Tél. : 04 99 52 75 00 - Fax : 04 67 22 15 50
R.C. Montpellier B 351 808 977 - Siret 351 808 977 00034 - Code APE 6820 A - N° TVA Intracommunautaire FR13351808977
Site internet : www.oph-montpellier-agglo.fr

Séance publique du lundi 26 mars 2012

Convoqué le mardi 20 mars 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 26 lundi mars 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Magalie COUVERT, Arnaud JULIEN, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER, Régine SOUCHE.

Absents :

Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Attribution d'une subvention à l'Association Passe Muraille pour la réalisation d'un chantier d'insertion - exercice 2012 et autorisation de déposer un dossier de subvention au titre du PLR

Monsieur Marc DUFOUR rapporte:

La Ville de Montpellier, dans le cadre des actions d'«Insertion par l'Economique», soutien le développement de chantiers d'insertion visant à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi des personnes rencontrant des difficultés d'insertion.

En 2011, l'association le Passe Muraille a sollicité et bénéficié du soutien de la Ville de Montpellier (à hauteur de 39 815 € en fonctionnement et 61 285 € en investissement) afin de mettre en œuvre un chantier d'insertion pour une durée de douze mois à compter du mois de mai 2011.

En complémentarité, l'association le Passe Muraille, intervenant en tant qu'opérateur, a obtenu un dossier d'agrément pour ce chantier auprès du Conseil Départemental d'Insertion par l'Activité Economique (CDIAE).

Dans le cadre de ce chantier intervenant sur deux années (2011 et 2012), différents supports pédagogiques, spécifiquement au sein du périmètre de l'opération Grand Cœur, ont été identifiés par la Ville :

- La rénovation des façades et des encadrements de la Maison pour Tous et la remise en état d'un des murs d'enceinte situés au parc de la Guirlande (dont les travaux sont terminés) pour l'exercice 2011.
- En perspective pour l'exercice 2012, différents travaux de peintures, d'aménagement (extension d'un local technique) ainsi que la création de vestiaires Joggers sur le stade Philippidès qui fait l'objet par ailleurs d'un projet global de rénovation de la piste d'athlétisme.

Pour l'exercice 2012, il est prévu l'intervention d'une équipe de 12 personnes en contrat d'insertion pour les différents travaux prévus sur le stade Philippidès.

Afin de permettre la mise en œuvre du chantier sur l'exercice 2012, l'association a sollicité le soutien complémentaire de la Ville de Montpellier à hauteur de 30 000 €.

Le plan de financement de ce projet sur l'exercice 2012 est le suivant :

- Ville de Montpellier : 30 000 €
- Etat : 54 773 € - incluant la prise en charge partielle des rémunérations des salariés
- Conseil Général de l'Hérault : 18 526 €

Par ailleurs, ce projet a fait l'objet d'une proposition de co-financement du Plan Local de Redynamisation (PLR), au titre d'actions visant à favoriser l'accès à l'emploi pour des publics en insertion.

Compte tenu des dispositions explicitées ci-avant, de l'intérêt patrimonial de ce projet de valorisation d'espaces destinés à un large public et de son utilité sociale, il est proposé au Conseil Municipal d'attribuer une subvention de 30 000 € selon les modalités suivantes :

Thématique : Insertion par l'économie, Emploi.

N° Asso.	Association	Nature	Montant
43 88	Association Le Passe Muraille	M	30 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne de crédit 2390, nature 6574, chapitre 929.

Une convention d'attribution de subvention précise les modalités du financement par la Ville de Montpellier de ce projet pour l'exercice 2012.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- Décider de l'affectation de la subventions telle que définie ci-dessus, sous réserve de la signature de la convention ci-jointe;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2012 sur les imputations citées ci-dessus;
- D'approuver la convention annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le maire à déposer un dossier de demande de subvention au titre du Plan Local de Redynamisation (PLR).
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer ces conventions et tout autre document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le :



Nom de la structure: Le Passe Muraille-4388
Montant attribué : 30 000 €
Thématique : Emploi



CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 26/03/2012

D'une part,

Et :

La structure bénéficiaire Le Passe Muraille représentée par.....,
Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

La structure bénéficiaire Le Passe Muraille poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....

La structure bénéficiaire Le Passe Muraille a sollicité une subvention de 30 000 euros pour son fonctionnement au titre de l'année 2012.

Considérant que les actions de la structure bénéficiaire Le Passe Muraille contribuent au développement de la politique de la Ville en matière d'**EMPLOI INSERTION PAR L'ECONOMIQUE, DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET COMMERCIAL** et qu'elle présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Subvention

Pour l'année 2012, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire Le Passe Muraille une subvention d'un montant de **30 000 euros**.

Nom de la structure: Le Passe Muraille-4388
Montant attribué : 30 000 €
Thématique : Emploi

Article 3 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera minimum 2 versements ;

Un premier versement égal à 50% du montant de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1) et du relevé d'identité bancaire de la structure (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°3 : Les comptes 2011 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux Comptes le cas échéant ;
- Pièce n°4 : Le rapport d'activité 2011.

Dans le cas d'une subvention d'un montant supérieur à 30 000 €, le versement se fera en trois échéances selon les modalités suivantes :

- Mars 2012 : 50% du montant de la subvention attribuée ;
- Juin 2012 : 30% du montant de la subvention attribuée ;
- Octobre 2012 : 20% du montant de la subvention attribuée.

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

Article 4 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire Le Passe Muraille s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville :

* les comptes de l'année 2012 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux Comptes s'il y a lieu ;

* un rapport d'activité mettant en évidence l'état de réalisation des actions présentées lors du dépôt du dossier de demande de subvention ;

- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie de Proximité et de la Vie Associative (contact : 04 67 34 87 20).

Nom de la structure: Le Passe Muraille-4388
Montant attribué : 30 000 €
Thématique : Emploi

Article 5 : Modalités de contrôle

La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation de la subvention allouée conformément à l'objet indiqué dans la présente convention. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

Article 6 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 7 : Informations complémentaires éventuelles

Dans le cas où les deux parties contractantes constatent des éléments conjoints de nature à préciser leurs obligations respectives, elles annexent à la présente convention la liste détaillée qu'elles produiront et signeront en commun.

Article 8 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2012.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 3 de cette présente convention.

Article 9 : Résiliation

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Fait en deux exemplaires originaux,
A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Madame le Maire,

Le (la) Président(e)

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Séance publique du lundi 26 mars 2012

Convoqué le mardi 20 mars 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 26 lundi mars 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUÉ, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Magalie COUVERT, Arnaud JULIEN, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER, Régine SOUCHE.

Absents :

Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Attributions et réaffectations de subventions - exercice 2012

Monsieur Max LEVITA rapporte:

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. La Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations à mener à bien leurs activités et leurs actions, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous :

1- Attributions de subventions

Attributions de subventions dans le cadre de la santé :

N°Asso.	Association	Nature	Montant
5582	ALFAPSY	M	5 000 €
233	Mouvement Autonomie Vieillesse Ma Vie	M	2 500 €
		Total	7 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 17563, nature 6574, chapitre 925.

Attributions de subventions dans le cadre de la cohésion sociale :

N°Asso.	Association	Nature	Montant
219	Comité de quartier des Hauts de Massane	M	3 000 €
3486	GIP DSUA	M	12 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1260, nature 6574, chapitre 920.

Attributions de subventions dans le cadre du sport solidaire :

N°Asso.	Association	Nature	Montant
4564	Aikician	F	400 €
2260	Montpellier Club Handisports	M	1 000 €
3160	Association des quartiers Marels II, Pergola, Aiguelongue	M	2 000 €
4012	Montpellier Agglomération Futsal	M	750 €
788	Montpellier Paillade Natation	M	1 000 €
1225	Montpellier Petit Bard Futsal	M	750 €
2502	Sport Tambourin Club Montpellier	M	500 €
		Total	6 400 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1776, nature 6574, chapitre 924.

Attributions de subventions dans le cadre du droit au logement :

N°Asso.	Association	Nature	Montant
2096	AIAC Association Indépendante Aide Citoyenne par le social et le logement	F	1 800 €
		Total	1 800 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 16191, nature 6574, chapitre 928.

Attribution d'une subvention dans le cadre des partenaires :

N°Asso.	Association	Nature	Montant
756	Amicale des Retraités Municipaux	F	3 500 €
		Total	3 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 18891, nature 6574, chapitre 920.

2- Réaffectations de subventions

5448 - Culture et sport solidaires 34

Afin de pouvoir verser la subvention attribuée par le Conseil Municipal du 6 février 2012 à l'association Culture du cœur Languedoc Roussillon d'un montant de 7 500 € (ligne de crédit 1966, nature 6574, chapitre 925), l'attribution de la subvention doit être modifiée et prendre en compte le changement de dénomination de l'association. Cette association s'appelle désormais Culture et sport solidaires 34.

5478 – OCCE 34 Ecole Galilée

Dans le cadre de la réussite éducative, il convient de réaffecter la subvention attribuée à l'OCCE Ecole Sévigné à l'OCCE Ecole Galilée pour un montant de 2 000 € (ligne de crédit 1495, nature 6574, chapitre 922).

		Total	15 500 €
--	--	--------------	-----------------

Les crédits seront prélevés sur la ligne 11857, nature 6574, chapitre 925.

Attributions de subventions dans le cadre du handicap :

N°Asso.	Association	Nature	Montant
5399	FO Liberté Solidarité Travail Handicap	M	1 500 €
693	GIHP Groupement pour l'Insertion des Handicapés Physiques	M	1 000 €
		Total	2 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 17562, nature 6574, chapitre 925.

Attribution d'une subvention dans le cadre du droit des femmes :

N°Asso.	Association	Nature	Montant
777	Mouvement Français pour le Planning Familial	M	2 900 €
		Total	2 900 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1963, nature 6574, chapitre 925.

Attributions de subventions dans le cadre de l'action internationale et jumelage :

N°Asso.	Association	Nature	Montant
5072	Gestion Maison de Montpellier à Heidelberg	I	8 500 €
		Total	8 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21434, nature 20421, chapitre 900.

N°Asso.	Association	Nature	Montant
5106	Le Café du Comptoir	M	3 000 €
		Total	3 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1350, nature 6574, chapitre 920.

Attributions de subventions dans le cadre de la vie associative :

N°Asso.	Association	Nature	Montant
5583	Assemblée des Femmes Association Régionale LR	M	1 500 €
3176	Festival International des Sports Extrêmes - FISE	M	4 000 €
2013	La Pena Dei Clapas	F	3 000 €
		Total	8 500 €


En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2012 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour le fonctionnement et 20421 pour l'investissement, pour un total de 60 100 € ;
- D'approuver la lettre d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Hélène Mandroux', written over the printed name.

Publiée le :

Nom de la structure :
Intitulé du Projet :
Montant attribué :€
Thématique :



CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR UN PROJET

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du

D'une part,

Et :

La structure bénéficiairereprésentée par.....,
Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

La structure bénéficiairepoursuit les buts suivants :

.....
.....
.....

La structure bénéficiairea sollicité une subvention de euros pour le projet

Considérant que le projet de la structure bénéficiaire contribue au développement de la politique de la Ville en matière deet qu'il présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Subvention

Pour l'année 2012, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaireune subvention d'un montant de euros.

Article 3 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en deux fois ;

Un premier versement égal à 70% de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1) et du relevé d'identité bancaire de la structure (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné dans la présente convention :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°3 : Les comptes 2011 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux Comptes le cas échéant ;
- Pièce n°4 : Le rapport d'activité 2011 ;
- Pièce n°5 : Un rapport final de réalisation du projet ;
- Pièce n°6 : Un état définitif, signé du Président, récapitulant les recettes et les dépenses affectées au projet ;
- Pièce n°7 : Un état des factures acquittées.

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

Article 4 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaires'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville les pièces demandées à l'article 3,
- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire.

Article 5 : Modalités de contrôle

La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

Article 6 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 7 : Informations complémentaires éventuelles

Dans le cas où les deux parties contractantes constatent des éléments conjoints de nature à préciser leurs obligations respectives, elles annexent à la présente convention la liste détaillée qu'elles produiront et signeront en commun.

Article 8 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2012.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 18 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 3 de cette présente convention.

Article 9 : Résiliation

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Madame le Maire,

Le (la) Président(e)

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Montant attribué :€
Thématique :
Code bénéficiaire :



CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'EQUIPEMENT

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du

D'une part,

Et :

La structure bénéficiairereprésentée par.....,
Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

La structure bénéficiairepoursuit les buts suivants :

.....
.....
.....

La structure bénéficiairea sollicité une subvention de euros pour le projet :.....

Considérant que le projet d'équipement de la structure bénéficiairecontribue au développement de la politique de la Ville et qu'il présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier pour la réalisation de ce projet.

Le montant total de cette dépense s'élève ainsi à € TTC.

Article 2 : Subvention

Pour l'année 2012, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire une subvention d'un montant de euros.

Article 3 : Modalités de paiement de la subvention

La subvention est versée à la structure bénéficiaire au fur et à mesure de la transmission des justificatifs de dépenses relatifs à l'équipement subventionné.

Ces justificatifs de dépenses correspondent à la copie des factures revêtue de la mention payée et de la signature du (de la) Président(e) de la structure bénéficiaire.

Le montant de chaque versement est calculé au prorata d'avancement du projet d'équipement. Chaque versement ne pourra être inférieur à 10% du montant total alloué.

Les pièces 1 et 2 sont obligatoires avant tout premier versement.

Le solde de la subvention ne pourra être versé qu'après réception par la Ville de Montpellier des pièces 3, 4, 5 et 6.

- Pièce n°1 : La présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux
- Pièce n° 2 : Un relevé d'identité bancaire
- Pièce n°3 : Les comptes 2011 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux Comptes le cas échéant
- Pièce n°4 : Le rapport d'activités 2011
- Pièce n°5 : Un rapport final de réalisation de l'équipement
- Pièce n°6 : Un état définitif des recettes et des dépenses afférentes au projet, signé du président

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

Article 4 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville les pièces énoncées à l'article 3,
- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire.

Article 5 : Modalités de contrôle

La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation de la subvention allouée conformément à l'objet indiqué dans la présente convention. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

Article 6 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante administrative (changement de dénomination sociale, changement de

Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 7 : Informations complémentaires éventuelles

Dans le cas où les deux parties contractantes constatent des éléments conjoints de nature à préciser leurs obligations respectives, elles annexent à la présente convention la liste détaillée qu'elles produiront et signeront en commun.

Article 8 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2012.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 24 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier
- La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 3 de cette présente convention.

Article 9 : Résiliation

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Madame le Maire,

Le (la) Président(e)

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »



CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du

D'une part,

Et :

La structure bénéficiaire représentée par....., Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

La structure bénéficiaire poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....

La structure bénéficiaire a sollicité une subvention de euros pour son fonctionnement au titre de l'année 2012.

Considérant que les actions de la structure bénéficiaire contribuent au développement de la politique de la Ville en matière de et qu'elle présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Subvention

Pour l'année 2012, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire une subvention d'un montant de euros.

Article 3 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera minimum 2 versements ;

Un premier versement égal à 50% du montant de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1) et du relevé d'identité bancaire de la structure (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°3 : Les comptes 2011 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux Comptes le cas échéant ;
- Pièce n°4 : Le rapport d'activité 2011.

Dans le cas d'une subvention d'un montant supérieur à 30 000 €, le versement se fera en trois échéances selon les modalités suivantes :

- Mars 2012 : 50% du montant de la subvention attribuée ;
- Juin 2012 : 30% du montant de la subvention attribuée ;
- Octobre 2012 : 20% du montant de la subvention attribuée

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

Article 4 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville :

* les comptes de l'année 2012 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux Comptes s'il y a lieu ;

* un rapport d'activité mettant en évidence l'état de réalisation des actions présentées lors du dépôt du dossier de demande de subvention ;

- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie de Proximité et de la Vie Associative (contact : 04 67 34 87 20).

Article 5 : Modalités de contrôle

La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation de la subvention allouée conformément à l'objet indiqué dans la présente convention. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

Article 6 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 7 : Informations complémentaires éventuelles

Dans le cas où les deux parties contractantes constatent des éléments conjoints de nature à préciser leurs obligations respectives, elles annexent à la présente convention la liste détaillée qu'elles produiront et signeront en commun.

Article 8 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2012.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 3 de cette présente convention.

Article 9 : Résiliation

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Madame le Maire,

Le (la) Président(e)

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Nom de la structure:
Nature de la subvention :
Intitulé du projet :
Montant attribué :€
Thématique :

Lettre d'engagement



Direction des Finances et du Contrôle de Gestion
Service Contrôle de Gestion
Mairie de Montpellier
1, place Georges Frêche
34267 Montpellier Cedex 2

Je soussigné(e)....., représentant(e) légal de la structure, m'engage à utiliser la subvention de € attribuée pour l'année 2012 par la Ville de Montpellier lors du Conseil Municipal du conformément à l'objet de la subvention décrit dans le dossier de demande de subvention présenté à la Ville de Montpellier.

J'ai bien noté que le versement de la subvention est conditionné par la réception de cette lettre signée par le représentant de l'association dûment habilité (Pièce n°1) et d'un relevé d'identité bancaire de la structure (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

La décision d'octroi de la subvention au titre de l'année 2012 sera automatiquement frappée de caducité si elle n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement au 31/12/2012.

Je m'engage à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et à informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure.

En cas de non respect de ces engagements, j'ai bien noté que la structure devra restituer à la Ville de Montpellier les sommes reçues.

Le (la) Président(e) de l'Association,

Nom :

Prénom :

Date et signature :

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Séance publique du lundi 26 mars 2012

Convoqué le mardi 20 mars 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 26 lundi mars 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Magalie COUVERT, Arnaud JULIEN, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER, Régine SOUCHE.

Absents :

Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Report d'affectation de subventions votées en 2011

Monsieur Max LEVITA rapporte:

Dans le cadre de l'exécution du budget 2011, certaines subventions n'ont pu être versées sur l'exercice. Ceci concerne notamment les subventions concernant les projets (manifestations, travaux, etc...) dont le versement nécessite la production des éléments définitifs du dossier. Conformément à l'article 4 de la convention établie pour l'attribution d'une subvention, ces crédits peuvent faire l'objet d'un report.

Il est donc proposé au Conseil Municipal de réaffecter ces montants de subventions aux structures bénéficiaires suivant la liste ci-dessous, et de proroger pour un an la convention ou la lettre d'engagement conclue.

Commission Réussite éducative

N°Asso.	Nom association	Nature subv.	Accordé	A reporter
2322	Association Départementale Danse et Musique de l'Hérault	M	5 000 €	5 000 €
2575	Ecole des Parents et des Educateurs de l'Hérault	M	5 000 €	1 500 €
			Total	6 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1495, nature 6574, chapitre 922.

Commission Cohésion Sociale

N°Asso.	Nom association	Nature subv.	Accordé	A reporter
1155	ADAGES Animation Collective des Familles	M	17 500 €	5 250 €
2139	ASPTT Montpellier	M	4 000 €	1 200 €
5439	EVEN COM	M	4 000 €	1 200 €
3210	Force Citoyenne Culturelle et Sportive	M	4 200 €	1 260 €
2800	NOUAS	M	5 000 €	5 000 €
			Total	13 910 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 11857, nature 6574, chapitre 925.

Commission Solidarité

N°Asso.	Nom association	Nature subv.	Accordé	A reporter
4901	Promotion Activités Comités d'Entreprises	F	30 000 €	30 000 €
			Total	30 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 17564, nature 6574, chapitre 925.

Commission Finances

N°Asso.	Nom association	Nature subv.	Accordé	A reporter
4151	Habitat et Humanisme Hérault	I	20 000 €	20 000 €
			Total	20 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 14602, nature 2042, chapitre 900.

N°Asso.	Nom association	Nature subv.	Accordé	A reporter
739	Chambre de Commerce et d'Industrie	F	20 000 €	20 000 €
			Total	20 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21358, nature 6574, chapitre 929.

Commission Vie Associative

N°Asso.	Nom association	Nature subv.	Accordé	A reporter
1530	Le Club de la Presse	M	7 500 €	2 250 €
			Total	2 250 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1260, nature 6574, chapitre 920.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

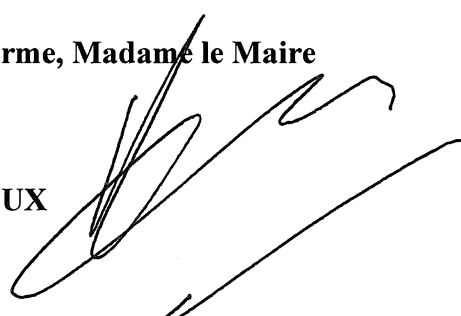
- D'adopter l'affectation des subventions indiquées ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement ou, le cas échéant, des conventions notifiées en 2011 ;
- D'autoriser madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le :



Séance publique du lundi 26 mars 2012

Convoqué le mardi 20 mars 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 26 lundi mars 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Magalie COUVERT, Arnaud JULIEN, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER, Régine SOUCHE.

Absents :

Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Cotisations à des organismes nationaux pour l'année 2012

Monsieur Max LEVITA rapporte:

Depuis de nombreuses années la Ville adhère à des organismes par le versement de cotisations.

Il est proposé de confirmer notre adhésion aux organismes suivants pour l'exercice 2012 :

Chapitre	Nature	Organisme	Montant
920	6281	Fédération Nationale des Métiers du Stationnement	1 650 €
920	6281	AMO - Association Architecture et Maitres d'Ouvrage Languedoc Roussillon	800 €
920	6281	Club de la presse	1 560 €
920	6281	Agence Locale de l'Energie de Montpellier	1 620 €
920	6281	AMORCE - Association des collectivités territoriales et des professionnels pour les déchets, l'énergie et les réseaux de chaleur	4 044 €
920	6281	Energy Cities	2 500 €
920	6281	Société Française de l'évaluation	1 000 €
920	6281	Plante et Cité	3 000 €

920	6281	AVICCA - Association des Villes et Collectivités pour les Communications électroniques et de l'audiovisuel	3 655 €
920	6281	AMF 34 – Association des Maires du département de l'Hérault	5 127 €
920	6281	ANEV - Association Nationale des Elus du Vin	800 €
920	6281	Association Nationale des Villes et Pays d'Art et d'Histoire et des Villes à Secteurs Sauvegardés et Protégés	4 500 €
920	6281	AFCCRE – Association Française du Conseil des Communes et Régions d'Europe	10 054 €
920	6281	Comité français pour l'environnement / Comité 21	3 500 €
920	6281	Forum Français pour la sécurité urbaine	4 480 €
920	6281	Institut de la Décentralisation	7 000 €
920	6281	Réseau Français Villes Santé O.M.S.	1 167 €
920	6281	Comité 21 / Club France Rio +20	5 980 €

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

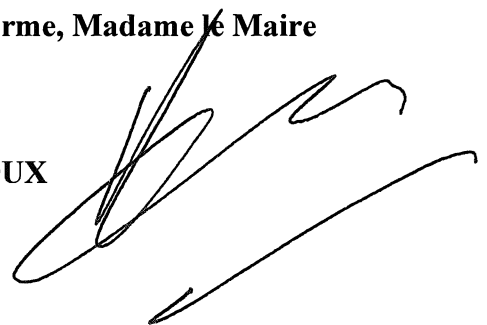
- D'accepter le versement de cotisation aux organismes suivant la liste ci-dessus ;
- De prélever le montant de la dépense pour un montant total de 62 437 € sur les crédits inscrits au budget 2012 de la Ville au chapitre 920 ;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le :



Séance publique du lundi 26 mars 2012

Convoqué le mardi 20 mars 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 26 lundi mars 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Magalie COUVERT, Arnaud JULIEN, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER, Régine SOUCHE.

Absents :

Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Bail emphytéotique administratif entre la Ville et "l'Association pour la connaissance du culte musulman en Languedoc-Roussillon" Locaux situés 272, rue Paul Bringuier

Monsieur Philippe THINES rapporte:

Par acte notarié du 22 décembre 1995, la Ville a acquis la parcelle bâtie cadastrée KV 73 située 272, rue Paul Bringuier devenue parcelle KV 341 (4260 m²) après division pour cession partielle dans le cadre des acquisitions liées à la ligne 3 du tramway. Sur la parcelle KV 341, est édifié un bâtiment (salle polyvalente) d'une superficie d'environ 1221 m², ainsi qu'une loge de gardien d'une superficie de 22,5 m². Depuis le 22 mai 1997, ce bien est mis, par convention d'occupation précaire, à la disposition de « l'Association pour la connaissance de la culture arabe du Languedoc-Roussillon » nouvellement dénommée « Association pour la connaissance du culte musulman en Languedoc-Roussillon » depuis la modification de ses statuts en date du 14 août 2011.

Cette association devenue désormais exclusivement culturelle a sollicité la Ville pour bénéficier des dispositions propres au bail emphytéotique à vocation culturelle en substitution de la convention d'occupation précaire précitée.

Cette sollicitation est conforme aux dispositions des articles L1311-2 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales qui permettent à une collectivité territoriale de mettre à disposition par bail emphytéotique administratif un bien en vue de son affectation à usage d'édifice du culte ouvert au public.

Par délibération du 6 février 2012, le Conseil Municipal a approuvé le principe de la signature par la Ville d'un bail emphytéotique administratif à vocation culturelle dans les conditions suivantes :

-longue durée : 30 à 99 ans

-réalisation par le preneur d'un programme de travaux d'investissement important permettant d'améliorer le fond donné à bail, sachant que la collectivité récupérera gratuitement en fin de bail la propriété de l'ensemble des constructions régulièrement entretenues par le preneur

-fixation d'une redevance modique conformément aux principes attachés au régime des baux emphytéotiques

-le preneur ne pourra modifier la destination des lieux loués qui est un édifice destiné exclusivement à l'exercice du culte musulman.

Depuis ce dernier Conseil Municipal, les conditions du bail ont été précisées et acceptées par « l'Association pour la connaissance du culte musulman en Languedoc-Roussillon » à savoir :

-durée de 50 ans

-obligation pour le preneur de réaliser un programme important de travaux d'un montant de 4 065 000 € pour transformer et adapter le local mis à disposition à sa destination à savoir, l'usage exclusif du culte

-redevance annuelle d'un montant de 1.000 € (mille euros) conformément à l'estimation des services fiscaux.

En conséquence, après étude et au vu de l'estimation des services fiscaux, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'accepter la signature par la Ville du bail emphytéotique administratif à vocation culturelle annexé à la présente délibération au bénéfice de « l'Association pour la connaissance du culte musulman en Languedoc-Roussillon » pour l'occupation de la parcelle cadastrée KV 341 située 272 rue Paul Bringuier, pour une durée de 50 ans moyennant une redevance annuelle de 1.000 € (mille euros),

- de demander à Maître André Bonnary, notaire à Montpellier, de rédiger le bail emphytéotique administratif à vocation culturelle, établi selon les principes ci-avant-proposés,

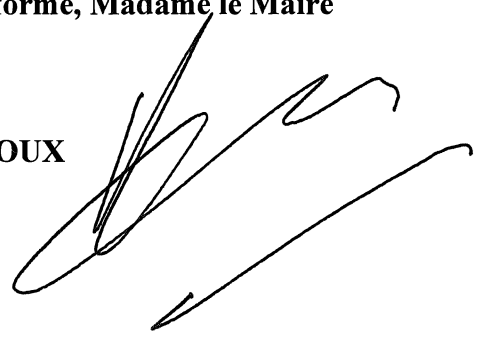
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le :





DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DE LA REGION
LANGUEDOC-ROUSSILLON ET DU DEPARTEMENT DE L'HERAULT



BRIGADE D'EVALUATION

CENTRE ADMINISTRATIF CHAPTAL

34953 MONTPELLIER CEDEX

Réception sur rendez-vous

Affaire suivie par Pascal BONNAIRE

téléphone : 04 67 22 62 67

télécopie : 04 67 22 62 69

Courriel : pascal.bonnaire@dgfip.finances.gouv.fr

Objet: Redevances salle AVICENNE.

Demande du 19/01/2012.

Dossier suivi par Mme Grézoux.

Référence: dossier n° 2012 172 V 0169.

Montpellier, le 5 mars 2012

Mairie de Montpellier

Service Foncier Opérationnel

1, Place Georges Frêche

34064 Montpellier Cedex 2

- 1- **Service consultant :** Ville de Montpellier.
- 2- **Description et situation des biens :** Sur la parcelle cadastrée KV 341 pour 4 260 m², construction ancienne de simple rez-de-chaussée réhabilitée en 1997 et affectée en salle polyvalente à caractère cultuel avec un logement de gardien. Surface utile bâtie : 1221 m².
- 3- **Urbanisme applicable :** 2U1-1f du PLU de Montpellier à jour au 24 mai 2011.
- 4- **Conditions juridique de la mise à disposition :** Mise à disposition par voie de bail emphytéotique administratif conclu pour une durée de 50 ans avec obligation pour le preneur de réaliser des travaux d'agrandissement et d'amélioration fixés à un montant de l'ordre de 4 065 000 € et de s'acquitter d'une redevance. A l'expiration du bail, la propriété des constructions et améliorations effectuées sera transférée au bailleur sans indemnité.
- 5- **Evaluation de la redevance annuelle :**
La valeur vénale actuelle de la parcelle bâtie KV 341 est évaluée à 980 000 €.
Le montant des investissements à réaliser par le preneur s'élève à 4 065 000 €.
Sur la base de ces données, le montant de la redevance annuelle, déterminée selon la méthode directe, est fixée à 1 000 €.

Pour la Directrice régionale des Finances Publiques,
L'inspecteur principal des Finances Publiques,

Serge de Brémoy

MINISTÈRE DU BUDGET
DES COMPTES PUBLICS
ET DE LA RÉFORME DE L'ÉTAT

AB/MGR/

100215403

**BAIL EMPHYTEOTIQUE ADMINISTRATIF
PORTANT AFFECTATION CULTUELLE DE LOCAUX**

Commune de MONTPELLIER

/

**Association pour la connaissance du culte musulman en
Languedoc-Roussillon
Salle Avicenne**

L'AN DEUX MILLE DOUZE ,

LE ,

**A MONTPELLIER (Hérault), au siège de l'Office Notarial, ci-après
nommé,**

**Maître André BONNARY, Notaire Associé de la Société Civile
Professionnelle dénommée "François GRANIER, André BONNARY, Rémi
FOURNIER MONTGIEUX, Jean-Christophe CLARON et Laurent DAUDET,
Notaires", titulaire d'un Office Notarial à MONTPELLIER (Hérault),
soussigné,**

**A REÇU le présent acte contenant BAIL EMPHYTEOTIQUE
ADMINISTRATIF à VOCATION CULTUELLE à la requête des personnes
ci-après identifiées.**

1. IDENTIFICATION DES PARTIES

- 1.2. La **COMMUNE DE MONTPELLIER**, collectivité territoriale, personne morale de droit public située dans le département de l'Hérault, ayant son siège social en l'Hôtel de Ville de MONTPELLIER (34000), identifiée au SIREN sous le numéro 213401722.

Agissant en qualité de propriétaire des biens immobiliers objets des présentes,

Ci-après dénommée le « **BAILLEUR** »,

ET

- 1.3. L'Association dénommée **Association pour la connaissance du culte musulman en Languedoc Roussillon**, Association déclarée au capital de € , identifiée au SIREN sous le numéro , dont le siège est à MONTPELLIER (34070), 272 avenue Paul Bringuier..

Cette association a été déclarée à la Préfecture de , le , rendue publique par insertion au Journal Officiel daté du . est représentée à l'acte par .

Ci-après dénommée le « **PRENEUR ou l'AFFECTATAIRE** »,

2. DECLARATION DES PARTIES SUR LEUR CAPACITE

Les parties, et le cas échéant leurs représentants, attestent que rien ne peut limiter leur capacité pour l'exécution des engagements qu'elles prennent aux présentes.

De son côté, le Notaire soussigné certifie que l'identité des parties contractantes lui a été régulièrement justifiée.

3. PRESENCE – REPRESENTATION

1° **LA COMMUNE DE MONTPELLIER** est représentée par en vertu de la délibération du conseil municipal en date du, dont une copie est demeurée **annexée** aux présentes après mention (**annexe 1**).

2° **L'ASSOCIATION POUR LA CONNAISSANCE DU CULTE MUSULMAN EN LANGUEDOC ROUSSILLON** est représentée par..... dûment habilité aux fins des présentes en vertu des statuts de ladite société dont une copie est demeurée **annexée** aux présentes après mention (**annexe 1 bis**).

4. EXPOSE PREALABLE

Il a été préalablement exposé ce qui suit

4.1. EXPOSE DES MOTIFS :

Rappelant les grands principes de liberté de conscience et de séparation des Eglises et de l'Etat énoncés par la loi du 9 décembre 1905 laquelle dispose en particulier que "La République ne reconnaît, ne salarie, ni ne subventionne aucun

culte", la Commune de MONTPELLIER, a répondu favorablement aux sollicitations de l'Association pour la Connaissance du Culte Musulman en Languedoc Roussillon en acceptant de conclure à son profit un **BAIL EMPHYTEOTIQUE ADMINISTRATIF A VOCATION CULTUELLE**.

En effet, ce type de contrat, autorisé par l'ordonnance du 21 avril 2006 et codifié sous l'article L1311-2 du Code général des collectivités territoriales, permet de mettre à disposition un bien immobilier en vue de son affectation à usage d'édifice du culte ouvert au public.

Il est ici précisé que cette ordonnance est venue consacrer une pratique établie dès 1930 dont l'objectif est de faciliter l'exercice des cultes dans les banlieues des villes en pleine expansion.

4.2. EXPOSE DES MOYENS :

Par acte authentique du 22 décembre 1995, la Commune de MONTPELLIER a acquis la parcelle bâtie cadastrée KV 73 située 272, avenue Paul Bringuier. Sur cette parcelle, est édifié un bâtiment d'une superficie d'environ 1221 m2.

Par convention d'occupation précaire du 22 mai 1997, ce bien a été mis à disposition de « l'Association pour la connaissance de la culture arabe du Languedoc-Roussillon » représentée par Monsieur Khatir NEDROMI.

Outre le bâtiment principal affecté à l'usage d'une salle polyvalente, ont été également mis à la disposition de l'association tous les équipements existants sur la parcelle (terrain, fontaine, plantations).

En revanche, la loge du gardien a fait l'objet d'un contrat d'habitation à titre onéreux en date du 20 novembre 1998. Dans le cadre des travaux de la ligne 3 du tramway, une bande de terrain de 685 m² supportant la loge du gardien était impactée. Par conséquent, la parcelle cadastrée KV 73 a été découpée en parcelle KV 341 d'une superficie de 4260 m² et en parcelle KV 342 d'une superficie de 685 m². La loge du gardien a été reconstruite sur la parcelle KV 342 et fait l'objet d'un contrat de location en date du 18 janvier 2011.

Compte tenu de l'intérêt public local, la Commune de MONTPELLIER consent la conclusion d'un bail emphytéotique administratif sur la parcelle cadastrée KV 341 au profit de « l'Association pour la connaissance du culte musulman en Languedoc-Roussillon » (nouveau nom de « l'Association pour la connaissance de la culture arabe du Languedoc-Roussillon » depuis la modification de ses statuts en date du 14 août 2011) conformément à l'article L 1311-2 du code général des collectivités territoriales, pour une durée de 50 ans.

La Commune de MONTPELLIER, soucieuse de respecter les dispositions de la loi 1905 susvisée, précise que :

- Le présent **BAIL** est consenti moyennant une redevance correspondant à la valeur locative réelle qui par sa nature exclut toute libéralité et ainsi, toute aide à un culte,
- En raison de certaines clauses insérées aux présentes dites exorbitantes du droit commun, le présent contrat est qualifié d'administratif et relèvera en conséquence des juridictions administratives,
- Les aménagements et les constructions que l' **AFFECTATAIRE** envisage de réaliser seront incorporés, à l'expiration du présent contrat, dans le patrimoine du **BAILLEUR** la Commune de MONTPELLIER. La réalisation de ces aménagements et constructions constituera une valorisation substantielle du bien, récupérable gratuitement à l'expiration du bail

EN CONSEQUENCE, IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

5. OBJET DU BAIL

Le **BAILLEUR**, par les présentes, donne à Bail Emphytéotique Administratif (« le **Bail** ») à vocation cultuelle, conformément aux articles L1311-2 et suivants du Code général des collectivités territoriales, et éventuellement de tous les textes subséquents pouvant être pris en cette matière, le **BIEN** tel que désigné ci-dessous.

6. DESIGNATION

A MONTPELLIER (HÉRAULT) 34000 Avenue PAUL BRINGUIER,

Un terrain de 4260 m² sur l'assiette duquel se trouvent : une salle polyvalente d'une surface de 1221m², une fontaine et des plantations,

Cadastré :

Préfixe	Section	N°	Lieudit	Surface
	KV	341	AV PAUL BRINGUIER	00 ha 42 a 60 ca

Tel que lesdits biens se poursuivent et comportent, avec toutes leurs aisances, dépendances et immeubles par destination, servitudes et mitoyennetés, sans exception ni réserve, autres que celles pouvant être le cas échéant relatées aux présentes.

Origines cadastrales :

La parcelle cadastrée section KV numéro 341 provient de la division de la parcelle section KV numéro 336 en deux parcelles cadastrées section KV numéro s341 et 342 aux termes d'un procès-verbal du cadastre n°8844 en date du 11 mars 2009, publié au premier bureau des hypothèques de MONTPELLIER le 12 mars 2009 volume 2009P numéro 3242.

La parcelle cadastrée section KV numéro 336 provenait quant à elle de la division de la parcelle cadastrée section KV numéro 73 en deux parcelles cadastrées section KV numéros 336 et 337.

7. EFFET RELATIF

Acquisition suivant acte de vente reçu par Maître GRASSET, Notaire à BAILLARGUES, le 22 décembre 1995, dont une copie authentique a été publiée le 16 janvier 1996 volume 96P numéro 625.

8. DESTINATION DES LIEUX

Le **PRENEUR** ne pourra modifier la destination des lieux loués qui est un **édifice destiné exclusivement à l'exercice du culte musulman**.

9. DUREE

Le présent **BAIL** est consenti et accepté pour une durée de CINQUANTE (50) années entières et consécutives prenant effet à compter de ce jour.

Il ne peut se prolonger par tacite reconduction, conformément aux dispositions de l'article L451-1 alinéa 2 du Code rural.

A l'expiration de la durée du bail, l' **AFFECTATAIRE**, ou son ayant-droit, ne pourra en aucun cas se prévaloir d'un quelconque droit au maintien dans les lieux ou au renouvellement.

10. ENTREE EN JOUISSANCE

L'entrée en jouissance de l' **AFFECTATAIRE** interviendra à compter de ce jour.

10. SITUATION LOCATIVE

Le **BIEN** décrit ci-dessus fait l'objet d'une convention d'occupation précaire en date du 22 mai 1997, consentie par la Commune de MONTPELLIER, au profit de «l'Association pour la connaissance de la culture arabe du Languedoc-Roussillon».

Les présentes étant consentie à la même association dont l'appellation a changé par suite de la modification de ses statuts, les parties conviennent de résilier purement et simplement ladite convention précaire.

11. ETAT DU BIEN

A compter de la date des présentes, le **BAILLEUR** met, à titre exclusif, le **Bien** à la disposition de l'**AFFECTATAIRE**, qui accepte, dans l'état où il se trouvait à la date de signature du **BAIL**, sans garantie d'aucune sorte, notamment au titre des vices cachés.

12. CHARGES ET CONDITIONS DU BAIL

Le **BAIL** est consenti et accepté sous les conditions de droit en pareille matière et sous celles suivantes que les Parties s'obligent, chacune en ce qui la concerne, à exécuter :

L' **AFFECTATAIRE** prend le **BIEN** dans son état actuel, sans pouvoir exercer aucun recours contre le **BAILLEUR** pour quelque cause que ce soit, et notamment, pour mauvais état du sol et du sous-sol, de la toiture et de la charpente, vices même cachés, comme aussi sans aucune garantie d'erreur dans la désignation et dans la contenance indiquée, quelle que puisse être la différence en plus ou en moins.

L'**AFFECTATAIRE** fait son affaire personnelle de toutes servitudes administratives qui peuvent grever le **BIEN** et qui résulteraient des plans d'urbanisme et des prescriptions d'ordre réglementaire ainsi que des servitudes de toute nature pouvant grever le **BIEN**.

13. CONTRIBUTIONS, IMPOTS ET TAXES

L' **AFFECTATAIRE** acquittera pendant toute la durée du Bail et en sus du prix du Bail ci-après stipulé, les impôts, contributions, taxes et redevances de toute nature auxquels les constructions qui seront édifiées par ses soins peuvent et pourront être assujettis.

14. CONSTITUTION ET ACQUISITION DE DROITS REELS

L' **AFFECTATAIRE** pourra grever son droit au présent **BAIL** et les constructions qu'il aura édifiées sur le **BIEN** qui en est l'objet de privilèges et d'hypothèques. Etant ici précisé que cette possibilité lui est offerte uniquement pour la garantie des emprunts qu'il aura contractés en vue de financer la réalisation ou l'amélioration des ouvrages situés sur le **BIEN** loué.

Toutefois, le contrat d'hypothèque, conformément à l'article L1311-3 2° devra, à peine de nullité, être approuvé par le **BAILLEUR** avant que l'hypothèque ne soit rendue opposable par le fait de son inscription au bureau des hypothèques et respecter les seuils d'endettement de la collectivité publique en ce sens que les emprunts ainsi hypothéqués seront pris en compte pour la détermination du montant maximum des garanties et cautionnements qu'une collectivité territoriale est autorisée à accorder à une personne privée, conformément à l'article L2252-1 du Code général des collectivités territoriales.

Les créanciers hypothécaires, et uniquement ces derniers, pourront exercer des mesures conservatoires ou des mesures d'exécution sur les droits immobiliers résultant du **BAIL**.

Dès lors, le **BAILLEUR** aura la faculté de se substituer à l'**AFFECTATAIRE** dans la charge des emprunts en résiliant ou modifiant le **BAIL**, conformément à ce qui est convenu ci-après.

Dans l'hypothèse où le **BAILLEUR** n'exercerait pas sa faculté de se substituer à l'**AFFECTATAIRE** et où aucun tiers acquéreur ne se serait présenté ou n'aurait pu être agréé, l'indemnité dans le cadre d'une résiliation anticipée anticipée du **BAIL** correspondra à la part non amortie de la valeur des ouvrages réalisés, et ce dans le but de permettre aux créanciers hypothécaires d'exercer leur droit de suite sur ladite indemnité.

L'**AFFECTATAIRE** pourra aussi consentir, conformément à la loi, les servitudes passives indispensables à la réalisation des constructions prévues au **BAIL**; toutes autres servitudes ne pourront être conférées qu'avec le consentement du **BAILLEUR**.

Le **BAILLEUR** donne également tous pouvoirs à l'**AFFECTATAIRE** à l'effet d'acquérir les servitudes, mitoyennetés, droits de vue et droits de passage nécessaires à la réalisation des aménagements , prévus au présent **BAIL**. Ces pouvoirs sont conférés à l'**AFFECTATAIRE** dans l'intérêt commun du **BAILLEUR** et de l'**AFFECTATAIRE** et en contrepartie des engagements contractés par l' **AFFECTATAIRE** envers le **BAILLEUR**.

En conséquence, ces pouvoirs sont stipulés irrévocables. Ils expireront à la date de non-opposition de la déclaration de la conformité des aménagements prévus au présent **BAIL**. L' **AFFECTATAIRE** devra, dans le délai de deux mois à compter de la délivrance du certificat de non-contestation de conformité, rendre compte au **BAILLEUR** conformément à l'article 1793 du Code civil. Il est expressément convenu au surplus que les sommes qui pourraient être payées à des tiers, au titre de ces acquisitions et en exécution des conventions passées par l'**AFFECTATAIRE**, seront supportées exclusivement par ce dernier qui s'y oblige expressément.

A l'expiration du **BAIL** par arrivée du terme ou résiliation amiable ou judiciaire, toutes les servitudes autres que celles indispensables à la réalisation des constructions prévues et celles à la constitution desquelles le **BAILLEUR** aurait consenti, ainsi que tous les privilèges et hypothèques conférés par l' **AFFECTATAIRE**

ou ses ayants cause, s'éteindront de plein droit. Toutefois, si le Bail prend fin par résiliation amiable ou judiciaire, les privilèges ou hypothèques visés au premier alinéa et inscrits, suivant le cas, avant la publication de la demande en justice tendant à obtenir cette résiliation ou avant la publication de l'acte ou de la convention la constatant, ne s'éteindront qu'à la date primitivement convenue pour l'expiration du **BAIL**.

15. REGLEMENTATION RELATIVES AUX ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC

Le **BIEN**, objet des présentes, se voyant conférer la vocation d' édifice du culte ouvert au public, aux termes des présentes, est, par conséquent, un établissement recevant du public au sens de l'article R123-2 du code de la construction et de l'habitation.

A ce titre, le **BIEN** devra satisfaire aux règles générales régissant de tels établissements telles que définies par les articles L123-1 à L123-4 et R123-1 à R123-55 du code de la construction et de l'habitation et permettant d'assurer la sécurité du public, en ce notamment qu'elles imposent des mesures relatives à la lutte contre les incendies et à l'évacuation desdits établissements.

Le **BIEN** devra également respecter les dispositions des articles L 111-7 et suivants du code de la construction et de l'habitation, relatives à l'accessibilité des personnes handicapées.

Il est ici précisé qu'un procès-verbal relatif au **BIEN** objet des présentes a été établi par la commission de sécurité le 23 décembre 2005. L'original de ce procès-verbal est demeuré **annexé** aux présentes.

L' **AFFECTATAIRE** déclare avoir pleinement connaissance dudit procès-verbal et en faire son affaire personnelle.

16. ENGAGEMENT DE CONSTRUIRE / DE REALISER DES TRAVAUX

Comme condition essentielle du présent **BAIL**, l'**AFFECTATAIRE** s'engage à effectuer, sur le **BIEN**, *les travaux suivants, destinés à adapter les locaux donnés à **BAIL** à l'usage exclusif du culte, savoir :*

- 1- Démolition des annexes y compris tri et évacuation à la décharge
- 2 – Extension de la salle de prière – RDC & ETAGE
- 3 – Travaux d'isolation
- 4 – Installation électrique
- 5 -Installation plomberie sanitaire
- 6 – Aménagements extérieurs
- 7 – Façades mauresques
- 8 - Carrelage & faïence
- 9 – Chauffage au sol

Ces travaux sont évalués à la somme de **QUATRE MILLIONS SOIXANTE CINQ MILLE EUROS (4.065.000,00 EUR)**.

L'AFFECTATAIRE ne pourra apporter au projet de construction/rénovation ainsi défini aucune modification significative sans avoir obtenu par écrit l'accord du **BAILLEUR** à leur sujet. L' **AFFECTATAIRE** s'oblige à poursuivre l'édification desdites constructions, desdits travaux jusqu'à leur complet achèvement ainsi que des éléments d'infrastructure ou d'équipement qui peuvent être nécessaires à la desserte sans affecter la destination du **Bâtiment**.

Les constructions devront être édifiées conformément **aux règles de l'art**, notamment le respect de l'étanchéité, aux prescriptions réglementaires et aux obligations résultant de l'autorisation d'urbanisme délivrée. Tous les matériaux utilisés devront répondre aux normes environnementales en vigueur.

L' **AFFECTATAIRE** devra prendre toutes les dispositions utiles pour n'apporter aucun trouble de quelque nature qu'il soit aux propriétés voisines à l'exception des troubles normaux de chantier.

L' **AFFECTATAIRE** aura seul la qualité de maître de l'ouvrage vis à vis des architectes, entrepreneurs et autres techniciens et vis à vis de toutes administrations ou services concédés et de tous tiers. Il sera seul qualifié pour donner les instructions nécessaires à l'exécution des travaux et prononcer la réception. Il acquittera toutes les taxes liées à l'opération de construction.

Il pourra exercer sans aucune restriction l'ensemble des prérogatives que lui confère cette qualité, le tout sans que le **BAILLEUR** ne puisse s'immiscer dans la préparation, le déroulement et la surveillance des travaux nécessaires à l'installation.

Plus particulièrement, le **BAILLEUR** n'interviendra pas dans le choix des entreprises, ni dans la surveillance de l'exécution des marchés de travaux que ces dernières auront passé avec le preneur.

L' **AFFECTATAIRE** acquittera toutes les taxes liées à l'opération de construction.

Délai d'exécution des travaux

L' **AFFECTATAIRE** s'obligera à mener les travaux de telle manière que les constructions projetées et les éléments d'infrastructures et d'équipement soient totalement achevés dans un délai de **DIX (10) ANS** au plus tard à compter de la signature du présent **BAIL**.

Le délai ainsi fixé est basé sur les possibilités normales d'approvisionnement et de main-d'œuvre.

Les travaux seront poursuivis de façon continue sauf cependant pour le cas de force majeure ne provenant pas du fait des entrepreneurs qui en seront chargés, tels que grèves ou intempéries pouvant nuire à la bonne exécution ou compromettre la solidité des ouvrages. En cas de force majeure définie comme il précède, l'époque prévue pour l'achèvement sera différée d'un temps égal à celui pendant lequel l'évènement considéré aura mis obstacle à la poursuite des travaux.

Détermination de l'achèvement

L'obligation d'achever les constructions qui incombe à l' **AFFECTATAIRE** comporte, pour ce dernier, celle d'obtenir, le moment venu, le récépissé de la déclaration d'achèvement prévue par l'article R. 460-1 et suivants du Code de l'Urbanisme.

Mais, nonobstant la date à laquelle ledit récépissé de la déclaration d'achèvement aura été délivré, il est expressément convenu entre le **BAILLEUR** et l' **AFFECTATAIRE**, en raison des modalités ci-après convenues pour le paiement du prix du **Bail**, que l'opération de construction projetée ne sera réputée achevée que lorsqu'auront été exécutés les ouvrages et que seront installés les éléments d'équipement qui sont indispensables à l'utilisation, conformément à sa destination du **BIEN**. Pour l'appréciation de cet achèvement, les défauts de conformité avec les prévisions ne seront pas pris en considération lorsqu'ils n'auront pas un caractère substantiel, ni les malfaçons qui ne rendront pas les ouvrages ou éléments ci-dessus visés impropres à leur utilisation.

La constatation de l'achèvement par le **BAILLEUR** et l' **AFFECTATAIRE** ou, à défaut d'accord, par une tierce personne choisie d'un commun accord entre eux ou, en cas de difficulté sur ce choix, désignée par le président du tribunal compétent, sur la seule requête de la Partie la plus diligente n'emportera par elle-même ni reconnaissance de la conformité aux prévisions, ni renonciation au droit du **BAILLEUR** d'exiger cette conformité.

En tout état de cause et conformément à l'article L451-7 du Code rural et de la pêche maritime, l'**AFFECTATAIRE** ne pourra opérer dans le fonds aucun changement qui en diminue la valeur et ne pourra pas, s'il fait des améliorations ou constructions qui augmentent la valeur dudit fonds, ni les détruire, ni réclamer à cet égard une quelconque indemnité.

Particulièrement dans ce cas, il ne serait pas tenu compte de ces améliorations ou constructions pour la détermination de l'indemnité due en cas de résiliation pour motif d'intérêt général.

Par ailleurs, le **BIEN** étant un établissement recevant du public, conformément à ce qui a été rappelé ci-dessus, les dispositions des articles L111-8 du code de la construction et de l'habitation, littéralement rapportées ci-dessous, auront vocation à s'appliquer.

Article L111-8 :

*"Les travaux qui conduisent à la création, l'aménagement ou la modification d'un établissement recevant du public ne peuvent être exécutés **qu'après autorisation délivrée par l'autorité administrative** qui vérifie leur conformité aux règles prévues aux articles L. 111-7, L. 123-1 et L. 123-2.*

Lorsque ces travaux sont soumis à permis de construire, celui-ci tient lieu de cette autorisation dès lors que sa délivrance a fait l'objet d'un accord de l'autorité administrative compétente mentionnée à l'alinéa précédent."

Enfin, il est ici précisé que les travaux réalisés par l'**AFFECTATAIRE**, en cours de bail, ne sauraient être qualifiés de travaux publics soumis aux dispositions de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985, dite "loi MOP" et du Code des marchés publics, du fait notamment que :

- L'**AFFECTATAIRE** est une personne morale de droit privé,
- La Commune ne sera propriétaire des constructions qu'au terme du bail, et non à l'achèvement des travaux.

17. TRANSMISSION DES DOCUMENTS COMPTABLES AU BAILLEUR

Toujours en raison de la spécificité du présent **BAIL**, des obligations contractuelles y stipulées et des contraintes susceptibles de résulter d'une résiliation pour motif d'intérêt général, à compter de la signature des présentes, l'**AFFECTATAIRE** s'engage à :

- confier à un expert-comptable agréé et à un Commissaire aux comptes les opérations de vérification et de conformité de l'ensemble de ses données comptables et financières en rapport avec les travaux prévus à l'article 16,
- à communiquer à la Ville de MONTPELLIER, **BAILLEUR**, les documents comptable attestant de l'exécution de ces travaux soumis à autorisation d'urbanisme (permis de construire, déclaration de travaux) et de leur modalités de financement, sans toutefois que cette information ne constitue un acte d'immixion dans la gestion autonome des comptes de l'association.

18. ENTRETIEN DES BATIMENTS

L' **AFFECTATAIRE** devra pendant tout le cours du **BAIL** conserver en bon état d'entretien les constructions existantes ainsi que les constructions qu'il aura édifiées et tous les aménagements qu'il y aura apportés, et effectuer à ses frais, et sous sa responsabilité, les réparations de toute nature, y compris les grosses réparations telles qu'elles sont définies par l'article 606 du Code Civil et par l'usage ainsi que le remplacement de tous éléments de la construction et de son aménagement au fur et à mesure que tout se révélera nécessaire.

L' **AFFECTATAIRE** devra notamment effectuer à ses frais et sous sa responsabilité tous travaux sur le **BIEN** prescrits par l'autorité publique aux époques et dans le temps imparti. En cas de retard dans l'exécution de ces travaux, il supportera toutes amendes et pénalités de manière que le **BAILLEUR** ne soit jamais inquiété ni recherché à ce sujet.

L'**AFFECTATAIRE**, conformément à l'article L451-8 du Code rural et de la pêche maritime, répondra de l'incendie des constructions existantes et des constructions qu'il aura édifiées quelle qu'en soit la cause. Si les bâtiments, existants ou construits par l'**AFFECTATAIRE** en cours de **BAIL** venaient à périr par cas fortuits ou force majeure, l' **AFFECTATAIRE** ne serait pas obligé de reconstruire les bâtiments périss.

Le **BAILLEUR** s'engage quant à lui à assurer à l'**AFFECTATAIRE** une jouissance paisible du **BIEN**.

19. LOCATIONS

Considérant l'affectation cultuelle du **BIEN** objet du présent **BAIL**, l' **AFFECTATAIRE** ne pourra en aucun cas et sous quelque forme que ce soit louer ou sous louer ledit **BIEN** pour une destination différente.

20. CESSION ET APPORT EN SOCIETE

Conformément à l'article L1311-3 alinéa 1 du code général des Collectivités territoriales, l' **AFFECTATAIRE** ne pourra céder tout ou partie de ses droits qu'après avoir obtenu préalablement l'accord exprès et écrit du **BAILLEUR** sur la candidature que lui-même proposera par écrit selon délibération écrite préalable de son conseil d'administration.

Le bénéficiaire de la cession ou de l'apport ne pourra être qu'une association culturelle au sens du droit applicable et dont les status et les activités sont exclusivement culturels, en stricte conformité avec le titre IV de la loi du 9 décembre 1905.

En aucun cas la cession ou l'apport ne pourra porter sur un objet ou des activités autres qu'exclusivement culturelles.

Précision étant ici faite que :

Le **CESSIONNAIRE** sera automatiquement et de plein droit subrogé à l'**AFFECTATAIRE** dans les droits et obligations découlant du présent **BAIL**,

L' **AFFECTATAIRE** restera garant, solidairement et de manière indivise, avec le cessionnaire.

21. RESOLUTION POUR DEFAUT D EXECUTION DES CHARGES ET CONDITIONS

Le présent **BAIL** pourra être résolu dans les cas suivants :

Le **BAIL** pourra être résolu de plein droit pour défaut d'exécution de l'une ou l'autre des charges et conditions du **BAIL**, conventionnelles ou légales, et par dérogation à l'article L451-5 du Code rural et de la pêche maritime, et à la demande de la Partie non défaillante, six mois après une simple mise en demeure d'exécuter demeurée infructueuse.

Cette résolution de plein droit pourra être demandée par le **BAILLEUR**, notamment en cas d'inexécution par l'**AFFECTATAIRE** des charges et conditions du bail ci-après rappelées :

- En cas de non-paiement des loyers,
- A défaut de satisfaire à la réglementation applicable en matière de sécurité du public et d'accessibilité des personnes handicapées,
- A défaut d'obtention des autorisations d'urbanisme nécessaires (permis de construire ou déclaration de travaux) préalablement aux travaux d'extension, de démolition et de reconstruction,
- A défaut de respect des obligations comptables et financières,
- En cas de non-respect de son obligation d'entretien des constructions existantes ou des constructions qu'il aura édifiées en cours de bail.
- A défaut d'avoir obtenu l'accord du **BAILLEUR** préalablement à toute cession ou apport en société de ses droits,
- A défaut de réalisation et d'achèvement, dans les règles de l'art et dans les délais impartis, des travaux prévus au paragraphe 16.

En toute hypothèse, la résolution du **BAIL** par le **BAILLEUR** pour cause d'inexécution des charges et conditions des présentes ne pourra donner lieu à aucune indemnisation de l'**AFFECTATAIRE**.

Toutefois, dans le cas où l'**AFFECTATAIRE** ou ses ayants-droit auraient conféré des sûretés à des tiers ou financé tout ou partie du **BIEN** et des travaux et aménagements de raccordement par crédit-bail, aucune résiliation de la présente convention, même amiable ou judiciaire, ne pourra, sous peine d'opposabilité aux tiers preneurs de telles sûretés ou aux organismes de crédit-bail, intervenir à la requête du **BAILLEUR** avant l'expiration d'un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la sommation de payer ou d'exécuter aura été dénoncée à ces derniers (dont les actes seront publiés au bureau des hypothèques). Si, à l'expiration de ce délai de deux mois de cette dénonciation, les titulaires de sûretés et organismes de crédit-bail n'ont pas signifié au **BAILLEUR** leur substitution pure et simple dans les obligations de l'**AFFECTATAIRE**, la résiliation pourra intervenir.

22. RESILIATION UNILATERALE POUR MOTIF D'INTERET GENERAL

Le présent **BAIL** ayant la nature de contrat administratif, le **BAILLEUR**, justifiant d'un motif d'intérêt général, aura la possibilité soit :

- De résilier unilatéralement ledit contrat en l'absence de toute faute de l'**AFFECTATAIRE**,
- De modifier unilatéralement les clauses du contrat dont s'agit.

Précision étant ici faite qu'en l'absence de faute de l'**AFFECTATAIRE**, celui-ci aura droit à la réparation intégrale de son préjudice, dont le montant sera déterminé par les juridictions administratives.

23. INTERDICTIONS

Le **BAILLEUR** se réserve notamment le droit de résilier le présent **BAIL** en cas de non-respect par l'**AFFECTATAIRE** des dispositions suivantes :

L'**AFFECTATAIRE** s'engage au strict respect de la destination, de l'affectation et de l'usage exclusivement cultuel de l'immeuble et de tous aménagements, extensions ou nouvelles constructions, objet du présent **BAIL**.

Dès lors, l'**AFFECTATAIRE** s'engage à respecter ou faire respecter la destination de l'immeuble présentement vendu pendant toute la durée du bail, cette obligation constituant la condition sine qua non de l'existence même des présentes, conformément à l'article L 1311-3 du code général des collectivités territoriales.

En conséquence, l'**AFFECTATAIRE** devra respecter les dispositions de la loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Eglises et de l'Etat.

Précision étant ici faite que le Président de l'association affectataire sera le garant du bon usage de l'édifice conformément à la destination culturelle qui lui a été donnée par la loi, conformément à la circulaire en date du 29 juillet 2011.

En conséquence de ce qui relaté ci-dessus, l'**AFFECTATAIRE**:

- informera par écrit le **BAILLEUR** de toutes mesures administratives ou judiciaires mettant en cause son régime juridique d'association culturelle, s'interdit de modifier ses statuts sans en avertir le **BAILLEUR** préalablement par écrit,

- reconnaît avoir été averti que la perte du statut légal d'association exclusivement cultuelle du titre IV de la loi du 9 décembre 1905 susvisée, en cas de jugement définitif prononcé par les cours et tribunaux, notamment en matière fiscale, entraînerait ipso facto la caducité du présent **BAIL**.

Par ailleurs, l' **AFFECTATAIRE** ne pourra en aucun cas et sous quelque forme que ce soit louer ou sous-louer l'immeuble objet des présentes pour une destination différente,

Enfin, dans un souci de respect du voisinage, est interdite toute diffusion sonore ou discours par moyen de retransmission sonore et/ou imagé (haut-parleurs, moyens audio-visuels, etc), à l'extérieur des locaux, sur la voie publique.

24. DROIT D'ACCESSION

L'**AFFECTATAIRE** profite du droit d'accession pendant toute la durée du bail sur les ouvrages qu'il peut construire.

25. PROPRIETE DES CONSTRUCTIONS EDIFIEES PAR L'AFFECTATAIRE

En fin de **BAIL**, la propriété des ouvrages réalisés par l' **AFFECTATAIRE** sera transférée de plein droit, conformément à l'article L451-10 du Code rural et de la pêche maritime, et sans indemnité au **BAILLEUR**.

Il est ici précisé que ce transfert n'aura nullement besoin d'être constaté par un acte.

En conséquence, l' **AFFECTATAIRE** devra, en fin de bail, rendre l'immeuble loué en bon état d'entretien et de réparations. Au vu du présent bail et de ses annexes, un expert immobilier devra, un an avant le terme du bail ou en cas de difficultés, dresser un rapport complet et établir des propositions quant aux conditions de remise de l'immeuble par l' **AFFECTATAIRE** et aux conditions de reprise par le **BAILLEUR**, qui seront à établir.

Par ailleurs et conformément aux dispositions de l'article L451-7 alinéa 2 du code rural et de la pêche maritime, si le preneur venait à réaliser des améliorations qui augmenteraient la valeur du fonds, il ne pourrait ni les détruire, ni réclamer à cet égard aucune indemnité.

26. CONDITIONS FINANCIERES DU BAIL- REDEVANCE

Considérant le strict respect du principe de neutralité et d'égalité à l'égard des cultes, la commune de MONTPELLIER a saisi les services Domaine à l'effet de déterminer les conditions financières du présent contrat.

Le service du Domaine a procédé en date du sous le numéro à une estimation de la redevance susceptible d'être appliquée au présent contrat.

Après avoir délibéré au vu de cet avis, le Conseil municipal de la ville de MONTPELLIER a décidé de fixer le montant de cette redevance annuelle à la somme de MILLE EUROS (1.000,00 EUR).

En conséquence, le bail est consenti et accepté moyennant :

1) Le versement d'une redevance de *MILLE EUROS (1.000,00 EUR)*. payable annuellement d'avance, conformément à l'estimation des services fiscaux n° en date du

L'AFFECTATAIRE accepte purement et simplement cette redevance et s'engage à la régler tous les ans, à la date anniversaire des présentes,

Le premier versement devant intervenir à la date de signature des présentes.

La redevance sera stipulée payable en la Caisse de Monsieur le Receveur Municipal de MONTPELLIER.

2) Et la remise gratuite au **BAILLEUR** ou ses ayants-droit, à l'expiration du bail, de l'ensemble des aménagements ou constructions, en état normal d'entretien, réalisés par l'**AFFECTATAIRE** sur le bien objet du bail.

27. INDEXATION

Les parties conviennent à titre de condition essentielle et déterminante d'indexer la redevance sur l'indice de révision des loyers (IRL), publié par l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques, et de lui faire subir une fois par an les mêmes variations d'augmentation ou de diminution.

A cet effet, le réajustement de la redevance s'effectuera chaque année à la date anniversaire des présentes. Le nouveau montant applicable aux termes de l'année civile à courir à compter de la signature du bail, sera calculé au moyen d'une règle proportionnelle ayant pour données :

1°) Le montant de la redevance initiale ;

2°) L'indice ayant servi à établir ce montant ;

3°) Et le dernier indice connu au mois anniversaire précédant immédiatement l'indexation.

L'application de cette clause d'indexation se fera à l'initiative du "Bailleur" dès la publication de l'indice.

Au cas où, pour quelque raison que ce soit, l'indice ci-dessus choisi pour l'indexation du loyer cesserait d'être publié, cette indexation sera faite en prenant pour base soit l'indice de remplacement soit un nouvel indice conventionnellement choisi.

A défaut de se mettre d'accord sur le choix du nouvel indice à adopter, les parties s'en remettent d'ores et déjà à la désignation d'un expert judiciaire désigné par Monsieur le Président du Tribunal de Grande Instance du lieu de situation du bien objet des présentes, statuant en matière de référé à la requête de la partie la plus diligente.

La modification ou la disparition de l'indice de référence n'autoriseront pas le "Preneur" à retarder le paiement de la redevance qui devra continuer à être réglé à son échéance sur la base du dernier indice connu, sauf redressement et règlement de la différence à l'échéance du premier terme suivant la fixation de la nouvelle redevance.

28. RENEGOCIATION

Les parties conviennent, en cas de difficulté dans la réalisation des travaux ci-dessus prévus, de se rapprocher pour discuter de l'opportunité d'un avenant au présent **BAIL** portant sur le montant et le calendrier de ces travaux, ainsi que sur le montant du loyer, dans le respect de l'avis des domaines.

29. ORIGINE DE PROPRIETE

La Commune de MONTPELLIER est propriétaire du BIEN objet des présentes par suite des faits et actes suivants :

- Le terrain, pour en avoir fait l'acquisition, alors qu'il était recouvert de bâtiments vétustes destinés à la démolition, avec d'autres parcelles étrangères aux présentes, de :

La société dénommée "SOCIETE NATIONALE DE CONSTRUCTION DE LOGEMENTS POUR LES TRAVAILLEURS", en abrégation "SONACOTRA",

Société anonyme d'économie mixte, au capital de 71.500.000,00 francs, dont le siège social est à PARIS (75740), 42 rue Cambronne, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS PARIS B 788 058 030,

Moyennant un prix principal total de NEUF MILLIONS DE FRANCS (9.000.000 Francs) stipulé payable dans les conditions de paiement des collectivités locales, sur production d'une expédition publiée de l'acte et d'un état hypothécaire négatif de toute inscription, saisie ou mention. Ce prix a été entièrement payé depuis, ainsi déclaré par le BAILLEUR.

Aux termes d'un acte reçu par Maître Dominique GRASSET, Notaire à BAILLARGUES (Hérault), le 22 décembre 1995, dont une copie authentique a été publiée au premier bureau de la conservation des hypothèques de MONTPELLIER le 16 janvier 1996, volume 1996P numéro 635.

Les constructions pour les avoir fait édifier en vertu d'un permis de construire délivré le 9 octobre 1996 sous le n° PC 96 V0124 sans conférer de privilège d'architecte, d'entrepreneur.

La déclaration d'achèvement des travaux a été déposée en Mairie le 6 mars 1997

Le certificat de conformité a été délivré le

30. DECLARATIONS ET ENGAGEMENTS DU BAILLEUR

Le BAILLEUR est régulièrement propriétaire du Bâtiment, qui a été édifié en conformité avec un permis de construire régulier

Conformément aux dispositions de l'article 8-1 de la loi numéro 76-663 du 19 Juillet 1976, le BAILLEUR déclare et garantit ne pas avoir personnellement exploité une installation soumise à autorisation ou déclaration ou qui aurait dû l'être, sur les lieux objet des présentes. Il déclare en outre, à sa connaissance :

- ne pas connaître l'existence de déchets considérés comme abandonnés au sens de l'article 3 de la loi n°75-633 du 15 Juill et 1975 ;
- que l'activité exercée dans le Bâtiment n'a pas entraîné la manipulation ou le stockage de substances chimiques ou radioactives visées par l'article L 514-20 du Code de l'Environnement ;
- que le Bâtiment n'est frappé d'aucune pollution susceptible de résulter notamment de l'exploitation actuelle ou passée ou de la proximité d'une installation soumise à l'autorisation (loi n°92-64 6 du 13 Juillet 1992) ;
- qu'il n'a jamais été déposé ni utilisé sur le terrain ou enfoui dans celui-ci de déchets ou substances quelconques telles que, par exemple, amiante, polychlorobiphényles, polychloroterphényles directement ou dans des

appareils ou installations pouvant entraîner des dangers ou inconvénients pour la santé de l'environnement ;

- qu'il n'a jamais été exercé sur les lieux dont il s'agit ou les lieux voisins d'activités entraînant des dangers ou inconvénients pour la santé de l'environnement (air, eaux superficielles ou souterraines, sols ou sous-sols par exemple), notamment celles visées par la loi n° 76-663 du 19 Juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- qu'il n'a reçu de l'administration, sur le fondement de l'article 1er de la loi n° 76-663 susvisée, en sa qualité de « détenteur », aucune injonction de faire des travaux de remise en état du Bâtiment;
- qu'il ne dispose pas d'information lui permettant de supposer que les lieux ont supporté, à un moment quelconque, une installation classée ou, encore, d'une façon générale, une installation soumise à déclaration ;
- qu'il n'a pas connaissance d'incident ou accident présentant un danger pour la sécurité civile, la qualité, la conservation ou la circulation des eaux, selon les dispositions de l'article 18 de la loi sur l'eau du 3 Janvier 1972 ;
- Aucune procédure arbitrale, judiciaire ou administrative n'est en cours ou à la connaissance du BAILLEUR, n'a été engagée, à propos d'un acte ou d'une activité, exercée dans le Bâtiment, et ayant pu causer une quelconque pollution de l'air, des eaux, du sol ou du sous-sol ou un quelconque trouble de voisinage ou un quelconque accident ou une quelconque incapacité ou maladie ;
- Aucune plainte ou assignation n'a été rédigée, enregistrée, déposée ou signifiée à ces titres, à l'encontre du BAILLEUR.
- Aucun jugement ni ordonnance ou décision judiciaire ou administrative, n'a contraint ou enjoint le BAILLEUR, à cesser tout ou partie de leurs activités à la suite d'un trouble de voisinage ou d'une pollution quelconque, à réparer un trouble causé à l'environnement ou à nettoyer ;
- Il n'existe pas de son chef ou de celui de ses ayant causes, sur le Bâtiment, de dangers ou inconvénients importants résultant de l'exploitation des biens, et qu'il n'a reçu du Préfet aucune prescription à ce titre.
- Le BAILLEUR déclare sous son entière responsabilité qu'à sa connaissance le Bâtiment n'a subi aucun sinistre ayant entraîné la mise en œuvre de son assurance ou d'une indemnisation au titre des catastrophes naturelles ou technologiques. Un état des risques naturels et technologiques approuvé par les Parties et le dossier communal relatif à ces risques seront annexés au Bail.
- Le BAILLEUR déclare que le Bien est libre de toute servitude, location ou occupation.
- Le BAILLEUR déclare que le Bâtiment est libre de toutes sûretés, inscriptions hypothécaires ou autres.
- Le BAILLEUR s'engage à ne pas accorder de sûretés ou d'inscriptions hypothécaires sur le Bien pendant la durée du Bail.

31. ETAT DES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES

Les dispositions de l'article L 125-5 du Code de l'environnement sont ci-après littéralement rapportées :

« 1. - Les acquéreurs ou locataires de biens immobiliers situés dans des zones couvertes par un plan de prévention des risques technologiques ou par un plan de prévention des risques naturels prévisibles, prescrit ou approuvé, ou dans des zones de sismicité définies par décret en Conseil d'Etat, sont informés par le vendeur ou le **BAILLEUR** de l'existence des risques visés par ce plan ou ce décret. A cet effet, un état des risques naturels et technologiques est établi à partir des informations mises à disposition par le préfet. En cas de mise en vente de l'immeuble, l'état est produit

dans les conditions et selon les modalités prévues aux articles L. 271-4 et L. 271-5 du code de la construction et de l'habitation.

II. - En cas de mise en location de l'immeuble, l'état des risques naturels et technologiques est fourni au nouveau locataire dans les conditions et selon les modalités prévues à l'article 3-1 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986.

III. - Le préfet arrête la liste des communes dans lesquelles les dispositions du I et du II sont applicables ainsi que, pour chaque commune concernée, la liste des risques et des documents à prendre en compte.

*IV. - Lorsqu'un immeuble bâti a subi un sinistre ayant donné lieu au versement d'une indemnité en application de l'article L. 125-2 ou de l'article L. 128-2 du code des assurances, le vendeur ou le **BAILLEUR** de l'immeuble est tenu d'informer par écrit l'acquéreur ou le locataire de tout sinistre survenu pendant la période où il a été propriétaire de l'immeuble ou dont il a été lui-même informé en application des présentes dispositions. En cas de vente de l'immeuble, cette information est mentionnée dans l'acte authentique constatant la réalisation de la vente.*

V. - En cas de non-respect des dispositions du présent article, l'acquéreur ou le locataire peut poursuivre la résolution du contrat ou demander au juge une diminution du prix. »

Conformément aux dispositions de l'article L 271-4 du Code de la construction et de l'habitation, un état des risques fourni par le propriétaire en date du 14 octobre 2011 et fondé sur les informations mises à disposition par le Préfet est demeuré ci-annexé après mention (**annexe 6**).

Plan de prévention des risques naturels prévisibles d'inondations et de feux de forêt :

L'**AFFECTATAIRE** reconnaît avoir été informé, tant par le rédacteur des présentes que connaissance prise par lui-même, des règles d'urbanisme et de prévention des risques naturels prévisibles des risques d'inondation et de feux de forêt, applicables en l'espèce.

Relativement aux inondations :

Un plan de prévention des risques d'inondations PPRI a été approuvé sur la Commune de Montpellier dans un arrêté en date du 13 janvier 2004.

Relativement aux feux de forêt :

Un plan de prévention des risques d'incendie de forêt PPRF dans un a été approuvé par un arrêté en date du 30 janvier 2008.

Risque sismique : Au regard du décret n° 2010-1255 du 22 octobre 2010, la commune de Montpellier est située en zone de sismicité faible (2).

Absence de sinistre : L'**IMMEUBLE** n'a subi, à la connaissance du **BAILLEUR**, aucun sinistre qui ait donné lieu ou non au versement d'une indemnité au titre d'une catastrophe naturelle, telles qu'inondations, glissements de terrains, sécheresses, tempêtes ou lié à ce plan de prévention.

Plan de prévention des risques technologiques

Il n'existe pas à ce jour de plan de prévention des risques technologiques applicable aux présentes.

32. DIAGNOSTICS

30.1 AMIANTE

L'immeuble ayant fait l'objet d'un permis de construire délivré antérieurement au 1^{er} Juillet 1997, le **BAILLEUR** a fait établir un état constatant la présence ou l'absence de matériaux ou produits de la construction contenant de l'amiante par la SARL "M.S. GC-BTP", située à SAINT RAPHAËL (83703), 55, chemin des Genêts, le 14 novembre 2005, demeuré ci-joint et **annexé** aux présentes.

Cet état révèle qu'il n'a pas été repéré de matériaux et produits contenant de l'amiante. Des calorifugeages et faux-plafonds ont été repérés. Ils ne contiennent pas d'amiantes.

L'**AFFECTATAIRE** déclare avoir pris connaissance dudit état et vouloir en faire son affaire personnelle.

30.2 SATURNISME

L'immeuble dont dépend le volume objet des présentes étant actuellement affecté pour sa totalité à un usage autre que l'habitation, n'entre pas dans le champ d'application des dispositions de l'article L 1334-5 du Code de la santé publique.

De son côté, le rédacteur des présentes informe l'**AFFECTATAIRE** des conséquences au regard de la réglementation relative à la lutte contre le saturnisme d'un changement éventuel de la destination des biens.

30.3 PLAN CLIMAT - DIAGNOSTIC DE PERFORMANCE ENERGETIQUE

Le diagnostic de performance énergétique contenu aux articles L 134-1 et suivants du Code de la construction et de l'habitation n'a pas été établi.

Il est précisé que l'**AFFECTATAIRE** n'entend pas se prévaloir à l'encontre du propriétaire de l'absence de ce diagnostic car celui-ci :

- n'a qu'un but informatif comme constituant l'un des dispositifs du Plan Climat destiné à renforcer les économies d'énergie et réduire les émissions de gaz à effet de serre dans le domaine du bâtiment ;
- ne constitue pas une garantie contractuelle ;

Par suite il dispense expressément le **BAILLEUR** de sa production, déclarant s'être suffisamment procuré, lors de ses visites et consultations, les renseignements nécessaires à l'effet d'estimer tant la consommation réelle d'énergie compte tenu de l'usage projeté, que les travaux à effectuer pour obtenir une meilleure performance et une moindre déperdition.

33. CONTENTIEUX RELATIF AU PRESENT BAIL

Conformément à l'article L 1311-3 du code général des collectivités territoriales, tout litige se rapportant au présent BAIL relèvera de la compétence des juridictions administratives

34. PUBLICITE FONCIERE

Une copie authentique des présentes sera publiée au bureau des hypothèques, aux frais de l'**AFFECTATAIRE** ; si l'accomplissement de cette formalité

révélaient l'existence d'inscriptions, de transcriptions ou de mentions grevant l'immeuble présentement loué, du chef du BAILLEUR ou des précédents propriétaires, celui-ci s'oblige à en rapporter à ses frais les mainlevées et certificats de radiation, ou de rejet dans le délai de deux mois de la dénonciation amiable qui lui aura été faite au domicile, ci-après élu, de l'état contenant lesdites inscriptions, transcriptions ou mentions.

35. DECLARATIONS FISCALES

Conformément aux dispositions des articles 261 D, 680 et 1048 ter du Code général des Impôts, le présent BAIL est exonéré de la taxe sur la valeur ajoutée et de la taxe de publicité foncière et ne donne ouverture qu'au droit fixe de 125 Euros.

Pour la perception du salaire du Conservateur des hypothèques, il doit être perçu sur la valeur cumulée des loyers et la valeur résiduelle des constructions en fin de Bail, soit sur un montant de €.

36. NOTIFICATIONS

a. Moyens de Notifications

Toute notification, demande ou communication (la "Notification") pouvant ou devant être faite en exécution du présent Bail pourra être faite par télécopie, courrier électronique, lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou remise en main propre contre décharge. Les Notifications seront effectives dès réception aux adresses ou numéros de télécopie ci-dessous, étant toutefois entendu qu'au cas où la Notification est reçue à une date qui n'est pas un jour ouvrable au lieu de la réception, la Notification sera censée avoir été donnée à l'ouverture des bureaux le jour ouvrable suivant au lieu de la réception de ladite Notification.

b. Adresses aux fins de Notifications

Toute Notification devant être faite, et/ou tout document devant être délivré, par une Partie à une autre Partie en exécution du présent Bail sera faite et délivrée :

- *s'il s'agit de l'AFFECTAIRE, au :*

Adresse **272 Avenue Paul BRINGUIER
34070 MONTPELLIER**

Téléphone

Télécopie

A l'attention de **Monsieur**

- *s'il s'agit du BAILLEUR, au :*

Adresse :

Téléphone

Télécopie

A l'attention de **Madame le Maire**

37. CHANGEMENT D'ADRESSE

Dans l'hypothèse où une des Parties notifierait à l'autre Partie un changement d'adresse, toute notification effectuée ne sera valablement effectuée, à compter de la date de réception de la notification du changement d'adresse, que si elle est réalisée à cette nouvelle adresse.

38. FRAIS

Tous les frais, droits et émoluments de la réalisation de l'acte authentique à intervenir, sauf disposition contraire prévue aux présentes et à leurs annexes, seront supportés par le PRENEUR qui s'y oblige expressément.

39. VALIDITE - INTEGRALITE DE L'ACCORD

Les annexes à la présente sont partie intégrante de l'acte. En cas de contradiction entre les dispositions du Bail et l'une quelconque des annexes, les dispositions des annexes prévaudront.

Les Parties conviennent expressément que la nullité éventuelle de l'une quelconque des dispositions des présentes n'aura pas pour effet d'entraîner la nullité de l'ensemble du contrat, ses autres dispositions conservant leur pleine et entière validité.

Le présent Bail représente l'intégralité des accords entre les parties s'agissant des opérations visées aux présentes.

40. POUVOIRS

Pour l'accomplissement des formalités de publicité foncière, les comparants es-qualités, agissant dans un intérêt commun, donnent tous pouvoirs nécessaires à tout clerc de l'office notarial dénommé en tête des présentes à l'effet de dresser et signer tous actes complémentaires, rectificatifs ou modificatifs des présentes, notamment pour mettre celles-ci en concordance avec les documents hypothécaires et cadastraux et ceux de l'état-civil, et rectifier, s'il y a lieu, toute désignation et toute origine de propriété. DONT ACTE sur DIX HUIT pages

Comprenant

Paraphes

- renvoi approuvé :
- blanc barré :
- ligne entière rayée :
- nombre rayé :
- mot rayé :

Après lecture faite, les parties ont certifié exactes, chacune en ce qui la concerne, les déclarations contenues au présent acte, et les signatures ont été recueillies les jour, mois et an ci-dessus indiqués. Après lecture faite, les parties ont signé le présent acte avec le Notaire soussigné.

Séance publique du lundi 26 mars 2012

Convoqué le mardi 20 mars 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 26 lundi mars 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Magalie COUVERT, Arnaud JULIEN, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER, Régine SOUCHE.

Absents :

Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Bail emphytéotique administratif entre la Ville et "l'Association Mosquée Averroès de Montpellier" Locaux situés 300, rue Emile Picard

Monsieur Philippe THINES rapporte:

La Ville est propriétaire des parcelles bâties TT 8 et TT 75 située 300, rue Emile Picard. Sur une partie de ces parcelles représentant une surface de 2217 m², est édifié un bâtiment (salle polyvalente) d'une superficie d'environ 1078 m² ainsi qu'un logement de gardien de 132 m².

Depuis le 2 juillet 2004, ce bien est mis, par convention d'occupation précaire, à la disposition de « l'Association des Franco-Marocains » nouvellement dénommée « Association Mosquée Averroès de Montpellier » depuis la modification de ses statuts en date du 10 octobre 2011.

Cette association devenue désormais exclusivement culturelle sollicite la Ville pour bénéficier des dispositions propres au bail emphytéotique à vocation culturelle en substitution de la convention d'occupation précaire précitée.

Cette sollicitation est conforme aux dispositions des articles L 1311-2 et suivants du Code général des Collectivités Territoriales qui permettent à une collectivité territoriale de mettre à disposition par bail emphytéotique administratif un bien en vue de son affectation à usage d'édifice du culte ouvert au public.

Par délibération du 6 février 2012, le Conseil Municipal a approuvé le principe de la signature par la Ville d'un bail emphytéotique administratif à vocation culturelle dans les conditions suivantes :

- longue durée : 30 à 99 ans
- réalisation par le preneur d'un programme de travaux d'investissement important permettant d'améliorer le fond donné à bail, sachant que la collectivité récupérera gratuitement en fin de bail la propriété de l'ensemble des constructions régulièrement entretenues par le preneur
- fixation d'une redevance modique conformément aux principes attachés au régime des baux emphytéotiques

- le preneur ne pourra modifier la destination des lieux loués qui est un édifice destiné exclusivement à l'exercice du culte musulman.

Depuis ce dernier Conseil Municipal, les conditions du bail ont été précisées et acceptées par « l'Association Mosquée Averroès de Montpellier », à savoir :

-durée de 50 ans

-obligation pour le preneur de réaliser un programme important de travaux d'un montant de 4 900 000 € pour transformer et adapter le local mis à disposition à sa destination à savoir, l'usage exclusif du culte,

-redevance annuelle d'un montant de 2.000 € (deux mille euros) conformément à l'estimation des services fiscaux.

En conséquence, après étude et au vu de l'estimation des services fiscaux, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'accepter la signature par la Ville du bail emphytéotique administratif à vocation cultuelle au bénéfice de « l'Association Mosquée Averroès de Montpellier » pour l'occupation d'une partie des parcelles cadastrées TT 8 et TT 75 représentant une superficie de 2217 m² situées 300, rue Emile Picard, pour une durée de 50 ans moyennant une redevance annuelle de 2.000 € (deux mille euros),
- de demander à Maître André Bonnary, notaire à Montpellier, de rédiger le bail emphytéotique administratif à vocation cultuelle, établi selon les principes ci-avant proposés,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le :





DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DE LA REGION
LANGUEDOC-ROUSSILLON ET DU DEPARTEMENT DE L'HERAULT



BRIGADE D'EVALUATION.

CENTRE ADMINISTRATIF CHAPTAL

34953 MONTPELLIER CEDEX

Réception sur rendez-vous

Affaire suivie par Pascal BONNAIRE

téléphone : 04 67 22 62 67

télécopie : 04 67 22 62 69

Courriel : pascal.bonnaire@dgfip.finances.gouv.fr

Objet: Redevances salle AVERROES

Demande du 19/01/2012.

Dossier suivi par Mme Grézoux.

Référence: dossier n° 2012 172 V 0168.

Montpellier, le 5 mars 2012

Mairie de Montpellier

Service Foncier Opérationnel

1, Place Georges Frêche

34064 Montpellier Cedex 2

- 1- **Service consultant :** Ville de Montpellier.
- 2- **Description et situation des biens :** Construction 2003 sur parcelle cadastrée TT 8 pour 2 280 m² située 300 rue Emile Picard à Montpellier
Bâtiment en structure béton, charpente lamellé-collé, couverture béton et bac acier, hauteur sous poutre d'environ 7 m.
Local à usage polyvalent avec sanitaires locaux techniques et mezzanine avec logement de gardien sur RDC et 1er étage avec séjour, cuisine et sanitaires en rez-de-chaussée et 4 chambres à l'étage avec salle de bains et WC. Surface utile : 946 m².
- 3- **Urbanisme applicable :** 3U1-1f du PLU de Montpellier à jour au 24 mai 2011.
- 4- **Conditions juridique de la mise à disposition :** Mise à disposition par voie de bail emphytéotique administratif conclu pour une durée de 50 ans avec obligation pour le preneur de réaliser des travaux d'agrandissement et d'amélioration fixés à un montant de l'ordre de 5 000 000 € et de s'acquitter d'une redevance.
A l'expiration du bail, la propriété des constructions et améliorations effectuées sera transférée au bailleur sans indemnité.
- 5- **Evaluation de la redevance annuelle :**
La valeur vénale actuelle de la parcelle bâtie TT 8 est évaluée à 1 210 000 €.
Le montant des investissements à réaliser par le preneur est de l'ordre de 5 000 000 €.
Sur la base de ces données, le montant de la redevance annuelle, déterminée selon la méthode directe (rentabilité de l'apport terrain), est fixée à 2 000 €.

Pour la Directrice régionale des Finances Publiques,
L'inspecteur principal des Finances Publiques,

Serge de Bremoy

MINISTÈRE DU BUDGET
DES COMPTES PUBLICS
ET DE LA RÉFORME DE L'ÉTAT

AB/MGR/

100250401

**BAIL EMPHYTEOTIQUE ADMINISTRATIF
PORTANT AFFECTATION CULTUELLE DE LOCAUX**

Commune de MONTPELLIER

/

Association Mosquée Averroès de MONTPELLIER

L'AN DEUX MILLE DOUZE,

LE ,

**A MONTPELLIER (Hérault), au siège de l'Office Notarial, ci-après
nommé,**

**Maître André BONNARY, Notaire Associé de la Société Civile
Professionnelle dénommée "François GRANIER, André BONNARY, Rémi
FOURNIER MONTGIEUX, Jean-Christophe CLARON et Laurent DAUDET,
Notaires", titulaire d'un Office Notarial à MONTPELLIER (Hérault),
soussigné,**

**A REÇU le présent acte contenant BAIL EMPHYTEOTIQUE
ADMINISTRATIF à VOCATION CULTUELLE à la requête des personnes
ci-après identifiées.**

1. IDENTIFICATION DES PARTIES

**1.2. La COMMUNE DE MONTPELLIER, collectivité territoriale, personne
morale de droit public située dans le département de l'Hérault, ayant**

son siège social en l'Hôtel de Ville de MONTPELLIER (34000),
identifiée au SIREN sous le numéro 213401722.

Agissant en qualité de propriétaire des biens immobiliers objets des
présentes,

Ci-après dénommée le « **BAILLEUR** »,

ET

1.3. L'Association dénommée **Association Mosquée Averroès de Montpellier**, Association déclarée, dont le siège est à MONTPELLIER (34080), 300 rue Emile PICARD.

Cette association a été déclarée à la Préfecture de , le ,
rendue publique par insertion au Journal Officiel daté du . est
représentée à l'acte par .

Ci-après dénommée le « **PRENEUR ou l'AFFECTATAIRE** ».

2. DECLARATION DES PARTIES SUR LEUR CAPACITE

Les parties, et le cas échéant leurs représentants, attestent que rien ne peut
limiter leur capacité pour l'exécution des engagements qu'elles prennent aux
présentes.

De son côté, le Notaire soussigné certifie que l'identité des parties
contractantes lui a été régulièrement justifiée.

3. PRESENCE – REPRESENTATION

1° **LA COMMUNE DE MONTPELLIER** est représentée par

en vertu de la délibération du conseil municipal en date du....., dont une
copie est demeurée **annexée** aux présentes après mention (**annexe 1**).

2° **L'Association Mosquée Averroès de Montpellier** est représentée
par..... dûment habilité aux fins des présentes en vertu des statuts de ladite
société dont une copie est demeurée **annexée** aux présentes après mention (**annexe
1 bis**).

4. EXPOSE PREALABLE

Il a été préalablement exposé ce qui suit

4.1. EXPOSE DES MOTIFS :

Rappelant les grands principes de liberté de conscience et de séparation
des Eglises et de l'Etat énoncés par la loi du 9 décembre 1905 laquelle dispose
en particulier que "*La République ne reconnaît, ne salarie, ni ne subventionne
aucun culte*", la Commune de MONTPELLIER, a répondu favorablement aux
sollicitations de l'Association Mosquée Averroès de Montpellier en acceptant de
conclure à son profit un **BAIL EMPHYTEOTIQUE ADMINISTRATIF A
VOCATION CULTUELLE**.

En effet, ce type de contrat, autorisé par l'ordonnance du 21 avril 2006 et codifié sous l'article L1311-2 du Code général des collectivités territoriales, permet de mettre à disposition un bien immobilier en vue de son affectation à usage d'édifice du culte ouvert au public.

Il est ici précisé que cette ordonnance est venue consacrer une pratique établie dès 1930 dont l'objectif est de faciliter l'exercice des cultes dans les banlieues des villes en pleine expansion.

4.2. EXPOSE DES MOYENS :

Par actes en date du 30 novembre 1979 et du 2 octobre 2002, la Commune de MONTPELLIER a acquis les parcelles cadastrées section TT numéros 8 et 75, situées 300, rue Emile Picard à MONTPELLIER (Hérault). Sur ces parcelles est édifié un bâtiment d'une superficie d'environ 1078 m².

Par convention d'occupation précaire du 2 juillet 2004, ce bien a été mis à loué à « l'Association des Franco-Marocains ».

Compte tenu de l'intérêt public local, la Commune de MONTPELLIER consent la conclusion d'un bail emphytéotique administratif sur les parcelles cadastrées section TT numéros 8 et 75 au profit de « l'Association Mosquée Averroès de Montpellier » conformément à l'article L 1311-2 du code général des collectivités territoriales, pour une durée de 99 ans.

La Commune de MONTPELLIER, soucieuse de respecter les dispositions de la loi 1905 susvisée, précise que :

- Le présent **BAIL** est consenti moyennant une redevance correspondant à la valeur locative réelle qui par sa nature exclut toute libéralité et ainsi, toute aide à un culte,
- En raison de certaines clauses insérées aux présentes dites exorbitantes du droit commun, le présent contrat est qualifié d'administratif et relèvera en conséquence des juridictions administratives,
- Les aménagements et les constructions que l' **AFFECTATAIRE** envisage de réaliser seront incorporés, à l'expiration du présent contrat, dans le patrimoine du **BAILLEUR** la Commune de MONTPELLIER. La réalisation de ces aménagements et constructions constituera une valorisation substantielle du bien, récupérable gratuitement à l'expiration du bail

EN CONSEQUENCE, IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

5. OBJET DU BAIL

Le **BAILLEUR**, par les présentes, donne à Bail Emphytéotique Administratif (« le **Bail** ») à vocation cultuelle, conformément aux articles L1311-2 et suivants du Code général des collectivités territoriales, et éventuellement de tous les textes subséquents pouvant être pris en cette matière, le **BIEN** tel que désigné ci-dessous.

6. DESIGNATION

A MONTPELLIER (HÉRAULT) 34000 300, rue Emile Picard,

Un terrain de 2280 m² sur l'assiette duquel se trouvent des locaux d'une surface de 1078m² composés d'une salle polyvalente avec mezzanine, sanitaires, locaux de rangement,

Cadastré :

Préfixe	Section	N°	Lieudit	Surface
	TT	8p	300, rue Emile Picard
	TT	75p	300, rue Emile Picard

Total : 00ha 22a 80ca

Tel que lesdits biens se poursuivent et comportent, avec toutes leurs aisances, dépendances et immeubles par destination, servitudes et mitoyennetés, sans exception ni réserve, autres que celles pouvant être le cas échéant relatées aux présentes.

Origine cadastrale :

La parcelle cadastrée section TT numéro 8 était anciennement cadastrée section MN numéro 26. Ce changement de références cadastrales a été effectué aux termes d'un procès-verbal de remaniement du cadastre en date du 14 aout 1992 publié au premier bureau des hypothèques de MONTPELLIER le 14 aout 1992 volume 92P numéro 9190.

La parcelle cadastrée section TT numéro 75 provient quant à elle de la division d'un plus grand ensemble cadastré section TT numéro 74 en deux parcelles cadastrées section TT numéros 75 et 76, aux termes d'un acte de vente en date du 3 octobre 2002 reçu par Maître André BONNARY, dont une copie authentique a été publiée au premier bureau de la conservation des hypothèques de MONTPELLIER le 28 novembre 2002 volume 2002P numéro 16305.

7. EFFET RELATIF

En ce qui concerne la parcelle cadastrée section TT numéro 8 :

Acquisition à titre gratuit de aux termes d'un acte administratif reçu le 30 novembre 1979 dont une copie authentique a été publiée au premier bureau des hypothèques de MONTPELLIER, le 26 février 1980 volume 191 n°444.

En ce qui concerne la parcelle cadastrée section TT numéro 75 :

Acquisition suivant acte de vente reçu par Maître André BONNARY, Notaire à MONTPELLIER, le 22 octobre 2002, dont une copie authentique a été publiée au premier bureau de la conservation des hypothèques de MONTPELLIER le 28 novembre 2002, volume 2002P numéro 16305.

8. DESTINATION DES LIEUX

Le **PRENEUR** ne pourra modifier la destination des lieux loués qui est un édifice destiné exclusivement à l'exercice du culte musulman.

9. DUREE

Le présent **BAIL** est consenti et accepté pour une durée de CINQUANTE (50) années entières et consécutives prenant effet à compter de ce jour.

Il ne peut se prolonger par tacite reconduction, conformément aux dispositions de l'article L451-1 alinéa 2 du Code rural.

A l'expiration de la durée du bail, l' **AFFECTATAIRE**, ou son ayant-droit, ne pourra en aucun cas se prévaloir d'un quelconque droit au maintien dans les lieux ou au renouvellement.

10. ENTREE EN JOUISSANCE

L'entrée en jouissance de l' **AFFECTATAIRE** interviendra à compter de ce jour.

11. SITUATION LOCATIVE

Le **BIEN** décrit ci-dessus fait l'objet d'une convention d'occupation précaire en date du 2 juillet 2004, consentie par la Commune de MONTPELLIER, au profit de «l'Association des Franco-Marocains».

Les présentes étant consentie à la même association dont l'appellation a changé par suite de la modification de ses statuts, les parties conviennent de résilier purement et simplement ladite convention précaire.

11. ETAT DU BIEN

24. A compter de la date des présentes, le BAILLEUR met, à titre exclusif, le BIEN à la disposition de l'AFFECTATAIRE, qui accepte, dans l'état où il se trouvait à la date de signature du BAIL, sans garantie d'aucune sorte, notamment au titre des vices cachés.

12. CHARGES ET CONDITIONS DU BAIL

Le **BAIL** est consenti et accepté sous les conditions de droit en pareille matière et sous celles suivantes que les Parties s'obligent, chacune en ce qui la concerne, à exécuter :

L' **AFFECTATAIRE** prend le **BIEN** dans son état actuel, sans pouvoir exercer aucun recours contre le **BAILLEUR** pour quelque cause que ce soit, et notamment, pour mauvais état du sol et du sous-sol, de la toiture et de la charpente, vices même cachés, comme aussi sans aucune garantie d'erreur dans la désignation et dans la contenance indiquée, quelle que puisse être la différence en plus ou en moins.

L'**AFFECTATAIRE** fait son affaire personnelle de toutes servitudes administratives qui peuvent grever le **BIEN** et qui résulteraient des plans d'urbanisme et des prescriptions d'ordre réglementaire ainsi que des servitudes de toute nature pouvant grever le **BIEN**.

13. CONTRIBUTIONS, IMPOTS ET TAXES

L' **AFFECTATAIRE** acquittera pendant toute la durée du Bail et en sus du prix du Bail ci-après stipulé, les impôts, contributions, taxes et redevances de toute nature auxquels les constructions qui seront édifiées par ses soins peuvent et pourront être assujettis.

14. CONSTITUTION ET ACQUISITION DE DROITS REELS

L' **AFFECTATAIRE** pourra grever son droit au présent **BAIL** et les constructions qu'il aura édifiées sur le **BIEN** qui en est l'objet de privilèges et d'hypothèques. Etant ici précisé que cette possibilité lui est offerte uniquement pour la garantie des emprunts qu'il aura contractés en vue de financer la réalisation ou l'amélioration des ouvrages situés sur le **BIEN** loué.

Toutefois, le contrat d'hypothèque, conformément à l'article L1311-3 2° devra, à peine de nullité, être approuvé par le **BAILLEUR** avant que l'hypothèque ne soit rendue opposable par le fait de son inscription au bureau des hypothèques et respecter les seuils d'endettement de la collectivité publique en ce sens que les emprunts ainsi hypothéqués seront pris en compte pour la détermination du montant maximum des garanties et cautionnements qu'une collectivité territoriale est autorisée à accorder à une personne privée, conformément à l'article L2252-1 du Code général des collectivités territoriales.

Les créanciers hypothécaires, et uniquement ces derniers, pourront exercer des mesures conservatoires ou des mesures d'exécution sur les droits immobiliers résultant du **BAIL**.

Dès lors, le **BAILLEUR** aura la faculté de se substituer à l'**AFFECTATAIRE** dans la charge des emprunts en résiliant ou modifiant le **BAIL**, conformément à ce qui est convenu ci-après.

Dans l'hypothèse où le **BAILLEUR** n'exercerait pas sa faculté de se substituer à l'**AFFECTATAIRE** et où aucun tiers acquéreur ne se serait présenté ou n'aurait pu être agréé, l'indemnité dans le cadre d'une résiliation anticipée du **BAIL** correspondra à la part non amortie de la valeur des ouvrages réalisés, et ce dans le but de permettre aux créanciers hypothécaires d'exercer leur droit de suite sur ladite indemnité.

L'**AFFECTATAIRE** pourra aussi consentir, conformément à la loi, les servitudes passives indispensables à la réalisation des constructions prévues au **BAIL** ; toutes autres servitudes ne pourront être conférées qu'avec le consentement du **BAILLEUR**.

Le **BAILLEUR** donne également tous pouvoirs à l'**AFFECTATAIRE** à l'effet d'acquérir les servitudes, mitoyennetés, droits de vue et droits de passage nécessaires à la réalisation des aménagements , prévus au présent **BAIL**. Ces pouvoirs sont conférés à l'**AFFECTATAIRE** dans l'intérêt commun du **BAILLEUR** et de l'**AFFECTATAIRE** et en contrepartie des engagements contractés par l' **AFFECTATAIRE** envers le **BAILLEUR**.

En conséquence, ces pouvoirs sont stipulés irrévocables. Ils expireront à la date de non-opposition de la déclaration de la conformité des aménagements prévus au présent **BAIL**. L' **AFFECTATAIRE** devra, dans le délai de deux mois à compter de la délivrance du certificat de non-contestation de conformité, rendre compte au **BAILLEUR** conformément à l'article 1793 du Code civil. Il est expressément convenu au surplus que les sommes qui pourraient être payées à des tiers, au titre de ces acquisitions et en exécution des conventions passées par l'**AFFECTATAIRE**, seront supportées exclusivement par ce dernier qui s'y oblige expressément.

A l'expiration du **BAIL** par arrivée du terme ou résiliation amiable ou judiciaire, toutes les servitudes autres que celles indispensables à la réalisation des constructions prévues et celles à la constitution desquelles le **BAILLEUR** aurait

consenti, ainsi que tous les privilèges et hypothèques conférés par l' **AFFECTATAIRE** ou ses ayants cause, s'éteindront de plein droit. Toutefois, si le Bail prend fin par résiliation amiable ou judiciaire, les privilèges ou hypothèques visés au premier alinéa et inscrits, suivant le cas, avant la publication de la demande en justice tendant à obtenir cette résiliation ou avant la publication de l'acte ou de la convention la constatant, ne s'éteindront qu'à la date primitivement convenue pour l'expiration du **BAIL**.

15. REGLEMENTATION RELATIVES AUX ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC

Le **BIEN**, objet des présentes, se voyant conférer la vocation d' édifice du culte ouvert au public, aux termes des présentes, est, par conséquent, un établissement recevant du public au sens de l'article R123-2 du code de la construction et de l'habitation.

A ce titre, le **BIEN** devra satisfaire aux règles générales régissant de tels établissements telles que définies par les articles L123-1 à L123-4 et R123-1 à R123-55 du code de la construction et de l'habitation et permettant d'assurer la sécurité du public, en ce notamment qu'elles imposent des mesures relatives à la lutte contre les incendies et à l'évacuation desdits établissements.

Le **BIEN** devra également respecter les dispositions des articles L 111-7 et suivants du code de la construction et de l'habitation, relatives à l'accessibilité des personnes handicapées.

Il est ici précisé qu'un procès-verbal relatif au **BIEN** objet des présentes a été établi par la commission de sécurité le 23 décembre 2005. L'original de ce procès-verbal a été annexé aux présentes après mention.

L' **AFFECTATAIRE** déclare avoir pleinement connaissance dudit procès-verbal et en faire son affaire personnelle.

16. ENGAGEMENT DE CONSTRUIRE / REALISER DES TRAVAUX

Comme condition essentielle du présent **BAIL**, l'**AFFECTATAIRE** s'engage à effectuer, sur le **BIEN**, les travaux suivants, destinés à adapter les locaux donnés à **BAIL** à l'usage exclusif du culte, savoir :

- 1 - Démolition des annexes y compris tri et évacuation à la décharge
- 2 - Extension de la salle de prière – Sous sol, RDC & Etage
- 3- Construction des bureaux et salles de classes
- 4 - Installation photovoltaïque
- 5 - Installation climatisation réversible
- 6 - Installation électrique
- 7 - Installation plomberie sanitaire
- 8 - Carrelage & faïence
- 9 – Chauffage au sol
- 10 – Reprise des façades en style mauresque

Ces travaux sont évalués à la somme de **QUATRE MILLIONS NEUF CENT MILLE EUROS (4.900.000,00 EUR)**.

L'AFFECTATAIRE ne pourra apporter au projet de construction/rénovation ainsi défini aucune modification significative sans avoir obtenu par écrit l'accord du **BAILLEUR** à leur sujet.

L' **AFFECTATAIRE** s'oblige à poursuivre l'édification desdites constructions, desdits travaux jusqu'à leur complet achèvement ainsi que des éléments d'infrastructure ou d'équipement qui peuvent être nécessaires à la desserte sans affecter la destination du Bâtiment.

Les constructions devront être édifiées conformément aux règles de l'art, notamment le respect de l'étanchéité, aux prescriptions réglementaires et aux obligations résultant de l'autorisation d'urbanisme délivrée. Tous les matériaux utilisés devront répondre aux normes environnementales en vigueur.

L' **AFFECTATAIRE** devra prendre toutes les dispositions utiles pour n'apporter aucun trouble de quelque nature qu'il soit aux propriétés voisines à l'exception des troubles normaux de chantier.

L' **AFFECTATAIRE** aura seul la qualité de maître de l'ouvrage vis à vis des architectes, entrepreneurs et autres techniciens et vis à vis de toutes administrations ou services concédés et de tous tiers. Il sera seul qualifié pour donner les instructions nécessaires à l'exécution des travaux et prononcer la réception. Il acquittera toutes les taxes liées à l'opération de construction.

Il pourra exercer sans aucune restriction l'ensemble des prérogatives que lui confère cette qualité, le tout sans que le **BAILLEUR** ne puisse s'immiscer dans la préparation, le déroulement et la surveillance des travaux nécessaires à l'installation.

Plus particulièrement, le **BAILLEUR** n'interviendra pas dans le choix des entreprises, ni dans la surveillance de l'exécution des marchés de travaux que ces dernières auront passé avec l'**AFFECTATAIRE**.

L' **AFFECTATAIRE** acquittera toutes les taxes liées à l'opération de construction.

Délai d'exécution des travaux

L' **AFFECTATAIRE** s'obligera à mener les travaux de telle manière que les constructions projetées et les éléments d'infrastructures et d'équipement soient totalement achevés dans un délai de **DIX (10) ANS** au plus tard après la signature du présent **BAIL**.

Le délai ainsi fixé est basé sur les possibilités normales d'approvisionnement et de main-d'œuvre.

Les travaux seront poursuivis de façon continue sauf cependant pour le cas de force majeure ne provenant pas du fait des entrepreneurs qui en seront chargés, tels que grèves ou intempéries pouvant nuire à la bonne exécution ou compromettre la solidité des ouvrages. En cas de force majeure définie comme il précède, l'époque prévue pour l'achèvement sera différée d'un temps égal à celui pendant lequel l'évènement considéré aura mis obstacle à la poursuite des travaux.

Détermination de l'achèvement.

Détermination de l'achèvement

L'obligation d'achever les constructions qui incombe à l' **AFFECTATAIRE** comporte, pour ce dernier, celle d'obtenir, le moment venu, le récépissé de la déclaration d'achèvement prévue par l'article R. 460-1 et suivants du Code de l'Urbanisme.

Mais, nonobstant la date à laquelle ledit récépissé de la déclaration d'achèvement aura été délivré, il est expressément convenu entre le **BAILLEUR** et l'

AFFECTATAIRE, en raison des modalités ci-après convenues pour le paiement du prix du Bail, que l'opération de construction projetée ne sera réputée achevée que lorsqu'auront été exécutés les ouvrages et que seront installés les éléments d'équipement qui sont indispensables à l'utilisation, conformément à sa destination du **BIEN**. Pour l'appréciation de cet achèvement, les défauts de conformité avec les prévisions ne seront pas pris en considération lorsqu'ils n'auront pas un caractère substantiel, ni les malfaçons qui ne rendront pas les ouvrages ou éléments ci-dessus visés impropres à leur utilisation.

La constatation de l'achèvement par le **BAILLEUR** et l'**AFFECTATAIRE** ou, à défaut d'accord, par une tierce personne choisie d'un commun accord entre eux ou, en cas de difficulté sur ce choix, désignée par le président du tribunal compétent, sur la seule requête de la Partie la plus diligente n'emportera par elle-même ni reconnaissance de la conformité aux prévisions, ni renonciation au droit du **BAILLEUR** d'exiger cette conformité.

En tout état de cause et conformément à l'article L451-7 du Code rural et de la pêche maritime, l'**AFFECTATAIRE** ne pourra opérer dans le fonds aucun changement qui en diminue la valeur et ne pourra pas, s'il fait des améliorations ou constructions qui augmentent la valeur dudit fonds, ni les détruire, ni réclamer à cet égard une quelconque indemnité.

Particulièrement dans ce cas, il ne serait pas tenu compte de ces améliorations ou constructions pour la détermination de l'indemnité due en cas de résiliation pour motif d'intérêt général.

Par ailleurs, le **BIEN** étant un établissement recevant du public, conformément à ce qui a été rappelé ci-dessus, les dispositions des articles L111-8 du code de la construction et de l'habitation, littéralement rapportées ci-dessous, auront vocation à s'appliquer.

Article L111-8 :

*"Les travaux qui conduisent à la création, l'aménagement ou la modification d'un établissement recevant du public ne peuvent être exécutés **qu'après autorisation délivrée par l'autorité administrative** qui vérifie leur conformité aux règles prévues aux articles L. 111-7, L. 123-1 et L. 123-2.*

Lorsque ces travaux sont soumis à permis de construire, celui-ci tient lieu de cette autorisation dès lors que sa délivrance a fait l'objet d'un accord de l'autorité administrative compétente mentionnée à l'alinéa précédent."

Il est ici précisé que les travaux réalisés par l'**AFFECTATAIRE**, en cours de bail, ne sauraient être qualifiés de travaux publics soumis aux dispositions de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985, dite "loi MOP" et du Code des marchés publics, du fait notamment que :

- L'**AFFECTATAIRE** est une personne morale de droit privé,
- La Commune ne sera propriétaire des constructions qu'au terme du bail, et non à l'achèvement des travaux.

17. TRANSMISSION DES DOCUMENTS COMPTABLES AU BAILLEUR

Toujours en raison de la spécificité du présent **BAIL**, des obligations contractuelles y stipulées et des contraintes susceptibles de résulter d'une résiliation pour motif d'intérêt général, à compter de la signature des présentes, l'**AFFECTATAIRE** s'engage à :

- confier à un expert-comptable agréé et à un Commissaire aux comptes les opérations de vérification et de conformité de l'ensemble de ses données comptables et financières en rapport avec les travaux prévus à l'article 16,,
- à communiquer à la Ville de MONTPELLIER, **BAILLEUR**, les documents comptable attestant de l'exécution de ces travaux et de leur modalités de financement, sans toutefois que cette information ne constitue un acte d'immixtion dans la gestion autonome des comptes de l'association.

18. ENTRETIEN DES BATIMENTS

L' **AFFECTATAIRE** devra pendant tout le cours du **BAIL** conserver en bon état d'entretien les constructions existantes ainsi que les constructions qu'il aura édifiées et tous les aménagements qu'il y aura apportés, et effectuer à ses frais, et sous sa responsabilité, les réparations de toute nature, y compris les grosses réparations telles qu'elles sont définies par l'article 606 du Code Civil et par l'usage ainsi que le remplacement de tous éléments de la construction et de son aménagement au fur et à mesure que tout se révélera nécessaire.

L' **AFFECTATAIRE** devra notamment effectuer à ses frais et sous sa responsabilité tous travaux sur le **BIEN** prescrits par l'autorité publique aux époques et dans le temps imparti. En cas de retard dans l'exécution de ces travaux, il supportera toutes amendes et pénalités de manière que le **BAILLEUR** ne soit jamais inquiété ni recherché à ce sujet.

L'**AFFECTATAIRE**, conformément à l'article L451-8 du Code rural et de la pêche maritime, répondra de l'incendie des constructions existantes et des constructions qu'il aura édifiées quelle qu'en soit la cause. Si les bâtiments, existants ou construits par l'**AFFECTATAIRE** en cours de **BAIL** venaient à périr par cas fortuits ou force majeure, l' **AFFECTATAIRE** ne serait pas obligé de reconstruire les bâtiments péris.

Le **BAILLEUR** s'engage quant à lui à assurer à l'**AFFECTATAIRE** une jouissance paisible du **BIEN**.

19. LOCATIONS

Considérant l'affectation culturelle du **BIEN** objet du présent **BAIL**, l' **AFFECTATAIRE** ne pourra en aucun cas et sous quelque forme que ce soit louer ou sous louer ledit **BIEN** pour une destination différente.

20. CESSIION ET APPORT EN SOCIETE

Conformément à l'article L1311-3 alinéa 1 du code général des Collectivités territoriales, l' **AFFECTATAIRE** ne pourra céder tout ou partie de ses droits qu'après avoir obtenu préalablement l'accord exprès et écrit du **BAILLEUR** sur la candidature que lui-même proposera par écrit selon délibération écrite préalable de son conseil d'administration.

Le bénéficiaire de la cession ou de l'apport ne pourra être qu'une association culturelle au sens du droit applicable et dont les status et les activités sont exclusivement culturels, en stricte conformité avec le titre IV de la loi du 9 décembre 1905.

En aucun cas la cession ou l'apport ne pourra porter sur un objet ou des activités autres qu'exclusivement culturelles.

Précision étant ici faite que :

Le cessionnaire sera automatiquement et de plein droit subrogé à **L'AFFECTATAIRE** dans les droits et obligations découlant du présent **BAIL**,

L' **AFFECTATAIRE** restera garant, solidairement et de manière indivise, avec le cessionnaire.

21. RESOLUTION POUR DEFAUT D EXECUTION DES CHARGES ET CONDITIONS

Le présent **BAIL** pourra être résolu dans les cas suivants :

Le **BAIL** pourra être résolu de plein droit pour défaut d'exécution de l'une ou l'autre des charges et conditions du **BAIL**, conventionnelles ou légales, et par dérogation à l'article L 451-5 du Code rural et de la pêche maritime, et à la demande de la Partie non défaillante, six mois après une simple mise en demeure d'exécuter demeurée infructueuse.

Cette résolution de plein droit pourra être demandée par le **BAILLEUR**, notamment en cas d'inexécution par **L'AFFECTATAIRE** des charges et conditions du bail ci-après rappelées :

- En cas de non-paiement des loyers,
- A défaut de satisfaire à la réglementation applicable en matière de sécurité du public et d'accessibilité des personnes handicapées,
- A défaut d'obtention des autorisations d'urbanisme nécessaires (permis de construire ou déclaration de travaux) préalablement aux travaux d'extension, de démolition et de reconstruction, soumis à autorisation du **BAILLEUR**
- A défaut de respect des obligations comptables et financières,
- En cas de non-respect de son obligation d'entretien des constructions existantes ou des constructions qu'il aura édifiées en cours de bail.
- A défaut d'avoir obtenu l'accord du **BAILLEUR** préalablement à toute cession ou apport en société de ses droits,
- A défaut de réalisation et d'achèvement, dans les règles de l'art et dans les délais impartis, des travaux prévus au paragraphe 16,

En toute hypothèse, la résolution du **BAIL** par le **BAILLEUR** pour cause d'inexécution des charges et conditions des présentes ne pourra donner lieu à aucune indemnisation de **L'AFFECTATAIRE**.

Toutefois, dans le cas où **L'AFFECTATAIRE** ou ses ayants-droit auraient conféré des sûretés à des tiers ou financé tout ou partie du **BIEN** et des travaux et aménagements de raccordement par crédit-bail, aucune résiliation de la présente convention, même amiable ou judiciaire, ne pourra, sous peine d'opposition aux tiers preneurs de telles sûretés ou aux organismes de crédit-bail, intervenir à la requête du **BAILLEUR** avant l'expiration d'un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la sommation de payer ou d'exécuter aura été dénoncée à ces derniers (dont les actes seront publiés au bureau des hypothèques). Si, à l'expiration de ce délai de deux mois de cette dénonciation, les titulaires de sûretés et organismes de crédit-bail n'ont pas signifié au **BAILLEUR** leur substitution pure et simple dans les obligations de **L'AFFECTATAIRE**, la résiliation pourra intervenir.

22. RESILIATION UNILATERALE POUR MOTIF D'INTERET GENERAL

Le présent **BAIL** ayant la nature de contrat administratif, le **BAILLEUR**, justifiant d'un motif d'intérêt général, aura la possibilité soit :

- De résilier unilatéralement ledit contrat en l'absence de toute faute de l'**AFFECTATAIRE**,
- De modifier unilatéralement les clauses du contrat dont s'agit.

Précision étant ici faite qu'en l'absence de faute de l' **AFFECTATAIRE**, celui-ci aura droit à la réparation intégrale de son préjudice, dont le montant sera déterminé par les juridictions administratives.

23. INTERDICTIONS

Le **BAILLEUR** se réserve le droit de résilier le présent **BAIL** en cas de non-respect par l'**AFFECTATAIRE** notamment des dispositions suivantes, :

L'**AFFECTATAIRE** s'engage au strict respect de la destination, de l'affectation et de l'usage exclusivement cultuel de l'immeuble et de tous aménagements, extensions ou nouvelles constructions, objet du présent **BAIL**.

Dès lors, l'**AFFECTATAIRE** s'engage à respecter ou faire respecter la destination de l'immeuble présentement vendu pendant toute la durée du bail, cette obligation constituant la condition sine qua non de l'existence même des présentes, conformément à l'article L 1311-3 du code général des collectivités territoriales.

En conséquence, l'**AFFECTATAIRE** devra respecter les dispositions de la loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Eglises et de l'Etat

Précision étant ici faite que le président de l'association affectataire sera le garant du bon usage de l'édifice conformément à la destination cultuelle qui lui a été donnée par la loi, conformément à la circulaire en date du 29 juillet 2011.

En conséquence de ce qui relaté ci-dessus, l' **AFFECTATAIRE**:

- informera par écrit le **BAILLEUR** de toutes mesures administratives ou judiciaires mettant en cause son régime juridique d'association cultuelle, s'interdit de modifier ses statuts sans en avertir le **BAILLEUR** préalablement par écrit,
- reconnaît avoir été averti que la perte du statut légal d'association exclusivement cultuelle du titre IV de la loi du 9 décembre 1905 susvisée, en cas de jugement définitif prononcé par les cours et tribunaux, notamment en matière fiscale, entraînerait ipso facto la caducité du présent **BAIL**.

Par ailleurs, l' **AFFECTATAIRE** ne pourra en aucun cas et sous quelque forme que ce soit louer ou sous-louer l'immeuble objet des présentes, pour une destination différente que celle prévue aux présentes

Enfin, dans un soucis de respect du voisinage, est interdite toute diffusion sonore ou discours par moyen de retransmission sonore et/ou image (haut-parleurs, moyens audio-visuels, etc), à l'extérieur des locaux, sur la voie publique. *droit d'accèsion*

L'**AFFECTATAIRE** profite du droit d'accèsion pendant toute la durée du bail sur les ouvrages qu'il peut construire.

25. PROPRIETE DES CONSTRUCTIONS EDIFIEES PAR L'AFFECTATAIRE

En fin de **BAIL**, la propriété des ouvrages réalisés par l' **AFFECTATAIRE** sera transférée de plein droit, conformément à l'article L451-10 du Code rural et de la pêche maritime, et sans indemnité au **BAILLEUR**.

Il est ici précisé que ce transfert n'aura nullement besoin d'être constaté par un acte.

En conséquence, l' **AFFECTATAIRE** devra, en fin de bail, rendre l'immeuble loué en bon état d'entretien et de réparations. Au vu du présent bail et de ses annexes, un expert immobilier devra, un an avant le terme du bail ou en cas de difficultés, dresser un rapport complet et établir des propositions quant aux conditions de remise de l'immeuble par l' **AFFECTATAIRE** et aux conditions de reprise par le **BAILLEUR**, qui seront à établir.

Par ailleurs et conformément aux dispositions de l'article L451-7 alinéa 2 du code rural et de la pêche maritime, si le preneur venait à réaliser des améliorations qui augmenteraient la valeur du fonds, il ne pourrait ni les détruire, ni réclamer à cet égard aucune indemnité.

26. CONDITIONS FINANCIERES DU BAIL- REDEVANCE

Considérant le strict respect du principe de neutralité et d'égalité à l'égard des cultes, la commune de MONTPELLIER a saisi les services Domaine à l'effet de déterminer les conditions financières du présent contrat.

Le service du Domaine a procédé en date du sous le numéro à une estimation de la redevance susceptible d'être appliquée au présent contrat.

Après avoir délibéré au vu de cet avis, le Conseil municipal de la ville de MONTPELLIER a décidé de fixer le montant de cette redevance annuelle à la somme de DEUX MILLE (2.000,00) EUROS.

En conséquence, le **BAIL** est consenti et accepté moyennant :

1) Le versement d'une redevance de *DEUX MILLE (2.000,00) EUROS* payable annuellement d'avance, conformément à l'estimation des services fiscaux

L'**AFFECTATAIRE** accepte purement et simplement cette redevance et s'engage à la régler tous les ans, à la date anniversaire des présentes,

Le premier versement devant intervenir à la date de signature des présentes.

La redevance sera stipulée payable en la Caisse de Monsieur le Receveur Municipal de MONTPELLIER.

2) Et la remise gratuite au **BAILLEUR** ou ses ayants-droit, à l'expiration du bail, de l'ensemble des aménagements ou constructions, en état normal d'entretien, réalisés par l'**AFFECTATAIRE** sur le bien objet du bail.

27. INDEXATION

Les parties conviennent à titre de condition essentielle et déterminante d'indexer la redevance sur l'indice de révision des loyers (IRL), publié par l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques, et de lui faire subir une fois par an les mêmes variations d'augmentation ou de diminution.

A cet effet, le réajustement de la redevance s'effectuera chaque année à la date anniversaire des présentes. Le nouveau montant applicable aux termes de l'année civile à courir à compter de la signature du bail, sera calculé au moyen d'une règle proportionnelle ayant pour données :

- 1°) Le montant de la redevance initiale ;
- 2°) L'indice ayant servi à établir ce montant ;
- 3°) Et le dernier indice connu au mois anniversaire précédant immédiatement l'indexation.

L'application de cette clause d'indexation se fera à l'initiative du "Bailleur" dès la publication de l'indice.

Au cas où, pour quelque raison que ce soit, l'indice ci-dessus choisi pour l'indexation du loyer cesserait d'être publié, cette indexation sera faite en prenant pour base soit l'indice de remplacement soit un nouvel indice conventionnellement choisi.

A défaut de se mettre d'accord sur le choix du nouvel indice à adopter, les parties s'en remettent d'ores et déjà à la désignation d'un expert judiciaire désigné par Monsieur le Président du Tribunal de Grande Instance du lieu de situation du bien objet des présentes, statuant en matière de référé à la requête de la partie la plus diligente.

La modification ou la disparition de l'indice de référence n'autoriseront pas le "Preneur" à retarder le paiement de la redevance qui devra continuer à être réglé à son échéance sur la base du dernier indice connu, sauf redressement et règlement de la différence à l'échéance du premier terme suivant la fixation de la nouvelle redevance.

28. RENEGOCIATION

Les parties conviennent, en cas de difficulté dans la réalisation des travaux ci-dessus prévus, de se rapprocher pour discuter de l'opportunité d'un avenant au présent **BAIL** portant sur le montant et le calendrier de ces travaux, ainsi que sur le montant du loyer, dans le respect de l'avis des domaines.

29. ORIGINE DE PROPRIETE

La Commune de MONTPELLIER est propriétaire du BIEN objet des présentes par suite des faits et actes suivants :

- En ce qui concerne les terrains :
 - o La parcelle cadastrée section TT numéro 8 :

Cette parcelle appartient à la Commune de Montpellier pour en avoir fait l'acquisition, à titre gratuit de :

La société d'Equipement de la Région Montpelliéraine,

Aux termes d'un acte administratif reçu le 30 novembre 1979.

Une copie authentique a été publiée au premier bureau des hypothèques de MONTPELLIER, le 26 février 1980 volume 191 n°444.

- o La parcelle cadastrée section TT 75 :

Cette parcelle appartient à la Commune de Montpellier pour en avoir fait l'acquisition de :

La COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER,

Aux termes d'un acte de vente reçu par Maître André BONNARY, Notaire soussigné, le 22 octobre 2002,

Moyennant un prix de QUATRE MILLE HUIT CENT TRENTE ET UN EUROS ET ONZE CENTS (4.831,11 EUR), stipulé payable conformément aux dispositions du décret numéro 83-16 du 13 janvier 1983, portant établissement des pièces justificatives des paiements des communes, départements, régions et établissements publics locaux.

Une copie authentique a été publiée au premier bureau de la conservation des hypothèques de MONTPELLIER le 28 novembre 2002, volume 2002P numéro 16305.

- Concernant les constructions :

La Commune de MONTPELLIER est propriétaire des constructions pour les avoir fait édifier en vertu d'un permis de construire délivré le sous le n° sans conférer de privilège d'architecture, d'entrepreneur.

La déclaration d'achèvement des travaux a été déposée en Mairie le

Le certificat de conformité a été délivré le

30. DECLARATIONS ET ENGAGEMENTS DU BAILLEUR

Le **BAILLEUR** est régulièrement propriétaire du Bâtiment, qui a été édifié en conformité avec un permis de construire régulier.

Conformément aux dispositions de l'article 8-1 de la loi numéro 76-663 du 19 Juillet 1976, le BAILLEUR déclare et garantit ne pas avoir personnellement exploité une installation soumise à autorisation ou déclaration ou qui aurait dû l'être, sur les lieux objet des présentes. Il déclare en outre, à sa connaissance :

- ne pas connaître l'existence de déchets considérés comme abandonnés au sens de l'article 3 de la loi n°75-633 du 15 Juill et 1975 ;
- que l'activité exercée dans le Bâtiment n'a pas entraîné la manipulation ou le stockage de substances chimiques ou radioactives visées par l'article L 514-20 du Code de l'Environnement ;
- que le Bâtiment n'est frappé d'aucune pollution susceptible de résulter notamment de l'exploitation actuelle ou passée ou de la proximité d'une installation soumise à l'autorisation (loi n°92-646 du 13 Juillet 1992) ;
- qu'il n'a jamais été déposé ni utilisé sur le terrain ou enfoui dans celui-ci de déchets ou substances quelconques telles que, par exemple, amiante, polychlorobiphényles, polychloroterphényles directement ou dans des

appareils ou installations pouvant entraîner des dangers ou inconvénients pour la santé de l'environnement ;

- qu'il n'a jamais été exercé sur les lieux dont il s'agit ou les lieux voisins d'activités entraînant des dangers ou inconvénients pour la santé de l'environnement (air, eaux superficielles ou souterraines, sols ou sous-sols par exemple), notamment celles visées par la loi n° 76-663 du 19 Juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- qu'il n'a reçu de l'administration, sur le fondement de l'article 1er de la loi n° 76-663 susvisée, en sa qualité de « détenteur », aucune injonction de faire des travaux de remise en état du Bâtiment;
- qu'il ne dispose pas d'information lui permettant de supposer que les lieux ont supporté, à un moment quelconque, une installation classée ou, encore, d'une façon générale, une installation soumise à déclaration ;
- qu'il n'a pas connaissance d'incident ou accident présentant un danger pour la sécurité civile, la qualité, la conservation ou la circulation des eaux, selon les dispositions de l'article 18 de la loi sur l'eau du 3 Janvier 1972 ;
- Aucune procédure arbitrale, judiciaire ou administrative n'est en cours ou à la connaissance du BAILLEUR, n'a été engagée, à propos d'un acte ou d'une activité, exercée dans le Bâtiment, et ayant pu causer une quelconque pollution de l'air, des eaux, du sol ou du sous-sol ou un quelconque trouble de voisinage ou un quelconque accident ou une quelconque incapacité ou maladie ;
- Aucune plainte ou assignation n'a été rédigée, enregistrée, déposée ou signifiée à ces titres, à l'encontre du BAILLEUR.
- Aucun jugement ni ordonnance ou décision judiciaire ou administrative, n'a contraint ou enjoint le BAILLEUR, à cesser tout ou partie de leurs activités à la suite d'un trouble de voisinage ou d'une pollution quelconque, à réparer un trouble causé à l'environnement ou à nettoyer ;
- Il n'existe pas de son chef ou de celui de ses ayant causes, sur le Bâtiment, de dangers ou inconvénients importants résultant de l'exploitation des biens, et qu'il n'a reçu du Préfet aucune prescription à ce titre.
- Le BAILLEUR déclare sous son entière responsabilité qu'à sa connaissance le Bâtiment n'a subi aucun sinistre ayant entraîné la mise en œuvre de son assurance ou d'une indemnisation au titre des catastrophes naturelles ou technologiques. Un état des risques naturels et technologiques approuvé par les Parties et le dossier communal relatif à ces risques seront annexés au Bail.
- Le BAILLEUR déclare que le Bien est libre de toute servitude, location ou occupation.
- Le BAILLEUR déclare que le Bâtiment est libre de toutes sûretés, inscriptions hypothécaires ou autres.
- Le BAILLEUR s'engage à ne pas accorder de suretés ou d'inscriptions hypothécaires sur le Bien pendant la durée du Bail.

31. ETAT DES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES

Les dispositions de l'article L 125-5 du Code de l'environnement sont ci-après littéralement rapportées :

*« 1. - Les acquéreurs ou locataires de biens immobiliers situés dans des zones couvertes par un plan de prévention des risques technologiques ou par un plan de prévention des risques naturels prévisibles, prescrit ou approuvé, ou dans des zones de sismicité définies par décret en Conseil d'Etat, sont informés par le vendeur ou le **BAILLEUR** de l'existence des risques visés par ce plan ou ce décret. A cet effet, un état des risques naturels et technologiques est établi à partir des informations mises à disposition par le préfet. En cas de mise en vente de l'immeuble, l'état est produit*

dans les conditions et selon les modalités prévues aux articles L. 271-4 et L. 271-5 du code de la construction et de l'habitation.

II. - En cas de mise en location de l'immeuble, l'état des risques naturels et technologiques est fourni au nouveau locataire dans les conditions et selon les modalités prévues à l'article 3-1 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986.

III. - Le préfet arrête la liste des communes dans lesquelles les dispositions du I et du II sont applicables ainsi que, pour chaque commune concernée, la liste des risques et des documents à prendre en compte.

IV. - Lorsqu'un immeuble bâti a subi un sinistre ayant donné lieu au versement d'une indemnité en application de l'article L. 125-2 ou de l'article L. 128-2 du code des assurances, le vendeur ou le **BAILLEUR** de l'immeuble est tenu d'informer par écrit l'acquéreur ou le locataire de tout sinistre survenu pendant la période où il a été propriétaire de l'immeuble ou dont il a été lui-même informé en application des présentes dispositions. En cas de vente de l'immeuble, cette information est mentionnée dans l'acte authentique constatant la réalisation de la vente.

V. - En cas de non-respect des dispositions du présent article, l'acquéreur ou le locataire peut poursuivre la résolution du contrat ou demander au juge une diminution du prix. »

Conformément aux dispositions de l'article L 271-4 du Code de la construction et de l'habitation, un état des risques fourni par le propriétaire en date du 14 octobre 2011 et fondé sur les informations mises à disposition par le Préfet est demeuré ci-annexé après mention (**annexe 6**).

Plan de prévention des risques naturels prévisibles d'inondations et de feux de forêt :

L'**AFFECTATAIRE** reconnaît avoir été informé, tant par le rédacteur des présentes que connaissance prise par lui-même, des règles d'urbanisme et de prévention des risques naturels prévisibles des risques d'inondation et de feux de forêt, applicables en l'espèce.

Relativement aux inondations :

Un plan de prévention des risques d'inondations PPRI a été approuvé sur la Commune de Montpellier dans un arrêté en date du 13 janvier 2004.

Relativement aux feux de forêt :

Un plan de prévention des risques d'incendie de forêt PPRF dans un a été approuvé par un arrêté en date du 30 janvier 2008.

Risque sismique : Au regard du décret n° 2010-1255 du 22 octobre 2010, la commune de Montpellier est située en zone de sismicité faible (2).

Absence de sinistre : L'**IMMEUBLE** n'a subi, à la connaissance du **BAILLEUR**, aucun sinistre qui ait donné lieu ou non au versement d'une indemnité au titre d'une catastrophe naturelle, telles qu'inondations, glissements de terrains, sécheresses, tempêtes ou lié à ce plan de prévention.

Plan de prévention des risques technologiques

Il n'existe pas à ce jour de plan de prévention des risques technologiques applicable aux présentes.

32. DIAGNOSTICS

31.1 AMIANTE

L'immeuble ayant fait l'objet d'un permis de construire délivré antérieurement au 1^{er} Juillet 1997, le **BAILLEUR** a fait établir un état constatant la présence ou

l'absence de matériaux ou produits de la construction contenant de l'amiante par la le, demeuré ci-joint et **annexé** aux présentes.

Cet état révèle

L'AFFECTATAIRE déclare avoir pris connaissance dudit état et vouloir en faire son affaire personnelle.

31.2 PLAN CLIMAT - DIAGNOSTIC DE PERFORMANCE ENERGETIQUE

Le diagnostic de performance énergétique contenu aux articles L 134-1 et suivants du Code de la construction et de l'habitation n'a pas été établi.

Il est précisé que l'AFFECTATAIRE n'entend pas se prévaloir à l'encontre du propriétaire de l'absence de ce diagnostic car celui-ci :

- n'a qu'un but informatif comme constituant l'un des dispositifs du Plan Climat destiné à renforcer les économies d'énergie et réduire les émissions de gaz à effet de serre dans le domaine du bâtiment ;
- ne constitue pas une garantie contractuelle ;

Par suite il dispense expressément le **BAILLEUR** de sa production, déclarant s'être suffisamment procuré, lors de ses visites et consultations, les renseignements nécessaires à l'effet d'estimer tant la consommation réelle d'énergie compte tenu de l'usage projeté, que les travaux à effectuer pour obtenir une meilleure performance et une moindre déperdition.

33. CONTENTIEUX RELATIF AU PRESENT BAIL

Conformément à l'article L 1311-3 du code général des collectivités territoriales, tout litige se rapportant au présent BAIL relèvera de la compétence des juridictions administratives

34. PUBLICITE FONCIERE

Une copie authentique des présentes sera publiée au bureau des hypothèques, aux frais de l'AFFECTATAIRE ; si l'accomplissement de cette formalité révélait l'existence d'inscriptions, de transcriptions ou de mentions grevant l'immeuble présentement loué, du chef du BAILLEUR ou des précédents propriétaires, celui-ci s'oblige à en rapporter à ses frais les mainlevées et certificats de radiation, ou de rejet dans le délai de deux mois de la dénonciation amiable qui lui aura été faite au domicile, ci-après élu, de l'état contenant lesdites inscriptions, transcriptions ou mentions.

35. DECLARATIONS FISCALES

Conformément aux dispositions des articles 261 D, 680 et 1048 ter du Code général des Impôts, le présent BAIL est exonéré de la taxe sur la valeur ajoutée et de la taxe de publicité foncière et ne donne ouverture qu'au droit fixe de 125 Euros.

Pour la perception du salaire du Conservateur des hypothèques, il doit être perçu sur la valeur cumulée des loyers et la valeur résiduelle des constructions en fin de Bail, soit sur un montant de €.

36. NOTIFICATIONS

a. Moyens de Notifications

Toute notification, demande ou communication (la "Notification") pouvant ou devant être faite en exécution du présent Bail pourra être faite par télécopie, courrier électronique, lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou remise en main propre contre décharge. Les Notifications seront effectives dès réception aux adresses ou numéros de télécopie ci-dessous, étant toutefois entendu qu'au cas où la Notification est reçue à une date qui n'est pas un jour ouvrable au lieu de la réception, la Notification sera censée avoir été donnée à l'ouverture des bureaux le jour ouvrable suivant au lieu de la réception de ladite Notification.

b. Adresses aux fins de Notifications

Toute Notification devant être faite, et/ou tout document devant être délivré, par une Partie à une autre Partie en exécution du présent Bail sera faite et délivrée :

- s'il s'agit de l'AFFECTAIRE, au :
 Adresse 300, rue Emile PICARD
 34080 MONTPELLIER

 Téléphone
 Télécopie
 A l'attention de Monsieur
- s'il s'agit du BAILLEUR, au :
 Adresse :

 Téléphone
 Télécopie
 A l'attention de Madame le Maire

37. CHANGEMENT D'ADRESSE

Dans l'hypothèse où une des Parties notifierait à l'autre Partie un changement d'adresse, toute notification effectuée ne sera valablement effectuée, à compter de la date de réception de la notification du changement d'adresse, que si elle est réalisée à cette nouvelle adresse.

38. FRAIS

Tous les frais, droits et émoluments de la réalisation de l'acte authentique à intervenir, sauf disposition contraire prévue aux présentes et à leurs annexes, seront supportés par le PRENEUR qui s'y oblige expressément.

39. VALIDITE - INTEGRALITE DE L'ACCORD

Les annexes à la présente sont partie intégrante de l'acte. En cas de contradiction entre les dispositions du Bail et l'une quelconque des annexes, les dispositions des annexes prévaudront.

Les Parties conviennent expressément que la nullité éventuelle de l'une quelconque des dispositions des présentes n'aura pas pour effet d'entraîner la nullité de l'ensemble du contrat, ses autres dispositions conservant leur pleine et entière validité.

Le présent Bail représente l'intégralité des accords entre les parties s'agissant des opérations visées aux présentes.

40. POUVOIRS

Pour l'accomplissements des formalités de publicité foncière, les comparants es-qualités, agissant dans un intérêt commun, donnent tous pouvoirs nécessaires à tout clerc de l'office notarial dénommé en tête des présentes à l'effet de dresser et signer tous actes complémentaires, rectificatifs ou modificatifs des présentes, notamment pour mettre celles-ci en concordance avec les documents hypothécaires et cadastraux et ceux de l'état-civil, et rectifier, s'il y a lieu, toute désignation et toute origine de propriété.

DONT ACTE sur ...pages

Comprenant

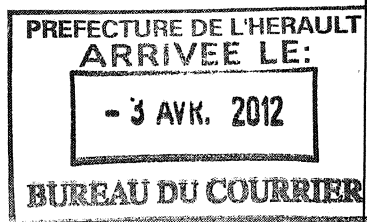
Paraphes

- renvoi approuvé :
- blanc barré :
- ligne entière rayée :
- nombre rayé :
- mot rayé :

Après lecture faite, les parties ont certifié exactes, chacune en ce qui la concerne, les déclarations contenues au présent acte, et les signatures ont été recueillies les jour, mois et an ci-dessus indiqués. Après lecture faite, les parties ont signé le présent acte avec le Notaire soussigné.

Direction du Génie Urbain
Régulation Trafic
Déplacements Opérationnels

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2012 / 102



Séance publique du lundi 26 mars 2012

Convoqué le mardi 20 mars 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 26 lundi mars 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Magalie COUVERT, Arnaud JULIEN, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER, Régine SOUCHE.

Absents :

Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Convention d'occupation du domaine public pour l'exploitation des lignes 1,2,3 et 4 de tramway de l'Agglomération de Montpellier

Monsieur Philippe THINES rapporte:

Le développement du réseau de tramway vise à améliorer les conditions de déplacements avec plus d'échanges et de correspondances tramway, bus, parking et vélos, pour une meilleure desserte de proximité en réponse à l'augmentation des besoins de mobilité de la population.

Ce réseau structurant pour le service public des transports en commun renforce la performance de l'offre de transport. Sa réalisation permet une meilleure maîtrise des flux des véhicules particuliers et la création d'aménagements pour les deux roues et les piétons.

Une convention adoptée par le Conseil Municipal lors de sa séance du 21 décembre 2006 a défini les conditions d'occupation du Domaine Public Communal de la Ville de Montpellier pour l'exploitation et l'entretien des lignes 1 et 2 de tramway, en précisant la délimitation de l'emprise des ouvrages concernés, les modalités d'entretien et de gestion ainsi que les prises en charge financières correspondantes. Un protocole approuvé par le Conseil Municipal lors de sa séance du 27 juin 2006 a autorisé l'implantation de la 3^{ème} ligne de tramway sur le domaine public communal en prévoyant qu'une convention ultérieure préciserait d'une manière détaillée les espaces réservés au tramway et les modalités d'entretien et de gestion de ces installations. La création de la ligne 4 découle de l'optimisation de l'utilisation du réseau de tramway ; son aménagement a été réalisé sur un réseau à infrastructure constante.

La présente convention a pour objet d'autoriser l'occupation du Domaine Public Communal pour les lignes 1, 2, 3 et 4 de tramway, en précisant ces dispositions, et de remplacer la précédente convention spécifique à la 1^{ère} et 2^{ème} lignes de tramway.

L'occupation domaniale est consentie à titre gratuit au bénéfice de la Communauté d'Agglomération et elle est accordée pour toute la durée d'exploitation des infrastructures des quatre lignes.

De façon générale, les parties conviennent de l'importance de ce type de transport en commun en site propre et de la nécessité d'assurer la pérennité, la continuité et l'évolutivité du service public des transports en commun. Elles conviennent dès lors qu'il y a lieu de préserver l'intégrité de la plateforme, de ses équipements annexes et de garantir des conditions normales d'exploitation.

S'agissant de l'emprise des lignes, la convention rappelle les propriétés respectives des ouvrages, la Communauté d'Agglomération étant propriétaire des ouvrages nécessaires au fonctionnement et à l'exploitation des quatre lignes de tramway.

S'agissant de la gestion des ouvrages, la convention précise que chaque collectivité gère les équipements dont elle est propriétaire.

Néanmoins, et afin d'assurer la cohérence des interventions, il est convenu que la Ville de Montpellier assure pour le compte de la Communauté d'Agglomération, les prestations suivantes :

- la gestion et la maintenance 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, des 181 carrefours à feux traversés par le tramway, auxquels s'ajoutent 52 autres carrefours situés aux abords immédiats,
- la gestion et la maintenance du poste de régulation trafic Pétrarque intégrant les carrefours précités avec la priorité absolue du tramway, comprenant une présence aux heures et aux jours ouvrables, complétée par une astreinte spécialisée 7 jours sur 7,
- l'élagage des arbres et la maintenance spécifique d'appareils d'éclairage public jouxtant la plateforme tramway, tenant compte des contraintes d'accès, des contraintes d'exploitation du tramway et de ses équipements électriques,
- le nettoyage des surfaces horizontales, des corbeilles en station et des parties d'ouvrage d'art contiguës au domaine public routier aux fréquences habituelles, sans surcoût pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier qui assurera la prestation complémentaire qu'elle juge nécessaire.

Compte tenu des frais engagés par la Ville de Montpellier afin d'assurer ces prestations et tenant compte de celles assurées par la Communauté d'Agglomération, il est convenu que la Communauté d'Agglomération versera une participation financière annuelle estimée à 887 760 € hors taxes pour les quatre lignes de tramway. Ce montant sera réajusté annuellement en tenant compte des interventions réellement effectuées et du coût des prestations réalisées.

Annuellement, la Ville de Montpellier inscrira au budget les dépenses et recettes relatives à ses prestations assurées pour l'exploitation des quatre lignes de tramway.

La convention prendra effet à la date de mise en service des 3^{ème} et 4^{ème} lignes de tramway.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver les termes de la convention avec la Communauté d'Agglomération de Montpellier
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint Délégué à signer cette convention, et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le :

102

**CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC
POUR L'EXPLOITATION DES LIGNES 1, 2, 3 et 4 DE TRAMWAY
DE L'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER**

ENTRE

La Ville de Montpellier, ci-après désigné par « La Ville » représenté par Madame Hélène MANDROUX, Maire, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 26 Mars 2012.

ET

La Communauté d'agglomération de Montpellier, autorité organisatrice des transports collectifs urbains, ci-après désignée par « La Communauté d'agglomération » représentée par Monsieur Robert SUBRA, président délégué de la Commission Tramway -Transports Déplacements, agissant en vertu d'une délibération du 29 mars 2012.

Il est exposé ce qui suit :

PREAMBULE

La réalisation du réseau de tramway de la Communauté d'Agglomération vise à améliorer les conditions de déplacements sur l'ensemble de l'Agglomération. L'opération de construction de la 3^{ème} et 4^{ème} ligne de tramway menée par la Communauté d'Agglomération crée un équipement structurant supplémentaire aux lignes 1 et 2 existantes pour le service public des transports en commun, tout en permettant une meilleure maîtrise des flux des véhicules particuliers et la réalisation d'aménagements pour les deux-roues et les piétons.

Un protocole passé entre la Ville de Montpellier et la Communauté d'Agglomération, déposé en Préfecture en juin 2006, a autorisé l'implantation des ouvrages de la ligne 3 du tramway sur le domaine communal et a prévu qu'une convention ultérieure préciserait de façon détaillée les espaces réservés au tramway et les modalités d'entretien et de gestion de ces installations. La création de la ligne 4 découle de l'optimisation de l'utilisation du réseau de tramway ; son aménagement a été réalisé sur un réseau à infrastructure constante.

La présente convention a pour objet de définir les conditions d'occupation du Domaine Public Communal de la Ville de Montpellier pour l'exploitation et l'entretien de l'ensemble des lignes 1, 2, 3 et 4 du tramway, en précisant la délimitation de l'emprise des ouvrages concernés, les modalités d'entretien et de gestion ainsi que les prises en charge financières correspondantes.



CHAPITRE I – CONDITIONS D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL

ARTICLE 1 - OBJET

Par la présente, la Ville autorise la Communauté d'agglomération qui accepte, ou toute autre autorité organisatrice de transport qui s'y substituerait, à occuper le domaine public dans les conditions définies à l'article 2 ci-après, en vue de l'exploitation et de l'entretien de la troisième ligne de tramway de l'agglomération de Montpellier.

Cette convention annule et remplace la convention en date du 11 janvier 2007 relative à l'occupation du domaine public pour l'exploitation des première et deuxième lignes du tramway de l'Agglomération de Montpellier.

Pour ce faire, et afin d'assurer la pérennité, la continuité et l'évolutivité du service public de transport en commun, la Ville autorise l'implantation sur son domaine public des ouvrages nécessaires à l'exploitation de la troisième ligne de tramway, définis dans l'annexe 1.

La Ville et la Communauté d'agglomération s'engagent à transférer toutes leurs obligations liées à la présente convention à leurs exploitants ou concessionnaires actuels ou futurs quel que soit le type de contrat d'exploitation ou de délégation.

ARTICLE 2 DELIMITATION DE L'EMPRISE DES LIGNES DE TRAMWAY

L'assiette de l'emprise du domaine public faisant l'objet des présentes est délimitée selon les plans annexés à la convention (annexe 2 et annexe 6). La délimitation de l'emprise est réalisée en surface associée à une coupe type délimitant l'emprise de la plate-forme et ses annexes (multitubulaires, stations).

Deux types d'emprise sont à distinguer :

-l'assiette de base représente l'emprise des ouvrages et des équipements liés à la plate-forme du tramway et aux stations (selon liste et plans annexés-annexes 1 et 2) ;

-l'assiette complémentaire comprend les emprises disjointes de l'emprise de base à savoir notamment les sous-stations électriques et pôles d'échanges gardiennés (selon liste et plans annexés-annexes 1 et 2).

L'assiette de base est matérialisée en section courante par le Gabarit Limite d'Obstacle (G.L.O.). Cette emprise devra toujours être maintenue libre de toute occupation dans les conditions précisées à l'article 8.

Dans l'objectif de préserver l'intégrité de la plate-forme et de ses équipements annexes, et d'assurer des conditions normales d'exploitation du tramway pendant les horaires d'exploitation du service public de transports en commun, les autorisations d'occupation délivrées par la Ville à tout intervenant sur le Domaine Public sur l'ensemble de l'itinéraire des lignes 1 à 4 du tramway, feront l'objet de la procédure d'instruction conjointe entre la Ville et la Communauté d'agglomération (ou son exploitant) décrite à l'annexe 5 visant à obtenir un accord préalable des parties.

En tout état de cause, il est rappelé que seul le Maire en agglomération exerce ses pouvoirs de police sur les emprises de la plate-forme. A ce titre, il pourra demander à la Communauté d'agglomération la mise en œuvre de toute mesure propre à assurer la sécurité des usagers.

Il est rappelé que les parkings d'échanges gardiennés définis par les plans en annexe 2 sont la propriété de la Communauté d'Agglomération.

En cas d'évolution des équipements, ouvrages et emprises susmentionnées, les annexes correspondantes seront réactualisées d'accord parties :

- soit dans le cadre de simples procédures d'autorisation d'occupation délivrées par la Ville en cas de modifications ne présentant pas d'incidence sur le tracé, la nature et l'emprise des ouvrages,
- soit par avenant à la convention en cas de modification présentant une incidence sur le tracé, la nature et l'emprise des ouvrages et pour toute modification présentant un impact sur les conditions d'entretien, de gestion ou de prise en charge financière.

ARTICLE 3 -PROPRIETE DES OUVRAGES

La Communauté d'agglomération est propriétaire des ouvrages nécessaires au fonctionnement et à l'exploitation des lignes 1 à 4 de tramway cités à l'annexe 1.1. La Ville est propriétaire de certains ouvrages ou équipements avoisinants spécifiquement liés aux ouvrages et équipements du tramway décrits à l'annexe 1.2.

Sans préjudice des dispositions de l'article 18, les propriétaires sont responsables de tous les dommages et accidents liés à la réalisation de ces ouvrages ou de ces équipements ainsi qu'à leur gestion et à leur exploitation. Ils assument le cas échéant les frais d'assurance ainsi que l'ensemble des charges résultantes.

Sans préjudice des dispositions de l'article 7, la Communauté d'agglomération et la Ville doivent s'assurer de la conformité avec les réglementations en vigueur de tous les équipements et ouvrages dont ils sont propriétaires, notamment vis à vis des risques électriques et de la solidité des ouvrages.

Sans préjudice des dispositions de l'article 6, toute modification demandée par la Communauté d'agglomération ou la Ville par suppression, ou ajout d'ouvrage, ou modification sur leurs ouvrages existants devra faire l'objet selon les dispositions de l'article 2 soit d'une procédure d'autorisation d'occupation délivrée par la Ville, soit d'un avenant à la présente convention, renseignant à la fois la propriété de l'ouvrage concerné mais également les éventuelles conditions d'entretien, de gestion et de prise en charge financière.

ARTICLE 4 - DUREE

La présente convention d'occupation du domaine public est accordée pour toute la durée d'exploitation des infrastructures des lignes 1 à 4 de tramway.

La convention prend effet au plus tôt à la date de mise en service des lignes 3 et 4 de tramway et s'applique en tenant compte des dates de remises d'ouvrages effectuées.

ARTICLE 5 - ACHEVEMENT DE LA CONVENTION OU ARRET D'EXPLOITATION

Au terme de la convention ou en cas d'arrêt de l'exploitation régulière du service public de tout ou partie des ouvrages, réseaux et équipements objets de la présente convention d'une durée continue de 3 ans (sauf cas de force majeure), la Communauté d'agglomération, ou toute autorité s'y substituant, prend en charge financièrement la remise en état du domaine public occupé en assurant dans des conditions à définir d'accord parties :

- l'enlèvement de l'ensemble des ouvrages, réseaux et équipements y compris leurs fondations,
- la remise en état des sols à l'identique des revêtements préexistants à l'établissement des lignes de tramway.

Les coûts seront établis contradictoirement entre la Ville et la Communauté d'agglomération ou à défaut à dire d'expert. Les sommes correspondantes seront versées par la Communauté d'agglomération à la Ville dans un délai à définir d'accord parties et à défaut dans les deux ans maximum.

ARTICLE 6 - MODIFICATIONS DES OUVRAGES, RESEAUX ET EQUIPEMENTS CONCERNANT LE TRAMWAY

L'exploitation du tramway est autorisée par arrêté préfectoral, sur avis favorable du Service Technique des Remontées Mécaniques et Transports Guidés (STRMTG), en application du décret n°2003-425 du 9 mai 2003 relatif à la sécurité des transports publics urbains (STPG). Toute modification du système tramway et de son environnement urbain doit faire l'objet d'une instruction et autorisation préalable des services de l'Etat concerné.

Quel qu'en soit le motif, des modifications des ouvrages, réseaux et équipements des lignes 1 à 4 de tramway appartenant à la Communauté d'agglomération, ou de ceux appartenant à la Ville nécessaires au tramway, l'homogénéité du fonctionnement et de l'exploitation du tramway ainsi que la qualité des aménagements du site propre et de ses abords doivent être respectés.

6.1 Modifications définitives ou temporaires demandées par la Ville

L'exploitant du réseau tramway, est le garant vis-à-vis de la Communauté d'Agglomération, autorité organisatrice des transports en commun, des conditions de respect des règles de sécurité imposées par la réglementation en vigueur et par l'arrêté d'autorisation de mise en exploitation.

Toute modification des conditions d'occupation du domaine public (accès riverains, circulation) et plus généralement toute décision d'ordre réglementaire, individuel, conventionnel, ne saurait porter atteinte au bon fonctionnement et à la bonne exploitation technique et réglementaire des lignes de tramway.

Dès lors, toute modification significative de l'environnement du tramway, par rapport à l'état initial doit faire l'objet, suivant le cas :

CAS N°1 : au minimum d'une information des services de l'Etat par la Communauté d'Agglomération sur proposition de l'exploitant, pour la traçabilité des évolutions si elles sont mineures ou favorables à la sécurité du tramway (mobiliers urbains, cheminements piétons ou vélos, sens de circulation, accès riverains, signalisations de police,...), et qui n'auraient pas d'impact sur le fonctionnement des carrefours (phasages, matrices de sécurité, temps règlementaires). Par exemple :

- changement de sens de circulation d'une voie contigüe,
- suppression d'un accès riverains,
- modification mineure d'un carrefour.

La Ville communiquera à la Communauté d'Agglomération et à son exploitant un dossier constitué des plans « Avant-Après » avec une notice explicative de motivation des modifications et d'analyse des conséquences sur la sécurité vis-à-vis du tramway.

La Communauté d'Agglomération représentée par son exploitant, après avis conforme, communiquera ce dossier pour information aux services de l'Etat et une copie directe au BIRMTG.

Ces éléments seront adressés à la Communauté d'Agglomération et à son exploitant par la Ville 1 mois au moins avant le début des travaux. L'accord sera reconnu tacite sans réponse de la Communauté d'Agglomération au-delà d'un délai d'un mois à la date d'envoi du courrier par la Ville.

CAS N°2 : d'un accord préalable des services de l'Etat, avant toute réalisation si les modifications envisagées remettent en cause :

- les matrices de sécurité des carrefours à feux,
- des modifications significatives de phasages des feux, temps de dégagement, protection des piétons,
- la bonne perception de la plateforme du tramway par les autres usagers (piétons, cyclistes, VL) ou de risque d'empiètements systématique sur la plateforme de ces usagers,
- l'absence d'obstacles fixes (effet aggravant d'un choc tramway/véhicule) en bordure de plate-forme, au sens du guide technique sur l'implantation des obstacles fixes du STRMTG

La Ville communiquera à la Communauté d'Agglomération et à son exploitant un dossier constitué des plans « Avant-Après », avec une notice explicative de description des modifications, dossier de fonctionnement des feux (matrice de sécurité, diagrammes de fonctionnement) et analyse des conséquences de sécurité de tramway.

La Communauté d'Agglomération représentée par son exploitant après avis conforme, communiquera ce dossier pour accord préalable aux services de l'Etat et une copie directe au BIRMTG.

Ces éléments seront adressés à la Communauté d'Agglomération et à son exploitant par la Ville 2 mois au moins avant le début des travaux.

La Communauté d'Agglomération sur proposition de l'exploitant informera ensuite la ville de l'accord (ou des conditions posées à cet accord) pour qu'elle puisse réaliser ses travaux.

CAS N°3 : d'une autorisation formelle de l'Etat avant réalisation, s'il s'agit d'une modification substantielle au sens du décret STPG :

- création d'un nouveau carrefour ou modification totale d'un carrefour existant,
- modification lourde de l'environnement (ex ; piétonisation, transformation d'un espace vert en voie de circulation...),
- ajout d'un obstacle fixe à proximité d'un carrefour.

La modification substantielle nécessite une autorisation de l'Etat au niveau du démarrage des travaux, de la réalisation des essais (s'il y a lieu), de la mise en service, et d'un avis d'un EOQA (expert ou organisme qualifié, agréé) dans le domaine de compétence objet de la modification. Elle peut également nécessiter une modification du Règlement de Sécurité d'Exploitation (RSE) ou du plan d'Intervention des Secours (PIS), qui sont eux aussi approuvés par le Préfet.

Les services de l'Etat peuvent toutefois accepter une procédure allégée (notamment pour l'établissement des dossiers de sécurité) pour délivrer l'autorisation.

La Ville transmettra à la Communauté d'Agglomération et à son exploitant un dossier de niveau avant-projet, décrivant le projet à réaliser à partir de l'état existant, avec une notice explicative de description des modifications, le dossier de fonctionnement des feux (matrice de sécurité, diagrammes de fonctionnement) et l'analyse des conséquences sur les conditions de sécurité de circulation des 4 lignes de tramway.

La Communauté d'Agglomération représentée par son exploitant évaluera les conséquences sur la sécurité du tramway et le cas échéant les modifications à apporter au RSE-PIS, et évaluera également les conditions d'exploitation du tramway pendant les travaux.

La Communauté d'Agglomération sur proposition de l'exploitant après avis conforme, transmettra ces éléments et organisera une réunion de concertation avec les services de l'Etat (DDE – BIRMTG) en associant la Ville et l'Agglomération, pour définir avec ceux-ci leur niveau d'exigence pour obtenir l'autorisation de démarrage des travaux puis de mise en service :

- type de dossier de sécurité à établir,
- intervention d'un EOQA
- études spécifiques de sécurité

Le dossier d'avant-projet doit être remis à la Communauté d'Agglomération et à son exploitant par la Ville au moins 3 mois avant le début prévu des travaux ; toutefois, les exigences d'étude peuvent conduire à un allongement de délai d'instruction (5 mois prévus au décret STPG).

La Communauté d'Agglomération représentée par son exploitant assurera ensuite le suivi des dossiers et des autorisations auprès des services de l'Etat.

La Communauté d'Agglomération représentée par son Exploitant (service sécurité) assurera l'archivage de l'ensemble des dossiers de modification.

La Ville aura la charge financière intégrale des modifications qu'elle aura demandées ainsi que des surcoûts d'entretien ou d'exploitation du tramway temporaire ou permanent.

6.2 Modifications définitives ou temporaires demandées par la Communauté d'agglomération

Toute modification envisagée par la Communauté d'agglomération sur ses ouvrages, réseaux ou équipements qui affecteraient l'usage, l'aménagement du Domaine Public ou la qualité des aménagements et des équipements sera soumise à l'avis préalable de La Ville qui se prononcera dans un délai à définir par un accord entre les parties en fonction du motif de la demande.

En cas de refus de la Ville, sa motivation correspondra à un motif d'intérêt général du domaine public occupé.

Dans le cas de modifications étudiées par la Ville à la suite d'une demande de la Communauté d'Agglomération, la Ville soumettra à celle-ci le projet pour avis. La Communauté d'Agglomération le donnera dans un délai d'un mois à partir de la date de réception du projet.

Dans le cas de modifications significatives de l'environnement du tramway par rapport à l'état initial, les délais d'instruction ne devront pas excéder ceux du 6.1.

Après accord des deux parties sur le projet à réaliser, la Communauté aura la charge financière intégrale de l'opération.

En outre, en cas de nécessité de réalisation d'ouvrages ou d'équipements différents de ceux initialement prévus, engendrant un surcoût d'entretien ou d'exploitation, ledit surcoût sera également pris en charge par la Communauté d'Agglomération.

ARTICLE 7 : RESPONSABILITE DU FAIT DES OUVRAGES AVOISINANTS – SECURITE DES INTERVENANTS

7.1 Préservation des ouvrages

La Ville et la Communauté d'agglomération ont l'obligation mutuelle de ne pas nuire à l'intégrité des ouvrages existants en prenant toute mesure d'entretien, de maintenance et de réfection nécessaire.

La Ville et la Communauté d'agglomération s'engagent à transférer toutes leurs obligations liées à la présente convention à leurs exploitants ou concessionnaires actuels ou futurs quel que soit le type de contrat d'exploitation ou de délégation.

7.2 Modalités d'intervention

La Ville conserve son pouvoir de décision relatif aux autorisations d'intervention sur son domaine public. Cependant, dans l'objectif de préserver l'intégrité de la plate-forme et de ses équipements annexes, d'assurer des conditions normales d'exploitation du tramway pendant les horaires d'exploitation du service public de transports en commun et de garantir la sécurité des tiers intervenants à proximité du tramway, les autorisations d'occupation délivrées par la Ville à tout intervenant sur le Domaine Public sur l'ensemble de l'itinéraire des 4 lignes de tramway, feront l'objet de la procédure d'instruction conjointe entre la Ville et la Communauté d'agglomération (ou de son exploitant) décrite à l'annexe 5 visant à obtenir un accord préalable des parties.

A la suite de la consultation par la Ville, la Communauté d'agglomération (ou son exploitant) définit les prescriptions nécessaires vis-à-vis de la conservation de ses ouvrages, du maintien des conditions d'exploitation du tramway, de la sécurité des usagers et de la sécurité des tiers intervenants. Elle pourra notamment imposer des interventions en dehors des horaires d'exploitation des lignes de tramway, et le cas échéant la mise en place d'une consignation de la ligne aérienne.

La Ville se charge des relations avec les maîtres d'ouvrage et les concessionnaires en portant à leur connaissance les contraintes définies par la Communauté d'agglomération et son exploitant au regard des nécessités du service public de transport de personnes, dans le cadre de ses pouvoirs de police en matière de coordination de travaux et de conservation du domaine public.

Dans ce cadre, la Communauté d'agglomération, ou son exploitant, assure la surveillance des chantiers la concernant, s'assure du bon respect des prescriptions qu'elle a imposées aux pétitionnaires. Elle informe, dans un délai raisonnable, la Ville, pour intervention auprès du fautif, en cas de non-respect manifeste et constaté de ces prescriptions.

Compte tenu de l'intérêt général attaché au service public des transports en commun, tous les maîtres d'ouvrage et les concessionnaires, occupants du domaine public, prennent intégralement en charge les travaux et les éventuelles conséquences financières occasionnées par la prise en compte des contraintes définies par la Communauté d'agglomération.

Dans le cas où la Communauté d'agglomération réaliserait des travaux postérieurement à la mise en service de l'exploitation et nécessitant le détournement de réseaux, elle s'engage à prendre en charge les déplacements de ces réseaux lorsqu'ils appartiennent à La Ville.

ARTICLE 8 - MESURES DE POLICE

La Ville et la Communauté d'agglomération conviennent de la nécessité de maintenir l'efficacité des conditions d'exploitation et de garantir la continuité du service public des transports en commun sauf en cas de force majeure.

8.1 Conditions normales d'utilisation de la plate-forme

La Ville garantit, pour ce qui la concerne et dans le cadre de l'article 7, le maintien des conditions initiales d'utilisation de la plate-forme et d'exploitation des lignes de tramway sous réserve de l'incidence des modifications apportées au site propre en cours de convention. Elle garantit notamment pour ce qui la concerne la conservation de l'intégrité du site propre et sauf cas exceptionnel ou contraintes réglementaires la priorité de circulation donnée au tramway lors du franchissement des carrefours.

En cas de dégradation des conditions de circulation du tramway résultant de l'évolution des conditions de gestion de la circulation générale, la ville recherchera avec la communauté d'agglomération toute mesure permettant de rétablir la situation initiale dans les meilleurs délais.

Des rencontres périodiques auront lieu entre les représentants de la ville, de la communauté d'agglomération et de son exploitant, afin de faire un point régulier sur les conditions de circulation et de ses conséquences sur la circulation générale: trafic automobile, projet ou modification d'éléments de la voirie, performance du réseau tramway, fréquences de passage des rames, accidentologie,...

L'objectif étant de préserver une vitesse commerciale du tramway maximale dans les conditions des annexes 3 et 4.

La prise en charge financière des actions convenues se fera d'accord parties.

8.2 Conditions exceptionnelles d'occupation temporaire de l'espace contigu de la plateforme

Pour toute occupation temporaire de l'espace dans une emprise de 3 mètres par rapport à la limite de la plateforme, la Ville, préalablement à toute autorisation, consulte la Communauté d'agglomération, et son exploitant, qui définit les contraintes permettant de préserver d'une part les conditions d'exploitation du tramway en toute sécurité et d'autre part les conditions de sauvegarde des ouvrages et des équipements du tramway.(cf Art 7.2 et annexe 5).

CHAPITRE II - GESTION DES OUVRAGES (RENOUVELLEMENT ET GROSSES REPARATIONS — ENTRETIEN COURANT — PROPRIETE)

Sauf précision contraire dans les articles suivants, les ouvrages, réseaux et équipements dont le propriétaire est défini en annexes 1.1, 1.2 et 2 sont nettoyés, entretenus, réparés et renouvelés par leur propriétaire.

ARTICLE 9 — NETTOIEMENT DES SURFACES HORIZONTALES ET VERTICALES

9.1-surfaces horizontales

Toutes les surfaces horizontales situées à l'intérieur des emprises de base et complémentaires définies à l'article 2, en particulier la plate-forme du tramway, sont nettoyées (balayage, enlèvement des feuilles) par la Ville aux fréquences ordinaires des espaces contigus sans surcoût pour la Communauté d'Agglomération.

La Communauté d'Agglomération (ou son exploitant) assure à ses frais la prestation de nettoyage complémentaire qu'elle juge nécessaire, sur toutes ses emprises et en particulier sur les quais des stations.

9.2- corbeilles en stations

Les corbeilles à papiers mises à la disposition du public en station, bien que propriété de la Communauté d'Agglomération, seront vidées par la Ville aux fréquences ordinaires des espaces contigus sans surcoût pour la Communauté d'Agglomération.

La Communauté d'Agglomération (ou son exploitant) assure à ses frais la prestation de ramassage complémentaire qu'elle juge nécessaire.

9.3-parties visibles des ouvrages d'art

Pour les ouvrages appartenant à la Communauté d'Agglomération, la Ville assure le nettoyage contre les tags et les affichettes de la partie des ouvrages contiguë au Domaine public routier (voirie, trottoirs) à l'exception de toute partie d'ouvrage contiguë à la plateforme du tramway dont l'entretien est assuré par la Communauté d'Agglomération (ou son exploitant).

9.4- ouvrages et équipement appartenant à la Communauté d'Agglomération

La Communauté d'Agglomération (ou son exploitant) assure à ses frais le nettoyage des tags et affichettes de toutes les émergences lui appartenant : armoires électriques, poteaux LAC, mobilier de station, bâtiments d'exploitation, etc... (Annexe 1.1)

9.5-ouvrages et équipement appartenant à la Ville

La Ville assure le nettoyage de tous les ouvrages et équipements lui appartenant (annexe 1.2).

ARTICLE 10 - ASSAINISSEMENT PLUVIAL DE LA PLATEFORME TRAMWAY

Le nettoyage des systèmes d'assainissement pluvial de la plate-forme (drains, collecteurs des eaux de surface, grilles, avaloirs, tuyaux et regards de visite) situés sous l'emprise définie à l'article 2 y compris les ouvrages attenants au Gabarit Limite d'Obstacle (GLO), ainsi que le raccordement jusqu'au premier regard de visite est réalisé par la Communauté d'Agglomération (ou son exploitant).

Ceux de ses ouvrages situés à l'extérieur du Gabarit Limite d'Obstacle (G.L.O) sont entretenus par la Ville, à partir du premier regard de visite.

Les réseaux d'assainissement d'eaux pluviales existant avant la réalisation du tramway et maintenus sous l'emprise de la plate-forme selon l'annexe 1.2 sont entretenus par la Ville. En cas d'intervention de la Ville pour réparation de ces ouvrages, les travaux de remise en état de la plate-forme seront à la charge de la Communauté d'Agglomération (ou de son exploitant) (annexe 1.2).

ARTICLE 11— NEIGE OU VERGLAS

11-1 plate forme et stations

En cas de chute de neige, la Communauté d'agglomération est tenue de faire balayer et gratter l'emprise de la plate-forme et des stations.

En cas de verglas, l'épandage de sable, de sel ou de tout autre produit adéquat sur ces mêmes surfaces est à la charge de la Communauté d'agglomération (ou de son exploitant).

Celle-ci demeurera responsable de tout accident susceptible de survenir.

11-2 accès aux stations

La Ville assurera de son côté, en cas de chute de neige ou de verglas, le balayage, le grattage, l'épandage de sable ou de sel sur les itinéraires d'accès aux stations, de manière à permettre une circulation aisée des piétons.

ARTICLE 12 - PLANTATIONS

12.1 Gazons :

a) arrosage

Quand les surfaces engazonnées ne sont présentes que sur la plate-forme, la Communauté d'Agglomération est propriétaire du système d'arrosage et en assume avec son exploitant la gestion, l'entretien, la maintenance et le renouvellement.

Quand les plantations sont présentes à la fois aux abords immédiats et sur la plate-forme de la ligne de tramway, la gestion, l'entretien, la maintenance et le renouvellement de l'ensemble du réseau d'arrosage y compris les programmeurs, tuyaux et asperseurs est assuré par la Communauté d'agglomération (ou de son exploitant) qui en est le propriétaire, soit par la Ville, suivant les cas définis en annexes 1.1 et 1.2.

La répartition financière incluse dans le montant de cette convention s'établit au prorata des surfaces respectives sur présentation des factures majorées des frais généraux engagés par la Communauté d'agglomération (ou son exploitant) et par la Ville.

b) Entretien et nettoyage des surfaces végétalisées

L'entretien des surfaces engazonnées situées dans l'emprise de la plate-forme tramway est assuré par la Communauté d'Agglomération ou son exploitant aux fréquences adéquates compte tenu des dispositions particulières liées à l'exploitation du tramway et à la présence des rails.

La Ville assure l'entretien et le nettoyage des surfaces végétalisées extérieures à la plate-forme (appartenant à la Ville), dans la mesure où ces espaces sont suffisamment importants et détachés de la plate-forme et où l'accessibilité est suffisante dans les conditions normales d'exploitation. Dans le cas contraire, les surfaces végétalisées extérieures à la plate-forme sont entretenues par la Communauté d'Agglomération (ou son exploitant) et feront l'objet d'un remboursement du coût d'entretien par la Ville.

Les deux collectivités planifieront leurs interventions afin de favoriser un aspect homogène entre l'intérieur et l'extérieur du site propre.

12.2 Arbres du Domaine public communal

L'élague des arbres jouxtant la plate-forme situés sur le domaine public communal sera réalisé par La Ville ou son cocontractant suivant des dispositions à établir en accord avec la Communauté d'Agglomération (ou son exploitant) en tenant compte des contraintes d'exploitation et des équipements électriques du tramway. Il devra être réalisé en dehors des heures d'exploitation de la ligne afin de pouvoir consigner la ligne aérienne. Dans les cas particuliers où les alignements d'arbres sont accessibles en nacelle par des contre-allées, une intervention sera autorisée pendant les heures d'exploitation du tramway sur les faces extérieures à la plate-forme, dans la mesure où une distance minimale de 3m entre les branches à élaguer et les lignes électriques du tramway est respectée.

La participation financière de la Communauté d'Agglomération au surcoût engendré par ces contraintes vis-à-vis des conditions d'élague normales prises en charge par la Ville ou son cocontractant s'effectuera sur présentation des factures majorées des frais généraux engagés par La Ville ou son cocontractant.

12.3 Récapitulatif pour les plantations et espaces verts :

L'estimation prévisionnelle en année pleine de la participation financière s'établit ainsi

- gazons (12.1) 2 000 € HT (dus par la Communauté d'agglomération à la Ville)
- arbres (12.2) 90 000 € HT (dus par la Communauté d'agglomération à la Ville)

Soit une participation financière de la Ville aux frais supportés par la Communauté d'agglomération estimée à 92 000 € HT (valeur 2012) incluse dans le montant de la convention.

ARTICLE 13 — REVETEMENTS DE CARREFOURS

Les revêtements de chaussée en carrefours de la voirie communale, en traversée de la plate-forme du tramway, sont la propriété de la Ville au titre de la continuité de la voirie communale. La Ville en assurera l'entretien et le renouvellement, en accord avec l'exploitant pour les modalités de travaux sous circulation du tramway.

ARTICLE 14 — SIGNALISATION LUMINEUSE

La Ville de Montpellier est propriétaire des feux et du système de gestion centralisé des carrefours à feux qui assure la priorité de circulation donnée au tramway lors du franchissement des carrefours à feux.

A la signature de la convention, leur nombre a été arrêté à **233 carrefours** répartis de la façon suivante :

- Ligne 1 : 61 carrefours tramway et 24 carrefours associés (85)
- Ligne 2 : 42 carrefours tramway et 9 carrefours associés (51)
- Ligne 3 : 50 carrefours tramway et 13 carrefours associés (63)
- Ligne 4 : 28 carrefours tramway et 6 carrefours associés (34)

- Poste de régulation PETRARQUE

Afin de permettre une intervention rapide et efficace des équipes d'intervention mises en place par la Ville, en cas de dysfonctionnement ou d'incident survenant sur un des 181 carrefours traversés par le tramway et des 52 carrefours associés aux abords immédiats, sur un équipement du système de régulation tricolore, et pouvant mettre en cause le régime de priorité accordé au tramway, les capacités d'intervention des agents du poste de régulation PETRARQUE, doivent être étendues compte tenu des horaires de fonctionnement du tramway, selon le régime suivant :

- présence au poste les jours ouvrables, de 8H 30 à 12 H et de 13 H 30 à 17 H 30,
- en dehors de ces heures, et 7 jours sur 7, départ sur une astreinte spécialisée d'agents de la Ville.

- Interventions sur sites

Compte tenu de l'unicité des carrefours, l'ensemble des matériels et équipements de signalisation tricolore des carrefours est la propriété de la Ville qui en assure la gestion, l'entretien, la maintenance et le renouvellement. Le régime de priorité de circulation du tramway, en cas d'incident survenant sur un carrefour ou un équipement du système de signalisation tricolore, n'étant plus assuré, la Ville renforce le dispositif de ses équipes d'astreintes en garantissant une intervention rapide et efficace dans les conditions définies en annexe 4, 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7.

La Communauté d'Agglomération prend en charge les surcoûts liés aux frais de personnel, de fonctionnement et de renouvellement des investissements, occasionnés par l'augmentation du nombre de carrefours, par les modalités d'intervention au poste de régulation, et par les astreintes d'entreprises.

La répartition des prises en charge s'établit de la façon suivante :

- La Communauté d'Agglomération prend en charge à 100 % la conservation et les adaptations de régulation, ainsi que l'astreinte (sur toutes les plages horaires y compris le week-end et les jours fériés), permettant de garantir la circulation prioritaire du tramway.

- La Communauté d'Agglomération prend en charge à 50 % l'entretien et la maintenance de tous les carrefours existants ou à créer sur le tracé des lignes ou hors tracé, mais intéressant le fonctionnement du tramway.

- La Communauté d'Agglomération prend en charge à 95 % l'entretien préventif des carrefours suscités.

L'estimation prévisionnelle en année pleine de la **participation financière de la Communauté d'Agglomération au surcoût engendré par ces contraintes s'établit 715 000 € HT (valeur 2012)** pour les quatre lignes de tramway, incluse dans le montant de la convention.

ARTICLE 15 — ECLAIRAGE PUBLIC

La réalisation des lignes 1 à 4 du tramway a nécessité l'installation de points lumineux inaccessibles par des moyens d'entretien classiques. La Ville prend à sa charge l'entretien normal des installations ainsi que l'énergie, considérant que celles-ci participent à la sécurité du domaine public. Par contre, en contrepartie des contraintes d'accessibilité aux équipements, la Communauté d'Agglomération rembourse à la Ville les surcoûts correspondants.

L'estimation prévisionnelle en année pleine de la **participation financière de la Communauté d'Agglomération au surcoût engendré par ces contraintes s'établit à 15 000 € HT (valeur 2012)** pour les quatre lignes de tramway, incluse dans le montant de la convention.

ARTICLE 16 — PRINCIPES DE RÉPARTITION DES CHARGES

Le total de cette participation financière de la Communauté d'Agglomération qui intègre le coefficient de 8 % représentant les frais d'administration générale des services de la ville de Montpellier est **estimé à 887 760 € HT** (valeur 2012 – soit 1 048 872 € TTC hors TVA sur maîtrise d'œuvre).

Arrondi à 1 050 000 €TTC

Ce montant sera réajusté annuellement lors des inscriptions budgétaires de la Communauté d'Agglomération.

Pour le règlement de la participation de la Communauté d'Agglomération à la Ville, la Ville communiquera trimestriellement les pièces justificatives (tableau de paiement et factures) correspondantes aux prestations effectuées.

Ce montant sera réajusté annuellement en tenant compte des interventions réellement effectuées et du coût des prestations réalisées. A cette fin, la ville s'engage à communiquer à la communauté d'Agglomération pour chaque période annuelle, les pièces justificatives (factures) correspondantes.

La facturation débutera à compter de la date de mise en service des lignes 3 et 4 du tramway. Jusqu'au 07 avril 2012, la précédente convention concernant les lignes 1 et 2 du tramway s'applique.

CHAPITRE III — DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 17 — REDEVANCE D'OCCUPATION

Compte tenu de l'intérêt général attaché au service public de transport en commun de personnes et services des lignes 1 à 4 du tramway, la présente convention d'occupation domaniale est consentie à titre gratuit au bénéfice de la Communauté d'agglomération.

ARTICLE 18 — RESPONSABILITE GENERALE ET DROIT DES TIERS - LITIGES

D'une façon générale, le droit des tiers est préservé.

La Communauté d'agglomération ne saurait se prévaloir de la présente convention pour s'exonérer de sa responsabilité à l'égard des tiers. La Communauté d'agglomération ou ses ayants droits sera responsable de tous les dommages qui pourraient résulter de la construction des équipements ou de l'exploitation de la ligne de tramway. Elle est tenue de contracter toute assurance couvrant ce risque.

En cas de litige lié à l'application de la présente convention et des éventuelles conventions particulières prises pour son application, le tribunal administratif de Montpellier est compétent.

Toutefois, et préalablement à l'ouverture de toute action contentieuse, les parties soumettront leur différend à l'appréciation d'une commission de conciliation composée de trois membres, un étant désigné par chacune des deux parties, le troisième par les deux premiers.

**Pour la Ville,
Le Maire**

**Pour La Communauté d'agglomération,
Le Président délégué de la commission
Tramway, transports et déplacements**

Hélène MANDROUX

Robert SUBRA

Certifié exécutoire
Publié le :
Déposé en Préfecture
le :

ANNEXES CONTRACTUELLES

Annexe 1.1 : Liste des ouvrages ou équipements propriétés de la Communauté d'agglomération concernés par les lignes 1 à 4 du tramway

Annexe 1.2 : Liste des ouvrages ou équipements propriétés de la Ville concernés par les lignes 1 à 4 du tramway

Annexe 2: coupes de délimitation des emprises de la Communauté d'agglomération et de celles de la Ville concernées par les lignes 1 à 4 du tramway.

Annexe 3 : Objectifs du système de régulation PETRARQUE.

Annexe 4 : Tableau des durées d'intervention de la Ville sur les équipements de régulation de trafic.

Annexe 5 : Procédure d'instruction conjointe des demandes d'occupation temporaire du domaine public.

Annexe 6: Plans de délimitation des emprises de la Communauté d'agglomération et de celles de la Ville concernées par les lignes 1 à 4 du tramway.

ANNEXE 1.1

LISTE DES OUVRAGES OU ÉQUIPEMENTS PROPRIETES DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER CONCERNES PAR LES LIGNES 1 A 4 DU TRAMWAY

1. Plate-forme du tramway (y compris les bandes de Gabarit Limite d'Obstacle GLO)

- fondation de la plate-forme
- rails
- appareil de voie
- revêtements de plate-forme hors carrefours y compris en zone piétonne (Place de la Comédie, Rue Maguelone, Place Gibert, Rue Jules Ferry, Rue du Pont de Lattes, Rue André Michel, Rue du Faubourg de la Saunerie)
- réseau d'assainissement pluvial de plateforme entre GLO
- réseau d'arrosage de la plateforme dans les zones où des engazonnements sont effectués sur la plateforme (cf. art. 12) :
 - ligne 1 : Avenue des Moulins, Rue de la Cardonille, Route de Ganges, Avenue Chancel, Avenue Saint Charles, Allée de la Citadelle
 - ligne 2 : totalité des zones engazonnées
 - ligne 3 : totalité des zones engazonnées
- espaces végétalisés situés à l'extérieur ou contigus à la plate-forme dont les conditions d'accès sont difficiles ou liées au fonctionnement du tramway :
 - ligne 1 : rue Charles Amans, tunnel tramway/Comédie, avenue Marie de Montpellier, ring Odysséum
 - ligne 2 : pôle d'échanges des Sabines, giratoire Pavelet/Nouguier, avenue Villeneuve d'Angoulême, rue d'Epidaure, Berges du Lez/Verdanson, avenue du Professeur Léon Vallois/bords du Verdanson (plantes grimpantes), rue de la Pépinière, rue Fontaine Pila Saint Gély
 - ligne 4 : rue des Payroliers (talus)

2. Equipements et énergie

- Sous-stations électriques
- mâts supports classiques de la ligne aérienne de contact
- mâts supports commun entre éclairage et ligne aérienne de contact
- Suspentes en façades
- ligne aérienne de contact et feeders
- locaux techniques et d'exploitation
- chambres ou réseaux techniques tramway dans multitubulaire (y compris hors GLO)

3. Signalisation lumineuse tramway

- boucles de détection des rames sur plate-forme
- feux de signalisation ferroviaire hors plate-forme

4. Stations tramway et leurs équipements

5. Ouvrages d'art

- **1^{ère} ligne de tramway:**

- Pont Badie et courbe supportant le tramway
- Pont Chancel tramway
- Couverture du Verdanson Av Buisson Bertrand sous tramway
- OA Citadelle y compris le portail et la station de relevage des eaux, mais sans la voirie supérieure (chaussée)
- OA Frédéric Mistral (tunnel)
- OA tramway V2 Triangle
- OA Henry Fresnay y compris mur végétalisé
- Viaduc Michelet et son mur de soutènement
- Ouvrage bastion Ventadour

- **2^{ème} ligne de tramway :**

- Pont du Lez (Av.Justice), partie sous tramway

- **3^{ème} ligne de tramway :**

- OA Mosson
- Pont des Payroliers

6. Parking d'échanges des stations

- Ensemble des parkings d'échanges gardiennés : voir plans
- Poste de contrôle
- Barrières d'accès et guérite gardien
- Panneaux à messages variables
- Plantations
- Mobilier et éclairage

7. Centre de Maintenance les « hirondelles »

8. Centre de Maintenance « la Jeune Parque »

ANNEXE 1.2

LISTE DES OUVRAGES OU EQUIPEMENTS PROPRIETES LA VILLE DE MONTPELLIER CONCERNES PAR LES QUATRE LIGNES DE TRAMWAY

1. Ouvrages Ville ayant une servitude de suspente de la ligne aérienne de contact du tramway

- **1^{ère} ligne de tramway**

- pergola Godechot,
- superstructures de la station Corum y compris équipements, ascenseurs, fontaine,
- superstructures de la station Odysseum y compris équipements,
- garde-corps de la zone Comédie-Triangle
- mâts d'éclairage de la place Emile Martin
- mâts d'éclairage de la place de la Comédie
- mâts de la place Gibert (Gare)
- mâts de la place du 11 novembre

- **2^{ème} ligne de tramway :**

- pont av. Dubout/Maurin
- pont de Sète
- Viaduc Loubat
- soutènement – rue de la Pépinière

- **3^{ème} et 4^{ème} ligne de tramway : néant**

2. Lanternes d'éclairage public appartenant à la Ville supportées par des ouvrages tramway de la Communauté d'Agglomération (servitude d'éclairage public)

Les poteaux, consoles et lanternes ne supportant pas la LAC sont propriétés de la Ville. Les consoles et les lanternes présentes sur les mâts de LAC sont également propriétés de la Ville.

3. **Revêtement de chaussée en traversée de la plateforme tramway en carrefours, y compris les bandes du Gabarit Limite d'Obstacles (GLO)**
4. **Trois fourreaux situés dans les multitubulaires de la voie de tramway (2 fourreaux côté courants faibles et un fourreau côté courants forts)**
5. **Arbres à proximité de la plate-forme nécessitant des procédures d'élagages spécifiques**
6. **Ouvrages d'art appartenant à la Ville et supportant le passage du tramway**

- **1^{ère} ligne de tramway :**

- couverture du Verdanson (voirie) place Albert 1er
- tunnel comédie rue Charles Amans
- pont de Lattes
- ouvrage d'art Zuccarrelli
- pont de la Lironde
- mur de soutènement de l'Esplanade allée de la Citadelle
- mur de soutènement de l'allée de la Citadelle devant l'entrée du Corum
- mur de soutènement rue Jules Ferry (non compris sous-station électrique)
- escaliers d'accès à la couverture des voies ferrées avenue Henry-Fresnay

- **2^{ème} ligne de tramway :**

- Lantissargues Bd Pedro de Luna
- Pont de Lattes
- Verdanson rue des Pradiers
- Verdanson av. Professeur Vallois et Place du 11 novembre
- Verdanson rue Proudhon/Substantion
- Pont sur Lez (Av Justice), partie routière, par moitié avec la ville de Castelnau le Lez

- **3^{ème} ligne de tramway :**

- trémie Bringuier
- soutènement cité Astruc
- soutènement Alizées
- pont des Payroliers

7. **Réseau d'arrosage commun entre la plate-forme et les alentours de la ligne 1 :**

Avenue de Bologne, avenue de l'Europe, Rond point du Château d'Ô, Avenue des Moulins, Avenue du Doyen Giraud

8. **Réseaux d'assainissement d'eaux pluviales existant avant la réalisation du tramway et maintenus sous l'emprise de la plate-forme :**

- Rue d'Alco
- Rue St Hilaire

9. **Locaux mis à disposition de la Ville dans un bâtiment Montpellier Agglomération**

- local d'entretien du mur végétalisme dans la guérite du parking d'échange Mosson

LES 4 LIGNES DE TRAMWAY DE L'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

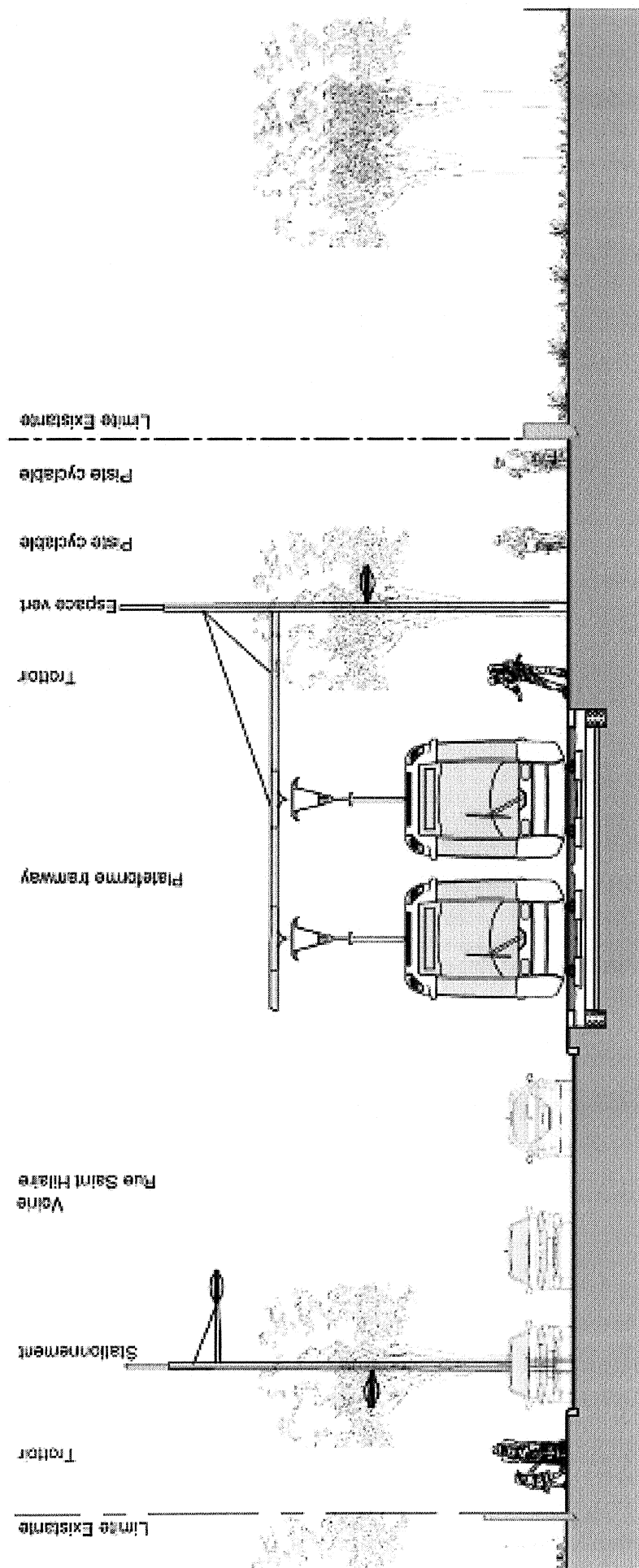
CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC DE MONTPELLIER

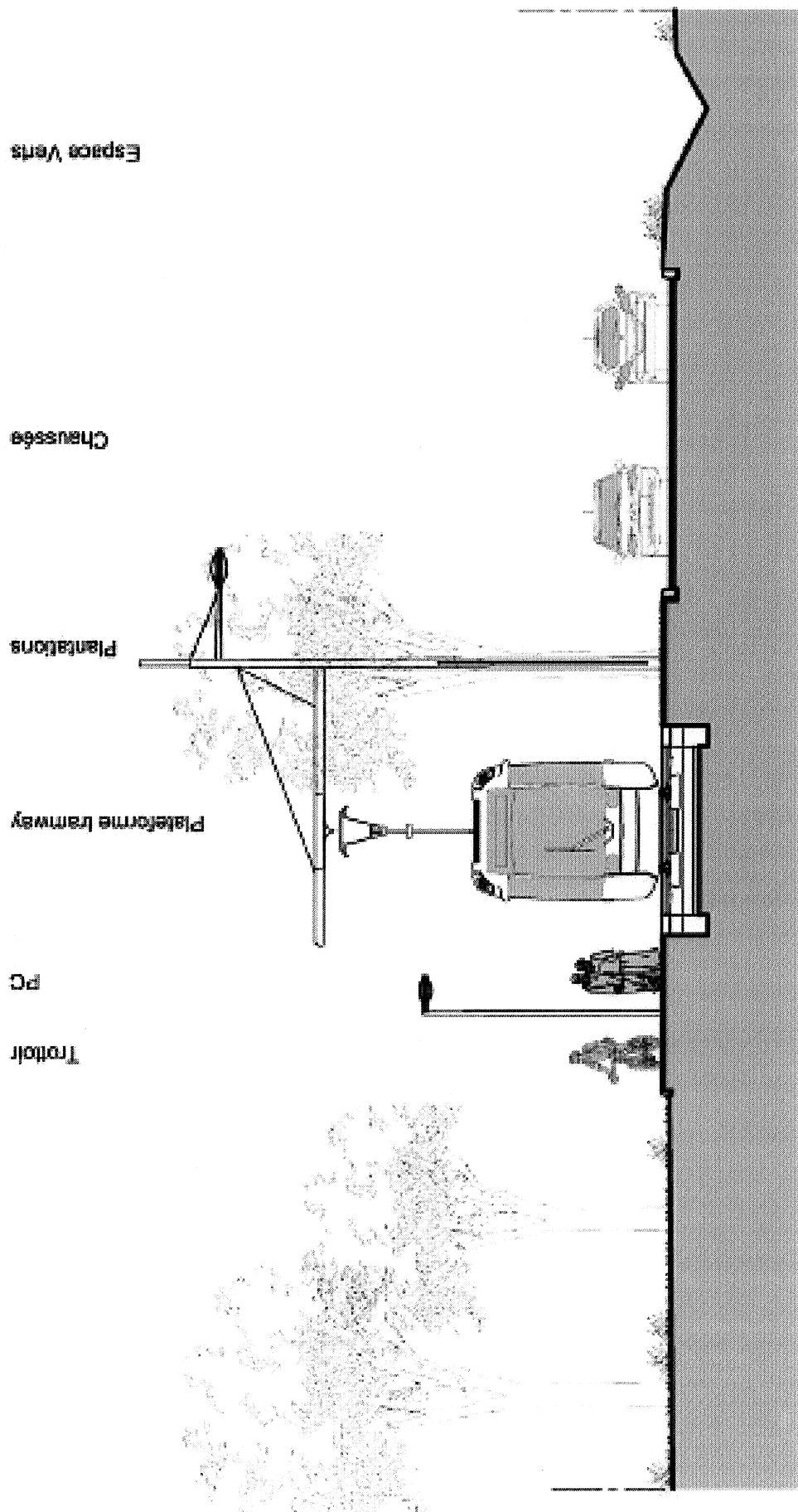
Annexe 2

COUPE TYPE

PROPRIETE AGGLOMERATION

DELIMITATION DES EMPRISES





ANNEXE 3

OBJECTIF DU SYSTEME DE REGULATION PETRARQUE

La vitesse commerciale du tramway dépend de plusieurs facteurs :

- vitesses autorisées par l'arrêté préfectoral et le règlement d'exploitation,
- temps d'arrêts en stations,
- temps de passage dans les carrefours à feux.

La Ville est engagée sur ce dernier point, avec un objectif de priorité absolue (hors gestion des troncs communs et SIG ferroviaires).

Un groupe de travail Ville/Agglo/TaM aura la charge d'en faire le suivi et d'établir un bilan annuel.

Ce bilan fera état des améliorations et difficultés rencontrées. Il proposera les investissements nécessaires pour mieux atteindre l'objectif : optimisation de programmation, équipements de nouveaux carrefours, et nouveaux matériels...

Afin de disposer de données fiables, les trois parties auront à leur disposition un tableau de bord tenu par TaM. L'évolution des temps de parcours et d'observations formulées par les conducteurs.

La Ville de son côté mettra à disposition du groupe de travail les données statistiques du système PETRARQUE, mentionnée ci-après.

Le groupe de travail aura la possibilité de demander à modifier les indicateurs du suivi statistique issus du système PETRARQUE.

Indicateurs statistiques du système PETRARQUE :

L'objectif est d'évaluer la qualité de la priorité absolue pour le passage du tramway.

Ces données sont à établir, selon le cas, de manière exhaustive pour le mois considéré ou sur un échantillon représentatif (jour Lundi à Vendredi, Samedi, Dimanche...).

1) Pourcentage de priorité accordée par rapport aux priorités demandées, par carrefour et par tranche horaire.

2) Temps moyen de franchissement, par carrefour et par sens.

Il s'agit d'un temps moyen observé entre la détection de la rame sur la boucle d'annonce et sa détection sur la boucle d'acquiescement.

3) Taux (ou nombre) de pannes détectées et ayant une incidence sur l'exploitation du tramway, par type.

4) Nombre d'appels sollicitant l'astreinte PETRARQUE (appels PCC TaM en dehors des heures d'ouverture du PC PETRARQUE). Nombre d'interventions de maintenance des feux classées par type, sur les carrefours tramway (hors maintenance préventive). Un relevé d'incident pourrait être joint pour les interventions ayant excédées les délais spécifiés en annexe 4 en fonction de la nature de la panne

ANNEXE 4

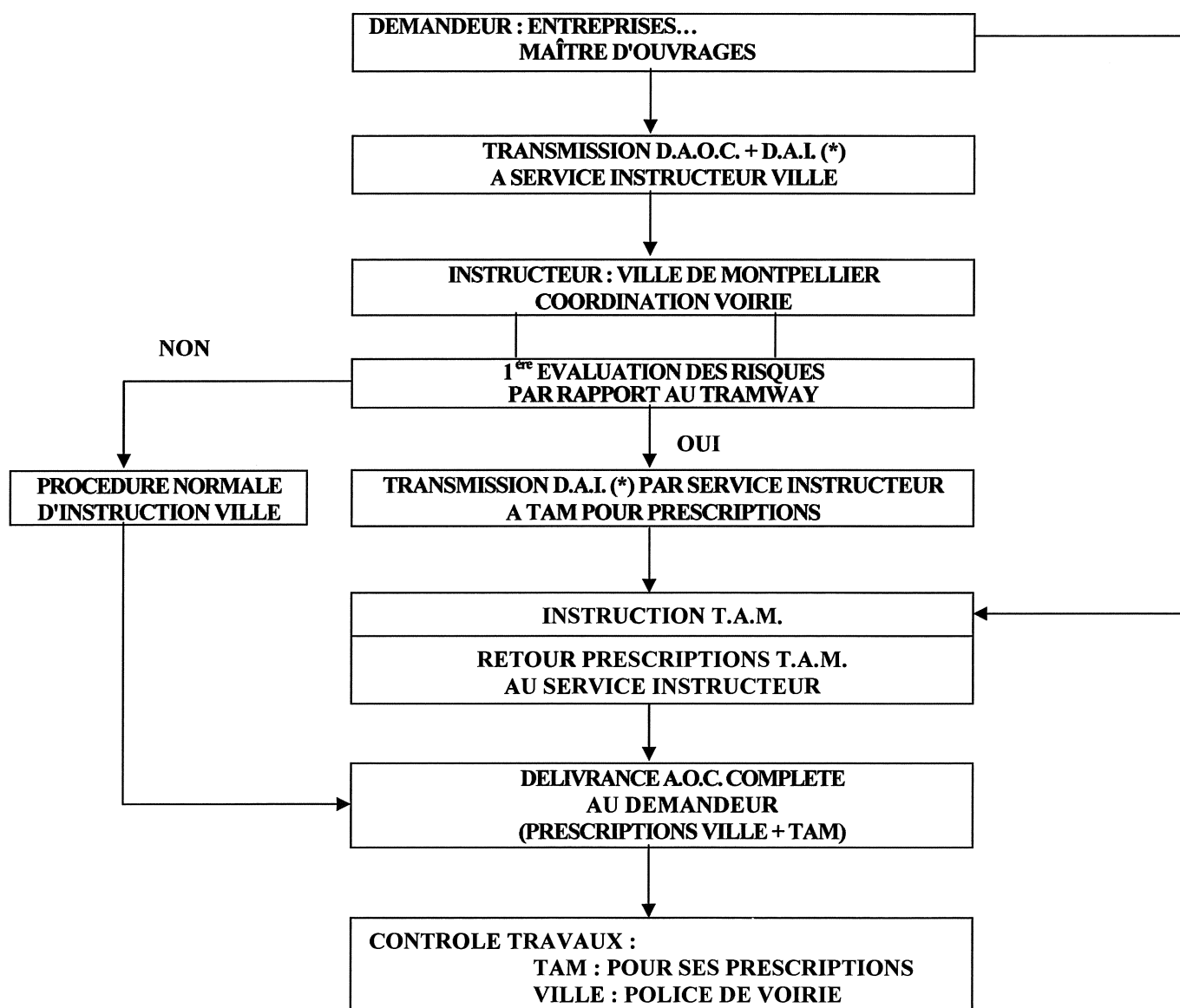
**TABLEAU DES DUREES MOYENNES D'INTERVENTION DE LA VILLE
SUR LES EQUIPEMENTS DE REGULATION DE TRAFIC**

DESIGNATION	DELAI D'INTERVENTION
Remplacement de carte électronique	1h30
Remplacement de châssis de contrôleur de feux	4h00
Dépannage de la détection (détecteur dans armoire)	1h30
Dépannage de la détection avec réfection de la boucle	6h00
Dépannage de carrefour en sécurité suite à absence de rouge	1h30
Remplacement d'une armoire complète	8h00
Remplacement d'un parafoudre	1h30
Défaut de connectique sur le réseau d'alimentation	1h30 à 4h00 (selon gravité)
Remplacement d'un mât support de feux avec reprise du massif	2 jours

N.B : Ces délais d'intervention comprennent le déplacement, le dépannage et la remise en service du carrefour

ANNEXE 5

VILLE DE MONTPELLIER PROCEDURE D'AUTORISATION D'OUVERTURE DE CHANTIER OU DE TRAVAUX SUR VOIRIE & ESPACES PUBLICS AUX ABORDS DU TRAMWAY



(*) D.A.I. = Demande d'autorisation d'intervention T.A.M. (imprimé)



DEMANDE D'AUTORISATION D'INTERVENTION

Cadre réservé
OT Ligne 3
N°: N°OT

Services des Installations Fixes

Le présent document doit impérativement être en possession du responsable du chantier à l'ouverture et durant la durée des travaux

A rédiger par : Entreprises extérieures et à envoyer au maître d'œuvre ou coordinateur travaux@tam-mat.com

INTERVENTION Choisissez un élément **L'EMPRISE TRAMWAY**(ou à proximité immédiate du GLO)

DANS : plate-forme Ligne : 1-2-3 et dépôts remisage atelier **HORS** : autres sites Tam

DEMANDEUR (sous-traitants compris) : Renseignez le nom de la société

Date de la demande : Cliquez ici pour entrer une date

Commandé par : Renseignez le Nom du Donneur d'Ordre

Responsable du chantier : Renseignez le Nom du responsable chantier

Portable : Renseignez le numéro de portable du responsable chantier

E-mail : Renseignez votre E-mail

LIEU EXACT D'INTERVENTION : Cliquez ici pour taper du texte

Début des travaux le : Cliquez ici pour entrer une date à Heure H Minutes

Fin de travaux le : Cliquez ici pour entrer une date à Heure H Minutes

RENSEIGNEMENTS SUR LA NATURE DU CHANTIER :

Nature du chantier : Choisissez un élément

Distance Ligne Aérienne-Intervention :

Distance LAC/Zone d'intervention : Choisissez un élément à 3 mètres

Coupage de réseaux : Choisissez un élément

Réseaux : Choisissez un élément

Trx de montage/soudure : Choisissez un élément

HABILITATIONS : Electrique : Cliquez ici pour taper du texte

CACES/Autres : Cliquez ici pour taper du texte

DESCRIPTION DE L'INTERVENTION : Cliquez ici pour taper du texte

Cliquez ici pour taper du texte

RISQUES PARTICULIERS : Cliquez ici pour taper du texte

PROCEDURES SPECIFIQUES MR : Choisissez un élément

MATERIELS UTILISES : (Description précise et exhaustive impérative)

Signature

Cliquez ici pour taper du texte

A rédiger par : MAÎTRE D'ŒUVRE OU COMMANDITAIRE DE TRAVAUX et envoyer à Tam- Email : coordinateurtravaux@tam-mat.com

Société/ Service /Administration : Cliquez ici pour taper du texte

Nom du Responsable : Cliquez ici pour taper du texte

Portable : Cliquez ici pour taper du texte

E-mail : Cliquez ici pour taper du texte

Consignes particulières : Cliquez ici pour taper du texte

Cliquez ici pour taper du texte

Consignation réseaux : Choisissez un élément

Signature

A rédiger par : Tam (Chef d'équipe IFMR ou Coordinateur pour validation de la consignation électrique et autres consignations)

CONSIGNATIONS : Electrique HT-750V-BT-Réseaux (Voir autres Consignations)

Consignation électrique : Choisissez un élément

Nom du Responsable : Cliquez ici pour taper du texte

Plage/Heure de Consignation : De Heure H Minutes à Heure H Minutes

Etape de consignation : Choisissez un élément

Section/ Voie : Cliquez ici pour taper du texte

Secteur : Cliquez ici pour taper du texte

Autres Consignations : Choisissez un élément

Situation Equip : Choisissez un élément

Permis de feu : Choisissez un élément

Lieux Concernés : Choisissez le lieu

Signature

A rédiger par : Coordinateur de travaux Tam

Signalisation spécifique Tramway à mettre en place	Avec ou sans : Choisissez un élément	La signalisation est à retirer en location chez LRS à Baillargues Tél : 04.67.87.49.10
Consignes permanentes	* Accepter le PCC au 04.67.10.31.31 chaque jour au début et à la fin de l'intervention * La distance maximale entre les 2 panneaux de signalisation ne doit jamais excéder 100m	
<p><i>Dans le cadre de travaux avec consignation, aucun début de travaux n'est autorisé avant d'avoir signé le document remis par le chargé de consignation. Toujours après les travaux, rendre l'avis de fin de travail au chargé de consignation.</i></p> <p>Contacter le chargé de consignation au : 06.12.01.20.52</p>		
<p>DI Enregistrée : N° DI (N° de DI) N° OT : N° OT</p> <p>Lien Trx : Renseignez le lieu des travaux Semaine Inter : Renseignez la Semaine d'intervention</p>		
<p>ANNEXES A LA DEMANDE D'INTERVENTION Choisissez un élément.</p> <p>PLAN DE PREVENTION : Choisissez un élément.</p> <p>AUTORISATION D'INTERVENTION : Choisissez un élén</p> <p>Consignes particulières : Renseignez les consignes particulières</p>		
Coordinateur travaux : Cliquez ici pour taper du texte		Signature

**PREMIERE LIGNE DE TRAMWAY DE
L'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER**

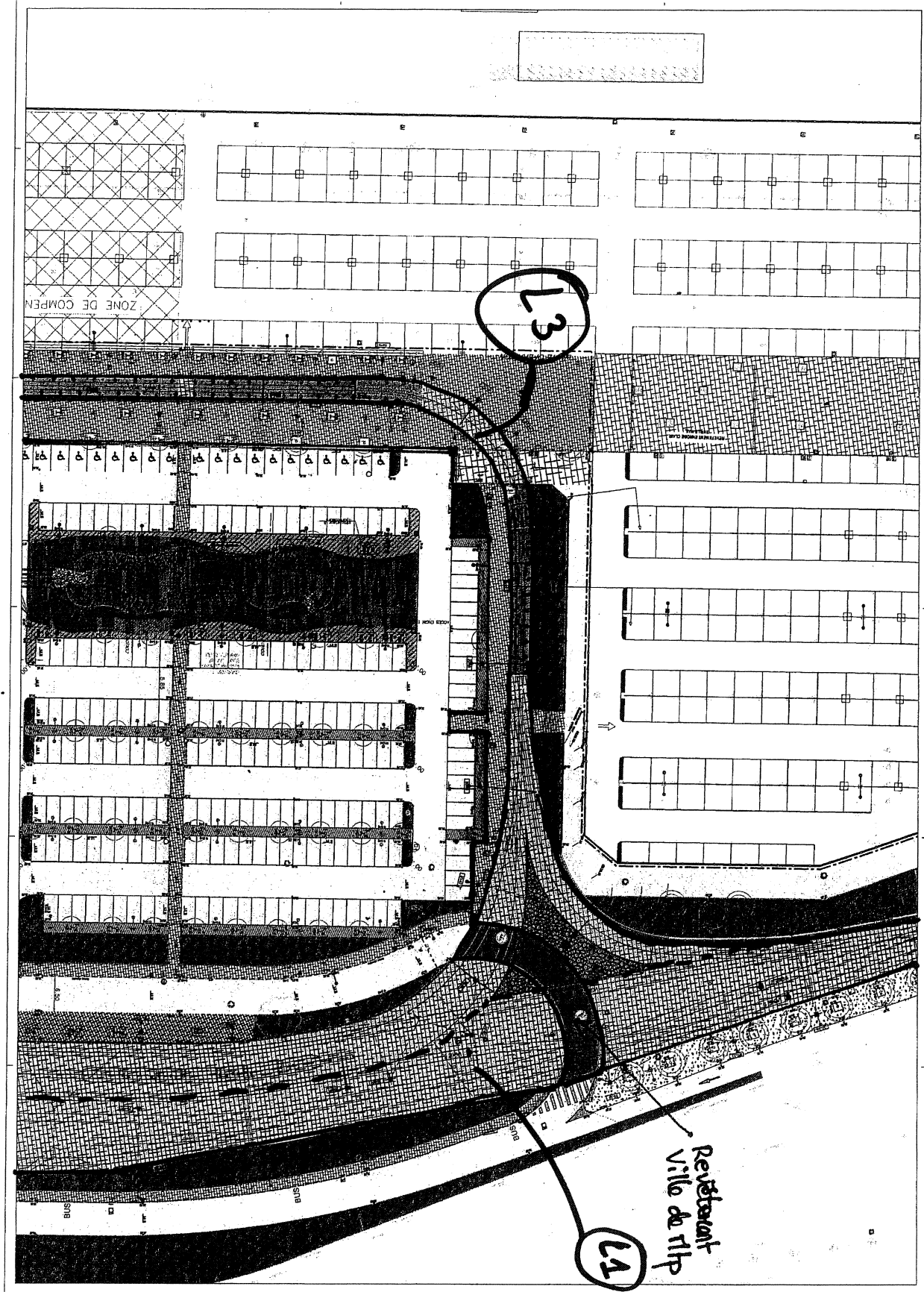
PREFECTURE DE L'HERAULT
ARRIVEE LE:
- 3 AVR. 2012
BUREAU DU COURRIER

**CONVENTION D'OCCUPATION DU
DOMAINE PUBLIC DE MONTPELLIER**

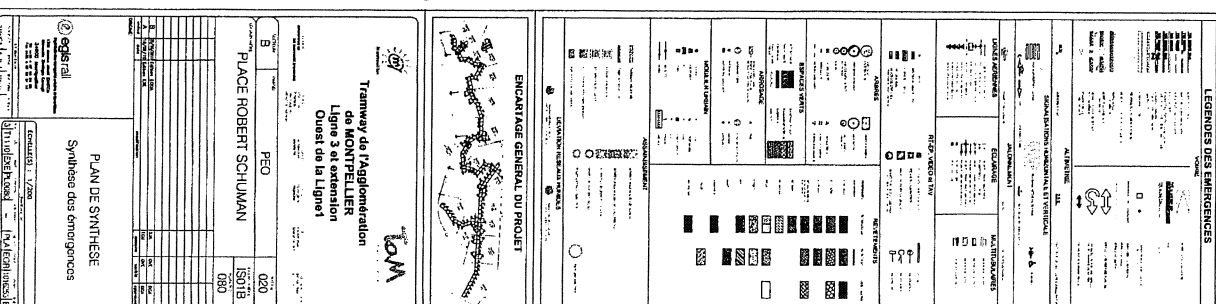
Annexe 6 (*degn. 1*)

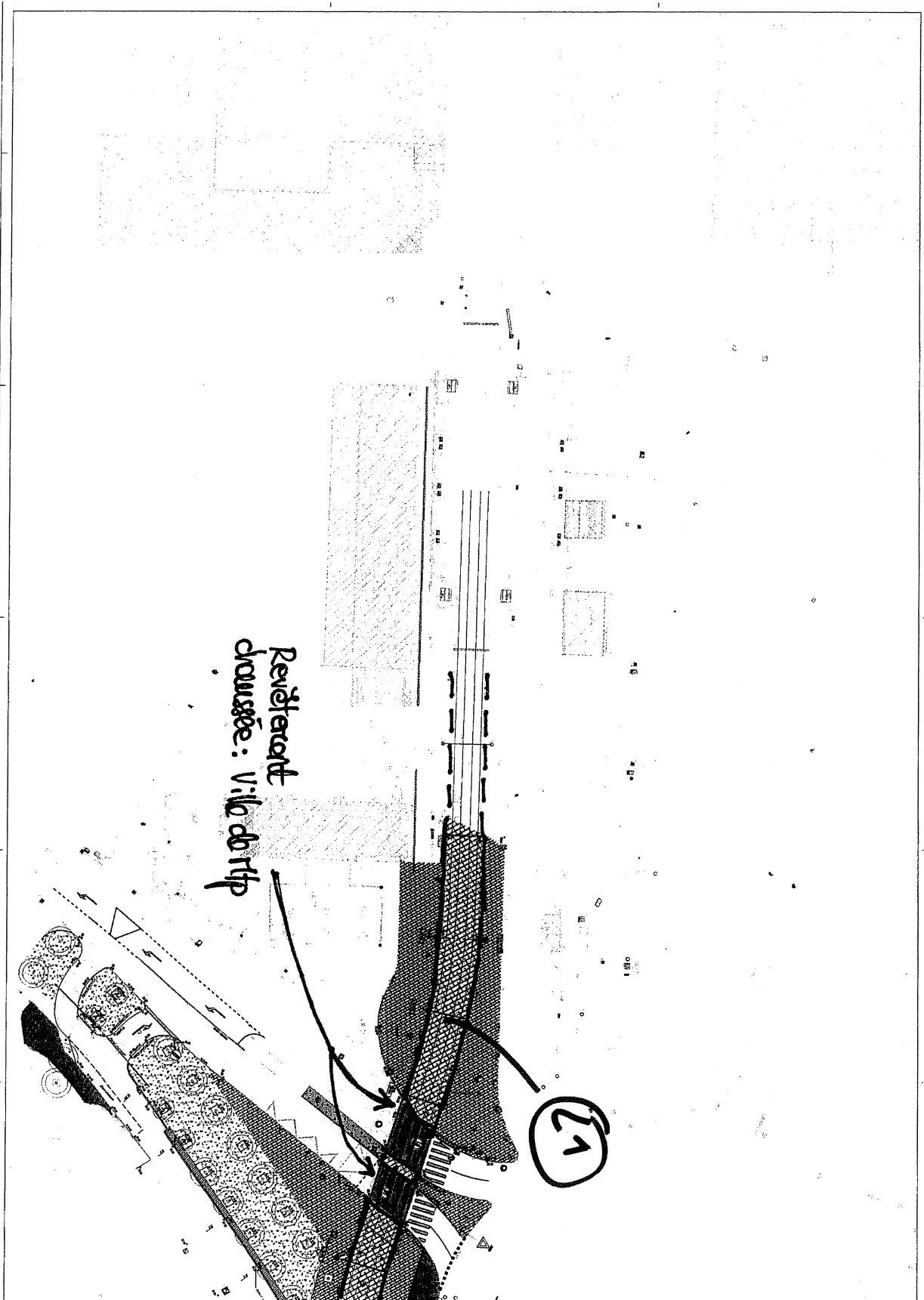
PROPRIETE AGGLOMERATION

DELIMITATION DES EMPRISES



<p>LEGENDES DES EMERGENCES</p> <p>SYMBOLS: Fire, Police, Ambulance, etc.</p>		<p>ENCARTAGE GENERAL DU PROJET</p> <p>Tramway de l'agglomération de MONTREAL</p> <p>Ligne 3 et extension Ouest de la Ligne 1</p> <p>TCM</p>	
<p>PLAN DE SYNTHÈSE</p> <p>Synthèse des émergences</p> <p>DATE: 11/09/2008</p> <p>PROJET: 11/09/2008</p> <p>PROJET: 11/09/2008</p>		<p>ENCARTAGE GENERAL DU PROJET</p> <p>Tramway de l'agglomération de MONTREAL</p> <p>Ligne 3 et extension Ouest de la Ligne 1</p> <p>TCM</p>	
<p>ENCARTAGE GENERAL DU PROJET</p> <p>Tramway de l'agglomération de MONTREAL</p> <p>Ligne 3 et extension Ouest de la Ligne 1</p> <p>TCM</p>		<p>ENCARTAGE GENERAL DU PROJET</p> <p>Tramway de l'agglomération de MONTREAL</p> <p>Ligne 3 et extension Ouest de la Ligne 1</p> <p>TCM</p>	





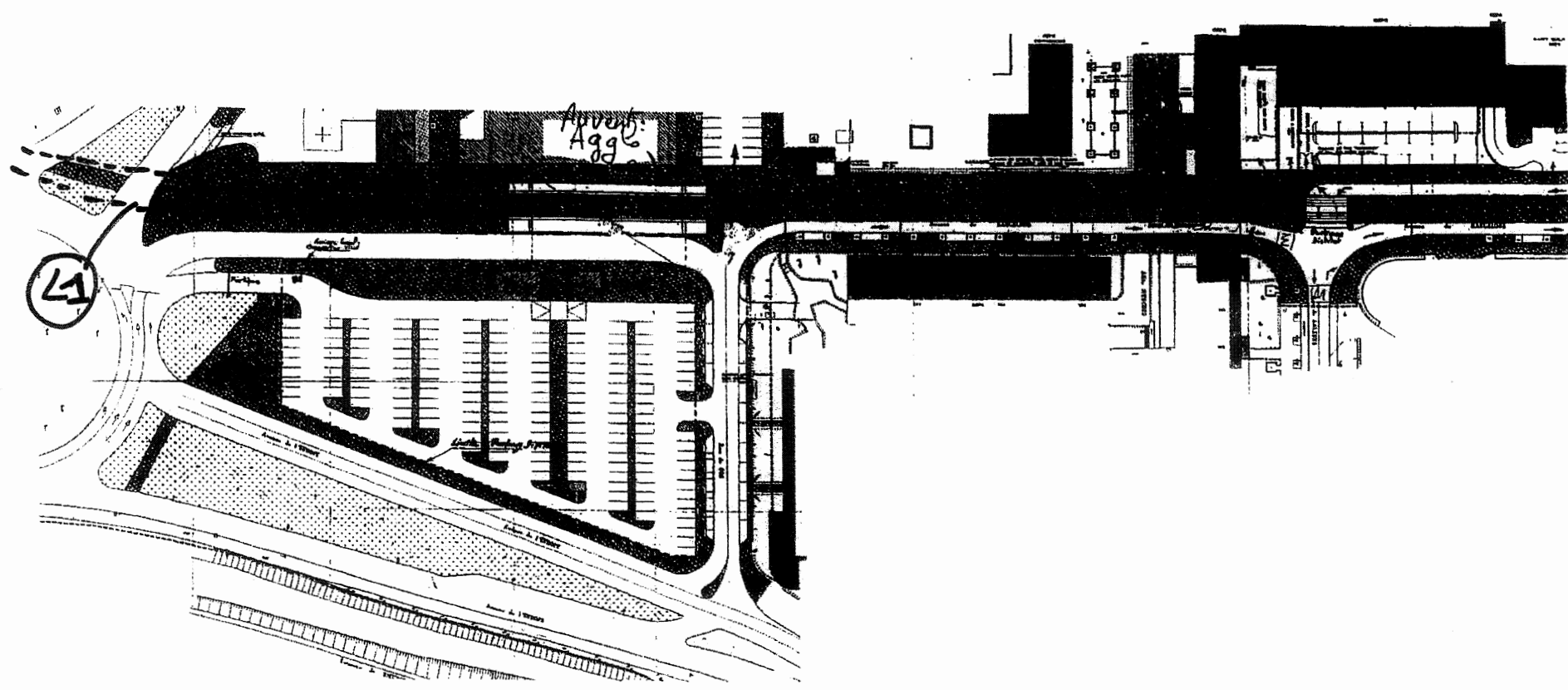
LEGÈNDES DES ÉMERGENCES	
<p>SYMBOLES</p> <p>● Point de rassemblement</p> <p>○ Point de rassemblement</p> <p>□ Point de rassemblement</p> <p>△ Point de rassemblement</p> <p>▽ Point de rassemblement</p> <p>◇ Point de rassemblement</p> <p>○ Point de rassemblement</p> <p>□ Point de rassemblement</p> <p>△ Point de rassemblement</p> <p>▽ Point de rassemblement</p> <p>◇ Point de rassemblement</p> <p>○ Point de rassemblement</p> <p>□ Point de rassemblement</p> <p>△ Point de rassemblement</p> <p>▽ Point de rassemblement</p> <p>◇ Point de rassemblement</p>	<p>SYMBOLES</p> <p>● Point de rassemblement</p> <p>○ Point de rassemblement</p> <p>□ Point de rassemblement</p> <p>△ Point de rassemblement</p> <p>▽ Point de rassemblement</p> <p>◇ Point de rassemblement</p> <p>○ Point de rassemblement</p> <p>□ Point de rassemblement</p> <p>△ Point de rassemblement</p> <p>▽ Point de rassemblement</p> <p>◇ Point de rassemblement</p> <p>○ Point de rassemblement</p> <p>□ Point de rassemblement</p> <p>△ Point de rassemblement</p> <p>▽ Point de rassemblement</p> <p>◇ Point de rassemblement</p>

ENCARTAGE GÉNÉRAL DU PROJET	
<p>Tramway de l'agglomération de MONTPELLIER</p> <p>Ligne 2 et extension Ouest de la Ligne 1</p> <p>LOM</p>	<p>ENCARTAGE GÉNÉRAL DU PROJET</p> <p>LOM</p>

PLAN DE SYNTHÈSE	
<p>SYNTHÈSE DES ÉMERGENCES</p> <p>020</p> <p>070</p>	<p>SYNTHÈSE DES ÉMERGENCES</p> <p>020</p> <p>070</p>

SYNTHÈSE DES ÉMERGENCES	
<p>SYNTHÈSE DES ÉMERGENCES</p> <p>020</p> <p>070</p>	<p>SYNTHÈSE DES ÉMERGENCES</p> <p>020</p> <p>070</p>

SYNTHÈSE DES ÉMERGENCES	
<p>SYNTHÈSE DES ÉMERGENCES</p> <p>020</p> <p>070</p>	<p>SYNTHÈSE DES ÉMERGENCES</p> <p>020</p> <p>070</p>



Planch 1/36 (Maison - Av de BARCELONE)

LEGENDE	
---	PARKING D'ECHANGE
---	PLATEFORME (GLO) + QUAIS
▶	SUPPORT LIGNE AERIENNE
CM	CHAMBRE MULTITUBULAIRE OU SIGNA FERROVIAIRE
FF	FEUX SIGNA FERROVIAIRE
⊗	SST SOUS STATION ELECTRIQUE
⊗	BE BATIMENT D'EXPLOITATION

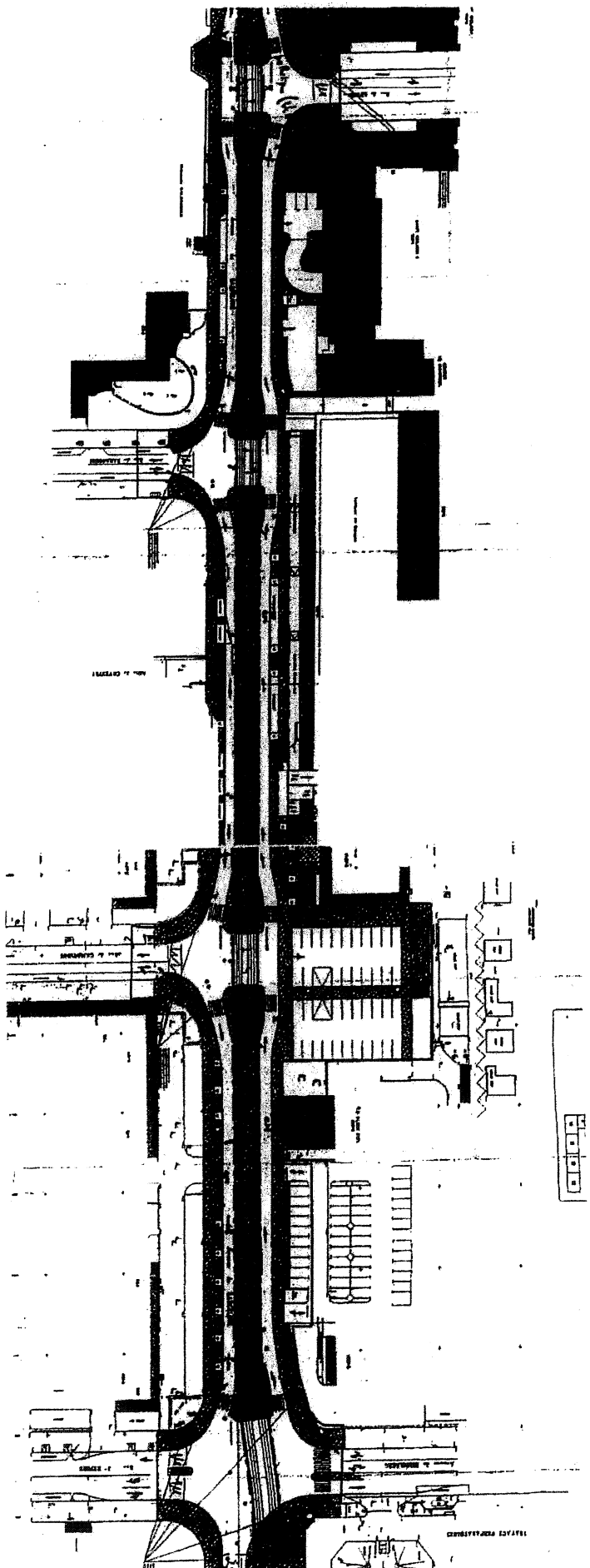
**PREMIERE LIGNE DE TRAMWAY
DE L'AGGLOMERATION MONTPELLIERAINE**

CONVENTION D'OCCUPATION
DU DOMAINE PUBLIC DE MONTPELLIER

ANNEXE 6.1

PROPRIETE AGGLOMERATION

- Délimitation des emprises
- Situation des équipements

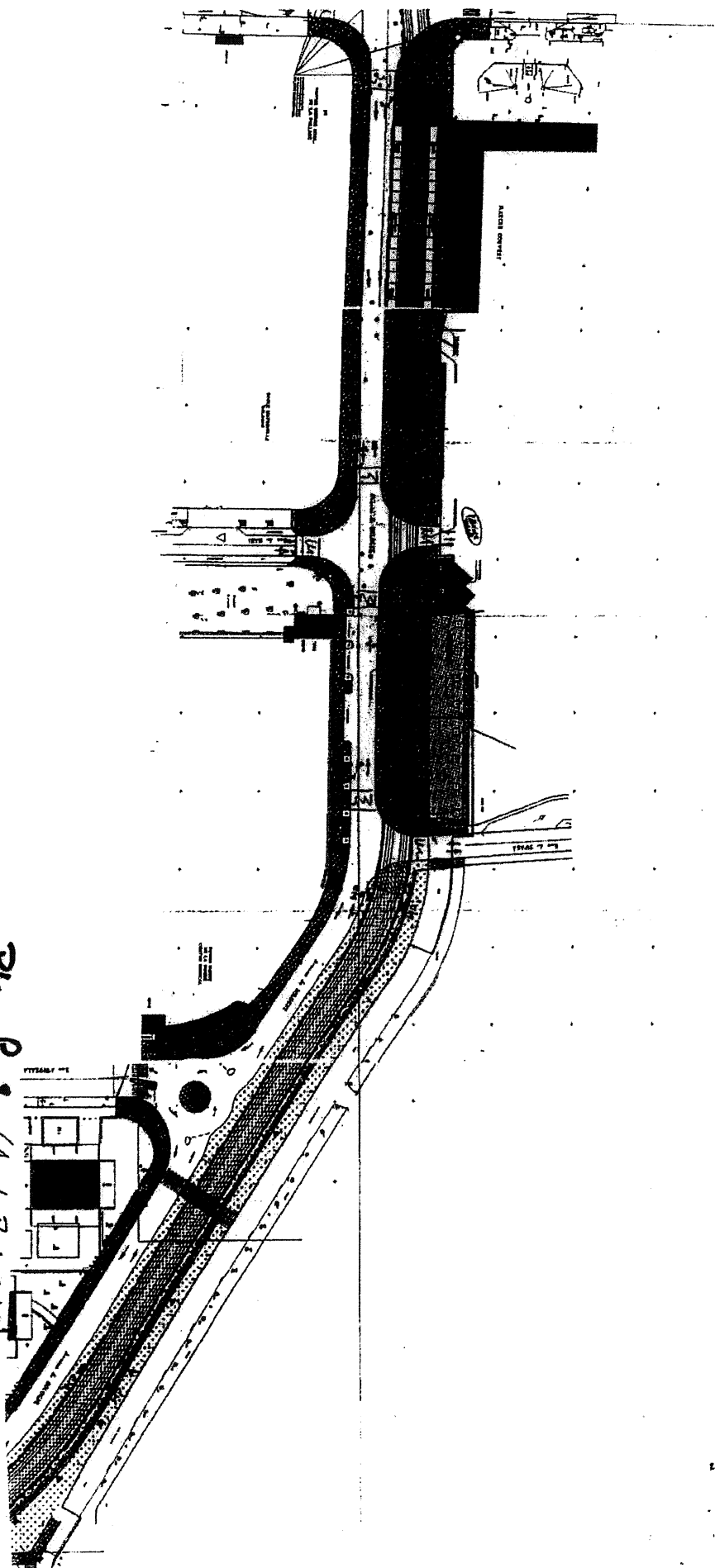


LEGENDE	
	PARKING DE CHANGE
	PLATFONNE (GLO) + QUAIS
	SUPPORT LIGNE AERIEENNE
	CHAMBRE MULTIBIBULAIRE
	OU SIGNA FERROVAIRE
	FEUX SIGNA FERROVAIRE
	SST SOUS STATION ELECTRIQUE
	RE BATIMENT D'EXPLOITATION

Plan de 2. (Au de Barcelone)

PREMIERE LIGNE DE TRAMWAY DE L'AGGLOMERATION MONTPELLIERAINE
CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC DE MONTPELLIER
ANNEXE 6.1
PROPRIETE AGGLOMERATION
Délimitation des emprises Situation des équipements

Planche 3. (Av de Bologne)



LEGENDE	
	PARKING D'ECHANGE
	PLATEFORME (GLD) + QUAS
	SUPPORT LIGNE AERENNE
	CHAMBRE MULTITUBULAIRE
	OU SIGNA FERROVAIRE
	FEUX SIGNA FERROVAIRE
	SSF SOUS STATION ELECTRIQUE
	BE BATIMENT D'EXPLOITATION

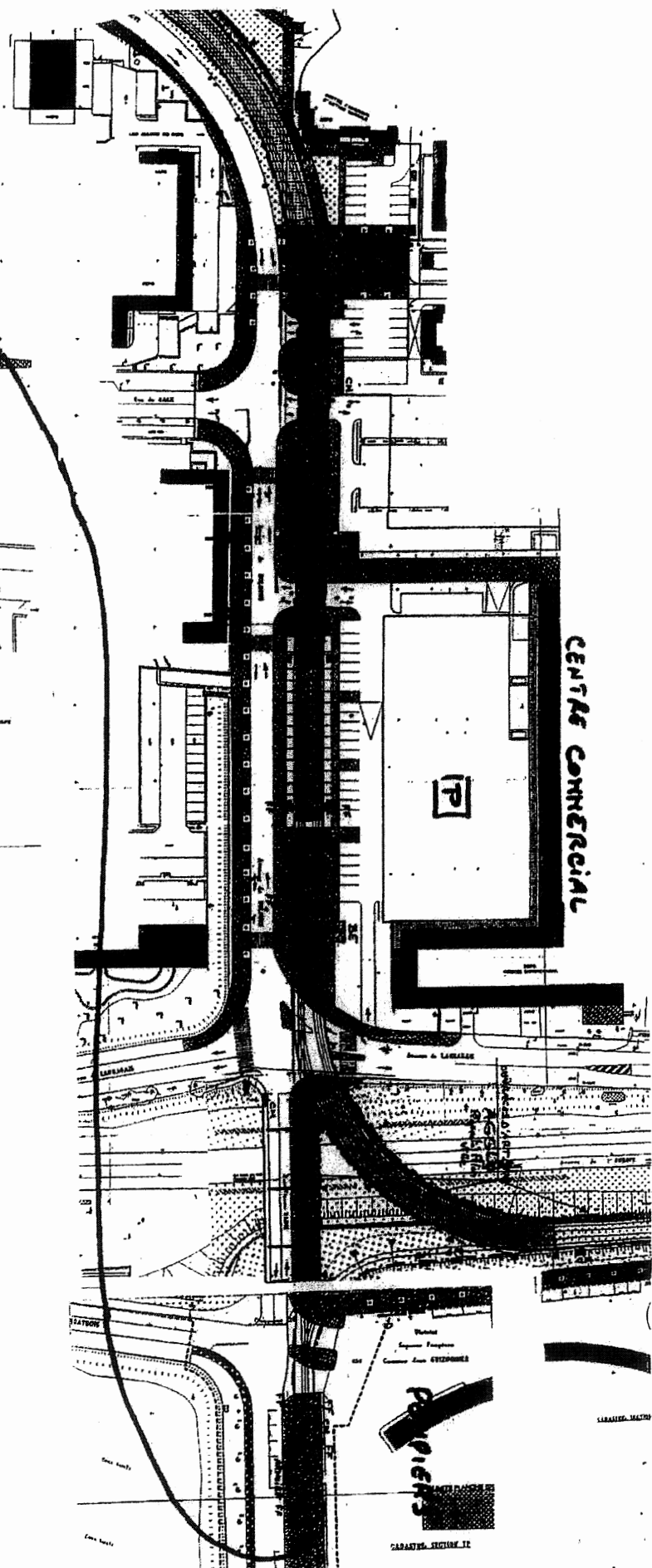
PREMIERE LIGNE DE TRAMWAY
DE L'AGGLOMERATION MONTPELLIERAINE

CONVENTION D'OCCUPATION
DU DOMAINE PUBLIC DE MONTPELLIER

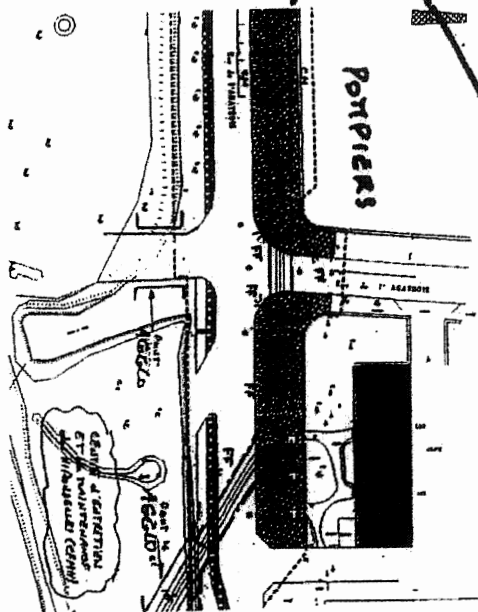
ANNEXE 6.1

PROPRIETE AGGLOMERATION

- Delimitation des emprises
- Situation des équipements

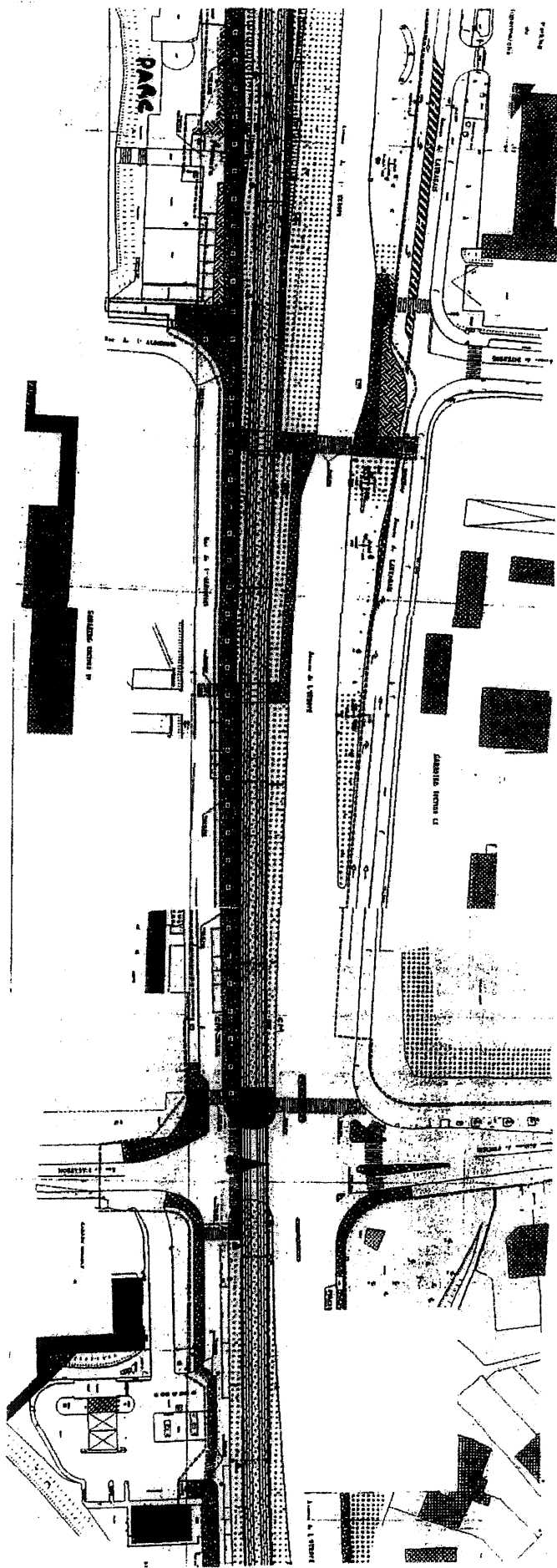


LEGENDE	
	PARKING D'ECHANGE
	PLATEFORME (CLO) - QUAIS
	SUPPORT LIGNE AERIEUNE
	CHAMBRE MULTITUBULAIRE
	OU SIGNA FERROVIAIRE
	FEUX SIGNA FERROVIAIRE
	SSI SOUS STATION ELECTRIQUE
	BE BATIMENT D'EXPLOITATION



*Planche 4. Av de Bolepue - 8^e Paul
Rout 130101 - Rue de 1^{er} April*

PREMIERE LIGNE DE TRAMWAY DE L'AGGLOMERATION MONTEPELLIERAINE	
CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC DE MONTEPELLIER	
ANNEXE 6.1	
PROPRIETE AGGLOMERATION	
-	Délimitation des emprises
-	Situation des équipements



LEGENDE

- PARKING DECHARGE
- PLATEFORME (GLO) + QUAIS
- SUPPORT LIGNE AERIE
- CHASSIS POUR TUBULAIRE
- OU SIGNA FERROVAIRE
- FEUX SIGNA FERROVAIRE
- SST SOUS STATION ELECTRIQUE
- BE BATIMENT D'EXPLOITATION

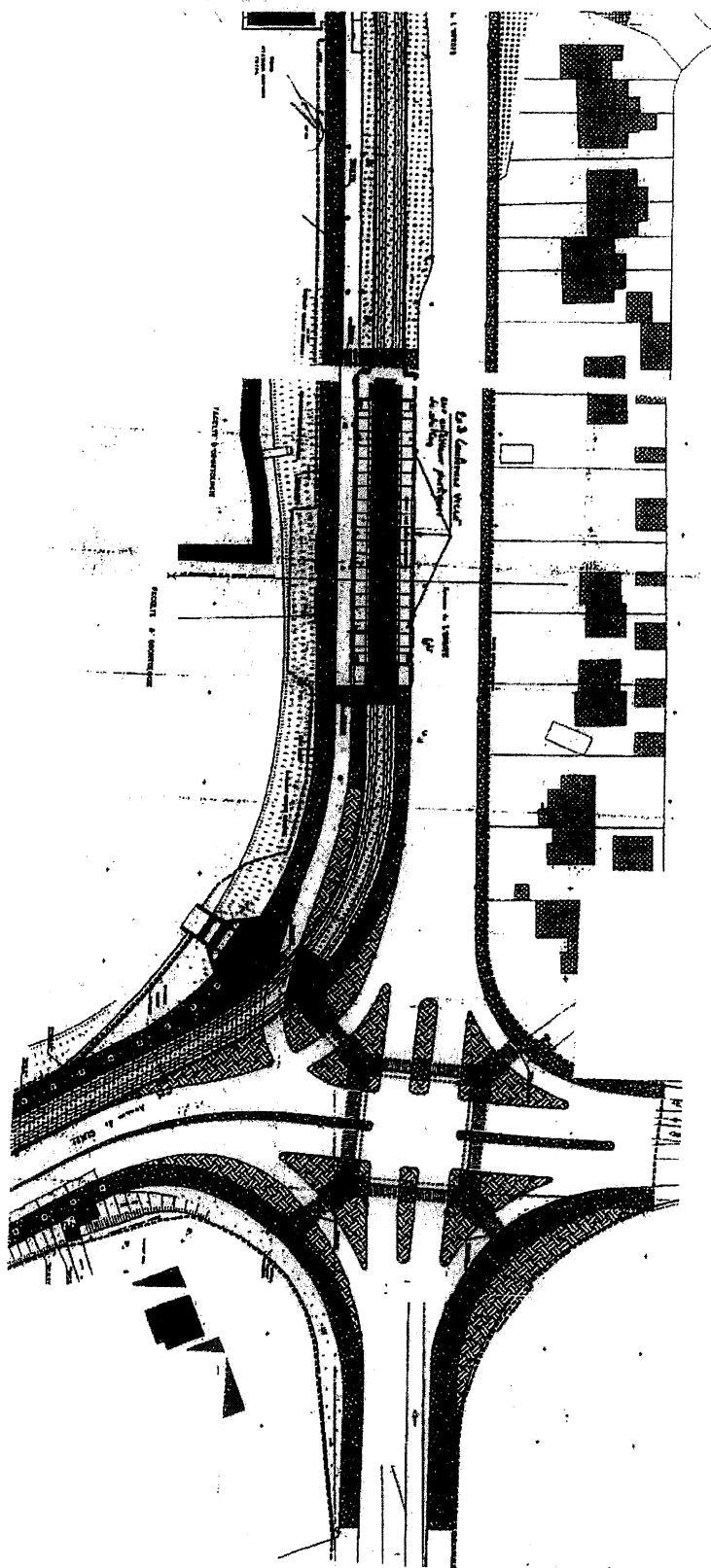
Planche 5. Avenue de l'Europe

PREMIERE LIGNE DE TRAMWAY
DE L'AGGLOMERATION MONTPELLIERAINE

CONVENTION D'OCCUPATION
DU DOMAINE PUBLIC DE MONTPELLIER
ANNEXE 6.1

PROPRIETE AGGLOMERATION

- Délimitation des emprises
- Situation des équipements



LEGENDE	
---	PARKING D'ECHANGE
---	PLATEFORME (GLD) + QUAIS
---	SUPPORT LIGNE AERIEUSE
■	CHAMBRE MULTITUBULAIRE
■	OUVRON FERRONNIER
■	FEUX SIGNAL FERRONNIER
■	SST SOUS STATION ELECTRIQUE
■	BE BATIMENT D'EXPLOITATION

Hauts de l'ASSANE
Planche 6. *Au de l'Europe. Au de GINEC*

PREMIERE LIGNE DE TRAMWAY DE L'AGGLOMERATION MONTPELLIERAINE
CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC DE MONTPELLIER
ANNEXE 6.1
PROPRIETE AGGLOMERATION
Délimitation des emprises Situation des équipements

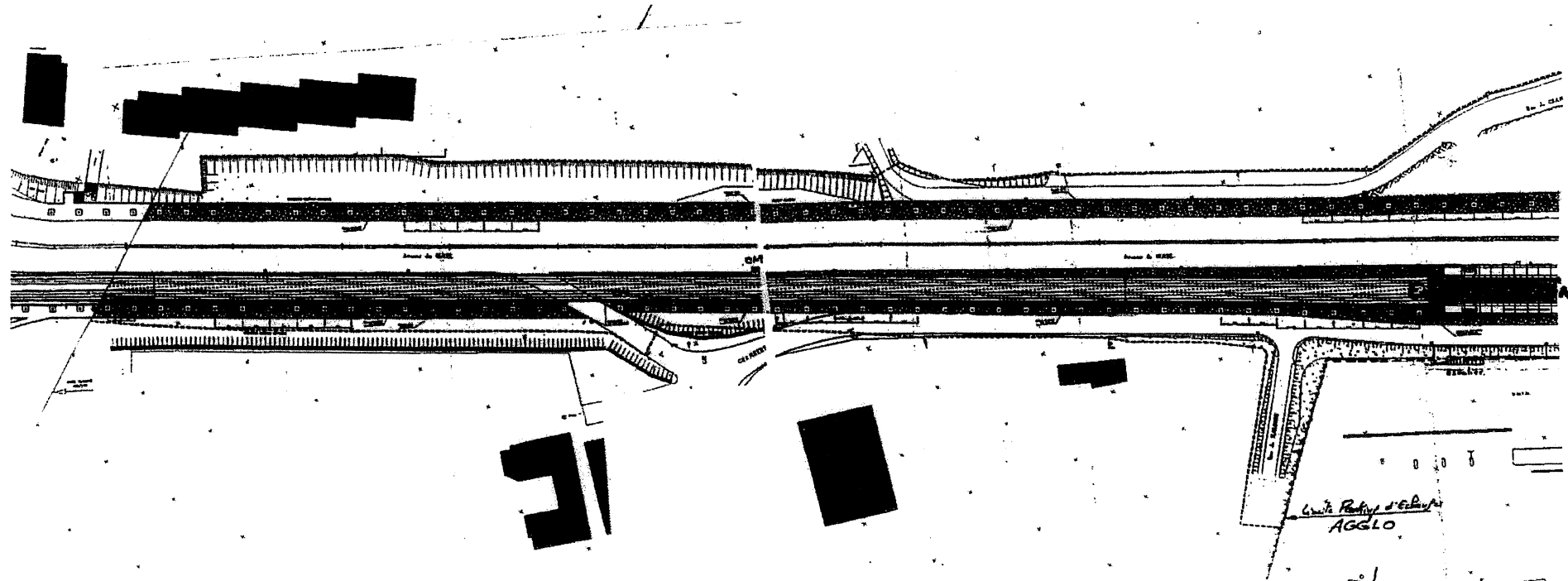


Planche 7. Avenue de GIMEL

LEGENDE	
-----	PARKING D'ECHANGE
-----	PLATFORME (GLO) + QUAIS
▶	SUPPORT LIGNE AERIENNE
■ CH	CHAMBRE MULTITUBULAIRE OU SIGNA FERROVIAIRE
• E FF	FEUX SIGNA FERROVIAIRE
⊠	SST SOUS STATION ELECTRIQUE
⊠	BE BATIMENT D'EXPLOITATION

PREMIERE LIGNE DE TRAMWAY
DE L'AGGLOMERATION MONTPELLIERAINE

CONVENTION D'OCCUPATION
DU DOMAINE PUBLIC DE MONTPELLIER

ANNEXE 6.1

PROPRIETE AGGLOMERATION

- Délimitation des emprises
- Situation des équipements

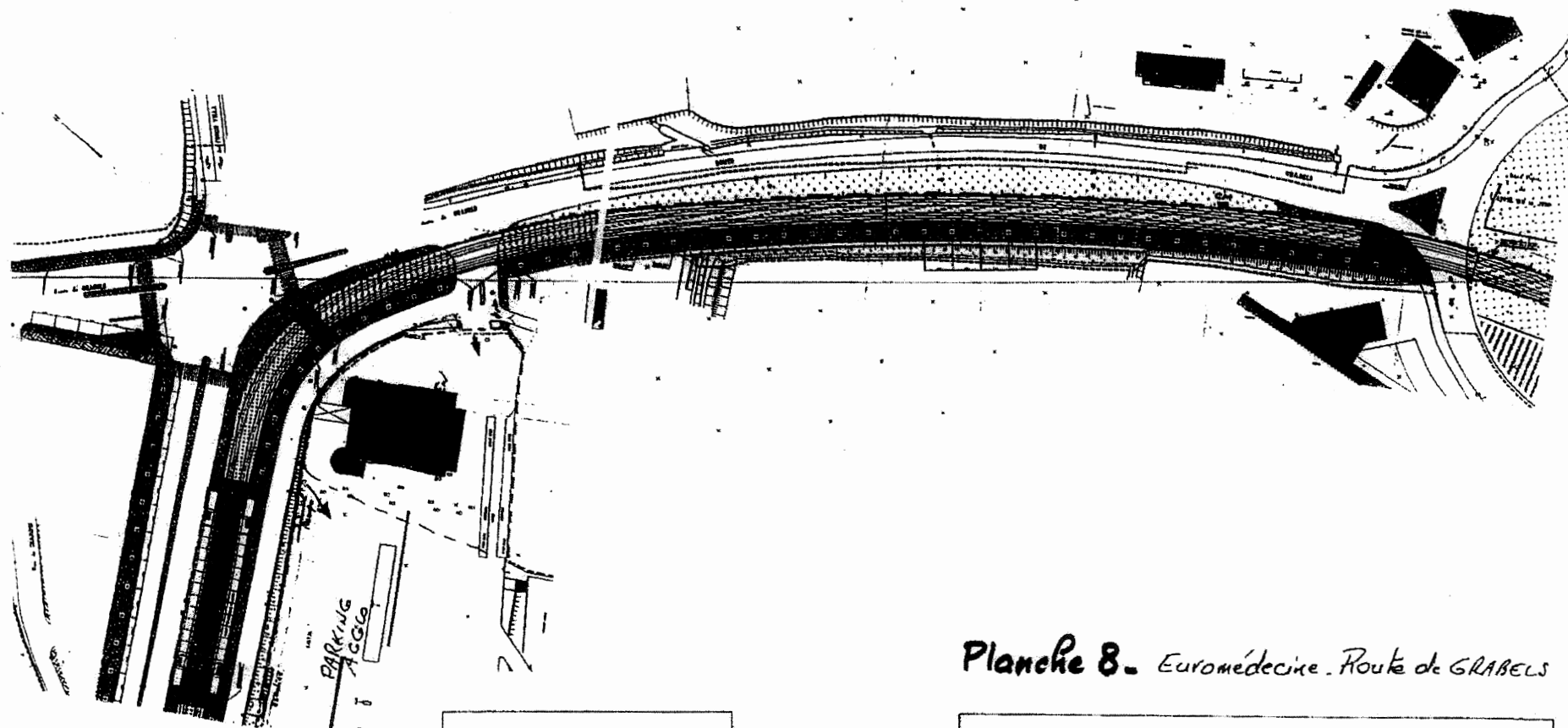


Planche 8. Euromédecine. Route de GRABELS

LEGENDE	
---	PARKING D'ECHANGE
---	PLATEFORME (GLO) + QUAIS
▲	SUPPORT LIGNE AERIEENNE
■ CM	CHAMBRE MULTITUBULAIRE OU SIGNA FERROVIAIRE
■ FF	FEUX SIGNA FERROVIAIRE
⊠	SST SOUS STATION ELECTRIQUE
⊠	BE BATIMENT D'EXPLOITATION

PREMIERE LIGNE DE TRAMWAY
DE L'AGGLOMERATION MONTELLIERAINE

CONVENTION D'OCCUPATION
DU DOMAINE PUBLIC DE MONTELLIER

ANNEXE 6.1

PROPRIETE AGGLOMERATION

- Délimitation des emprises
- Situation des équipements

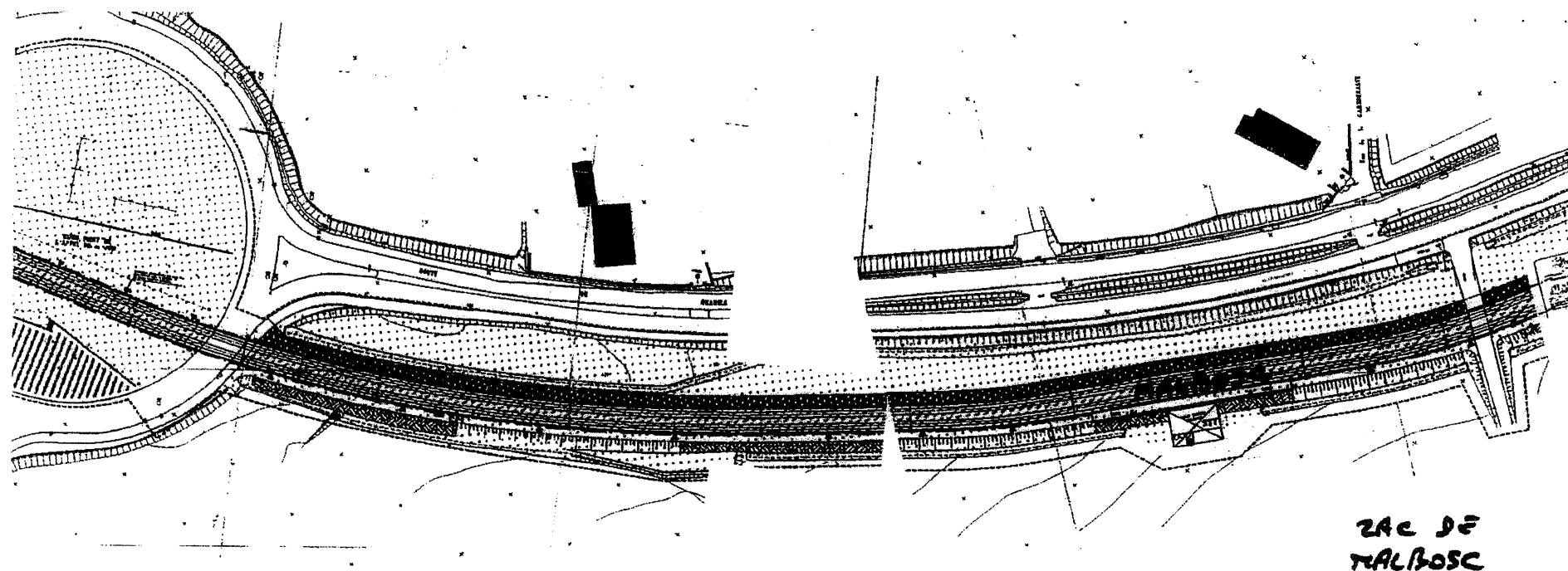


Planche 9. MABOSC - Route de Grabels

LEGENDE	
-----	PARKING D'ECHANGE
-----	PLATFORME (GLO) - QUAIS
▶	SUPPORT LIGNE AERIENNE
■ CM	CHAMBRE MULTITUBULAIRE OU SIGNA FERROVIAIRE
•E FF	FEUX SIGNA FERROVIAIRE
⊗	SST SOUS STATION ELECTRIQUE
⊗	RE BATIMENT D'EXPLOITATION

PREMIERE LIGNE DE TRAMWAY DE L'AGGLOMERATION MONTPELLIERAINE

CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC DE MONTPELLIER

ANNEXE 6.1

PROPRIETE AGGLOMERATION

- Délimitation des emprises
- Situation des équipements

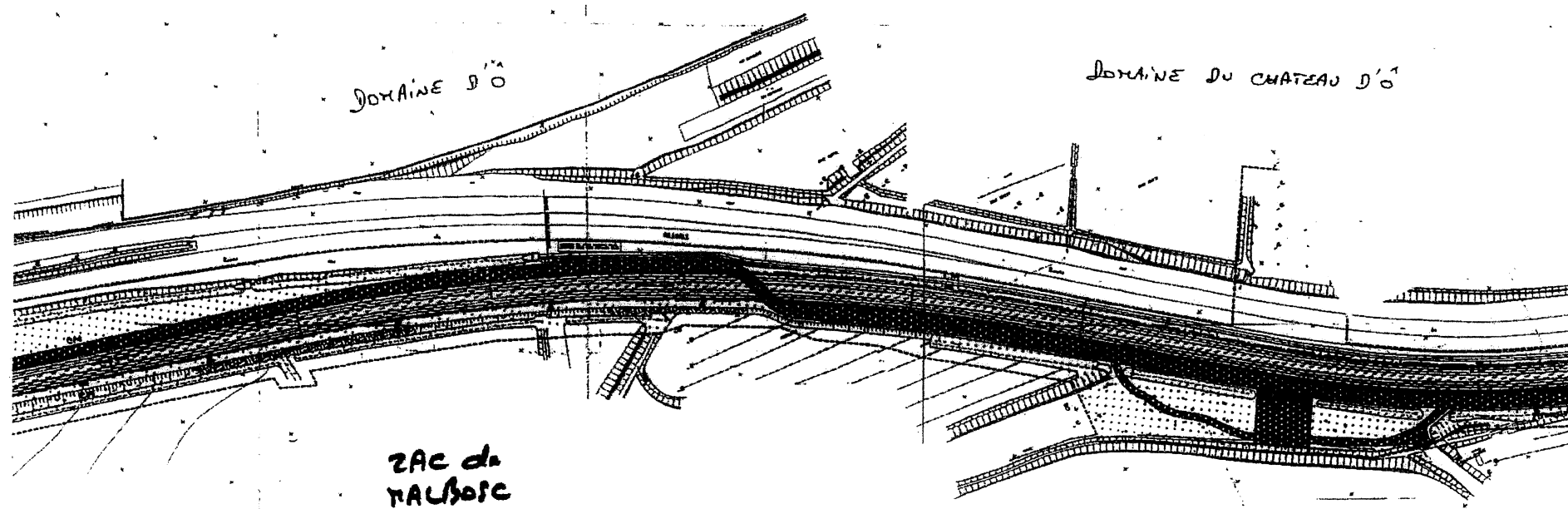


Planche 10. Route de GRABELS

LEGENDE	
----	PARKING D'ECHANGE
----	PLATFORME (GLO) + QUAIS
▼	SUPPORT LIGNE AERIENNE
■ CM	CHAMBRE MULTITUBULAIRE OU SIGNA FERROVIAIRE
•E FF	FEUX SIGNA FERROVIAIRE
⊠	SST SOUS STATION ELECTRIQUE
⊠	BE BATIMENT D'EXPLOITATION

PREMIERE LIGNE DE TRAMWAY
DE L'AGGLOMERATION MONTPELLIERAINE

CONVENTION D'OCCUPATION
DU DOMAINE PUBLIC DE MONTPELLIER

ANNEXE 6.1

PROPRIETE AGGLOMERATION

- Délimitation des emprises
- Situation des équipements

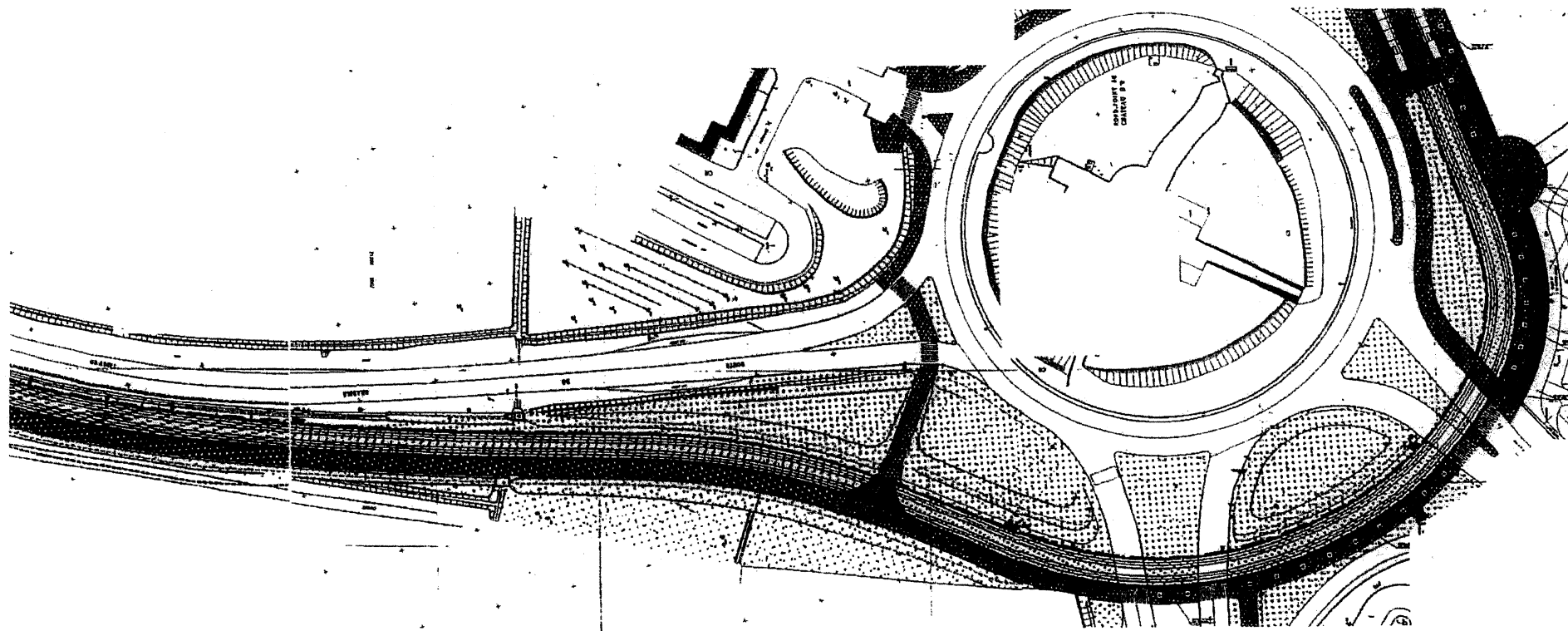


Planche 11. Route de GRABEUS - Rd Bint d'O

LEGENDE	
-----	PARKING D'ECHANGE
-----	PLATEFORME (GLO) + QUAIS
▶	SUPPORT LIGNE AERIENNE
CM	CHAMBRE MULTITUBULAIRE OU SIGNA FERROVIAIRE
EE	FEUX SIGNA FERROVIAIRE
⊗	SST SOUS STATION ELECTRIQUE
⊗	BE BATIMENT D'EXPLOITATION

PREMIERE LIGNE DE TRAMWAY
DE L'AGGLOMERATION MONTPELLIERAINE

CONVENTION D'OCCUPATION
DU DOMAINE PUBLIC DE MONTPELLIER

ANNEXE 6.1

PROPRIETE AGGLOMERATION

- Délimitation des emprises
- Situation des équipements

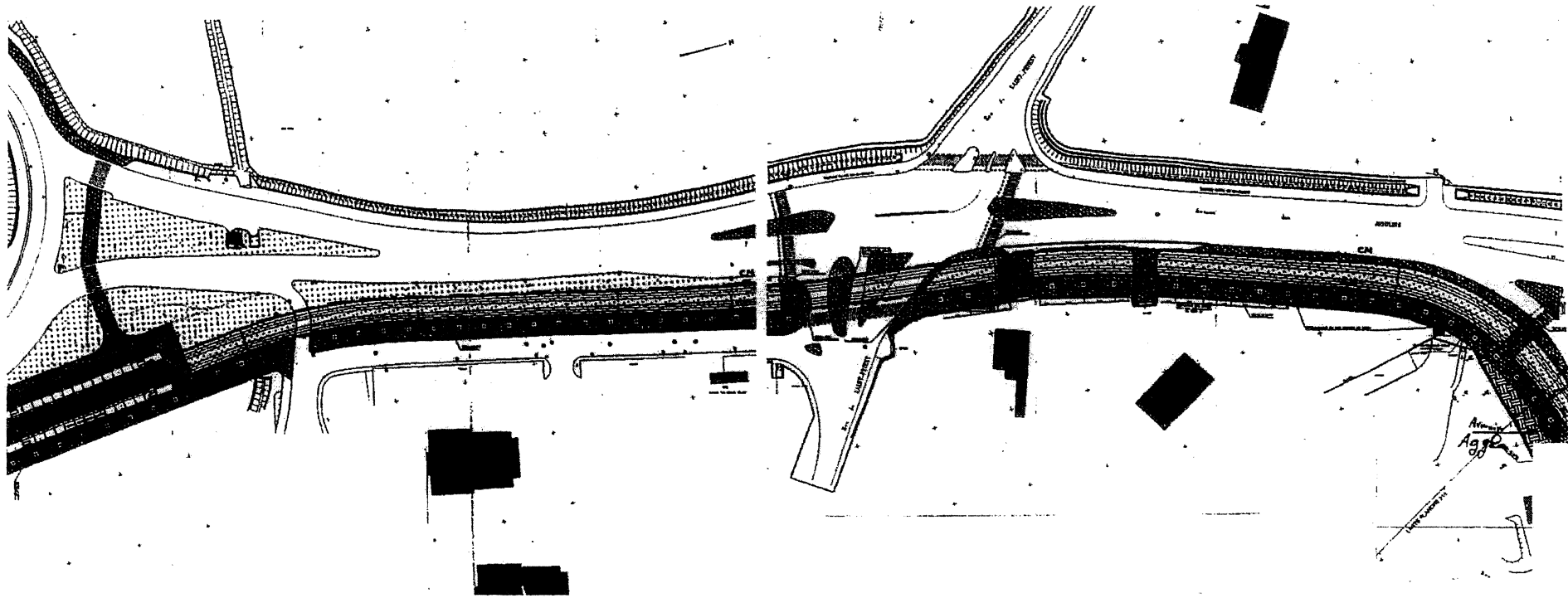


Planche 12. Chateau d'O - Avenue des Roucins

LEGENDE	
-----	PARKING D'ECHANGE
-----	PLATFORME (GLO) + QUAIS
▲	SUPPORT LIGNE AERIENNE
■ CH	CHAMBRE MULTITUBULAIRE OU SIGNA FERROVIAIRE
● FF	FEUX SIGNA FERROVIAIRE
⊗	SST SOUS STATION ELECTRIQUE
⊗	DE BATIMENT D'EXPLOITATION

PREMIERE LIGNE DE TRAMWAY
DE L'AGGLOMERATION MONTPELLIERAINE

CONVENTION D'OCCUPATION
DU DOMAINE PUBLIC DE MONTPELLIER

ANNEXE 6.1

PROPRIETE AGGLOMERATION

- Délimitation des emprises
- Situation des équipements

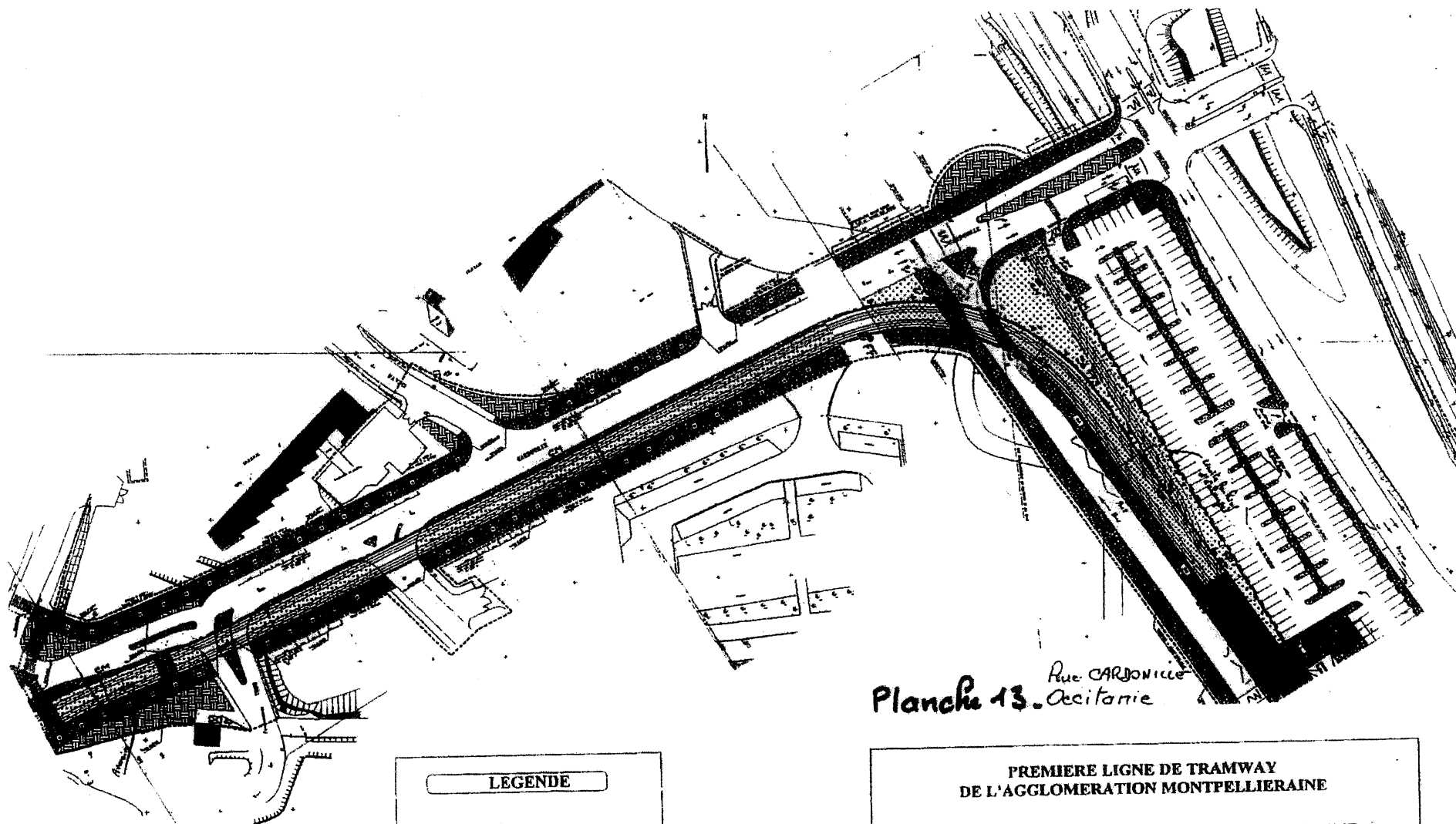


Planche 13. Rue CARBONIE Occitanie

LEGENDE

- PARKING D'ECHANGE
- PLATEFORME (GLO) + QUAIS
- ▲ SUPPORT LIGNE ARRIERE
- CM CHAMBRE MULTITUBULAIRE OU SIGNA FERROVIAIRE
- E FF FEUX SIGNA FERROVIAIRE
- ⊠ SST SOUS STATION ELECTRIQUE
- ⊠ BE BATIMENT D'EXPLOITATION

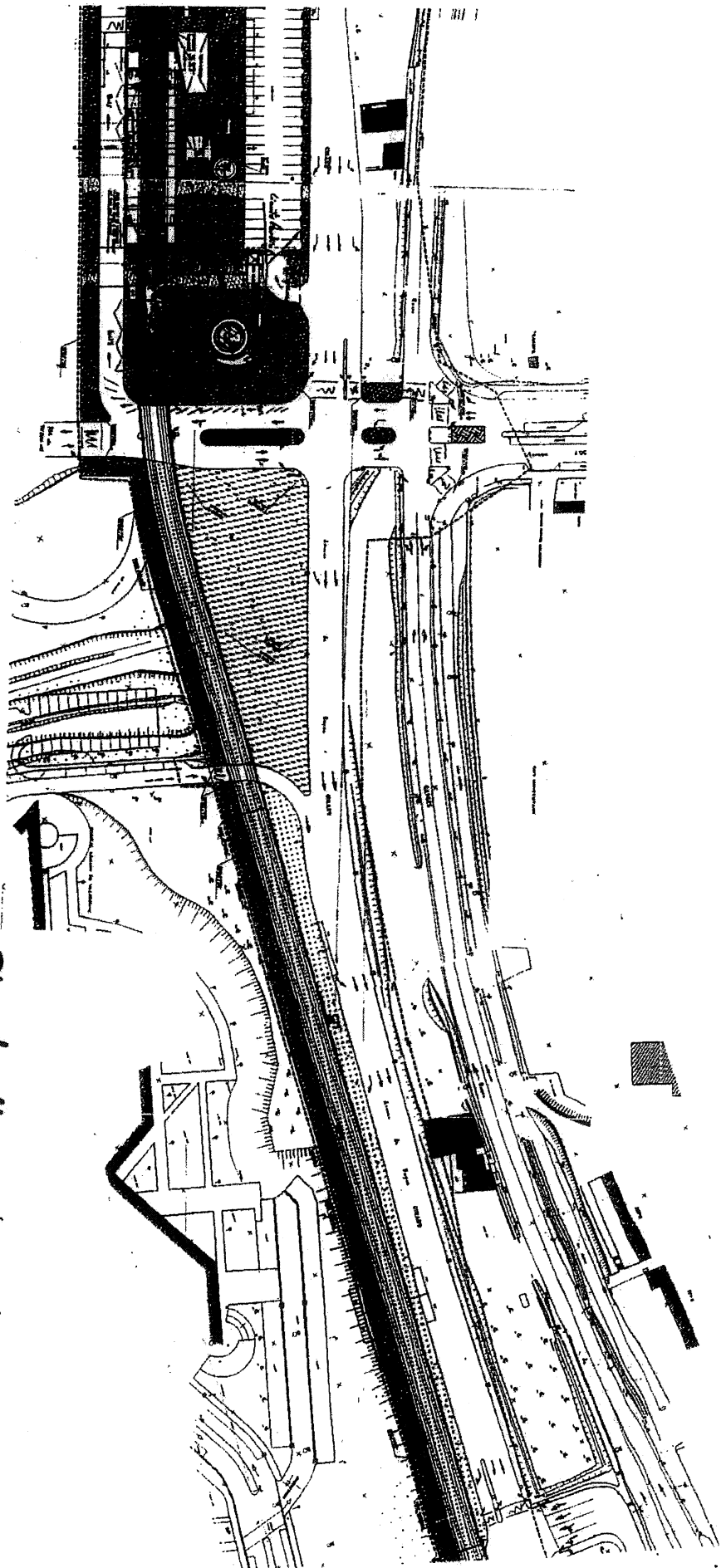
**PREMIERE LIGNE DE TRAMWAY
DE L'AGGLOMERATION MONTPELLIERAINE**

**CONVENTION D'OCCUPATION
DU DOMAINE PUBLIC DE MONTPELLIER**

ANNEXE 6.1

PROPRIETE AGGLOMERATION

- Délimitation des emprises
- Situation des équipements



LEGENDE

- PARKING D'ECHANGE
- PLATEFORME (GLD) - QUAIS
- SUPPORT LIGNE AERIEUNE
- CHAÎNE MULTITUBULAIRE
- CHAÎNE PERFORÉE
- PEUX SIGNA FERROVIAIRE
- SSI SOUS STATION ELECTRIQUE
- BE BATIMENT D'EXPLOITATION

Planche 14. Occidentale. Av du Boyel Giraud

PREMIERE LIGNE DE TRAMWAY DE L'AGGLOMERATION MONTPELLIERAINE

CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC DE MONTPELLIER

ANNEXE 6.1

PROPRIETE AGGLOMERATION

- Délimitation des emprises
- Situation des équipements